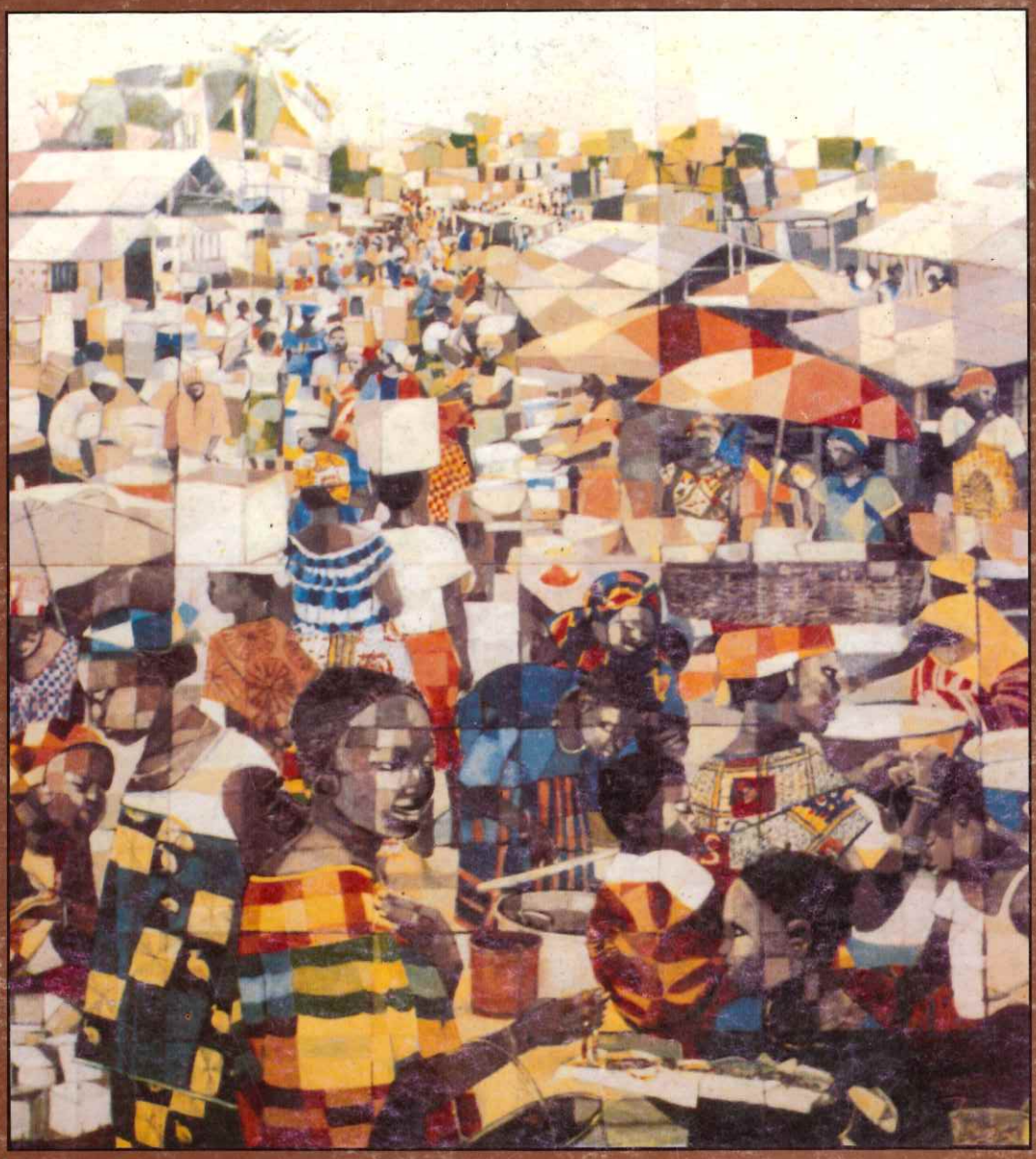
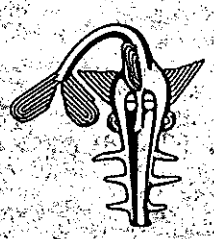
Rapport annuel 1994

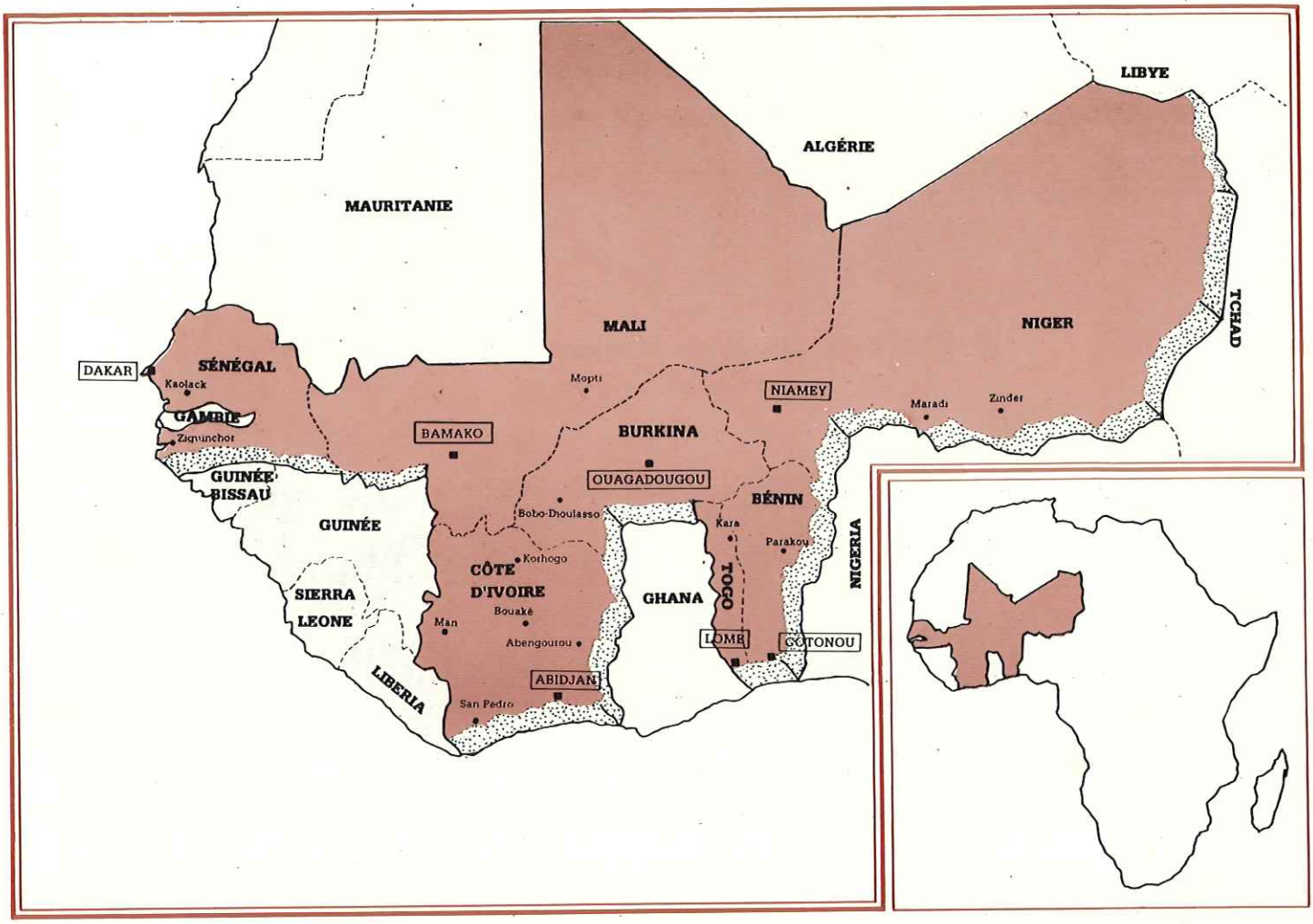


BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Rapport annuel 1994

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST





L'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), établie par le Traité du 14 novembre 1973 qui a remplacé celui du 12 mai 1962, regroupe les sept pays membres suivants, situés en Afrique de l'Ouest :

BENIN	MALI
BURKINA	NIGER
COTE D'IVOIRE	SENEGAL

TOGO

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, dont le trente-deuxième exercice d'activité est ici retracé, est l'Institut d'émission commun de l'UMOA, chargé notamment d'assurer la gestion de leur monnaie commune, le Franc de la Communauté Financière Africaine (Franc CFA), celle de leurs réserves de change et de mettre en oeuvre la politique monétaire commune.

N.B. - En l'absence de toute autre précision, les valeurs indiquées dans ce rapport sont exprimées en francs CFA.

COMPOSITION DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT DE L'UMOA

AU 30 SEPTEMBRE 1994

PRESIDENT : Son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE,
Président du Faso

Son Excellence Monsieur Nicéphore Dieudonné SOGLO,
Président de la République du Bénin

Son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE,
Président du Faso

Son Excellence Monsieur Henri Konan BEDIE,
Président de la République de Côte d'Ivoire

Son Excellence Monsieur Alpha Oumar KONARE,
Président de la République du Mali

Son Excellence Monsieur Mahamane OUSMANE,
Président de la République du Niger

Son Excellence Monsieur Abdou DIOUF,
Président de la République du Sénégal

Son Excellence le Général d'Armée Gnassingbé EYADEMA,
Président de la République togolaise.

COMPOSITION DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'UMOA

AU 30 SEPTEMBRE 1994

FRESIDENT : M. Soumaïla CISSE,
Ministre des Finances et du Commerce
de la République du Mali

République du Bénin

M. Paul DOSSOU, Ministre des Finances

M. Robert TAGNON, Ministre du Plan et de la Restructuration Economique

Burkina Faso

M. Zéphirin DIABRE, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan

M. Hermann YAMEOGO, Ministre d'Etat, chargé de l'Intégration Economique

République de Côte d'Ivoire

M. N'Goran NIAMIEN, Ministre Délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie, des Finances et du Plan

M. Lamine FADIKA, Ministre des Mines et de l'Energie

République du Mali

M. Soumaïla CISSE, Ministre des Finances et du Commerce

Mme SY Kadiatou SOW, Ministre des Affaires Etrangères, des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine

République du Niger

M. Abdallah BOUREIMA, Ministre des Finances et du Plan

M. Souley ABDOULAYE, Ministre du Commerce, des Transports et du Tourisme

République du Sénégal

M. Papa Ousmane SAKHO, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan

M. Mamadou Lamine LOUM, Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, chargé du Budget

République togolaise

M. Emile Elom DADZIE, Ministre de l'Economie et des Finances

M. Yandja YENTCHABRE, Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCEAO

AU 30 SEPTEMBRE 1994

PRESIDENT : M. Charles Konan BANNY,
Gouverneur de la Banque Centrale

République du Bénin

M. Estève RUSTICO, Directeur Général du Budget et du Matériel
M. Michel ZOUNON, Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique

Burkina Faso

M. Lucien Marie Noël BEMBAMBA, Directeur du Trésor
M. Tertius ZONGO, Directeur Général de la Coopération, au Ministère des Finances et du Plan

République de Côte d'Ivoire

M. Julien Eba BOUADOU, Directeur Général de la Comptabilité Publique et du Trésor
M. Jean Claude BROU, Conseiller Technique du Premier Ministre

République du Mali

M. Dionké DIARRA, Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique
M. Hamza Ahmadou CISSE, Directeur du Cabinet du Ministre des Finances et du Commerce

République du Niger

M. Abdou ISSAKA, Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances
M. Abdou MAÏDADJI, Directeur Général de l'Economie au Ministère de l'Economie et des Finances

République du Sénégal

M. Abdou Bame GUEYE, Directeur Général des Finances
M. Mame Cor SENE, Conseiller Technique au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan

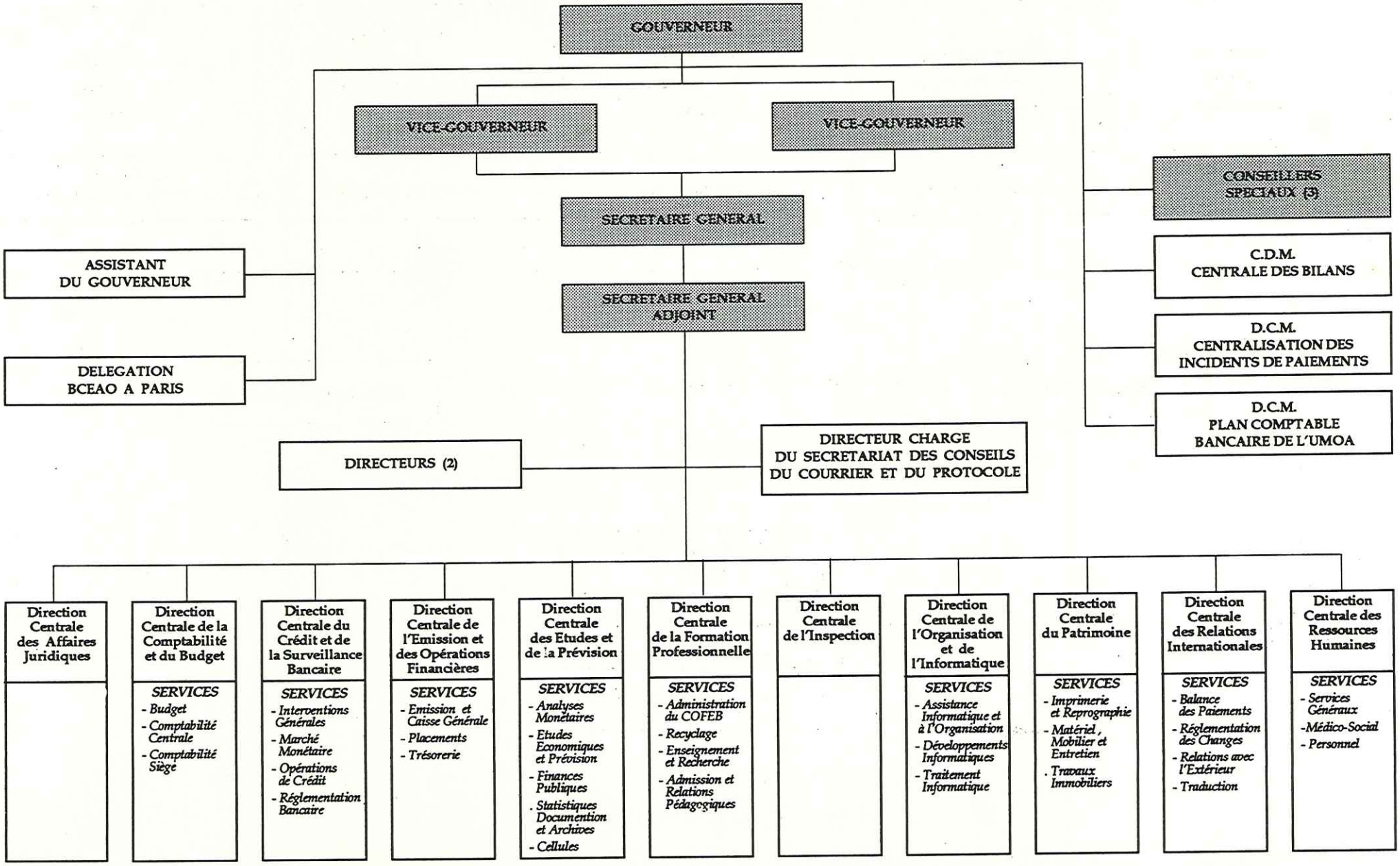
République togolaise

M. Jean-Claude Délava CODJO, Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances
M. Tchaa BOROZE, Directeur Général des Douanes

République française

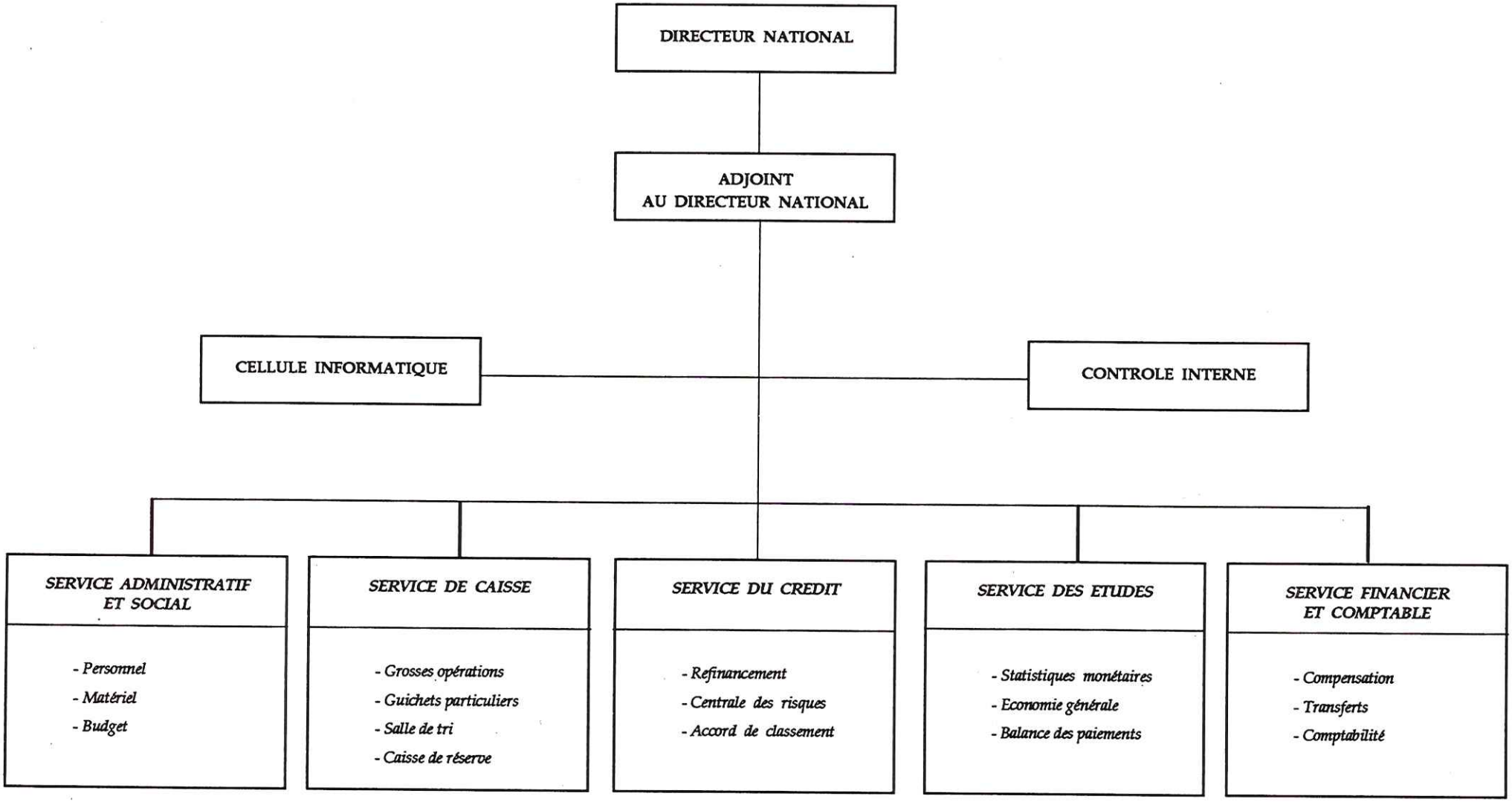
M. Christian NOYER, Directeur du Trésor au Ministère de l'Economie
M. Jean Michel SEVERINO, Directeur du Développement au Ministère de la Coopération.

ORGANISATION DU SIEGE DE LA BCEAO

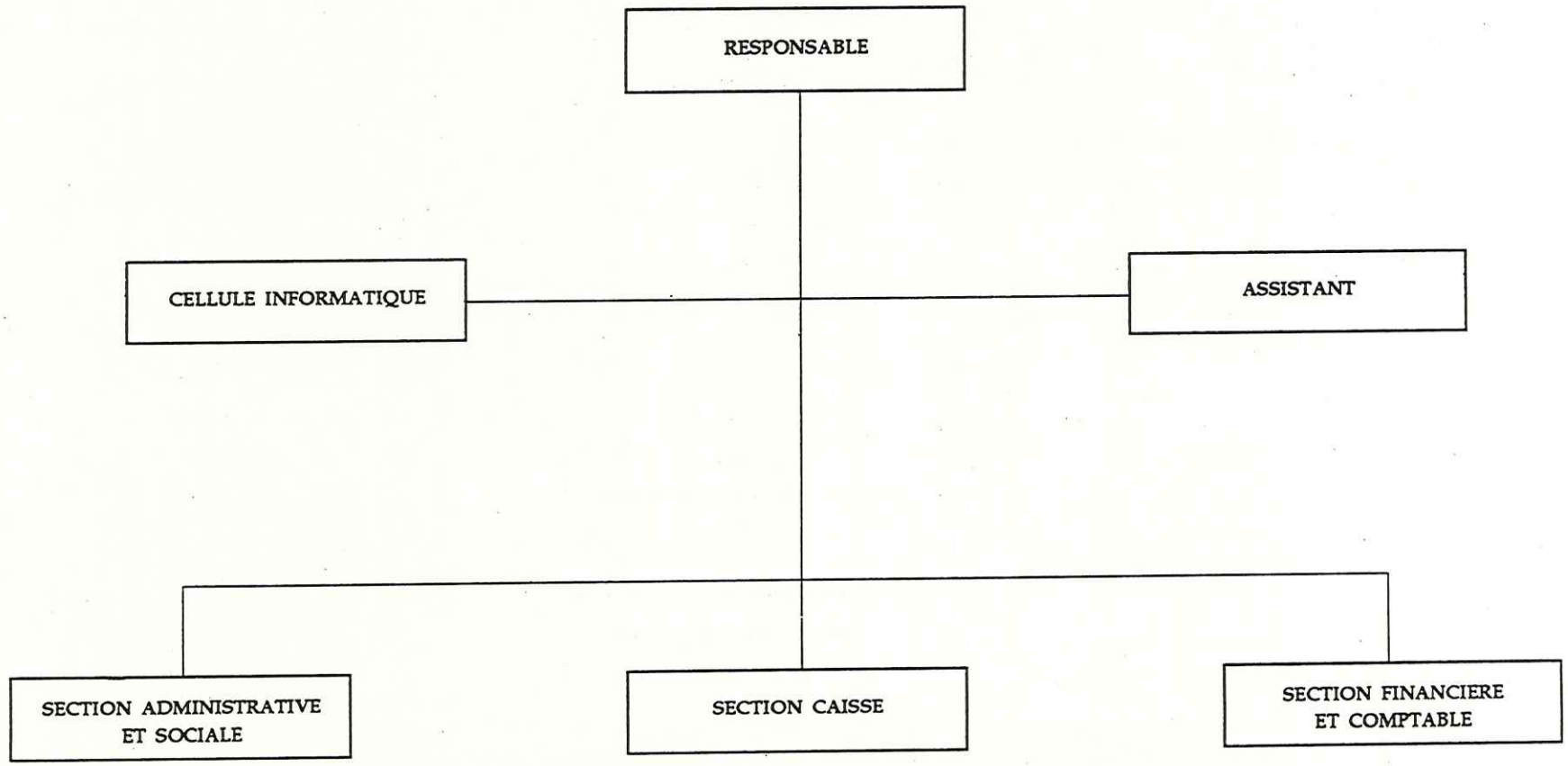


Membre du Gouvernement
CDM : Chargé de Mission

ORGANISATION DES DIRECTIONS NATIONALES
AGENCE PRINCIPALE



ORGANISATION DES DIRECTIONS NATIONALES (suite)
AGENCES AUXILIAIRES



GOUVERNEMENT

Gouverneur	: M. Charles Konan BANNY
Vice-Gouverneur	: M. Kadré Désiré OUEDRAOGO
Vice-Gouverneur	: M. Boukary ADJI
Secrétaire Général	: M. Michel Komlanvi KLOUSSEH
Secrétaire Général Adjoint	: M. Mbaye Diop SARR
Conseiller Spécial du Gouverneur	: M. Mandé SIDIBE
Conseiller Spécial du Gouverneur	: M. Younoussi TOURE
Conseiller Spécial du Gouverneur	: M. Patrice KOUAME
Assistant du Gouverneur	: M. Abdoulaye BIO TCHANE
Directeur au Secrétariat Général	: M. Fidèle HIEN
Directeur au Secrétariat Général	: M. Abderrahmane ALFIDJA
Directeur au Secrétariat Général, chargé du Secrétariat des Conseils, du Courrier et du Protocole	: M. Albert GRIMAUD

DIRECTIONS CENTRALES

Directeur Central des Affaires Juridiques	: Mme Elisabeth DIAW-POTIN
Directeur Central de la Comptabilité et du Budget par intérim	: M. Christian Konan KOFFI
Directeur Central du Crédit et de la Surveillance Bancaire par intérim	: M. Latégan D. LAWSON
Directeur Central de l'Emission et des Opérations Financières	: M. Lansina BAKARY
Directeur Central des Etudes et de la Prévision	: M. Emmanuel NANA
Directeur Central de la Formation Professionnelle	: M. Gilbert MEDJE
Directeur Central de l'Inspection	: M. Emile PARE
Directeur Central de l'Organisation et de l'Informatique par intérim	: M. Amadou Sadickh DIOP
Directeur Central du Patrimoine par intérim	: M. Abdoulaye SOUMANA
Directeur Central des Relations Internationales par intérim	: M. Bernard KONAN
Directeur Central des Ressources Humaines par intérim	: M. Léonce KONE

BUREAU RATTACHE AU GOUVERNEMENT

Délégué du Gouverneur au Bureau de Paris	: M. Sié COULIBALY

DIRECTIONS NATIONALES

Directeur National pour le Bénin	: M. Paulin COSSI
Directeur National pour le Burkina	: M. Moussa KONE
Directeur National pour la Côte d'Ivoire	: M. Tiémoko Meyliet KONE
Directeur National pour le Mali	: M. Mandé SIDIBE
Directeur National pour le Niger	: M. Mamadou DIOP
Directeur National pour le Sénégal par intérim	: M. Seyni NDIAYE
Directeur National pour le Togo	: M. Yao Messan AHO

N.B. Liste des membres du Gouvernement ainsi que des Directeurs Centraux et Nationaux au 30 septembre 1994.

L'AFRIQUE DE L'OUEST

SIEGE SOCIAL

Dakar, Avenue Abdoulaye FADIGA
Boîte Postale : 3108
Téléphone : (221) 23 16 15 - 23 10 42 - 23 45 01
Télex : BCEAO 21530 SG, 21597 SG, 21815 SG, 21817 SG et 21833 SG
Téléfax : (221) 23 93 35

BENIN

Cotonou, Zone portuaire, Avenue d'ORNANO
Route Inter-Etat N° 11
Boîte Postale : 325
Téléphone : 31 24 66 - 31 37 82
Télex : 5211 BCEAO CTNOU
Téléfax : 31 24 65

Parakou
Boîte Postale : 201
Téléphone : 61 03 25 / 29
Télex : 5099 BCEAO PKOU

BURKINA

Ouagadougou, Avenue Gamal Abdel NASSER
Boîte Postale : 356
Téléphone : 30 60 15 / 16 / 17
Télex : BCEAO 5205 BF
Téléfax : 31 01 22

Bobo-Dioulasso
Boîte Postale : 603
Téléphone : 98 02 29 / 32
Télex : BCEAO 8228 BF

CÔTE D'IVOIRE

Abidjan, Angle Boulevard BOTREAU-ROUSSEL
et Avenue DELAFOSSE
Boîte Postale : 1769 ABIDJAN 01
Téléphone : 21 04 66 - 21 90 70
Télex : BC ABJ CI 23474, 23761, 22601
Téléfax : 22 28 52

Abengourou
Boîte Postale : 905
Téléphone : 91 37 15 - 91 38 15 - 91 39 15
Télex : 59103 BCEAO-CI

Bouaké
Boîte Postale : 773
Téléphone : 63 33 13 / 14
Télex : 69109 BCEAO-CI

Korhogo
Boîte Postale : 54
Téléphone : 86 01 10 / 11
Télex : 63106 BCEAO-CI

Man
Boîte Postale : 1017
Téléphone : 79 02 67
Télex : 89106 BCEAO-CI

San Pédro
Boîte Postale : 387
Téléphone : 71 21 74
Télex : 99130 BCEAO-CI
Télex : 7202 BCEAO

MALI

Bamako, Square LUMUMBA
Boîte Postale : 206
Téléphone : 22 37 56 / 57
Télex : BCEAO 2574 MJ
Téléfax : 22 47 86

Mopti
Boîte Postale : 182
Téléphone : 43 01 02 - 43 05 65
Télex : BCEAO MPT 8001 MJ

NIGER

Niamey, Rond-Point de la Poste
Boîte Postale : 487
Téléphone : 72 24 91 / 92 / 95
Télex : BCEAO 5218 NI
Téléfax : 73 47 43

Maradi
Boîte Postale : 265
Téléphone : 41 00 96
Télex : BCEAO M 8244 NI

Zinder
Boîte Postale : 133
Téléphone : 51 00 92
Télex : BCEAO 8226 ZNI

SENEGAL

Dakar, Boulevard du Général DE GAULLE
angle Triangle Sud
Boîte Postale : 3159
Téléphone : 23 13 30 - 23 53 84
Télex : 21839 BCEAO SG
Téléfax : 23 57 57

Kaolack
Boîte Postale : 79
Téléphone : 41 13 86 / 87
Télex : 74071 BCEAO SG

Ziguinchor
Boîte Postale : 317
Téléphone : 91 10 39
Télex : 73027 BCEAO SG

TOGO

Lomé, rue des NIMES
Boîte Postale : 120
Téléphone : 21 25 12 - 21 53 84 / 85
Télex : 5216 BCEAO TO
Téléfax : 21 76 02

Kara
Boîte Postale : 75
Téléphone : 60 60 79 - 60 61 37

BUREAU A L'EXTERIEUR DE L'UNION (FRANCE)

Paris, 29 rue du Colisée - 75008
Téléphone : 42 25 71 60
Télex : BCEAO 650087 F
Téléfax : 42 56 00 37

S O M M A I R E

MESSAGE DU GOUVERNEUR DE LA BCEAO 15

INTRODUCTION 21

L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 23

1 ENVIRONNEMENT EXTERIEUR 23

1.1 Conjoncture économique internationale 23

1.2 Marchés des changes 24

1.3 Evolution des taux d'intérêt à l'étranger 24

1.4 Evolution des marchés financiers 27

2 ENVIRONNEMENT INTERIEUR 28

2.1 Généralités 28

2.2 Production 28

2.3 Revenus et prix 31

2.4 Finances publiques 31

2.5 Secteur extérieur 32

LA MONNAIE ET LE CREDIT 37

1 POLITIQUE DE LA MONNAIE ET DU CREDIT 37

1.1 Objectifs généraux 37

1.2 Moyens. 37

2 EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES 45

2.1 Avoirs extérieurs et balance des paiements 45

2.2 Crédit intérieur 51

2.3 Masse monétaire 56
2.4 Epargne privée collectée par les banques et les caisses d'épargne 57
2.5 Concours de la Banque Centrale 58
2.6 Opérations du marché monétaire 63
2.7 Opérations du marché interbancaire 68
2.8 Base monétaire 69

LES AUTRES ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE 75

1 GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE 75
1.1 Prélèvements et versements aux guichets 75
1.2 Composition de la circulation fiduciaire 76

2 EXECUTION DES REGLEMENTS A L'INTERIEUR DE L'UMOA 77
2.1 Mouvements de billets externes aux guichets des agences 77
2.2 Dispositions entre les pays de l'U.M.O.A 78

3 EXECUTION DES REGLEMENTS AVEC L'EXTERIEUR 80
3.1 Opérations sur billets 80
3.2 Transferts scripturaux 80

4 EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET DES CHANGES 81
4.1 Evolution du réseau bancaire 81
4.2 Programmes d'assainissement des banques 82
4.3 Dispositions réglementaires 82
4.4 Evolution de l'activité des banques 83
4.5 Activités des chambres de compensation 84

5 COOPERATION MONETAIRE 86
5.1 Relations avec le Fonds Monétaire International 86
5.2 Relations avec les autres institutions 87

6 AUTRES ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE 89

6.1 Intégration économique des Etats membres de l'UMOA 89

6.2 Marché Financier Régional 89

6.3 Plan Comptable Bancaire de l'UMOA 90

6.4 Centrale des Bilans 90

6.5 Centralisation des Incidents de Paiements 90

L'ADMINISTATION ET LES COMPTES DE LA BANQUE CENTRALE 93

1 VIE ET FONCTIONNEMENT DES ORGANES STATUTAIRES 93

1.1 La Conférence des Chefs d'Etat de l'UMOA 93

1.2 Le Conseil des Ministres de l'UMOA 93

1.3 Le Comité Ministériel de Suivi 95

1.4 Le Conseil d'Administration de la BCEAO 96

1.5 Prestation de serment du Gouverneur 97

2 PERSONNEL ET SERVICE 98

2.1 Organigramme 98

2.2 Personnel et formation 98

2.3 Informatisation de la Banque Centrale 100

2.4 Réseau 100

3 COMPTES FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE 101

3.1 Analyse du bilan 101

3.2 Compte de résultat 104

3.3 Contrôle des comptes 106

BILAN DE LA BANQUE CENTRALE 110

ANNEXE STATISTIQUE ..... A 1

MESSAGE DU GOUVERNEUR DE LA BCEAO

L'avènement de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine et le réajustement de la parité du franc CFA, intervenus presque simultanément en janvier 1994, représentent incontestablement les deux événements majeurs qui ont marqué l'exercice 1993-1994 de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Ils ont en effet profondément modifié le cadre d'exercice de l'action monétaire pour la période sous revue, mais également pour l'avenir de l'Union.

En décidant de renforcer le processus d'ajustement des Etats de l'UMOA par l'utilisation du taux de change, les Autorités monétaires cherchent à rétablir la compétitivité des économies et à créer les conditions d'une reprise, saine et durable, de la croissance économique. Cette mesure vise également à restaurer les grands équilibres macro-économiques de l'Union.

Par ailleurs, en décidant d'unifier les espaces économiques nationaux dans un cadre régional intégré, l'Union souligne sa volonté d'asseoir la monnaie commune sur un socle économique plus solide.

Un an après ces deux décisions historiques, l'examen de la situation économique, financière et monétaire des Etats de l'Union laisse apparaître une amélioration d'ensemble des performances.

Ainsi, l'inflation a été relativement bien maîtrisée, car l'évolution des prix s'est inscrite en deçà des objectifs fixés dans tous les pays.

Le produit intérieur brut (PIB), après un recul en 1993, a enregistré une croissance réelle positive en 1994, en liaison notamment avec la reprise des cours des matières premières et l'accroissement de la production agricole d'exportation, du tourisme, de la pêche et des industries tournées vers l'exportation ou la valorisation des produits locaux.

Les tensions sur les trésoreries publiques se sont atténuées du fait des politiques budgétaires rigoureuses et du soutien de la communauté internationale, concrétisé par des apports financiers et par des rééchelonnements ou des annulations de la dette extérieure.

Le solde de la balance commerciale, déficitaire en 1993, est redevenu excédentaire à la suite d'une contraction en volume des importations de biens de consommation et d'une hausse des exportations, induites par la dévaluation du franc CFA. De même, le commerce intrarégional s'est développé, préfigurant un début de changement des habitudes de consommation des populations au profit des produits originaires de l'UMOA.

Au plan de la monnaie et du crédit, les avoirs extérieurs des institutions monétaires se sont sensiblement accrus et assurent désormais une couverture satisfaisante des engagements monétaires et des importations.

Dans ce contexte, l'action de l'Institut d'émission a visé en priorité à contenir les pressions inflationnistes et à appuyer la reprise de l'activité économique. Ainsi, pour contribuer à la lutte contre l'inflation, les Autorités monétaires ont, au lendemain du changement de parité, relevé de quatre (4) points le taux d'escompte pour le porter à 14,5% et adopté une politique de régulation de la liquidité bancaire. Les adjudications hebdomadaires sur le marché monétaire et la titrisation des concours consolidés ont été les instruments privilégiés de cette politique. En vue d'assurer le succès de cette titrisation, la Banque Centrale a accepté de garantir le rachat automatique des titres d'Etat.

Le soutien à la relance économique s'est matérialisé par la révision à la hausse des objectifs de croissance du crédit intérieur et, à compter de fin juin 1994, par une détente progressive des taux directeurs de l'Institut d'émission, à la mesure des progrès réalisés dans la maîtrise des prix.

La Banque Centrale a, par ailleurs, contribué à la mise en oeuvre du processus d'intégration économique, en préparant avec la collaboration de l'ensemble des parties prenantes et l'appui de partenaires extérieurs, le Traité de l'UEMOA signé le 10 janvier 1994. Par la suite, elle a organisé la ratification du Traité et initié l'installation des organes de l'UEMOA. Elle participe activement, non seulement aux études afférentes aux réformes sectorielles, mais aussi à une campagne d'information sur le schéma d'intégration, tout en assurant la conduite de certains chantiers, comme la création d'un marché financier régional.

Au plan interne, la modernisation de l'administration de l'Institut d'émission s'est poursuivie en 1993-1994, avec l'audit externe des comptes et de gestion ainsi qu'avec la réalisation d'une étude sur la gestion intégrée des ressources humaines.

Les résultats de ces travaux devraient déboucher sur une rationalisation accrue des activités et une plus grande maîtrise des coûts.

S'agissant des proches perspectives, les tendances positives dégagées au cours de l'exercice écoulé, devront être confortées par l'exploitation judicieuse du potentiel de croissance créé par la dévaluation du franc CFA et l'intégration économique. Un accent particulier devra être mis sur la relance de l'investissement et la diversification des exportations de l'Union, ainsi que sur la promotion du secteur privé dans un espace unifié et assaini, où la stabilité et la concurrence seront renforcées, grâce à l'harmonisation de l'environnement réglementaire et fiscal et à la mise en oeuvre de politiques sectorielles communes, dans le cadre d'une union douanière.

Les instruments et les structures de financement des économies seront diversifiés et améliorés, avec notamment la réalisation du marché financier régional. Ce processus sera soutenu par les efforts entrepris pour renforcer l'appareil statistique et comptable, en vue d'une meilleure évaluation des mécanismes et des performances du secteur réel ainsi que d'une appréciation plus fine des besoins de financement des entreprises et de leur solvabilité.

La rénovation de la gestion monétaire sera poursuivie par la mise en oeuvre d'une véritable politique d'open-market et l'introduction de nouveaux instruments, notamment des titres de créances négociables pour appuyer l'émergence du marché interbancaire régional.

La lutte contre l'inflation et la relance de l'activité économique, ainsi que le soutien au processus d'intégration économique demeureront les principaux axes de la politique monétaire de la Banque Centrale, au cours de ces prochaines années. L'Institut d'émission recherchera à consolider la reprise économique qui s'est amorcée, pour la faire évoluer vers une phase d'expansion soutenue et durable. C'est ce défi et celui d'une relance des investissements que les Etats de l'Union et les Autorités monétaires se proposent de relever, avec la participation active du secteur privé et l'appui de la communauté internationale.

Charles Konan BANNY,

Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest
et Président du Conseil d'Administration



Stockage de l'arachide par la SONACOS au Sénégal.



Palmeraies dans la région Sud de la Côte d'Ivoire.

INTRODUCTION

LE réaménagement de la parité du franc CFA ainsi que la signature et la ratification du Traité de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine auront constitué les faits saillants qui ont marqué l'exercice monétaire 1993-1994 de la Banque Centrale. L'action de l'Institut d'émission s'est orientée en priorité vers la maîtrise des tensions inflationnistes et le rétablissement des grands équilibres macro-économiques intérieurs et extérieurs. Elle s'est également inscrite dans le cadre du renforcement du nouveau dispositif de gestion monétaire, avec la mise en oeuvre du marché monétaire rénové, du système des réserves obligatoires, de la titrisation des concours consolidés et de la libéralisation des conditions de banque.

Au plan de l'environnement international, l'année 1994 a été marquée par une reprise économique dans l'ensemble des pays industrialisés. Tirée notamment par l'économie des Etats-Unis, la croissance a atteint 3,0% dans les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) contre 1,3% en 1993. Cette expansion généralisée de l'activité n'a cependant pas fait reculer le chômage qui s'est stabilisé autour de 35 millions de demandeurs d'emplois.

Sur les marchés des changes, le dollar, affecté par l'ampleur des déséquilibres budgétaires et commerciaux des Etats-Unis, s'est fortement déprécié vis-à-vis des principales devises. Le Système Monétaire Européen (SME) n'a pas connu de tension majeure, les monnaies étant demeurées relativement stables entre elles.

Outre cet environnement international favorable, les économies de l'UMOA ont bénéficié de l'accroissement de la production agricole, du redressement sensible des cours des matières premières et de la reprise des financements extérieurs, en appui aux programmes économiques et financiers conclus avec les institutions de Bretton Woods à la suite de la modification de la parité du franc CFA.

Dans ces conditions, le produit intérieur brut (PIB) s'est accru en termes réels de 3,0% en 1994 dans l'Union après une contraction de 0,6% en 1993. L'inflation a pu être contenue dans les limites fixées dans la plupart des Etats, en liaison avec la modération de la politique salariale. Mesuré par le déflateur du PIB, le taux d'inflation s'est ainsi situé à 33,4% en moyenne dans l'Union contre un objectif de 40,0%.

Les finances publiques se sont sensiblement améliorées à la faveur d'un accroissement des recettes budgétaires et d'une bonne maîtrise des dépenses. Les rééchelonnements de la dette auprès du Club de Paris, les allégements exceptionnels obtenus et le retour des financements extérieurs ont permis d'atténuer les tensions

sur les trésoreries publiques et d'apurer, de manière significative, les arriérés de paiement intérieurs et extérieurs. Le poids du service de la dette demeure cependant préoccupant, compte tenu notamment de l'impact du changement de la parité du franc CFA.

Au plan des échanges extérieurs, la baisse du volume des importations et la progression des exportations, consécutives au réajustement de la parité du franc CFA, ont induit une amélioration de la balance commerciale des pays de l'Union, dont le solde est redevenu excédentaire de 236,5 milliards en 1994 après un déficit de 28,3 milliards en 1993. La conclusion de nouveaux programmes avec le FMI et la Banque Mondiale a contribué à l'intensification des entrées nettes de capitaux, au titre des transferts sans contrepartie et des capitaux non monétaires.

Dans ce contexte, l'évolution de la situation monétaire des Etats de l'UMOA est marquée par un renforcement de 610,9 milliards de la position extérieure nette des institutions monétaires, qui est ressortie créditrice de 348,0 milliards en septembre 1994 après avoir été débitrice de 262,9 milliards un an plus tôt. En particulier, les réserves de change ont progressé de 717,2 milliards et couvraient 68,6% des engagements monétaires à vue contre 17,4% à la fin de l'exercice antérieur. En raison de l'amélioration de la trésorerie de certains emprunteurs mais aussi de l'atonie de l'investissement, l'encours du crédit intérieur n'a progressé que de 6,3% pour se chiffrer à 2.285,1 milliards. Par ailleurs, la structure du crédit intérieur a été modifiée par la titrisation des concours consolidés qui s'est traduite par une forte dégradation de la position nette des gouvernements, en contrepartie d'un dégonflement des crédits à l'économie.

Reflétant essentiellement l'évolution des avoirs extérieurs, la masse monétaire s'est accrue de 31,7% pour s'établir à 2.482,1 milliards, tandis que les interventions de l'Institut d'émission, compte tenu de l'aisance des trésoreries bancaires, accusaient un repli de 262,0 milliards pour ressortir à 835,2 milliards.

Conformément aux dispositions des statuts de la Banque Centrale, les comptes des Agences ont été vérifiés par les contrôleurs nationaux, désignés à cet effet par les Ministres chargés des Finances dans chacun des Etats membres. La vérification de la comptabilité centralisée et la synthèse des observations des contrôleurs nationaux ont été effectuées par le commissaire-contrôleur nommé par le Conseil des Ministres. Ce dernier a en outre procédé, conjointement avec le contrôleur désigné par la France, à l'examen de l'application de la convention de compte d'opérations.

L'environnement économique et financier

1 ENVIRONNEMENT EXTERIEUR

1.1 Conjoncture économique internationale

L'année 1994 a été marquée par une consolidation de l'activité économique dans la plupart des pays industrialisés, tandis que le commerce mondial, après un relatif essoufflement en 1993, s'accélérait de nouveau.

Les pays membres de l'*Organisation de Coopération et de Développement Economiques* (OCDE) ont enregistré globalement une croissance de 3,0% contre 1,3% en 1993. Aux Etats-Unis d'Amérique, la croissance économique s'est consolidée pour se chiffrer à 4,1%, après avoir atteint 3,1% en 1993. En Europe, la reprise de l'activité économique s'est affermie, les taux de croissance se chiffrant à 4,2% en Grande-Bretagne, 2,9% en Allemagne et 2,7% en France. Par contre, l'économie japonaise a enregistré une croissance à peine supérieure à 1,0%, nonobstant les multiples initiatives adoptées par les Autorités pour assurer une relance de l'activité.

Cette reprise généralisée de l'activité n'a cependant pas permis de réduire sensiblement le chômage qui s'est stabilisé à 35 millions de personnes dans les pays de l'OCDE.

Au plan des prix, en dépit de la remontée des cours des matières premières et du niveau sensiblement élevé des taux d'utilisation des capacités de production, les taux d'inflation, appréciés à travers les indices des prix à la consommation, sont restés à des niveaux modérés. Ils se sont situés en moyenne à 2,3% en 1994, pour les grands pays industrialisés, contre 2,7% en 1993 et 3,6% en 1992.

En ce qui concerne les finances publiques, l'adoption de mesures d'assainissement, couplée à l'amélioration de la conjoncture, a permis une relative résorption des déficits publics dans la plupart des pays industrialisés.

Au niveau des échanges extérieurs, l'activité économique internationale plus soutenue a favorisé une expansion du commerce mondial. Le volume des échanges s'est accru de 7% contre 3,5% en 1993. Cependant cette évolution s'est accompagnée d'une accentuation des déséquilibres extérieurs entre les pays industrialisés, en particulier entre le Japon et les Etats-Unis.

Les pays en développement ont connu, pour la plupart, une évolution d'ensemble relativement favorable en 1994, avec une expansion de leur activité économique. En particulier en Asie, le taux de croissance s'est situé dans une fourchette de 8% à 11% . En Amérique Latine, la reprise économique amorcée en 1991 s'est poursuivie avec un taux de croissance de 3,5% du PIB global. Cette croissance soutenue s'est accompagnée d'une réduction des déséquilibres budgétaires et d'une diminution de l'inflation qui s'est située à 16% en 1994.

L'Europe de l'Est et certains pays d'Afrique ont renoué avec une croissance économique modérée, en liaison avec la reprise de la production, des exportations et des cours des matières premières.

1.2 Marchés des changes

Au cours de l'année 1994, le dollar des Etats-Unis a été sérieusement affecté par les effets conjugués de l'importance du déficit du compte courant de ce pays et du différend commercial nippo-américain. Ainsi, nonobstant les interventions concertées des banques centrales pour soutenir la devise américaine et le durcissement de la politique monétaire de la Réserve Fédérale, qui a relevé à plusieurs reprises ses taux directeurs, le dollar s'est considérablement déprécié par rapport au yen et aux principales monnaies européennes.

Soutenue par d'importantes entrées de capitaux, notamment au profit du marché des actions, et par l'excédent des paiements courants du Japon, la monnaie nippone s'est appréciée face au dollar et aux devises européennes à l'exception du franc suisse.

Pour sa part, la monnaie helvétique a profité de l'atonie du dollar pour se consolider vis-à-vis des devises européennes et du yen.

Au sein du Système Monétaire Européen, la vigueur du deutschemark vis-à-vis du dollar ne s'est pas accompagnée de tensions notables. Toutefois, les incertitudes politiques en Espagne et en France ont pesé sur la peseta espagnole et, dans une moindre mesure, sur le franc français.

Hors du mécanisme de change du SME, la livre sterling s'est repliée par rapport aux principales devises, hormis le dollar, tandis que l'instabilité du climat politique en Italie engendrait un recul de la lire.

Face au franc CFA, l'appréciation des monnaies étrangères a atteint 95,5% et 97,6% respectivement pour l'ECU et le DTS. Elle a été plus marquée pour le yen (109,6%) et le franc suisse (108,9%). Ces évolutions sont liées principalement au réaménagement monétaire opéré le 12 janvier 1994 et qui a abouti à réduire de moitié la parité du franc CFA, en le fixant à 0,01 franc français.

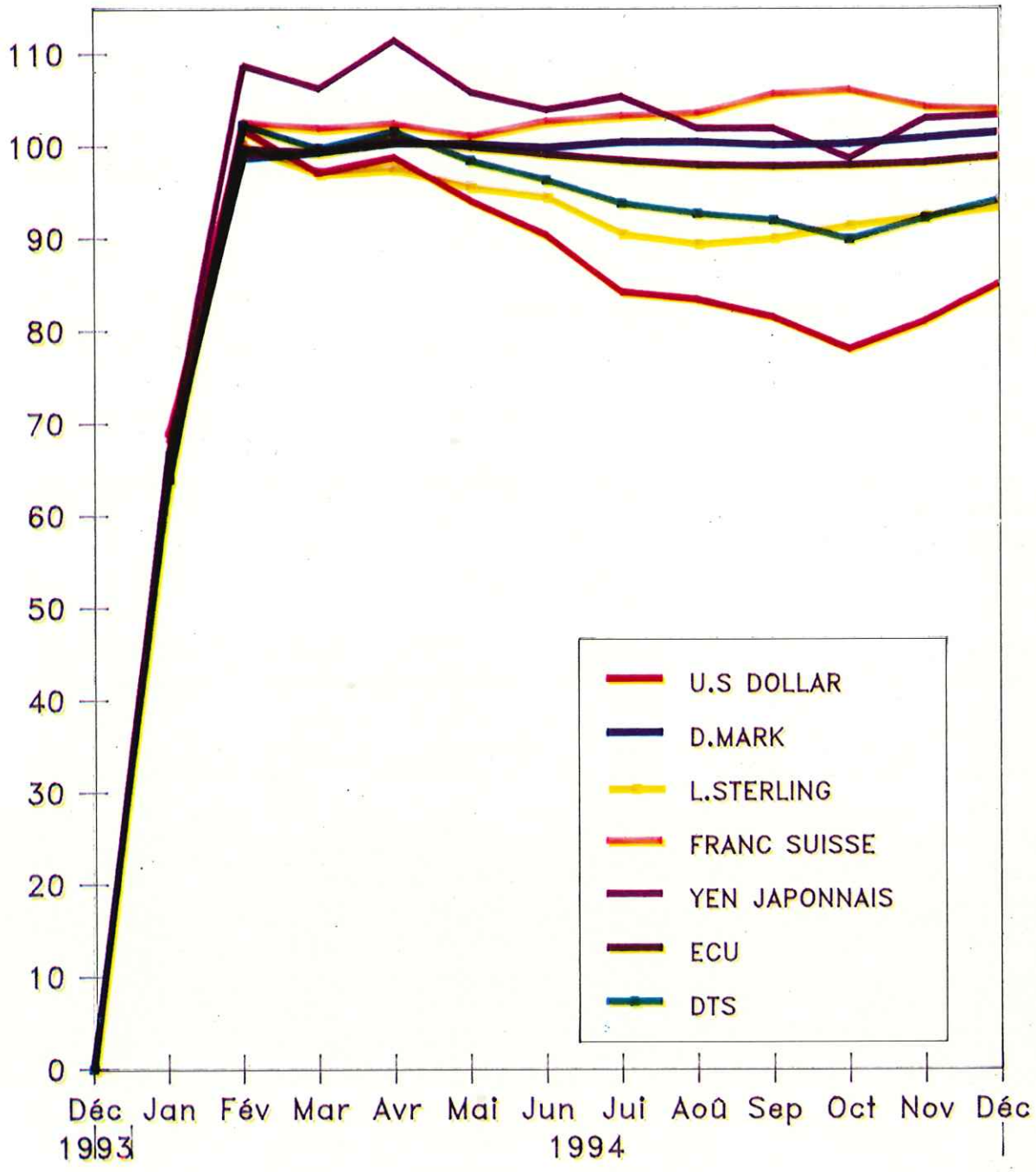
1.3 Evolution des taux d'intérêt à l'étranger

L'évolution des taux d'intérêt a reflété la volonté des banques centrales de conduire une politique monétaire adaptée au contexte économique prévalant dans les différents pays industrialisés.

Aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, la vigueur de la reprise s'est accompagnée de tensions inflationnistes que les deux banques centrales ont tenté de contenir, en relevant à plusieurs reprises leurs taux directeurs. Ainsi, le taux d'escompte de la Réserve Fédérale et le taux d'intervention de la Banque d'Angleterre sont passés respectivement de 3,0% à 5,5% et de 5,5% à 6,25% durant l'année 1994.

EVOLUTION DES COURS MOYENS DES PRINCIPALES DEVISES

PAR RAPPORT AU F.CFA (en %)



Par rapport à décembre 1993

UMOA - Evolution des taux de change moyens annuels

	1993	1994	VARIATION
	francs CFA par unité monétaire		Pour cent
Droit de Tirage Spécial (1 DTS)	395,42023	781,54970	97,65
Unité de Compte Européenne (1 ECU)	331,09425	647,45833	95,55
Dollar des Etats-Unis (1 USD)	283,14296	546,95825	93,17
Deutschemark (1 DEM)	171,23767	337,31901	96,99
Lire italienne (1000 ITL)	180,25625	339,33775	88,25
Franc suisse (1 CHF)	191,70075	400,44588	108,89
Livre sterling (1 GBP)	425,25025	836,89792	96,80
Florin hollandais (1 NLG)	152,43792	300,77520	97,31
Franc belge (1 BEF)	8,19596	16,37255	99,76
Yen japonais (1 JPY)	2,55626	5,35782	109,60

Source : BCEAO.

UMOA - Evolution des taux de change moyens trimestriels

	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre
		Année 1993		
		francs CFA par unité monétaire		
Droit de Tirage Spécial (1 DTS)	381,92417	385,49317	407,72433	406,53927
Unité de Compte Européenne (1 ECU)	330,35950	329,34750	332,52483	332,14517
Dollar des Etats-Unis (1 USD)	277,30033	272,88150	290,60533	291,78467
Deutschemark (1 DEM)	169,59583	168,64633	173,35833	173,35017
Lire italienne (1000 ITL)	179,62933	181,44150	183,35533	176,59883
Franc suisse (1 CHF)	184,17183	186,87017	196,94600	198,81500
Livre sterling (1 GBP)	409,62700	418,84600	437,29133	435,23667
Florin hollandais (1 NLG)	150,79167	150,25833	154,21550	154,48617
Franc belge (1 BEF)	8,23190	8,20056	8,21404	8,13735
Yen japonais (1 JPY)	2,29465	2,48241	2,75239	2,69560
		Année 1994		
		francs CFA par unité monétaire		
Droit de Tirage Spécial (1 DTS)	763,62183	804,63693	780,42893	777,51110
Unité de Compte Européenne (1 ECU)	622,15767	659,73233	653,51933	654,42400
Dollar des Etats-Unis (1 USD)	553,40533	568,65133	535,20633	530,57000
Deutschemark (1 DEM)	321,23170	342,20933	342,45733	343,37767
Lire italienne (1000 ITL)	328,47600	354,40033	340,39333	334,08133
Franc suisse (1 CHF)	381,32817	403,67200	407,79933	408,98400
Livre sterling (1 GBP)	823,43700	854,99767	829,36900	839,78800
Florin hollandais (1 NLG)	286,35614	304,97067	305,25533	306,51867
Franc belge (1 BEF)	15,54880	16,62284	16,62521	16,69334
Yen japonais (1 JPY)	5,15955	5,50830	5,40026	5,36317

Source : BCEAO.

Pour sa part, la Banque du Japon a maintenu son taux d'escompte à 1,75% afin de ne pas compromettre la reprise hésitante de l'économie nippone.

En revanche, soucieuses de soutenir la relance économique, la Bundesbank et la Banque de France ont assoupli leur politique monétaire. Ainsi, les taux d'escompte et lombard de la Bundesbank ont été ramenés progressivement de 5,75% et 6,75% respectivement en décembre 1993, à 4,50% et 6,0% en décembre 1994. Quant à la Banque de France, elle a réduit son taux des appels d'offres et celui des prises en pension de cinq à dix jours, de 6,20% et 7,0% respectivement à 5,0% et 6,40% durant la même période.

Sur les marchés des eurodevises, les taux d'intérêt ont en général épousé les mouvements du loyer de l'argent sur les marchés domestiques.

1.4 Evolution des marchés financiers

Le développement des transactions sur les marchés internationaux de capitaux s'est ralenti en 1994, avec un volume global des emprunts qui est passé de 625,8 milliards de dollars en 1993 à 634,5 milliards en 1994, soit une augmentation de 1,4% contre 36,6% au cours de la période précédente.

Les emprunts sur les marchés obligataires internationaux se sont inscrits en baisse de 11,3%, revenant de 481,0 milliards de dollars en 1993 à 426,8 milliards en 1994. Par contre, le volume des prêts bancaires est passé de 144,8 à 207,7 milliards de dollars, soit une progression de 43,4 %. Cette dernière performance est essentiellement imputable à la reprise économique dans les pays industrialisés, principaux bénéficiaires de ces concours.

L'évolution des indices des principales places boursières en 1994, a essentiellement été influencée par les craintes inflationnistes suscitées par l'accélération de la croissance économique ainsi que par les tensions sur les taux d'intérêt aux Etats-Unis et la dépréciation du dollar.

La progression de 3% de l'indice Dow Jones en 1994, après une hausse de 14,4% un an plus tôt, contraste avec le recul observé en Europe. Ainsi, les indices des bourses de Paris, Londres et Francfort se sont repliés respectivement de 17%, 14,3% et 7% durant l'année 1994.

Avec une hausse de 12 % de l'indice Nikkei, la Bourse de Tokyo a enregistré la meilleure performance de l'année, en relation avec d'importants achats d'actions japonaises par des investisseurs étrangers au cours du premier semestre. Ce mouvement s'est toutefois ralenti à partir de juin, en liaison avec la hausse du yen et la persistance des difficultés de relance de l'économie japonaise.

2 ENVIRONNEMENT INTERIEUR

2.1 Généralités

L'évolution de la conjoncture économique dans les Etats de l'Union au cours de l'année 1994 a été principalement influencée par la modification de la parité du franc CFA, le redressement sensible des cours des produits d'exportation, amorcé au troisième trimestre 1993, et la reprise des financements extérieurs, en appui aux programmes économiques et financiers conclus avec les institutions de Bretton Woods.

2.2 Production

2.2.1 Production agricole

La campagne de commercialisation 1993-1994 s'est soldée par une hausse de la collecte des principaux produits d'exportation et une relative amélioration des productions vivrières dans l'ensemble des Etats. Cette évolution a été favorisée, d'une manière générale, par l'amélioration des conditions climatiques dans les zones de production.

Les collectes de cacao et de café se sont accrues de 26,5 % et de 6,6% pour ressortir respectivement à 889.000 tonnes et 155.400 tonnes. La reprise constatée, en particulier pour le cacao, est liée notamment à l'entrée en production de nouvelles plantations, à la normalisation de la collecte et à la commercialisation d'une partie de la récolte intermédiaire de l'année précédente . La commercialisation de l'arachide a augmenté de 40,5 % pour s'établir à 259.300 tonnes, tandis que celle de coton-graine a reculé de 2,7% pour ressortir à 1.023.200 tonnes. S'agissant de cette dernière spéculation, la hausse sensible des achats au Bénin, consécutive au relèvement des prix aux producteurs, a été compensée par la contraction de la commercialisation au Burkina, au Mali, au Sénégal et au Togo. Enfin, la production de caoutchouc a progressé de 9,4% au cours des neuf premiers mois pour s'élever à 43.599 tonnes.

Les récoltes de maïs et de riz-paddy ont augmenté respectivement de 8,0% et de 8,3% pour s'établir à 2.079.300 tonnes et 1.596.000 tonnes. La production de mil-sorgho, avec un niveau de 6.706.200 tonnes, est ressortie en légère baisse de 1,6%, l'accroissement noté au Mali et au Togo ayant été plus que compensé par un repli dans les autres Etats. Les récoltes de banane plantain et d'igname ont progressé respectivement de 9,9% et 34,2% pour se fixer à 1.844.700 tonnes et 5.714.500 tonnes. Celle de manioc est estimée à 2.968.800 tonnes, en hausse de 2,7%.

2.2.2 Elevage

La situation pluviométrique satisfaisante au cours de ces deux dernières campagnes, a permis la reconstitution des pâturages au Sahel et celle du cheptel. Ainsi, les estimations disponibles pour l'année 1994 font état, pour le Burkina, le Mali, le Niger et le Sénégal, d'accroissements respectifs de 2,0%, 1,2%, 5,3% et 2,3% du nombre des bovins, de 2,7%, 3,3%, 4,5% et 4,3% de celui des ovins-caprins. Au Bénin, le taux de croît s'est situé à 3,0% pour les bovins et 4,0% pour les ovins-caprins.

2.2.3 Pêche

La pêche artisanale a été marquée par un regain d'activité au Bénin où les prises se sont inscrites en hausse de 17,5% en 1994, avec un volume de 24.400 tonnes. En Côte d'Ivoire, la production halieutique d'origine industrielle a fléchi de 3,7% pour s'établir à 27.935 tonnes. Au Sénégal, la pêche industrielle a enregistré une baisse de 23,8%, avec un volume de 114.276 tonnes. Par contre, la pêche artisanale s'est redressée de 6,3%, avec un volume de mises à terre de 283.834 tonnes. Au Togo, la production halieutique s'est établie à 15.551 tonnes, soit une régression de 5,3% résultant d'une stagnation de la pêche continentale et d'une baisse de 8,3% de la pêche maritime.

2.2.4 Bois

Malgré les dispositions en vigueur, dans le cadre de la politique de protection du couvert végétal, les exportations de bois grumes et de bois débités se sont accrues respectivement de 37,5% et 18,9% au cours des dix premiers mois de l'année 1994 pour atteindre 356.020 mètres cubes et 596.130 mètres cubes.

2.2.5 Mines

L'activité minière a été différenciée selon les produits et les Etats. Ainsi au Bénin, la production de **pétrole brut** a reculé de 16,7% pour s'établir à 884.600 barils en 1994 contre 1.062.000 barils un an auparavant.

La production de **phosphates** a diminué de 4,8% au Sénégal, en se fixant à 1.587.400 tonnes en 1994, reflétant les problèmes de débouchés de ce secteur, de surcroît affecté par celui de la teneur en cadmium du minerai sénégalais. Par contre, au Togo, sur l'ensemble de l'année, la production de phosphate s'est accrue de 21,6 % pour s'établir à 2.181.500 tonnes, en liaison avec la normalisation de l'exploitation.

Au Niger, la production d'**uranium** s'est contractée de 1,2 % en se chiffrant à 2.956,6 tonnes en 1994.

La production d'**or** s'est inscrite, au Burkina, en repli de 34,2% en 1994. Cette évolution s'explique d'une part, par l'épuisement des filons faciles à exploiter et d'autre part, par les difficultés des orpailleurs traditionnels à trouver de nouveaux sites. En Côte d'Ivoire, les exportations d'**or** et de **diamant** se sont repliées respectivement de 1,8 % et 26,4 % en 1994 pour s'établir à 1.871,8 kilogrammes et 240,1 milliers de carats. Au Mali par contre, en relation avec l'exécution de la seconde phase de SYAMA, la production d'or s'est accrue de 23,5% en se chiffrant à 7.519 kilogrammes.

2.2.6 Production d'énergie électrique

La production d'énergie électrique d'origine thermique au Bénin s'est accrue de 1,0 % en 1994, ce qui a permis de compenser partiellement la baisse des importations en provenance du barrage d'Akossombo. Elle a progressé de 8,3% en Côte d'Ivoire, entre 1993 et 1994. Au Sénégal, la production d'énergie électrique a enregistré une hausse de 0,5% à fin septembre 1994. Au Togo, la production d'énergie électrique pour l'année 1994 s'est accrue de 49,8%, en liaison avec la reprise d'ensemble des activités économiques.

2.2.7 Production industrielle

L'activité industrielle a été différenciée selon les branches et les pays.

Au **Bénin**, l'activité d'égrenage s'est intensifiée en liaison avec la hausse de la collecte de coton-graine. La production de **fibre de coton** a augmenté de 50,3 % au

cours des huit premiers mois pour atteindre 103.209 tonnes contre 68.674 tonnes un an auparavant. La production de **textile** a augmenté de 39,7% pour se fixer à 3.055,7 milliers de mètres à fin juin 1994. Deux unités de textile ont par ailleurs redémarré leurs activités. La production de la **brasserie** a, par contre, reculé de 19,1 % entre septembre 1993 et septembre 1994. Celle de **farine** a baissé de 77,5 % à fin juin 1994. La production de **ciment** a accusé, pour sa part, un repli de 22,8 % pour se chiffrer à 220.723 tonnes et celle de l'**huile de palme**, de 15,5% en s'établissant à 17.414 tonnes en 1994.

Au **Burkina**, les données disponibles à fin septembre 1994 indiquent une reprise de 25,8% de la production de **pneumatique** et de 22,4% de celle de **tissu**, par rapport à la même période de l'année précédente. Par contre, les productions de **cycles**, de **boissons gazeuses**, de **farine** et de **sucre** ont reculé respectivement de 32,6%, 27,8%, 9,8% et 7,4%.

En **Côte d'Ivoire**, l'indice de la production industrielle a augmenté de 3,6% à fin septembre 1994 par rapport à son niveau de la période correspondante de l'année 1993. Cette évolution est impulsée principalement par les branches "**textiles et chaussures**", "**chimie**", "**bois**" et "**énergie-électricité-gaz**" qui ont progressé respectivement de 37,1%, 11,9%, 9,4% et 5,2%. Ces performances occultent cependant les difficultés des branches "**agro-alimentaires**", "**auto-mécanique-électricité**" et "**industries diverses**" qui ont baissé respectivement de 8,1%, 9,9% et 6,7%.

Au **Mali**, l'indice général de la production industrielle a enregistré une progression de 20,3 % par rapport au troisième trimestre 1993. Cet accroissement est imputable à l'amélioration enregistrée au niveau des branches "**industries alimentaires**" et "**industries textiles**". La production de la principale usine de **trituration de graine de coton** a augmenté de 5,8% entre 1993 et 1994. L'unité textile qui avait fermé ses portes deux ans auparavant, a repris ses activités vers la fin du mois d'août 1994. A l'inverse, la production de la **minoterie** est ressortie en baisse de 14,6%, tandis que celle de la **brasserie** a progressé légèrement de 1,3%.

Au **Niger**, la production de **tissu imprimé** a accusé une légère contraction de 0,4% en 1994, tandis que celle de **savons et détergents** demeurait quasi stable au cours de la période. La production de **boissons gazeuses** s'est accrue de 29,7%. Enfin, les activités de la **cimenterie** ont redémarré, soutenues en partie par l'accroissement des travaux d'intérêt public.

Au **Sénégal**, l'indice de la production industrielle a progressé de 3,4% à fin septembre 1994, par rapport à son niveau à fin septembre 1993. Toutes les branches ont contribué à cette évolution, à l'exception des secteurs "**industries extractives**", "**eau et électricité**" et "**industries mécaniques**" dont les productions ont baissé respectivement de 30,1%, 12,0% et 1,8%. Pour les branches bien orientées, les accroissements les plus significatifs ont concerné les **industries textiles**, les **huileries**, les **industries de cosmétiques et détergents** et les **matériaux de construction** dont les productions augmentent respectivement de 293,4%, 61,7% , 32,1% et 28,8%.

Au **Togo**, l'activité industrielle a bénéficié de la reprise des activités économiques. Ainsi, la production de **ciment** a doublé pour s'établir à 297.637 tonnes en 1994. De même, la production **d'huile de palme** a quasiment doublé, tandis que celles d'**huile de coton** et de la **minoterie** progressaient respectivement de 28,9% et de 10,9% en se situant à 8.947 tonnes et 37.435 tonnes. Par contre, les productions des branches des **boissons** et des **tourteaux** ont fléchi respectivement de 9,9% et de 10,2%

2.3 Revenus et Prix

2.3.1 Revenus

La politique salariale ressort modérée dans l'ensemble des Etats. En effet, les relèvements des traitements et salaires dans la fonction publique ainsi que du SMIG et du SMAG , à la suite de la modification de la parité du franc CFA, ont été contenus en moyenne autour de 10 %.

Les revenus versés au monde rural, dans le cadre de la commercialisation des principaux produits d'exportation, se sont chiffrés à 378,1 milliards, en hausse de 33,9 % d'une campagne à l'autre. Cette évolution a résulté des effets conjugués de l'accroissement de la production et du relèvement des prix d'achat au producteur.

2.3.2 Prix

La progression des prix, qui a suivi la modification de la parité, a été différenciée selon les Etats. Ainsi, le taux d'inflation en 1994, apprécié à travers l'évolution de l'indice officiel des prix à la consommation de type africain, est ressorti en hausse de 37,4% au Bénin, de 24,7% au Burkina, de 32,5% en Côte d'Ivoire, de 23,5% au Mali, de 35,3% au Niger, de 32,1% au Sénégal et de 39,1% au Togo.

2.4 Finances publiques

L'évolution de la situation des finances publiques des Etats de l'Union en 1994 a été principalement marquée par l'impact du changement de la parité du franc CFA et les mesures d'accompagnement adoptées par les Etats, notamment en matière de réformes fiscales.

L'exécution des opérations financières des Etats s'est traduite dans la quasi-totalité des pays par l'amélioration des recettes budgétaires, une relative maîtrise des dépenses courantes, l'apurement des arriérés intérieurs et extérieurs, ainsi que l'accroissement des dépenses d'investissement.

Les données provisoires disponibles font ainsi état de la mobilisation de recettes et de dons pour un montant total de 1.989,6 milliards, tandis que les engagements de dépenses et les prêts nets sont évalués à 2.551,1 milliards, soit des hausses respectives de 54,5 % et de 38,6 % par rapport à l'exercice précédent. Le déficit global, sur la base des engagements, a légèrement évolué de 555,3 à 561,5 milliards.

Les recouvrements de recettes fiscales se sont situés à 1.355,1 milliards, en hausse de 42,2 %, principalement sous l'impulsion des droits de douane qui se sont accrus de 60,6% pour ressortir à 749,5 milliards. La forte croissance des droits de porte est imputable à l'impact mécanique du changement de parité sur la valeur des importations, ainsi qu'au rétablissement, par certains pays, des droits de sortie sur les principaux produits d'exportation, à la suite de l'amélioration des cours de ces derniers sur les marchés internationaux. Les droits de porte représentent 55,3 % des recettes fiscales contre 49,0 % en 1993.

Les recettes non fiscales se sont inscrites en hausse de 39,0% pour s'établir à 267,1 milliards, en relation avec les produits des privatisations et les contributions des structures de commercialisation agricole ou minière.

Les mobilisations de dons ont progressé de 142,3 à 367,4 milliards, en liaison avec l'accroissement des subventions au financement des projets d'investissement.

Les dépenses courantes ont augmenté de 27,1 % avec un montant de 1.930,6 milliards. Toutefois, en relation avec une

politique rigoureuse de maîtrise des dépenses publiques, la hausse des dépenses de traitements et salaires a été limitée autour de 10% dans tous les Etats, si bien que leur niveau a pu être contenu à 751,1 milliards contre 655,3 milliards un an plus tôt.

Les dépenses d'investissement, eu égard au soutien plus important que l'exercice précédent des bailleurs de fonds, sont passées de 325,9 à 623,1 milliards, soit une augmentation de 91,2 %.

Par ailleurs, tous les Etats ont entamé en 1994, un programme de résorption drastique du stock des arriérés de paiement. Le dégonflement net du stock d'arriérés s'est ainsi situé à 679,8 milliards contre une accumulation nette de 337,7 milliards l'année précédente.

2.5 Secteur extérieur

2.5.1 Marchés des matières premières

Le redressement des cours des matières premières, amorcé timidement pour certains produits vers la fin de l'année 1993, s'est accéléré en 1994. Cette évolution a été impulsée globalement par la reprise progressive de la demande, consécutive à l'amélioration de l'activité économique dans les principaux pays industrialisés, le rééquilibrage entre l'offre et la demande suite au tassement voire au recul de la production et par le vif regain d'intérêt des fonds d'investissement en quête de placements rémunérateurs.

Ainsi, les cours du **café** et du **cacao** se sont inscrits en hausse de 123,4% et 25% respectivement pour atteindre des niveaux moyens de 119,52 et 63,29 cents la livre en 1994.

Les cotations du **coton** ont augmenté de 23,6% pour se situer à 75,06 cents la livre en 1994, tandis que les cours des **oléagineux** se sont accrus d'environ 40% en se fixant à 625 dollars la tonne pour l'**huile de palmiste**, 522 dollars la tonne pour l'**huile de palme** et 1.019 dollars la tonne pour l'**huile d'arachide**.

Traduisant ces évolutions, l'indice des cours mondiaux des produits de base exportés par l'UMOA, calculé par la Banque Centrale, a progressé de 60,6%, après un recul de 2,7% en 1993 et de 1,1% en 1992.

Le cours de **l'once d'or** s'est apprécié à nouveau de 6,8% en 1994 et se négociait en moyenne à 384,11 dollars. Par contre, le prix du baril de **pétrole** a fléchi de 8,8% pour ressortir à 17,07 dollars en moyenne.

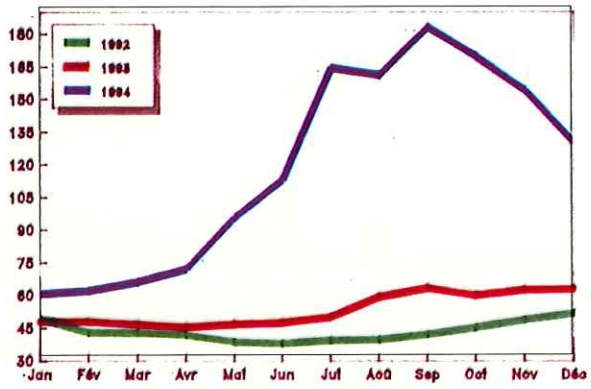
2.5.2 Mobilisation des ressources extérieures

A la faveur de la décision de modification de la parité du franc CFA, suivie de la conclusion de programmes de redressement économique entre les Etats de l'Union et le Fonds Monétaire International d'une part, et la Banque Mondiale d'autre part, les apports nets de ressources ont repris en 1994, sous la forme d'argent frais et d'allégement de dettes.

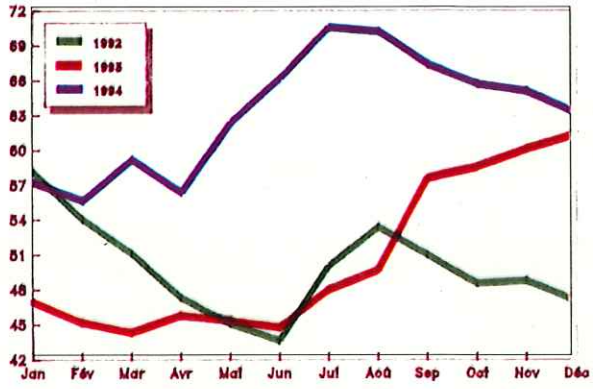
Ainsi, suivant les premières indications, qui portent uniquement sur les flux financiers, les concours nets aux Etats de l'UMOA ont atteint 674,9 milliards en 1994. Les financements de source bilatérale se sont élevés à 133,5 milliards. La France demeure le principal bailleur de fonds avec des apports nets de 170,7 milliards au cours de la période sous revue. Dans le même temps, des remboursements nets de 37,2 milliards sont intervenus en faveur des autres pays tels que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Italie, le Canada, l'Allemagne, etc...

En ce qui concerne les concours nets des institutions multilatérales, ils se sont fixés à 541,4 milliards. Le Groupe de la Banque Mondiale a été le principal pourvoyeur de ressources avec un montant de

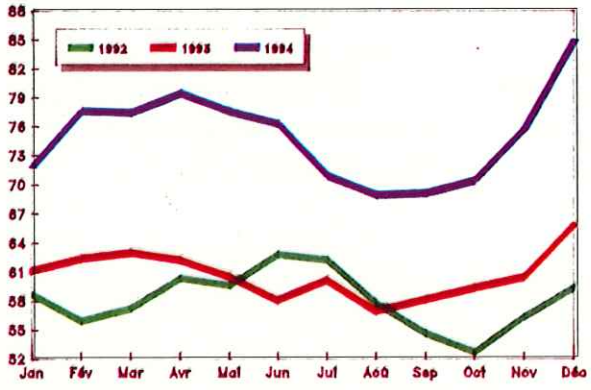
CAFE : évolution des cours
(en cents e.u. par livre)



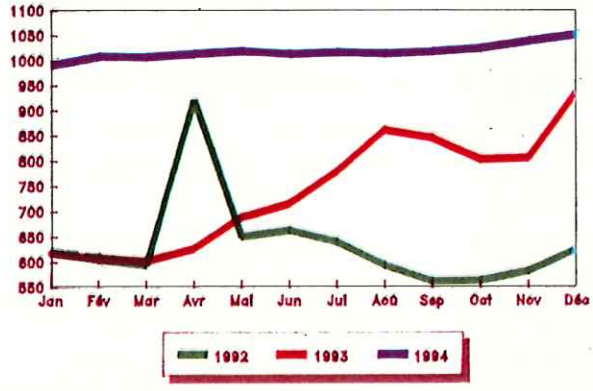
CACAO : évolution des cours
(en cents e.u. par livre)



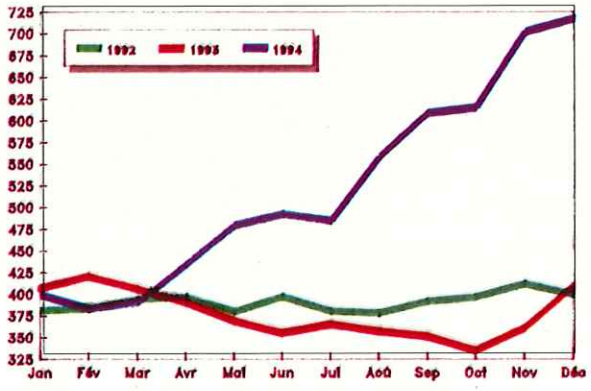
COTON : évolution des cours
(en cents e.u. par livre)



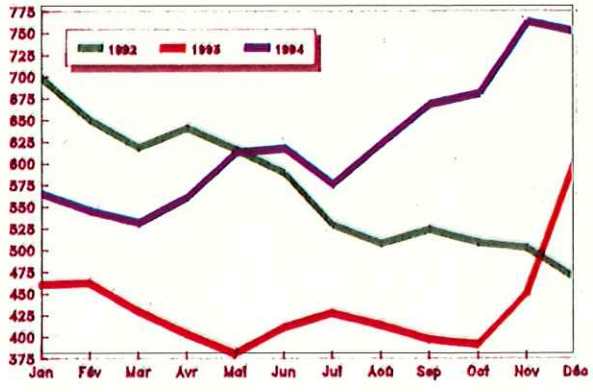
HUILE D'ARACHIDE : évolution des cours
(en dollars e.u. par tonne métrique)



HUILE DE PALME : évolution des cours
(en dollars e.u. par tonne métrique)



HUILE DE PALMISTE : évolution des cours
(en dollars e.u. par tonne métrique)



312,4 milliards, suivi du Fonds Monétaire International et de l'Union Européenne, avec des financements respectifs de 148,7 et 99,0 milliards.

Globalement, la conclusion de programmes avec les institutions de Bretton Woods aura permis de mobiliser en 1994, des concours bruts de 1.011,6 milliards contre des prévisions de 1.197,4 milliards, soit un taux de réalisation de 84,3%.

2.5.3 Dette extérieure

Le poids de la dette extérieure demeure préoccupant dans les Etats de l'Union. En raison de la modification de parité, l'encours de la dette est passé, d'un exercice à l'autre, de 6.999,9 à 14.493,4 milliards. Dans le même temps, le stock des arriérés s'est établi à 2.689,5 milliards, en progression de près de 50%.

L'année 1994 marque, par ailleurs, une restructuration importante de la dette extérieure publique des Etats de l'Union auprès des créanciers bilatéraux, sous forme d'annulations ou de rééchelonnements. En particulier, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Sénégal ont bénéficié du réaménagement de leur dette auprès du Club de Paris.

Les allégements exceptionnels, octroyés par certains bailleurs de fonds bilatéraux et ceux obtenus auprès du Club de Paris, sont ressortis à 973,0 milliards dont 289,2 milliards au titre des annulations et des remises de dettes, contre 61,0 milliards au cours de la gestion précédente.

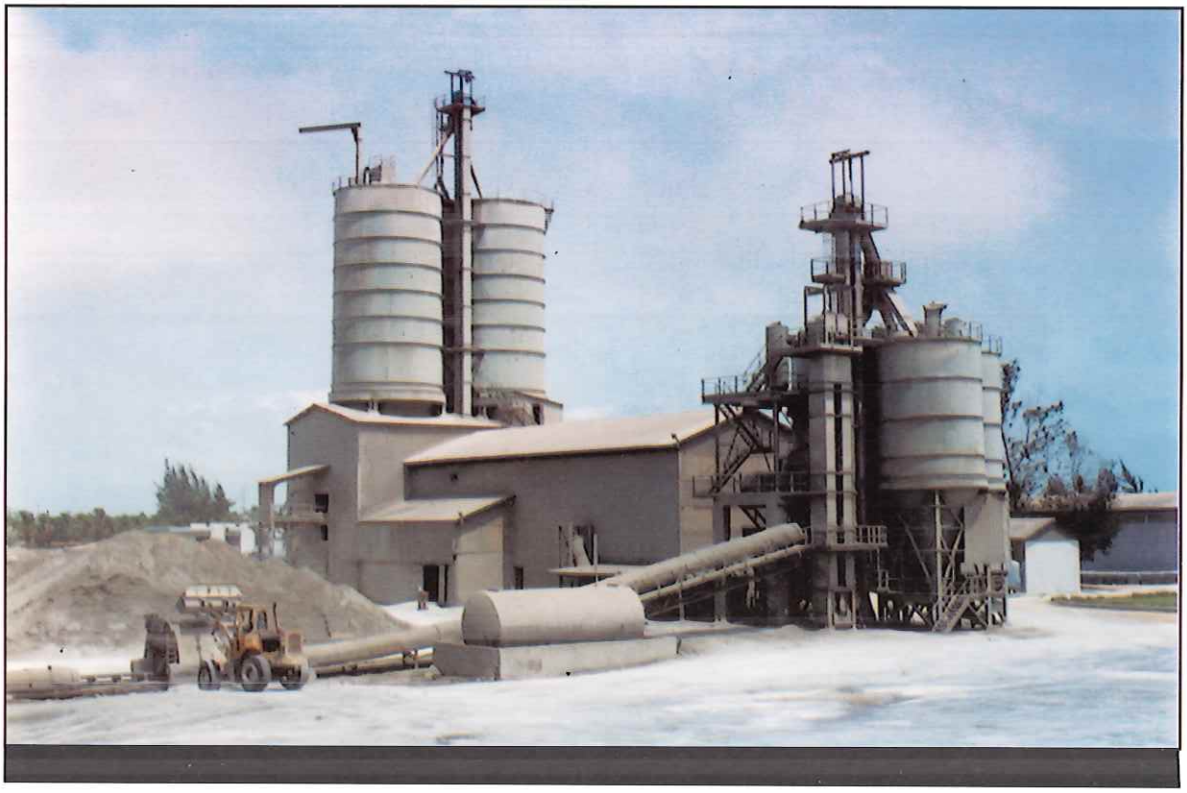
L'apurement net des arriérés de paiement extérieurs a atteint 533,2 milliards, y compris les rééchelonnements d'arriérés, contre une accumulation nette de 352,6 milliards un an plus tôt.

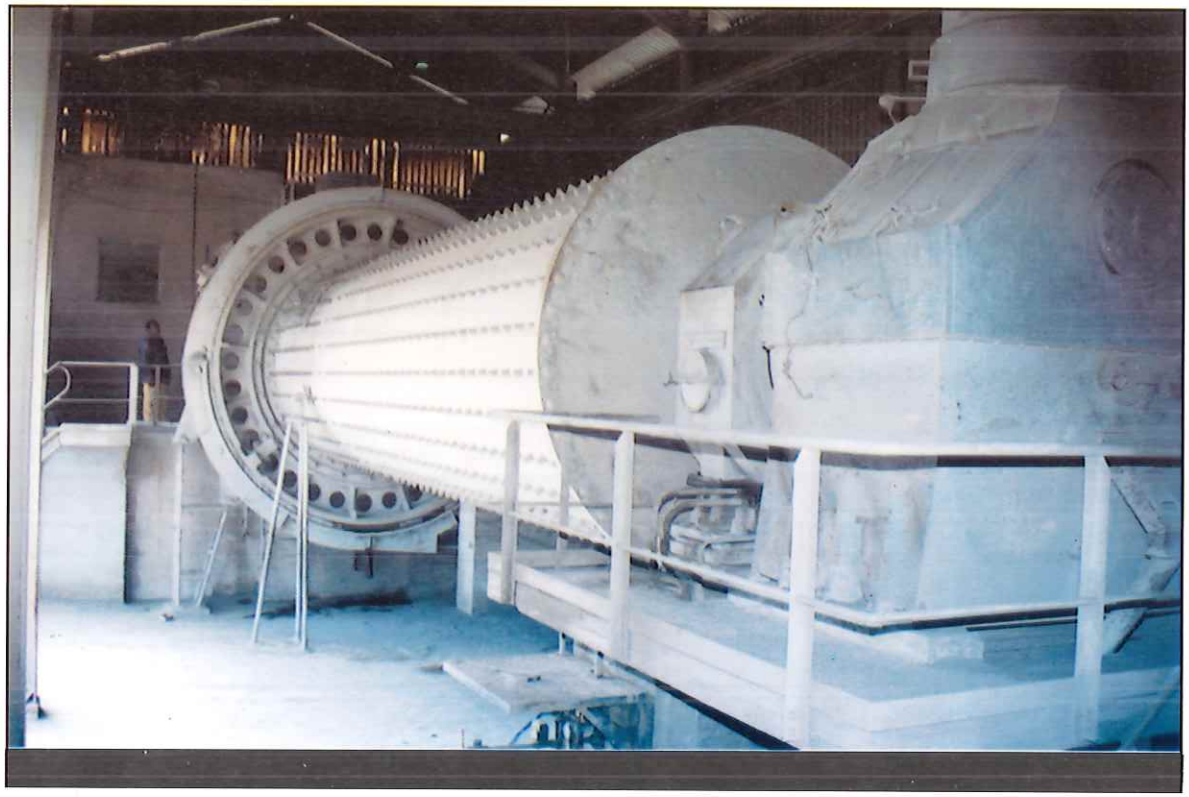
Le service dû en 1994 s'est établi à 1.083,2 milliards, en hausse de 71,7%. Il représente 38,2% des exportations de biens et services contre 42,9% en 1993. Ce service se décompose en charges d'intérêt à concurrence de 468,7 milliards (+62,0%) et en amortissements du principal à hauteur de 614,5 milliards (+80,2%).

UMOA : Tableaux des Opérations Financières des Etats

	PROJECTIONS		ESTIMATIONS	
	1993	1994	1993	1994
		Milliards de francs CFA		
RECETTES TOTALES ET DONS	1.449,6	2.020,4	1.287,4	1.989,6
RECETTES TOTALES	1.292,2	1.686,2	1.145,1	1.622,2
Recettes courantes	1.283,8	1.660,2	1.145,1	1.622,2
Fiscales	1.086,2	1.359,0	953,0	1.355,1
dont douane	413,0	815,0	466,6	749,5
Non fiscales	197,6	301,2	192,1	267,1
Recettes en capital	8,4	26,0	...	...
DONS	157,4	334,2	142,3	367,4
DEPENSES TOTALES (base engagerment) et PRETS NETS	1.965,2	2.648,6	1.840,7	2.551,1
DEPENSES TOTALES	1.966,6	2.654,0	1.844,9	2.553,7
Dépenses courantes	1.609,4	1.974,9	1.519,0	1.930,6
dont :				
Traitements et salaires	668,5	742,8	655,3	751,1
Intérêts de la dette publique	432,3	567,9	358,0	541,9
Intérieure		81,8	68,7	73,2
Extérieure		486,1	289,3	468,7
Dépenses en capital	357,2	679,1	325,9	623,1
Sur financement interne	97,2	155,6	101,0	161,6
Sur financement externe	260,0	523,5	224,9	461,5
PRETS MOINS RECOUVREMENTS	-1,4	-5,4	-4,2	-2,6
SOLDE PRIMAIRE DE BASE	17,9	123,6	-116,9	71,9
SOLDE GLOBAL (base engagement)	-515,6	-628,2	-553,3	-561,5
VARIATION NETTE DES ARRIERES	343,6	-827,8	337,7	-679,8
Variation nette des arriérés intérieurs	-7,9	-141,9	-14,9	-146,6
Variation nette des arriérés extérieurs	351,5	-685,9	352,6	-533,2
SOLDE GLOBAL (base caisse)	-172,0	-1.456,0	-215,6	-1.241,3
FINANCEMENT	87,6	1.271,8	222,2	1.238,5
INTERIEUR	43,2	-85,6	183,4	-19,3
Financement bancaire	12,8	-78,7	59,7	-34,2
Financement non bancaire	30,4	-6,9	123,7	14,9
EXTERIEUR	44,4	1.357,4	38,8	1.257,8
Tirages sur emprunts	346,1	948,4	318,9	899,3
Amortissements dus	-341,4	-537,7	-341,1	-614,5
Réaménagements de la dette	39,7	946,7	61,0	973,0
Ajustement			-6,6	2,8
Déficit de financement	84,4	184,2	0	0

Sources : Etats de l'UMOA





Installations de CIMBENIN, une cimenterie du Bénin.

La monnaie et le crédit

1 POLITIQUE DE LA MONNAIE ET DU CREDIT

1.1 Objectifs généraux

Lors de sa séance du 17 septembre 1993, le Conseil des Ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine a retenu comme priorité de l'action monétaire, la reconstitution des réserves de change de la Banque Centrale pour renforcer la couverture de l'émission monétaire.

Dans cette perspective, le Conseil a fixé pour chaque Etat membre, un objectif d'équilibre ou d'excédent de la balance des paiements, en fonction de sa position au compte des disponibilités extérieures de l'Union.

L'action monétaire devait viser une maîtrise de la liquidité intérieure et contribuer au rétablissement des équilibres macro-économiques intérieurs et extérieurs.

La nécessité d'approfondir, dans le cadre d'un ajustement global, l'assainissement macro-économique et financier, et de créer les conditions d'une reprise des investissements productifs ainsi que d'une relance de la croissance, a par ailleurs conduit le Conseil des Ministres à décider, après accord des Chefs d'Etat, la modification de la parité du franc CFA, à compter du 12 janvier 1994.

Dans ce contexte, l'Institut d'émission a orienté l'action monétaire en priorité vers la lutte contre l'inflation, tout en veillant, comme par le passé, à préserver la valeur externe et interne de la monnaie, nécessaire pour assurer un financement harmonieux des économies.

A cet effet, un accent particulier a été mis sur le contrôle de la création monétaire et la gestion de la liquidité du système bancaire.

1.2 Moyens

Pour atteindre les objectifs fixés, l'Institut d'émission a fait jouer tous les instruments de la politique monétaire, en s'appuyant en particulier sur une politique active et flexible des taux d'intérêt, associée au système des réserves obligatoires et aux interventions sur le marché monétaire, au titre des adjudications hebdomadaires. En outre, dans le cadre des actions visant à rééquilibrer l'offre et la demande de fonds prêtables sur le marché monétaire et à renforcer l'efficacité de l'action monétaire, la Banque Centrale a mis en oeuvre, en 1994, la titrisation des concours consolidés.

1.2.1 Politique des taux d'intérêt de la Banque Centrale

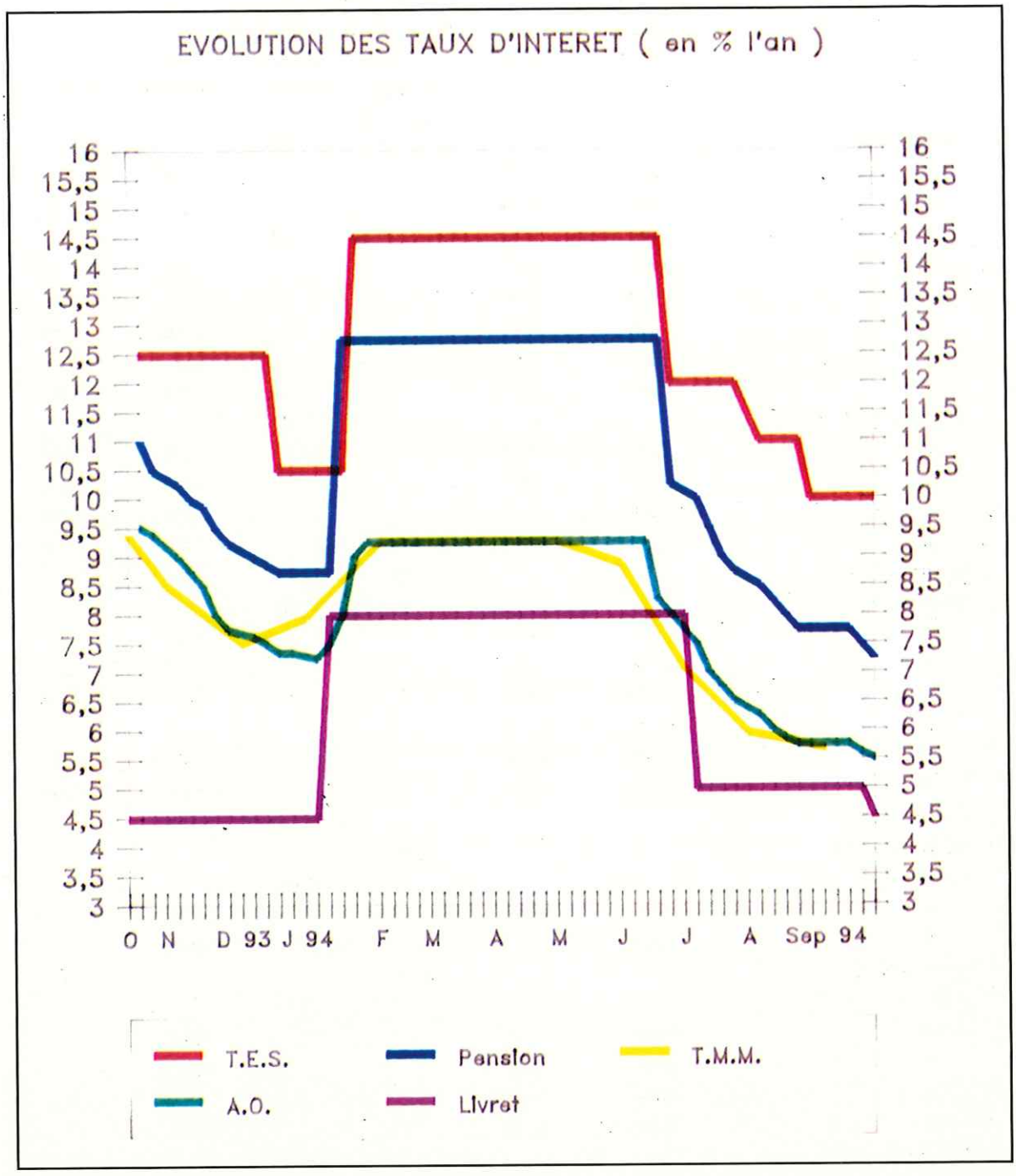
La politique des taux a été renforcée avec la mise en oeuvre, à compter du 1er octobre 1993, du nouveau dispositif de gestion monétaire qui a conféré au taux d'intérêt un rôle pivot dans la régulation monétaire. A ce titre, l'instrument du taux d'intérêt a connu une utilisation particulièrement dynamique au cours de l'exercice 1993-1994, marquée par trois phases d'évolution.

Durant une première phase couvrant le dernier trimestre 1993, le taux de l'adjudication a enregistré une détente graduelle. Il a été ainsi ramené de 9,50%, en début d'exercice, à 7,35% à fin décembre 1993. Le taux moyen mensuel du marché monétaire (TMM), publié par la Banque Centrale, a régressé sur la période de 9,35% à 7,51%. Cette évolution, en phase avec celle du loyer de l'argent à l'étranger, a été accompagnée par l'Institut d'émission qui a réduit progressivement son taux de pension de 11,0% à 8,75% et également son taux d'escompte de 12,50% à 10,50%, à compter du 20 décembre 1993.

Dans une seconde phase, marquée par les contraintes de la lutte contre les pressions inflationnistes résultant de l'ajustement du taux de change du franc CFA et par l'objectif d'une mobilisation accrue de l'épargne intérieure et du rapatriement des ressources détenues à l'étranger, les Autorités monétaires ont procédé à un relèvement de 4 points de pourcentage du taux des pensions et du taux d'escompte, à compter des 17 et 18 janvier 1994, pour les porter respectivement à 12,75% et 14,50%. A cette même occasion, les taux créditeurs applicables aux comptes et livrets d'épargne, ainsi qu'aux produits d'épargne contractuelle, ont été relevés de 4,5% à 8,0% à compter du 19 janvier 1994. Au vu du signal donné par les Autorités monétaires, le taux des adjudications s'est progressivement tendu, passant de 7,25% au début de l'année 1994, à 9,25% à compter du 31 janvier 1994, niveau auquel il s'est stabilisé jusqu'à la mi-juin 1994.

Enfin à compter de fin juin 1994, le loyer de l'argent a amorcé un reflux graduel, en relation avec la relative maîtrise de l'évolution des prix et l'abondance de la liquidité intérieure. L'Institut d'émission a donc procédé à une baisse progressive du taux d'escompte, de 2,5 points le 27 juin 1994 et d'un (1) point successivement, les 1er et 29 août 1994, pour le ramener à 10%. Le taux des pensions, pour sa part, a fait l'objet de onze réductions, qui l'ont ramené de 12,75% à 7,25%. Le taux des appels d'offres a également reflué, de 9,25% à la mi-juin à 5,50% en fin d'exercice. Le taux moyen mensuel du marché monétaire, qui était de 9,25%, sur la période allant de février à mai 1994, est revenu à 5,67% en septembre 1994.

Au total, l'évolution du loyer de l'argent au cours de l'exercice 1993-1994 s'est globalement traduite par une nette détente des taux directeurs de la Banque Centrale et du taux du marché monétaire. Les taux d'intérêt en vigueur dans l'Union sont toutefois demeurés compétitifs par rapport aux conditions prévalant à l'étranger, en particulier sur le marché monétaire français.


EVOLUTION DES TAUX D'INTERET (en % l'an)
16
15,5
15
14,5
14
13,5
13
12,5
12
11,5
11
10,5
10
9,5
9
8,5
8
7,5
7
6,5
6
5,5
5
4,5
4
3,5
3
O N D 93 J 94 F M A M J J A Sep 94
T.E.S.
Pension
T.M.M.
A.O.
Livret

Taux directeurs de la Banque Centrale et taux du Marché Monétaire (% l'an)

Dates de changement	Taux d'escompte T.E.S.	Taux des pensions	Taux spécial des avances aux Trésors nationaux (a)	Taux moyen mensuel T.M.M.	Appels d'offres Réguliers	Appels d'offres Exceptionnels
Octobre 1993				9,35		
18	12,500	11,000			9,500	
25	12,500	10,500			9,375	5,000
Novembre 1993				8,500		
02	12,500	10,250			9,000	5,000
08	12,500	10,000			8,750	5,000
15	12,500	9,875			8,500	5,000
22	12,500	9,500			8,000	5,000
29	12,500	9,250			7,750	5,000
Décembre 1993				7,510		
06	12,500	9,000			7,625	5,000
13	12,500	8,875			7,500	5,000
20	10,500	8,750			7,350	5,000
27	10,500	8,750			7,350	5,000
4e trimestre 1993			9,725			
Janvier 1994				7,940		
03	10,500	8,750			7,250	5,000
10	10,500	8,750			7,500	5,000
17	10,500	12,750			8,000	5,000
18	14,500	12,750				
24	14,500	12,750			9,000	5,000
31	14,500	12,750			9,250	5,000
Février 1994				9,250		
1er trimestre 1994			7,799			
Juin 1994				8,850		
20	14,500	12,750			8,250	
27	12,000	10,250			8,000	
2e trimestre 1994			8,118			
Juillet 1994				7,040		
04	12,000	10,000			7,500	
11	12,000	9,500			7,000	
18	12,000	9,000			6,750	
25	12,000	8,750			6,500	
Août 1994				5,940		
01	11,000	8,500			6,250	
08	11,000	8,250			6,000	
15	11,000	8,000			5,850	
22	11,000	7,750			5,750	
29	10,000	7,750			5,750	
Septembre 1994				5,670		
12	10,000	7,750			5,750	
19	10,000	7,500			5,600	
26	10,000	7,250			5,500	
3e trimestre 1994			5,224			

(a) taux applicable aux concours à l'Etat dans le cadre de l'article 16 des Statuts de la Banque Centrale.

Source : BCEAO

1.2.2 Politique des réserves obligatoires

Dans le cadre du nouveau dispositif de gestion monétaire, issu de la réforme de 1989 et basé sur l'utilisation d'instruments indirects, les Autorités monétaires ont mis en place à compter du 1er octobre 1993, un système de réserves obligatoires destiné à réguler la liquidité bancaire et auquel sont assujettis les banques, les établissements financiers distributeurs de crédit et autorisés à recevoir des dépôts du public, ainsi que les établissements de financement de ventes à crédit.

L'assiette est constituée, pour les banques, des dépôts à vue et des crédits à court terme, à l'exclusion des crédits de campagne et, pour les établissements financiers, de l'encours des crédits à l'économie, net des concours obtenus auprès des banques. Les coefficients ont été fixés à 1,5% pour les banques et à 5,0% pour les établissements financiers. Les réserves sont constituées sur une base mensuelle pour les banques et trimestrielle pour les établissements financiers.

Au cours de l'exercice 1993-1994, en moyenne cinquante-quatre (54) banques et huit (8) établissements financiers ont été assujettis à la constitution de réserves obligatoires.

S'agissant des banques, le montant moyen des réserves effectives s'est élevé à 227,9 milliards pour la période d'octobre 1993 à septembre 1994, pour un montant moyen requis de 17,8 milliards; il en est ressorti un excédent global de 210,1 milliards.

Au titre des établissements financiers, le montant moyen des réserves effectives sur la même période s'est élevé à 357 millions face à un volume moyen requis de 371 millions, soit un léger déficit de 14 millions.

Evolution des réserves obligatoires constituéespar les banques

Période	Réserves requises	Réserves constituées	Excédent (+) Déficit (-)
		Millions de francs CFA	
16-10-1993 au 15-11-1993	17.020	53.513	36.493
16-11-1993 au 15-12-1993	16.678	83.381	66.703
16-12-1993 au 15-01-1994	16.931	94.802	77.871
16-01-1994 au 15-02-1994	16.842	96.239	79.397
16-02-1994 au 15-03-1994	16.967	168.579	151.612
16-03-1994 au 15-04-1994	17.839	250.944	233.105
16-04 1994 au 15-05-1994	18.004	304.326	286.322
16-05-1994 au 15-06-1994	18.436	321.879	303.443
16-06-1994 au 15-07-1994	18.778	338.760	319.982
16-07-1994 au 15-08-1994	19.015	364.353	345.338
16-08-1994 au 15-09-1994	19.426	431.060	411.634
Moyenne	17.812	227.985	210.173

Source : BCEAO

Evolution des réserves obligatoires constituéespar les établissements financiers

Période	Réserves requises	Réserves constituées	Excédent (+) Déficit (-)
		Millions de francs CFA	
01-10-1993 au 31-12-1993	439	361	-78
01-01-1994 au 31-03-1994	387	393	6
01-04-1994 au 30-06-1994	375	361	-14
01-07-1994 au 30-09-1994	283	314	31
Moyenne	371	357	-14

Source : BCEAO

1.2.3 Accords de classement

Dans le cadre de la mise en oeuvre des nouvelles règles de la politique de la monnaie et du crédit, adoptées par le Conseil d'Administration de la BCEAO et le Conseil des Ministres de l'UMOA au cours de leurs séances de septembre 1989, le régime des autorisations préalables a été remplacé par le système des accords de classement.

Ces accords de classement constituent un outil de contrôle a posteriori des crédits distribués par le système bancaire, l'objectif étant d'inciter les banques à détenir des actifs sains et à veiller constamment à la qualité de leur portefeuille. Les banques sont tenues de solliciter un accord de classement pour tout crédit à un même bénéficiaire portant l'encours total des crédits octroyés à ce dernier au-delà d'un certain seuil (100 millions au Bénin, au Burkina, au Mali, au Niger et au Togo ; 200 millions au Sénégal et 300 millions en Côte d'Ivoire). En deçà de ce seuil, la faculté est laissée au banquier de solliciter ou non un accord de classement.

Au cours de l'année 1994, deux cent quatre-vingt-huit demandes d'accord de classement ont été instruites par les Directions Nationales de la BCEAO.

- Au **Bénin**, dix demandes ont été étudiées parmi lesquelles six ont donné lieu à un accord pour un montant de 1.887 millions. Trois demandes ont fait l'objet d'un rejet et une a été retournée à la banque présentatrice pour complément d'informations.

- Au **Burkina**, une seule demande a été instruite mais elle a fait l'objet d'un rejet.

- En **Côte d'Ivoire**, cent quarante-trois demandes ont été traitées et cinquante-quatre ont été rejetées pour non-conformité.

- Au **Mali**, l'Agence a reçu sept demandes d'accord et en a agréé deux.

- Au **Niger**, aucune demande n'a été introduite.

- Au **Sénégal**, cinquante-neuf demandes d'accord ont été examinées dont treize ont fait l'objet d'un rejet, tandis que quarante-six ont été agréées pour un montant global de 36.169 millions.

- Au **Togo**, six accords de classement ont été délivrés pour un montant de 9.056 millions et huit dossiers ont été rejetés.

1.2.4 Titrisation des concours consolidés

La titrisation des concours consolidés a consisté en l'émission par les Etats membres de l'Union de titres publics, en représentation des concours précédemment consolidés à leur charge par la Banque Centrale. Cette opération a pour objectif notamment d'éponger la liquidité bancaire pour accroître l'efficacité de la politique des taux d'intérêt, de rétablir une certaine flexibilité à la gestion monétaire par le transfert, sur le marché financier, des financements liés à l'assainissement du système bancaire et d'organiser la transition vers un financement non monétaire des besoins de trésorerie des Etats de l'Union par la promotion de l'émission de titres publics.

La liquidité des titres est assurée par la Banque Centrale à travers leur admission comme supports de refinancement à ses guichets et sur le marché monétaire, et la garantie de rachat des titres au pair et à tout moment. Les titres sont rémunérés au taux d'intérêt fixe de 5,0%. Outre leur régime défiscalisé, ils bénéficient de diverses mesures d'incitation, en particulier sur le plan de la réglementation prudentielle, telles que leur admission en constitution des réserves obligatoires.

L'émission des titres est devenue effective depuis le 1er juillet 1994 dans la plupart des Etats de l'Union, à l'exception du Togo où les formalités juridiques préalables n'étaient pas encore achevées à la fin de l'exercice sous revue.

Les titres, émis pour une valeur globale de 432,9 milliards, ont été mis en vente sur toute l'étendue du territoire des pays membres de l'Union. Au 30 septembre 1994, sept banques se sont portées acquéreurs pour une valeur totale de 36,8 milliards, soit à peine 8,5% du montant total de l'émission. Les cessions se sont toutefois accélérées dans le courant du dernier trimestre de l'année 1994.

1.2.5 Marché monétaire

Au cours de l'exercice 1993-1994, **les opérations sur le marché monétaire** de l'Union se sont déroulées dans un cadre institutionnel et réglementaire rénové. En effet, depuis le 14 octobre 1993, le marché monétaire, en application des décisions du Conseil des Ministres de l'UMOA et du Conseil d'Administration de la BCEAO de décembre 1992, fonctionne selon une procédure basée sur la technique des appels d'offres. Des adjudications, ouvertes à un nombre accru de participants, sont organisées hebdomadairement par l'Institut d'émission à l'intention des intervenants qui font connaître leurs propositions de placements ou d'avances, assorties de taux d'intérêt. La libre confrontation des soumissions permet de déterminer le taux d'équilibre ou taux de l'adjudication ainsi que le volume des opérations retenues.

Les échéances à "un jour", "un mois" et "trois mois" qui existaient auparavant ont été fusionnées en un compartiment unique à sept jours. Toutefois, les opérations à terme, non échues à la date du 1er octobre 1993, ont été maintenues jusqu'à leur échéance initiale ou dénouées par anticipation, à l'initiative des intervenants concernés. Par ailleurs, les dépôts à terme, ouverts au nom des organismes régionaux, ont été maintenus en attendant la révision des conventions régissant leur fonctionnement.

Cette révision, décidée par les Conseils de décembre 1993 afin de supprimer le cloisonnement des différents compartiments du marché des capitaux à court terme, d'assurer la centralisation et le recyclage optimal des ressources sur le

marché monétaire, est intervenue avec l'admission, à compter du 1er juillet 1994, comme offreurs sur le marché, des organismes et fonds à statut international entretenant des dépôts en francs CFA rémunérés dans les livres de la BCEAO.

1.2.6 Marché interbancaire

Du fait de l'incertitude qui entoure désormais les opérations, la nouvelle procédure de fonctionnement du marché monétaire s'est accompagnée d'un développement rapide du marché interbancaire, notamment à l'échelle de l'UMOA. Ce marché est destiné à assurer le recyclage des liquidités bancaires et la couverture des besoins bancaires entre deux adjudications.

1.2.7 Mesures d'accompagnement

Afin de compléter le dispositif monétaire, des guichets de pension et de réescompte demeurent ouverts pour assurer la couverture des besoins bancaires, non satisfaits sur le marché monétaire et le marché interbancaire. Par ailleurs, la réglementation de la position extérieure des banques a été maintenue et fait l'objet d'une surveillance renforcée.

Pour assurer l'efficacité de l'action monétaire, le Conseil a mis un accent particulier sur l'application stricte de la réglementation des changes et le renforcement des mesures d'ajustement interne, notamment l'assainissement des finances publiques et du cadre macro-économique, ainsi que la rationalisation des coûts de production des filières agricoles et industrielles, indispensables à l'amélioration de la compétitivité des économies. Par ailleurs, les Etats membres ont été invités à prendre les dispositions nécessaires pour conclure des accords avec les institutions de Bretton Woods, en vue de bénéficier d'un soutien financier conséquent des partenaires extérieurs.

2 EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

L'évolution de la situation monétaire des pays membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine durant l'exercice 1993-1994 porte la marque de la modification de la parité du franc CFA, de la reprise des financements de la Communauté internationale et du relèvement des cours des matières premières. Elle a également bénéficié de l'amélioration des conditions internes de production.

Par ailleurs, la titrisation des concours consolidés au cours du troisième trimestre de l'année 1994 a fondamentalement modifié la structure du crédit intérieur et des interventions de la Banque Centrale.

Dans ce contexte, l'évolution des agrégats monétaires entre septembre 1993 et septembre 1994, est caractérisée par une amélioration de la position extérieure des institutions monétaires et une expansion du crédit intérieur et de la masse monétaire.

2.1 Avoirs extérieurs nets et balance des paiements

2.1.1 Evolution d'ensemble

La position extérieure nette des institutions monétaires, débitrice de 262,9 milliards en septembre 1993, est ressortie créditrice de 348,0 milliards au 30 septembre 1994, soit une amélioration de 610,9 milliards, contre 20,8 milliards l'exercice pré-

UMOA - Situation Monétaire Intégrée

	30 septembre			
	1991	1992	1993	1994
	Milliards de francs CFA			
Avoirs extérieurs nets	-364,5	-283,7	-262,9	348,0
- Banque centrale	-233,0	-161,3	-141,2	230,5
- Banques	-131,5	-122,4	-121,7	117,5
Crédit intérieur	2.246,8	2.225,2	2.148,7	2.282,1
- Gouvernement (net)	323,5	444,1	428,4	902,7
- Crédits à l'économie	1.923,3	1.781,1	1.720,3	1.382,4
Actif = Passif	**1.882,3**	**1.941,5**	**1.885,8**	**2.633,7**
Masse monétaire	1.935,5	1.964,1	1.884,2	2.482,1
- Circulation fiduciaire	527,7	523,7	492,9	711,2
- Dépôts en banque	1.389,8	1.416,3	1.370,4	1744,1
- Dépôts en CNE et CCP	18,2	24,1	20,8	27,2
Autres éléments nets	-53,2	-22,6	1,7	150,6

Source : BCEAO

cédent. Cette évolution résulte notamment d'une forte progression des recettes d'exportation, de l'accroissement des financements mobilisés auprès de la Communauté internationale et du rapatriement de ressources auparavant détenues à l'étranger.

La modification de la parité du franc CFA a exercé un effet positif non seulement sur la valeur des exportations traditionnelles, mais également sur le volume des exportations non traditionnelles telles que les produits du maraîchage, de l'artisanat et de la confection. Elle a en revanche eu un impact dépressif sur le volume des importations, notamment de biens de consommation. Ces différentes évolutions ont induit une amélioration sensible du solde courant de la balance des paiements.

S'agissant des financements extérieurs, la conclusion d'accords par tous les Etats avec les institutions de Bretton Woods a permis la mobilisation de ressources nettes à hauteur de 681,6 milliards au 30 septembre 1994, contribuant à consolider l'excédent de la balance des capitaux. Cet impact a été accentué par le ralentissement des sorties brutes de capitaux, consécutif notamment à la mesure de suspension des rachats des billets de la BCEAO circulant en dehors de sa zone d'émission.

L'amélioration du solde des paiements extérieurs a concerné aussi bien l'Institut d'émission que les banques.

La position extérieure de la Banque Centrale est en effet passée d'un solde débiteur de 141,2 milliards à un solde créditeur de 230,5 milliards. En particulier, les avoirs en compte d'opérations ouvert dans les livres du Trésor français se sont renforcés de 577,4 milliards pour se fixer à 658,4 milliards. Les réserves officielles de change ont également progressé de 717,2 milliards et ont induit un relèvement du taux de couverture de l'émission monétaire de 17,4% à 68,6%.

En ce qui concerne les banques, leur position extérieure a évolué d'un solde débiteur de 121,7 milliards à un solde créditeur de 117,5 milliards, soit une amélioration de 239,2 milliards contre une quasi-stabilité l'exercice précédent.

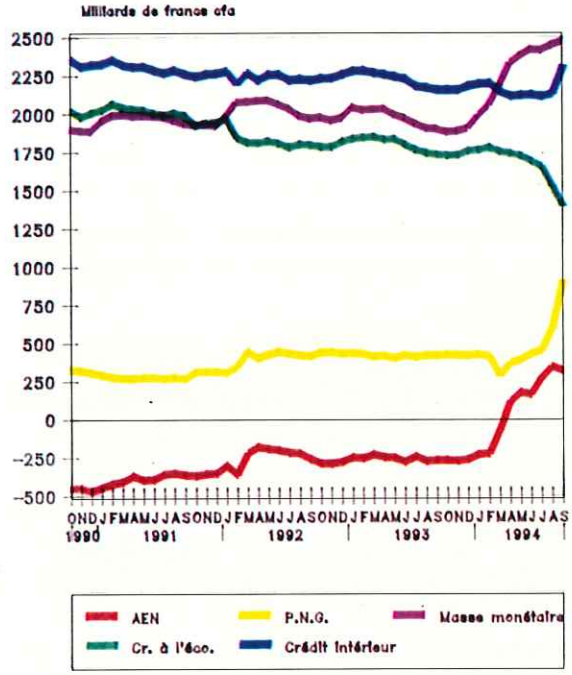
UMOA - Evolution des Avoirs Extérieurs nets des institutions monétaires

	30 septembre			
	1991	1992	1993	1994
	milliards de francs CFA			
Bénin	17,5	60,2	68,7	101,8
Burkina	60,2	70,8	96,1	140,4
Côte d'Ivoire	-583,2	-553,7	-592,5	-265,4
Mali	38,9	41,3	62,7	108,8
Niger	-3,0	-1,9	-11,2	25,7
Sénégal	-207,0	-210,2	-212,7	-224,5
Togo	71,1	53,5	26,9	32,8
UMOA*	**-364,5**	**-283,7**	**-262,9**	**348,0**

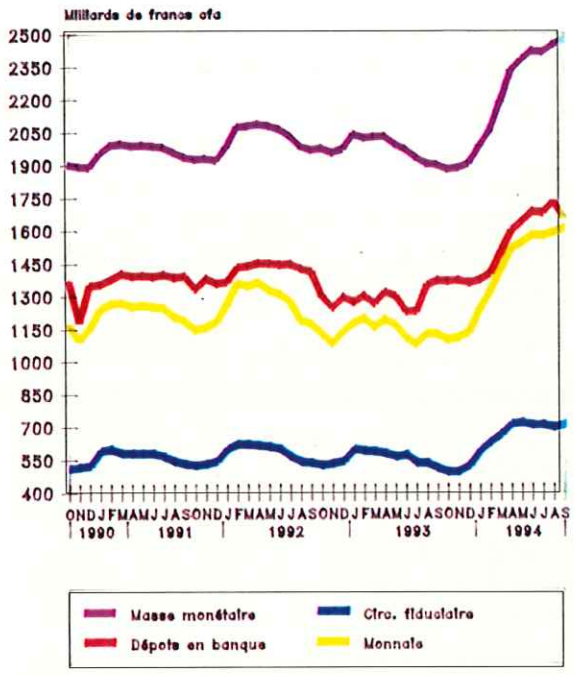
* y compris les avoirs non répartis et ajustements.

Source : BCEAO.

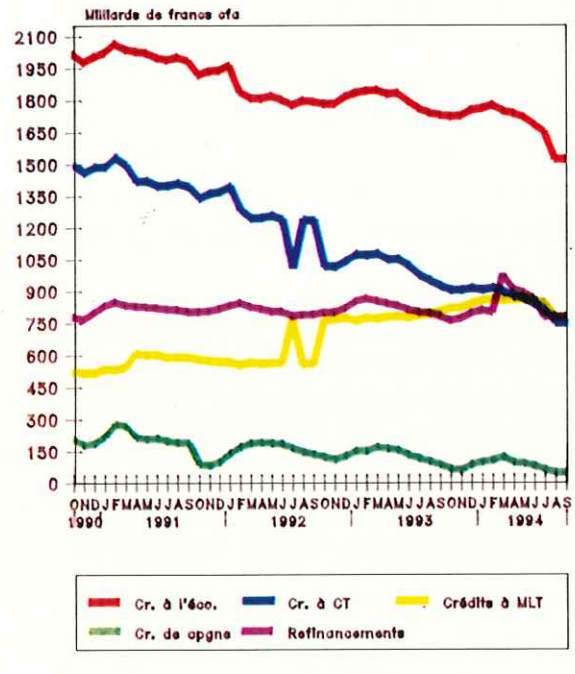
UMOA – SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES



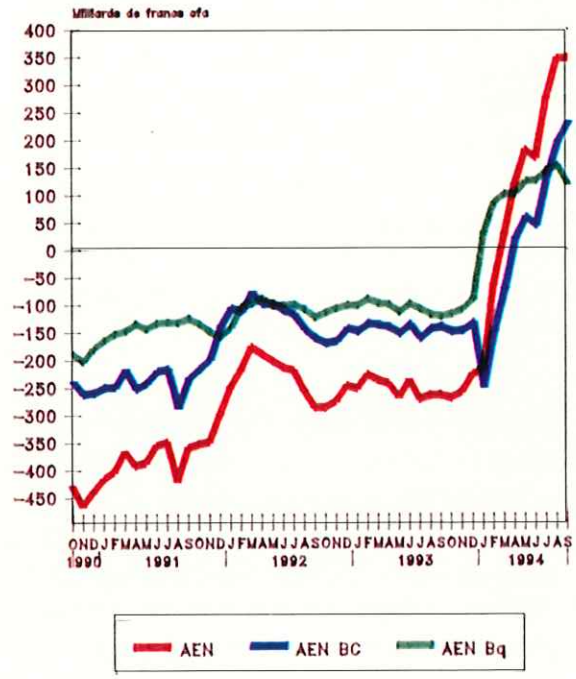
UMOA – MASSE MONETAIRE



UMOA – LES CREDITS A L'ECONOMIE



UMOA – AVOIRS EXTERIEURS NETS



2.1.2 Evolution par Etat

Au **Bénin**, la position extérieure nette créditrice des institutions monétaires s'est consolidée de 33,1 milliards pour ressortir à 101,8 milliards, après l'amélioration de 8,5 milliards enregistrée durant l'exercice précédent. Ce résultat a été obtenu grâce principalement à l'accroissement des recettes d'exportation, celles de coton en particulier, et à l'importance des ressources mobilisées auprès des partenaires au développement.

La consolidation de la position extérieure nette a concerné essentiellement les banques dont les avoirs extérieurs nets sont passés de 8,9 à 40,8 milliards. En ce qui concerne l'Institut d'émission, sa position extérieure nette s'est légèrement améliorée de 1,2 milliard, la hausse de 24,5 milliards de la situation créditrice des disponibilités extérieures étant fortement compensée par la réévaluation des engagements envers le FMI.

Au **Burkina**, les avoirs extérieurs nets positifs des institutions monétaires, après avoir augmenté de 25,3 milliards durant l'exercice précédent, se sont confortés de 44,3 milliards pour s'établir à 140,4 milliards. Cette évolution s'explique par l'amélioration de la balance courante, induite par la hausse des recettes d'exportation, celles des légumes et du bétail en particulier, ainsi que par l'accroissement des entrées nettes de ressources.

L'augmentation des avoirs extérieurs a concerné aussi bien les banques que l'Institut d'émission. La position extérieure nette de la Banque Centrale s'est consolidée de 22,5 milliards pour se fixer à 117,4 milliards. Dans le même temps, la situation créditrice des disponibilités extérieures s'est améliorée de 31,9 milliards.

Les avoirs extérieurs nets des banques se sont, quant à eux, renforcés de 21,8 milliards pour se chiffrer à 23,0 milliards.

En **Côte d'Ivoire**, la position extérieure nette débitrice des institutions monétaires s'est contractée de 327,1 milliards pour se chiffrer à 265,4 milliards. Cette évolution, qui contraste avec la dégradation de 38,8 milliards relevée au terme de l'exercice précédent, est due à l'accroissement des recettes d'exportation et aux importantes entrées de capitaux en relation avec la reprise du soutien financier des partenaires au développement et le rapatriement d'avoirs précédemment détenus à l'extérieur.

Le redressement de la position extérieure a principalement concerné l'Institut d'émission, dont l'endettement extérieur a diminué de 256,4 milliards pour se fixer à 253,2 milliards. En particulier la situation débitrice des disponibilités extérieures s'est atténuée de 349,6 milliards.

Les banques ont également réduit de 70,7 milliards leur endettement extérieur net pour le ramener à 12,2 milliards.

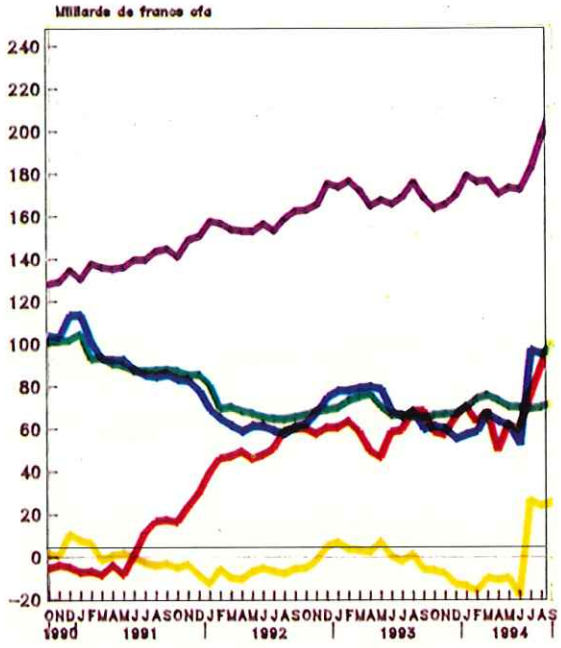
Au **Mali**, les avoirs extérieurs nets positifs des institutions monétaires se sont élevés à 108,8 milliards, soit une augmentation de 46,1 milliards après celle de 21,4 milliards constatée durant l'exercice précédent. Cette progression résulte principalement de la bonne orientation des recettes d'exportation de coton et de l'importance de l'appui financier des partenaires au développement.

L'amélioration de la position extérieure a été induite notamment par l'Institut d'émission, dont les avoirs extérieurs ont augmenté de 28,6 milliards pour ressortir à 93,5 milliards. En particulier, la situation créditrice des disponibilités extérieures s'est renforcée de 61,8 milliards.

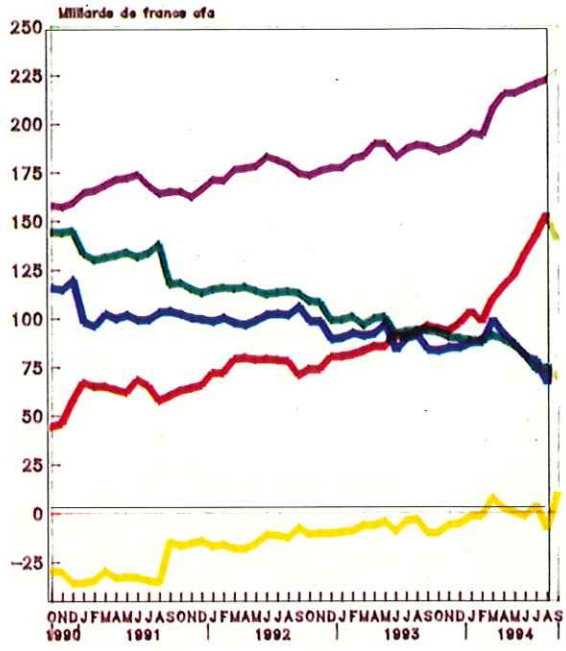
En ce qui concerne les banques, leur position extérieure nette est passée d'une situation négative de 2,2 milliards à une situation positive de 15,3 milliards.

Au **Niger**, la position extérieure nette des institutions monétaires s'est améliorée

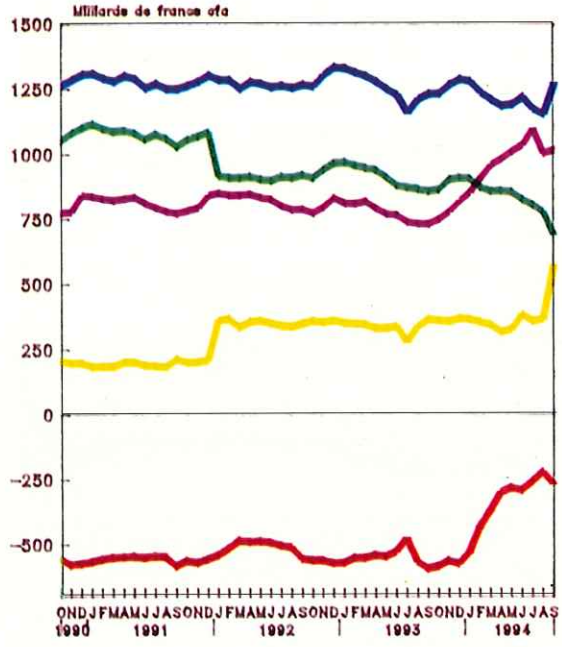
BENIN – SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES



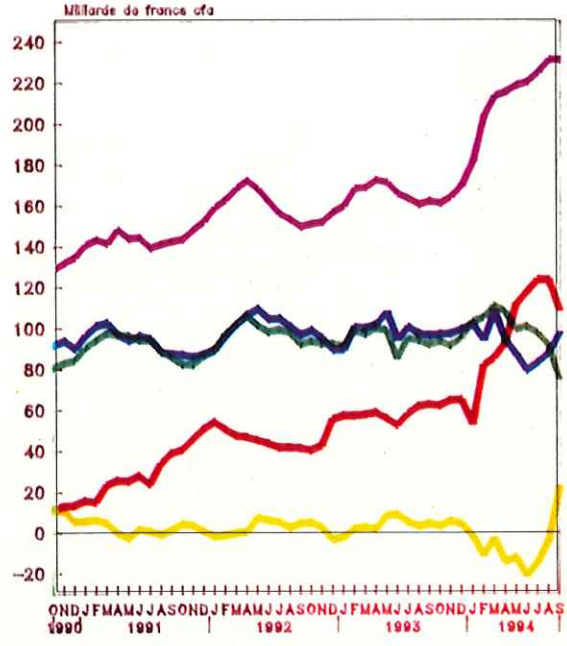
BURKINA – SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

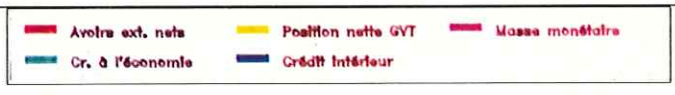


COTE D'IVOIRE – SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

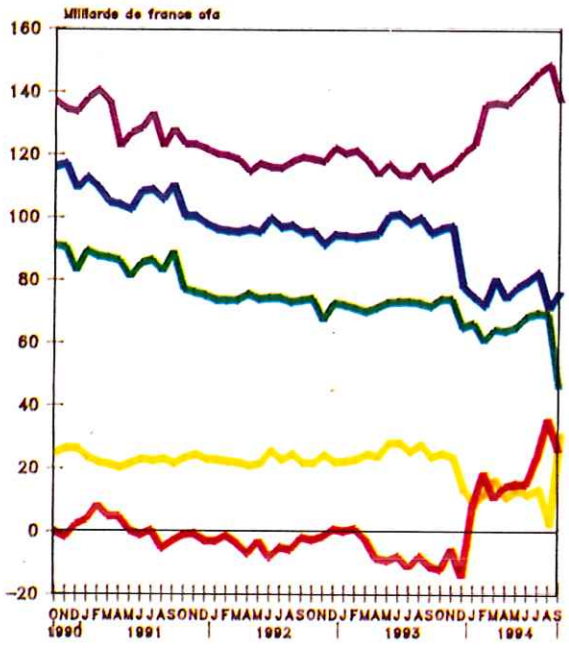


MALI – SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

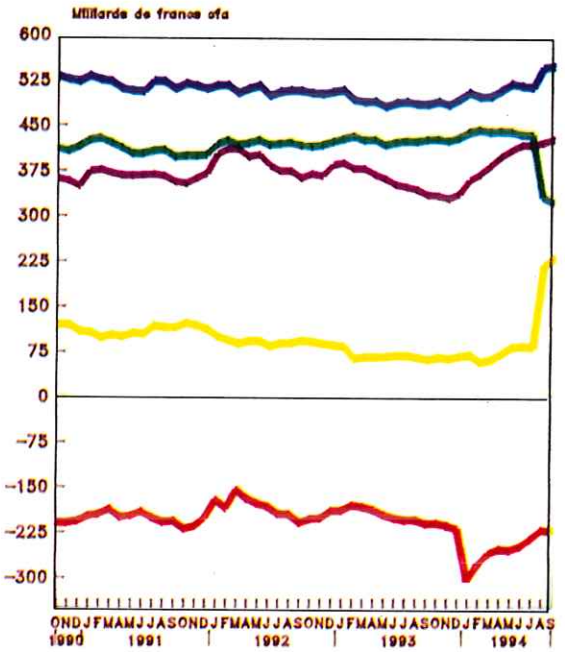




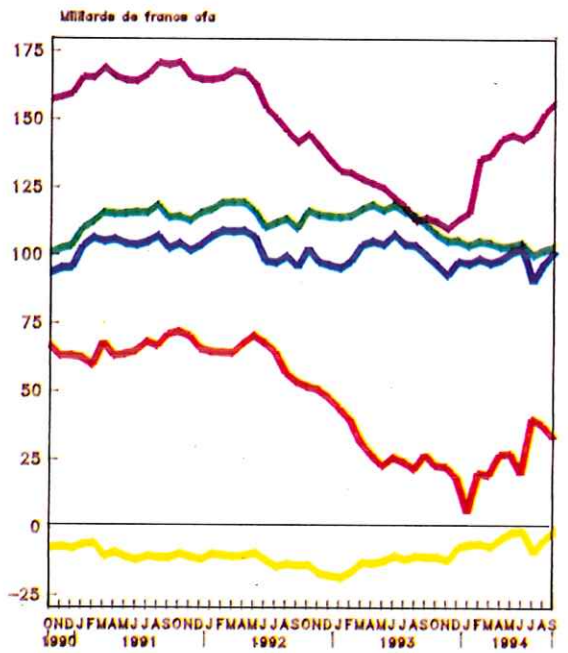
NIGER – SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES



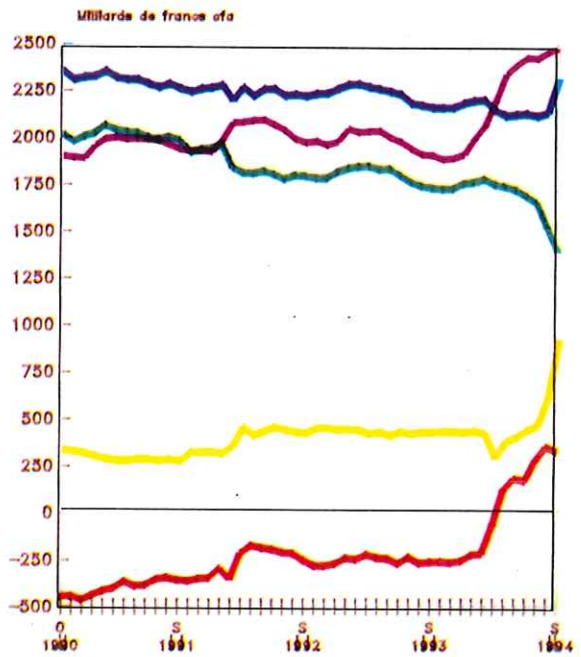
SENEGAL – SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

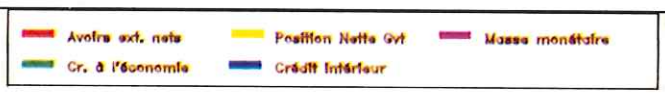


TOGO – SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES



UMOA – SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES





de 36,9 milliards pour ressortir créditrice de 25,7 milliards, après s'être détériorée de 9,3 milliards durant l'exercice précédent.

Le redressement de la position extérieure est dû en totalité aux banques dont les avoirs extérieurs nets, négatifs de 31,0 milliards un an plus tôt, sont devenus positifs de 9,1 milliards, en raison notamment d'une réduction des engagements extérieurs à la suite du rachat de la dette commerciale du Niger et de la constitution d'avoirs à l'étranger.

S'agissant de l'Institut d'émission, sa position extérieure nette créditrice s'est effritée de 3,2 milliards, du fait notamment de la réévaluation des engagements vis-à-vis du FMI. La mobilisation de ressources extérieures s'est traduite par un renforcement de 4,6 milliards de la situation créditrice des disponibilités extérieures.

Au **Sénégal**, l'endettement extérieur net des institutions monétaires s'est établi à 224,5 milliards, en accentuation de 11,8 milliards, après celle de 2,5 milliards enregistrée durant l'exercice précédent. Cette détérioration de la position extérieure nette résulte principalement de la réévaluation des engagements en devises de l'Institut d'émission, qui masque notamment l'accroissement des recettes d'exportation et l'importance des ressources mobilisées auprès des partenaires au développement.

La baisse des avoirs extérieurs nets a concerné en totalité l'Institut d'émission dont l'endettement net a progressé de 47,1 milliards, en liaison avec l'alourdissement des engagements envers le FMI. Toutefois, la situation des disponibilités extérieures, auparavant débitrice de 72,2 milliards, est devenue créditrice de 21,6 milliards.

En ce qui concerne les banques, leur position extérieure nette est ressortie créditrice de 3,8 milliards après avoir été débitrice de 31,5 milliards un an plus tôt.

Au **Togo**, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après la contraction de 26,6 milliards constatée durant l'exercice précédent, ont augmenté de 5,9 milliards pour s'élever à 32,8 milliards. Cette amélioration a été induite principalement par l'accroissement des recettes d'exportation, en particulier celles de coton-fibre, de phosphates, de cacao et de café. La mobilisation de ressources extérieures s'est également accrue nonobstant la conclusion tardive d'un accord avec le FMI.

L'accroissement des avoirs extérieurs est imputable en totalité aux banques, dont les avoirs extérieurs nets, négatifs de 1,0 milliard à fin septembre 1993, sont ressortis positifs de 29,5 milliards un an plus tard. Quant à la position extérieure nette de l'Institut d'émission, elle s'est détériorée de 24,6 milliards, en raison notamment de la réévaluation des engagements envers le FMI. La situation créditrice des disponibilités extérieures est demeurée quasi stable, avec un niveau de 52,2 milliards contre 50,0 milliards un an plus tôt.

2.2 Crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur s'est établi à 2.285,1 milliards, en progression de 136,4 milliards ou 6,3% par rapport à l'exercice antérieur. En raison de la titrisation des concours consolidés dans l'ensemble des Etats sauf au Togo, la position nette des gouvernements s'est fortement détériorée en contrepartie d'une baisse des crédits à l'économie. En effet, la titrisation a consisté en général à transférer aux Etats des engagements bancaires du secteur privé, dans le cadre de la restructuration du système financier.

2.2.1 Position nette des gouvernements

La position nette des gouvernements est passée de 428,4 à 902,7 milliards d'une fin d'exercice à l'autre. Cette forte dégradation de 474,3 milliards s'explique pour l'essentiel par l'impact de la titrisation des créances gelées et des soldes débiteurs consolidés, pour un montant de 432,9 milliards.

En l'absence de la titrisation, la position nette des gouvernements ne se serait dégradée que de 41,4 milliards, en liaison essentiellement avec la mise à la disposition des Etats, de concours d'un montant de 95,9 milliards, résultant des tirages effectués sur les ressources du FMI, atténuée par la contraction de 27,9 milliards des avances monétaires de la Banque Centrale aux Etats. Nonobstant cette baisse des utilisations au titre de l'article 16 des statuts de la BCEAO, des dépassements par rapport aux plafonds statutaires ont été enregistrés dans trois Etats pour un total de 78,8 milliards.

Au **Bénin**, la position nette du gouvernement est ressortie débitrice de 26,1 milliards, contre une position créditrice de 5,1 milliards à fin septembre 1993, en raison principalement du transfert à l'Etat, de 37,3 milliards d'engagements, à la suite de la titrisation des concours consolidés. En l'absence de cette opération, la position nette du gouvernement se serait renforcée de 6,1 milliards, en liaison avec l'amélioration de la trésorerie publique, consécutive notamment à une importante mobilisation des ressources intérieures et extérieures. En particulier, les dépôts de l'Etat auprès des institutions monétaires se sont accrus de 9,2 milliards, tandis que le niveau des utilisations des avances statutaires de la Banque Centrale baissait de 5,5 milliards.

Au **Burkina**, la position nette du gouvernement est passée d'une situation créditrice de 10,0 milliards à une situation débitrice de 10,4 milliards. Cette évolution résulte notamment de l'accroissement de 23,9 milliards des concours des banques, lié à la souscription de 9,0 milliards de titres d'Etat émis en représentation des concours consolidés et de la prise en charge par l'Etat, dans le cadre de la restructuration du système bancaire, de non-valeurs pour un montant de 11,8 milliards. En ce qui concerne les disponibilités entretenues par l'Etat auprès des institutions monétaires, elles se sont renforcées de 15,4 milliards. Dans le même temps, les concours statutaires de la Banque Centrale ont augmenté de 2,6 milliards. Hors titrisation, la position nette du gouvernement se serait détériorée de 11,4 milliards, du fait de l'intervention de l'Etat dans l'assainissement du portefeuille des banques.

En **Côte d'Ivoire**, la position nette débitrice du gouvernement s'est accentuée de 205,9 milliards pour s'élever à 577,3 milliards. Cette augmentation s'explique essentiellement par la titrisation de 186,1 milliards de concours consolidés, l'octroi par les banques de 48,0 milliards de crédits-relais au Trésor et la prise en charge par l'Etat de 30,5 milliards de créances compromises dans le cadre de la restructuration du système bancaire. Ces effets ont été compensés en partie par l'accroissement de 79,8 milliards des dépôts publics et la diminution de 3,2 milliards des concours statutaires de la BCEAO, qui cependant, demeurent en dépassement par rapport au plafond statutaire. En faisant abstraction de l'impact de la titrisation, la détérioration de la position nette du gouvernement se serait chiffrée à 20,0 milliards.

Au **Mali**, la position nette du gouvernement s'est dégradée de 17,9 milliards pour apparaître débitrice de 22,6 milliards, à la suite notamment du transfert, après la titrisation des concours consolidés, de 23,9 milliards d'engagements à

l'Etat. L'impact de cette opération a été en partie atténué par l'augmentation de 13,5 milliards, des avoirs de l'Etat auprès du système bancaire et le recul de 3,2 milliards des concours de la Banque Centrale. Hors titrisation, la position nette du gouvernement ressortirait créditrice de 1,3 milliard, en amélioration de 6,0 milliards.

Au **Niger**, la position nette débitrice du gouvernement s'est élevée à 29,9 milliards, en aggravation de 6,8 milliards. Cette dégradation résulte du transfert dans la situation de l'Etat de 25,9 milliards d'engagements liés à la titrisation et de l'accroissement des concours du FMI, dont les effets ont été atténués par l'augmentation de 17,6 milliards des dépôts de l'Etat et par l'apurement de 16,0 milliards de concours des banques, consécutif au rachat et à l'annulation d'une partie de la dette extérieure du Niger. S'agissant du recours du Niger aux concours statutaires de l'Institut d'émission, il s'inscrit en dépassement sur le plafond. En l'absence de la titrisation, la position nette du gouvernement se serait améliorée de 16,3 milliards.

Au **Sénégal**, la position nette débitrice du gouvernement s'est creusée de 167,9 milliards pour se fixer à 226,2 milliards. Cette évolution a été induite principalement par la titrisation des concours consolidés qui s'est traduite par le transfert de 137,2 milliards d'engagements à l'Etat. Par ailleurs, les concours statutaires de l'Institut d'émission ont augmenté de 6,9 milliards pour se situer au-delà du plafond statutaire. Hors titrisation, la détérioration de la position nette du gouvernement aurait été de 30,8 milliards, en raison notamment de l'alourdissement des engagements au titre des concours du FMI et des dettes vis-à-vis des banques.

Au **Togo**, la position nette créditrice du gouvernement a fléchi de 11,3 milliards à 1,9 milliard. Cette contraction résulte principalement de la baisse de 7,6 milliards des dépôts auprès des institutions monétaires et de l'accroissement de 6,1 milliards des concours des banques, consécutif notamment à la souscription, par ces dernières, de bons du Trésor. Les concours statutaires de l'Institut d'émission ont par contre diminué de 3,1 milliards.

2.2.2 Crédits à l'économie

Les crédits à l'économie se sont établis à 1.382,4 milliards à fin septembre 1994, en retrait de 19,6% par rapport à la fin de l'exercice précédent. L'encours des financements de campagne s'est fixé à 34,7 milliards contre 63,8 milliards en septembre 1993. Leur niveau particulièrement faible est imputable à l'aisance de trésorerie de la plupart des sociétés de commercialisation qui ont, soit réduit leurs recours au système bancaire, soit accéléré le remboursement de leurs dettes.

Les crédits ordinaires se sont également inscrits en baisse de 18,6% pour se chiffrer à 1.347,7 milliards. En effet, en raison de la titrisation des concours consolidés, des crédits gelés, jadis maintenus à titre statistique dans les crédits ordinaires, ont été apurés pour un montant global de 232,7 milliards pour les six pays de l'Union concernés par cette opération à fin septembre 1994.

Si l'impact de la titrisation était exclu, la baisse des crédits ordinaires ressortirait à 67,5 milliards, en liaison avec le ralentissement de l'activité dans le secteur tertiaire, principal bénéficiaire traditionnel des financements bancaires, et l'amélioration de la situation de trésorerie des emprunteurs, liée notamment à l'apurement des arriérés intérieurs pour quelque 100,0 milliards dans l'ensemble des pays de la zone.

Le recul des crédits ordinaires est également imputable à la prise en charge, par deux Etats, de crédits compromis

pour un total de 36,3 milliards dans le cadre de la restructuration du système bancaire.

Au **Bénin**, les crédits à l'économie, constitués en totalité de crédits ordinaires du fait de la résorption des financements de campagne mis en place durant la période, ont progressé de 10,9% pour s'élever à 72,2 milliards. Cette évolution a été impulsée par les concours à court terme, ceux à moyen et long termes étant demeurés quasi stables durant la période. La progression des crédits à l'économie résulte de l'accroissement de 10,6 milliards des concours consentis par les banques en activité, compensé en partie par la baisse de 3,6 milliards des créances des établissements en liquidation par le biais des recouvrements ou des réaménagements de crédits.

Au **Burkina**, les crédits à l'économie sont ressortis à 70,4 milliards, en contraction de 24,9% par rapport au niveau atteint un an plus tôt. Le reflux de 23,4 milliards s'explique d'une part, par le remboursement intégral des crédits de campagne qui se chiffraient à 7,3 milliards à fin septembre 1993 et d'autre part, par les apurements consécutifs à la titrisation des concours consolidés et à l'assainissement du portefeuille du système bancaire pour respectivement 9,0 milliards et 5,8 milliards.

En **Côte d'Ivoire**, les crédits à l'économie ont diminué de 19,3% pour s'établir à 694,4 milliards. La baisse de 166,0 milliards est due en grande partie aux apurements opérés dans le cadre de la titrisation des concours consolidés pour 81,3 milliards et à la prise en charge par l'Etat de 30,5 milliards de crédits compromis. Elle résulte également de l'amélioration de la trésorerie des opérateurs économiques qui se sont désengagés vis-à-vis du système bancaire. Par catégorie de concours, la contraction ressort à 157,1 milliards pour les crédits ordinaires et à 8,9 milliards pour les financements de campagne.

Au **Mali**, les crédits à l'économie se sont fixés à 75,4 milliards, en contraction de 18,1% ou de 16,7 milliards. Cette diminution est imputable en partie aux crédits de campagne qui, à fin septembre 1994, ne s'élevaient qu'à 0,5 milliard contre 9,3 milliards en septembre 1993. Elle s'explique également par la baisse de 7,9 milliards des concours ordinaires, induite par l'apurement de 23,9 milliards de crédits dans le cadre de la titrisation des concours consolidés, compensée en partie par la mise en place de nouveaux financements au profit de la filière cotonnière notamment.

Au **Niger**, les crédits à l'économie sont ressortis à 45,9 milliards, en diminution de 36,1% ou 25,9 milliards, du fait de l'apurement de 25,9 milliards opérés sur les concours ordinaires à la suite de la titrisation des concours consolidés. Les financements de campagne, nuls à fin septembre 1993, se sont chiffrés à 0,4 milliard un an plus tard.

Au **Sénégal**, les crédits à l'économie ont diminué de 24,5% pour s'établir à 321,5 milliards. La baisse de 104,3 milliards est localisée essentiellement au niveau des concours ordinaires qui se sont contractés de 101,4 milliards, en raison notamment de l'apurement de 96,8 milliards opéré après la titrisation des concours consolidés. Les financements de campagne ont, pour leur part, reculé de 3,0 milliards.

Au **Togo**, les crédits à l'économie ont fléchi de 7,5% ou de 8,3 milliards pour se chiffrer à 102,9 milliards. Cette contraction a concerné les concours ordinaires pour 6,7 milliards et les financements de campagne pour 1,6 milliard.

2.2.3 Evolution des crédits recensés à la centrale des risques

A fin septembre 1994, les risques recensés pour l'ensemble des pays de l'Union se sont établis à 1.529,3 milliards, contre 1.641,3 milliards un an plus tôt, soit une baisse de 112,0 milliards.

Cette évolution résulte d'une forte diminution des concours à court et long termes qui ont régressé respectivement de 12,3% et 9,9% par rapport à l'année précédente, contrastant avec la hausse de 14,1% des crédits à moyen terme. Ainsi, la part relative des financements à court terme a été ramenée en un an, de 71,6% à 67,4%.

Au plan sectoriel, on relève que toutes les branches d'activité, à l'exception des activités minières et des services divers, ont enregistré un recul de leurs utilisations.

Au **Bénin**, les crédits recensés au 30 septembre 1994 sont ressortis à 64,9 milliards, en hausse de 2,9 milliards par rapport au niveau relevé un an plus tôt. Cet accroissement est imputable aux crédits à court terme dont l'augmentation de 5,2 milliards a plus que compensé la baisse de 2,3 milliards des concours à moyen et long termes au cours de la période. Au niveau des crédits à court terme, les services divers constituent la branche d'activité qui a enregistré la plus forte progression des utilisations.

Au **Burkina**, l'encours des risques à fin septembre 1994, a accusé une baisse de 10,1 milliards en s'établissant à 76,0 milliards, contre 86,1 milliards à fin septembre 1993. Cette régression masque cependant des évolutions contrastées selon les branches d'activité.

Les utilisations de crédit des activités minières, de bâtiment et des travaux publics ainsi que des services divers ont connu des augmentations respectives de 0,9 milliard, 3,7 milliards et 5,0 milliards, largement compensées par le recul des concours à toutes les autres branches. Les diminutions les plus importantes ont été relevées au niveau du commerce et de l'industrie pour des montants respectifs de 12,0 milliards et 5,7 milliards.

En **Côte d'Ivoire**, les utilisations ont diminué de 88,7 milliards en un an pour se situer à 639,3 milliards. Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse des crédits à court et long termes, atténuée par l'accroissement des concours à moyen terme. Les diminutions les plus significatives ont été relevées au niveau de l'industrie et du commerce qui demeurent les branches d'activité qui mobilisent l'essentiel des crédits accordés par le système bancaire.

Au **Mali**, les risques recensés ont légèrement régressé de 1,6 milliard en s'établissant à 85,9 milliards à fin septembre 1994. La réduction des concours octroyés au secteur agricole explique cette évolution.

Au **Niger**, l'encours des utilisations de crédit à fin septembre 1994 s'est établi à 87,5 milliards, en hausse de 3,8 milliards du fait de l'accroissement de toutes les catégories de financement. Cette progression est imputable à concurrence de 2,5 milliards aux crédits à court terme et à hauteur de 1,3 milliard aux concours à moyen et long termes. La hausse a concerné toutes les branches d'activité, à l'exception de celles de l'industrie, du commerce et des transports.

Au **Sénégal**, les risques recensés ont accusé une baisse de 20,9 milliards, en se situant à 476,8 milliards en 1994 contre 497,7 milliards un an auparavant. Cette diminution a concerné les crédits à court terme, les financements à moyen et long termes étant demeurés stables. L'agriculture, l'industrie et le commerce sont les branches qui ont connu une réduction des utilisations de crédits.

Au **Togo**, l'encours des crédits recensés s'est chiffré à 98,9 milliards à fin septembre 1994, en hausse de 2,6 milliards par rapport à l'année précédente. Cette évolution résulte d'une augmentation de 4,4 milliards des concours à court terme, atténuée par la réduction de 1,8 milliard des financements à moyen et long termes. Le secteur minier a été le principal bénéficiaire de l'accroissement des crédits à court terme. La baisse des financements à terme a affecté toutes les branches d'activité, hormis celles du commerce et des transports.

2.3 Masse monétaire

Les accroissements concomitants des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur ont engendré une expansion de 31,7% de la liquidité globale qui s'est établie à 2.482,5 milliards. Cette augmentation s'est reflétée à la fois dans la circulation fiduciaire et les dépôts qui ont augmenté respectivement de 44,2% et 27,6% pour se chiffrer à 711,2 milliards et 1.771,3 milliards.

Au **Bénin**, la masse monétaire s'est accrue de 25,3% pour s'établir à 212,2 milliards. Cette augmentation, induite par l'amélioration de la position extérieure, a concerné aussi bien les dépôts qui ont progressé de 29,4% pour s'élever à 174,7 milliards, que la circulation fiduciaire qui a crû de 9,3% pour se fixer à 37,5 milliards.

Au **Burkina**, le renforcement des avoirs extérieurs a entraîné une expansion de 20,0% de la masse monétaire qui est ressortie à 226,1 milliards, sous l'effet d'un accroissement de 22,2% de la circulation fiduciaire et de 18,5% des dépôts, qui se sont élevés respectivement à 90,4 milliards et 135,7 milliards.

En **Côte d'Ivoire**, en contrepartie de l'amélioration de la position extérieure, la masse monétaire a enregistré une croissance de 38,6%, pour se situer à 1.018,6 milliards. Cette évolution est imputable à la fois à la circulation fiduciaire et aux dépôts, qui se sont établis respectivement à 287,5 milliards et 731,1 milliards, en progression de 48,5% et 35,0%.

Au **Mali**, la masse monétaire s'est élevée à 231,4 milliards, en augmentation de 42,3% par rapport au niveau atteint un an plus tôt. Cette évolution, liée notamment au renforcement des avoirs extérieurs, s'est reflétée à la fois sur la circulation fiduciaire, qui a enregistré une hausse de 47,7% pour atteindre 86,4 milliards, et sur les dépôts qui se sont consolidés de 39,3% pour se chiffrer à 145,0 milliards.

Au **Niger**, l'amélioration de la position extérieure s'est traduite par une croissance de 21,8% de la masse monétaire, ressortie à 137,0 milliards. En particulier, la circulation fiduciaire a progressé de 59,4% pour se fixer à 57,4 milliards, tandis que les dépôts, avec un niveau de 79,6 milliards, enregistraient une hausse de 4,1 %.

Au **Sénégal**, l'afflux de ressources extérieures et l'importance de la conversion de francs français aux guichets du système bancaire ont entraîné une expansion de 27,8% de la masse monétaire qui s'est établie à 427,7 milliards. Cette évolution a concerné aussi bien la circulation fiduciaire que les dépôts qui ont crû respectivement de 39,5% et 23,9% pour s'élever à 116,2 milliards et 311,5 milliards.

Au **Togo**, en relation avec le renforcement de la position extérieure, la masse monétaire a enregistré une augmentation de 36,6% pour se situer à 156,0 milliards. Cette hausse a été impulsée principalement par la circulation fiduciaire qui est passée de 13,3 à 35,7 milliards. Les dépôts ont, quant à eux, progressé de 19,2% pour ressortir à 120,3 milliards.

2.4 Epargne privée collectée par les banques et les caisses d'épargne

2.4.1 Evolution générale

Le volume de l'épargne mobilisée par les banques et les Caisses Nationales d'Epargne s'est élevé à 830,3 milliards, en accroissement de 12,3% par rapport au 30 septembre 1993. Cette évolution a concerné principalement les comptes à régime spécial dont le montant a progressé de 18,1% pour se chiffrer à 382,4 milliards.

Toutefois, la part de la liquidité globale, conservée sous forme d'épargne financière par les ménages et les entreprises, s'est établie à 33,4%, contre 39,2% en septembre 1993.

Par contre, la part du produit intérieur brut épargnée par les particuliers et les entreprises s'est élevée de 5,8% à 7,5%, traduisant une amélioration de la liquidité globale des économies.

2.4.2 Evolution par pays

Au **Bénin**, les banques ont poursuivi leurs efforts de mobilisation de l'épargne. Aussi, le volume de l'épargne collectée s'est-il établi à 44,8 milliards, en hausse de 4,4 milliards par rapport à septembre 1993. Cette évolution a surtout concerné les comptes à régime spécial dont le montant s'est conforté de 6,5% pour se chiffrer à 21,1 milliards.

La part de l'épargne dans la masse monétaire est ressortie à 21,1% contre 23,9% en 1993. Par ailleurs, l'épargne détenue par les particuliers et les entreprises a représenté 5,3% du produit intérieur brut contre 6,6% en 1993.

Au **Burkina**, l'épargne privée drainée par les banques et la Caisse Nationale d'Epargne s'est fixée à 61,2 milliards, en baisse de 0,8 milliard par rapport à septembre 1993. Cette évolution, malgré la progression de 31,8% de l'encours des comptes à régime spécial, résulte du recul de 30,4% des dépôts à terme.

La part de l'épargne dans la masse monétaire a baissé de 32,9% à 27,1%, à l'instar de la part du PIB conservée sous forme d'épargne par les ménages et les entreprises qui a fléchi de 7,7% à 5,9%.

En **Côte d'Ivoire**, l'épargne intérieure s'est inscrite en hausse de 22,7%, pour se chiffrer à 405,3 milliards au 30 septembre 1994. Cette évolution a concerné tant les comptes à régime spécial que les dépôts à terme dont les encours ont respectivement augmenté de 20,7% et 14,1%.

A fin septembre 1994, l'épargne intérieure représentait 39,8% du stock monétaire contre 44,9% en 1993, et 9,3% du PIB contre 12,3% un an plus tôt.

Au **Mali**, l'épargne du secteur privé collectée par le système bancaire s'est accrue de 12,4% pour s'établir à 55,2 milliards. Cette évolution favorable est imputable notamment à la progression de 20,8% de l'encours des comptes à régime spécial.

La part de l'épargne intérieure dans le stock monétaire a régressé de 30,2% à 23,9% tandis que la part du produit intérieur brut, détenue sous forme d'épargne par les particuliers et les entreprises, a fléchi de 6,2% à 5,0%.

Au **Niger**, le volume de l'épargne collectée par le système bancaire et la Caisse Nationale d'Epargne s'est élevée à 37,6 milliards, en retrait de 3,1 milliards par rapport au niveau atteint au 30 septembre 1993.

La part de l'épargne privée dans la masse monétaire s'est établie à 27,4% contre 36,2% en 1993. De même, la part de l'épargne privée dans le produit intérieur brut a régressé de 6,2% à 4,4%.

Au **Sénégal**, l'épargne constituée par les particuliers et les entreprises auprès des banques et de la Caisse Nationale d'Epargne, a augmenté de 6,8% pour se chiffrer à 165,1 milliards, sous l'impulsion des comptes à régime spécial dont le montant a progressé de 15,7 milliards ou 22,7%. Quant aux dépôts collectés par la Caisse Nationale d'Epargne, ils se sont accrus de 0,9 milliard pour s'établir à 6,4 milliards.

La part de l'épargne intérieure dans le stock monétaire a régressé de 46,2% à 38,6% à l'instar de la part de l'épargne privée dans le produit intérieur brut qui a reculé de 9,7% à 7,6%.

Au **Togo**, l'épargne des particuliers et des entreprises, collectée par les banques et la Caisse Nationale d'Epargne, s'est établie à 61,1 milliards, en retrait de 1,2 milliard par rapport à fin septembre 1993. Cette évolution est imprimée par les dépôts à terme dans les banques qui ont poursuivi, au cours de l'exercice sous revue, leur baisse amorcée depuis décembre 1992.

Les comptes à régime spécial ont, pour leur part, légèrement progressé pour s'inscrire à 28,2 milliards contre 26,6 milliards un an plus tôt.

La part de l'épargne intérieure dans la masse monétaire est ressortie à 39,2% contre 54,6% un an plus tôt. Dans le même temps, la part de l'épargne intérieure des particuliers et des entreprises dans le PIB a régressé de 16,6% à 10,9%.

2.5 Concours de la Banque Centrale

2.5.1 Evolution globale

L'évolution des interventions de la Banque Centrale a été influencée par la titrisation, à compter de juillet 1994, des concours précédemment consolidés. Cette opération s'est traduite par le transfert aux Etats, du montant des consolidations portées antérieurement par les établissements de crédit.

A fin septembre 1994, les concours de la Banque Centrale se sont établis à 835,2 milliards, en baisse de 262,0 milliards ou 23,9% d'une année à l'autre. Ce repli est imputable à une contraction de 654,5 milliards ou 86,2% des concours aux établissements de crédit dont l'incidence a été tempérée par une progression de 392,5 milliards ou 116,3% des concours aux Trésors nationaux.

L'accroissement annuel de 392,5 milliards des **concours aux Trésors nationaux** est essentiellement dû à la titrisation des soldes débiteurs et créances gelées antérieurement consolidés dans les livres de la Banque Centrale. Cette hausse a été légèrement atténuée par une baisse de 3,8 milliards des utilisations au titre de l'article 16 des statuts de l'Institut d'émission.

S'agissant des **concours aux banques et établissements financiers**, ils ont enregistré une baisse de 654,5 milliards, imputable aussi bien aux refinancements des crédits de campagne pour 20,9 milliards, qu'à ceux des crédits ordinaires (633,6 milliards dont 432,9 milliards au titre de la titrisation des concours consolidés). La contraction des concours aux établissements de crédit s'explique par l'accroissement de la liquidité du système bancaire, lié à l'afflux de ressources induit notamment par le réajustement monétaire intervenu en janvier 1994 et par une quasi-stagnation des emplois. D'une année à l'autre, l'excédent des ressources des banques sur leurs emplois s'est accru de 435,7 milliards pour s'établir à 483,7 milliards.

Les **concours de l'Institut d'émission à l'économie**, constitués des concours aux banques et établissements financiers et des mobilisations d'obligations cautionnées, se sont contractés de 654,4 milliards ou 86,0% d'une année à l'autre, en s'ins-

crivant à 106,7 milliards à fin septembre 1994. Sur la même période, le taux de refinancement des crédits à l'économie s'est inscrit en baisse, revenant de 44,2% à 7,7%, en liaison notamment avec la titrisation des concours consolidés.

UMOA - Concours de la Banque Centrale

	Sept 93	Mars 94	Juin 94	Sept 94
		Milliards de francs CFA		
Concours aux Trésors nationaux	337,6	355,5	348,1	730,1
- découverts en comptes courants (article 14)	331,0	351,0	343,1	328,5
- tirages article 15	5,1	4,4	4,1	3,8
Total concours statutaires (article 16)	336,1	355,4	347,2	332,3
- titres d'Etat				396,2
- mobilisations d'obligations cautionnées (article 12)	1,5	0,1	0,9	1,6
Concours aux banques et établissements financiers	759,6	695,5	590,2	105,1
dont :				
. (crédits de campagne)	(20,9)	(22,3)	(7,0)	-
. (consolidations + titrisations + ex-Oncad)	(606,7)	(596,2)	(575,1)	(97,1)
TOTAL DES INTERVENTIONS	**1097,2**	**1051,0**	**938,3**	**835,2**
Variations par rapport à septembre 1993 en (%)		-4,2	-10,7	-11,0

Source : BCEAO

UMOA - Refinancements des crédits à l'économie

	Sept 1993	Mars 1994	Juin 1994	Sept 1994
		Milliards de francs CFA		
Crédits à l'économie	1 720,3	1 747,0	1 689,0	1 382,4
(dont crédits de campagne)	(63,8)	(105,3)	(78,8)	(34,7)
Variations (en %)	-	+ 1,5	-3,2	-18,1
Refinancements des crédits à l'économie	761,1	695,6	591,1	106,7
. Concours aux banques et établissements financiers	759,6	695,5	590,2	105,1
. Obligations cautionnées	1,5	0,1	0,9	1,6
Variations (en %)	-	- 8,6	-15,0	- 81,9
Part des crédits à l'économie refinancés auprès de la BCEAO (en %)	44,2	39,8	35,0	7,7

Source : BCEAO

UMOA - Répartition des concours de la Banque Centrale par procédure de mobilisation

	Sept 1993		Juin 1994		Sept 1994	
	Milliards FCFA	%	Milliards FCFA	%	Milliards FCFA	%
Réescompte-Pension	606,7	79,7	575,1	97,3	97,1	91,0
dont						
. substitution ex-ONCAD	20,9	2,7	11,1	1,9	-	-
. titres PASFI	145,4	19,1	123,6	20,9	89,6	84,0
. consolidations	440,4	57,9	440,4	74,5	7,5	7,0
Avances Garanties	147,9	19,4	12,5	2,1	9,6	9,0
dont						
. marché monétaire	143,3	18,8	10,8	1,8	8,3	7,8
. avances TES	4,6	0,6	1,7	0,3	1,3	1,2
Autres	6,5	0,9	3,5	0,6	-	-
TOTAL	**761,1**	**100,0**	**591,1**	**100,0**	**106,7**	**100,0**

Source : BCEAO

Nonobstant la titrisation des concours consolidés à hauteur de 432,9 milliards, la structure des refinancements des crédits à l'économie selon les procédures de mobilisation, reste marquée par la prédominance des concours au taux exceptionnel de 3,0% (titres PASFI et consolidations). Ils constituent à fin septembre 1994, 91,0% des refinancements, contre 79,7 % en septembre 1993. S'agissant des avances au taux du marché monétaire, elles représentent 7,8 % des concours à l'économie en septembre 1994 et s'inscrivent en baisse de 11,0 points par rapport à septembre 1993

Outre les concours aux conditions exceptionnelles de 3,0 % et les avances au titre du marché monétaire, les concours à l'économie ont porté sur l'encours des refinancements des créances saines de l'ex-BNDS et de l'ex-BSK (0,8 milliard) et la mobilisation d'obligations cautionnées au Sénégal (0,5 milliard).

UMOA - Répartition des concours à l'économie selon la nature des besoins financés

	Sept 93		Juin 94		Sept 94	
	Milliards FCFA	%	Milliards FCFA	%	Milliards FCFA	%
Refinancements crédits de campagne	20,9	2,7	7,0	1,2	-	-
Refinancements crédits ordinaires	740,2	97,3	584,1	98,8	106,7	100,0
(dont consolidations + titrisation + ex-Oncad)	(606,7)	(79,7)	(575,1)	(97,3)	(97,1)	(91,0)
TOTAL	**761,1**	**100,0**	**591,1**	**100,0**	**106,7**	**100,0**

Source : BCEAO

Les refinancements des crédits ordinaires sont dominés par les avances adossées aux titres PASFI en Côte d'Ivoire, qui se sont élevées à 89,6 milliards. Les consolidations d'un montant de 7,5 milliards sont localisées au Togo où la titrisation n'est pas encore effective.

Le faible niveau des avances au titre du marché monétaire de l'Union reflète la situation de surliquidité actuelle du système bancaire et le développement des prêts interbancaires.

D'une année à l'autre, ces avances ont enregistré une baisse de 135,0 milliards.

Les concours de la Banque Centrale à l'économie à fin septembre 1994, sont aussi marqués par la résorption totale des refinancements des crédits de campagne qui s'établissaient à 20,9 milliards en septembre 1993.

2.5.2 Evolution par pays

D'une année à l'autre, les concours de la Banque Centrale ont accusé une contraction dans tous les Etats.

Au **Bénin**, les concours de la Banque Centrale ont fléchi de 30,2 milliards d'une année à l'autre, pour ressortir à 32,5 milliards. Cette évolution a été exclusivement impulsée par la baisse de 50,3 milliards des concours aux banques et établissements financiers, ceux consentis au Trésor ayant en revanche progressé de 20,1 milliards, en rapport avec l'encours des titres d'Etat porté par l'Institut d'émission. Les concours aux établissements de crédit ont été entièrement résorbés suite à la titrisation des concours consolidés pour 44,3 milliards et à l'apurement intégral du solde du concours exceptionnel pour 3,0 milliards.

Au **Burkina**, les interventions de l'Institut d'émission se sont contractées de 7,1 milliards d'une année à l'autre, pour ressortir à 23,5 milliards. Cette baisse s'ex-

	30 septembre				
Bénin	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**
	Milliards de francs CFA				
Trésor public	20,7	25,8	21,8	12,4	32,5
Banques et établissements financiers	57,0	50,3	50,3	50,3	0,0
Total	**77,7**	**76,1**	**72,1**	**62,7**	**32,5**

Source : BCEAO

	30 septembre				
Burkina	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**
	Milliards de francs CFA				
Trésor public	18,9	19,2	20,1	20,7	23,2
(dont obligations cautionnées)	(0,9)	(0,3)	(0,2)	(0,1)	(0,1)
Banques et établissements financiers	8,1	11,1	10,0	9,9	0,3
Total	**27,0**	**30,3**	**30,1**	**30,6**	**23,5**

Source : BCEAO

plique essentiellement par l'apurement du reliquat des refinancements d'un établissement financier en liquidation pour 0,5 milliard et par la cession intégrale des titres d'Etat pour 9,0 milliards.

En **Côte d'Ivoire,** les concours de l'Institut d'émission ont fléchi de 193,9 milliards d'une année à l'autre, en s'inscrivant à 471,6 milliards à fin septembre 1994. Cette évolution est imputable au reflux de 376,8 milliards des concours aux banques et établissements financiers, atténué par une progression de 182,9 milliards de ceux consentis à l'Etat, consécutive notamment à la titrisation des concours précédemment consolidés qui a porté sur un montant de 186,1 milliards.

Au **Mali,** les interventions de l'Institut d'émission ont enregistré une baisse de 3,2 milliards d'une année à l'autre, pour s'établir à 42,3 milliards à fin septembre 1994, sous l'impact d'un repli de 23,9 milliards des concours aux établissements de crédit, consécutif à la titrisation. Ce reflux est cependant atténué par une hausse de 20,7 milliards des concours à l'Etat, résultant essentiellement de l'encours des titres consolidés porté par l'Institut d'émission.

	30 septembre				
Côte d'Ivoire	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**
	Milliards de francs CFA				
Trésor public	130,1	138,5	153,8	194,2	377,1
Banques et établissements financiers	470,5	504,7	491,7	471,3	94,5
Total	**600,6**	**643,2**	**645,5**	**665,5**	**471,6**

Source : BCEAO

	30 septembre				
Mali	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**
	Milliards de francs CFA				
Trésor public	14,4	19,3	20,6	21,6	42,3
Banques et établissements financiers	23,9	23,9	23,9	23,9	0,0
Total	**38,3**	**43,2**	**44,5**	**45,5**	**42,3**

Source : BCEAO

	30 septembre				
Niger	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**
	Milliards de francs CFA				
Trésor public	10,4	12,0	11,8	14,7	40,0
dont obligations cautionnées	-	(0,1)	-	-	-
Banques et établissements financiers	27,1	27,1	27,1	27,0	1,1
Total	**37,5**	**39,1**	**38,9**	**41,7**	**41,1**

Source : BCEAO

Sénégal	1990	1991	30 septembre 1992	1993	1994
			Milliards de francs CFA		
Trésor public	44,5	50,1	53,8	52,7	196,8
dont obligations cautionnées	(2,0)	(1,6)	(1,6)	(1,4)	(1,5)
Banques et établissements financiers	188,7	176,9	186,0	169,3	1,4
Total	**233,2**	**227,0**	**239,8**	**222,0**	**198,2**

Source : BCEAO

Togo	1990	1991	30 septembre 1992	1993	1994
			Milliards de francs CFA		
Trésor public	17,6	17,9	17,0	21,3	18,2
dont obligations cautionnées	-	(1,2)	(0,5)	-	-
Banques et établissements financiers	5,0	8,0	8,0	7,9	7,8
Total	**22,6**	**25,9**	**25,0**	**29,2**	**26,0**

Source : BCEAO

Au **Niger**, en ressortant à 41,1 milliards à fin septembre 1994, contre 41,7 milliards en septembre 1993, les interventions de la Banque Centrale se sont contractées de 0,6 milliard. L'impact de la réduction de 25,9 milliards des concours aux établissements de crédit, résultant de la titrisation, a été atténué par un accroissement de 25,3 milliards des concours au Trésor, l'essentiel des titres émis étant demeuré dans le portefeuille de l'Institut d'émission.

Au **Sénégal**, les interventions de l'Institut d'émission ont enregistré une baisse de 23,8 milliards pour ressortir à 198,2 milliards à fin septembre 1994. Ce fléchissement résulte d'un dégonflement des concours aux banques et établissements financiers à hauteur de 167,9 milliards, partiellement compensé par un accroissement de 144,1 milliards de ceux à l'Etat, à la suite de la titrisation qui a porté sur un montant de 143,7 milliards.

Au **Togo**, les concours de la Banque Centrale sont ressortis à 26,0 milliards à fin septembre 1994, contre 29,2 milliards un an plus tôt, en baisse de 3,2 milliards. Cette contraction a concerné principalement les concours au Trésor qui ont régressé de 3,1 milliards.

2.6 Opérations du marché monétaire

L'activité du marché monétaire, au cours de l'exercice 1993-1994, est marquée par une amélioration des trésoreries bancaires, notamment par une hausse des offres et un net effritement des demandes d'avances. Le niveau des opérations s'est ressenti du développement du marché interbancaire et de la titrisation des créances consolidées à partir du 1er juillet 1994.

D'une fin d'exercice à l'autre, les offres se sont accrues de 39,5 milliards pour s'établir à 381,1 milliards. En moyenne

U.M.O.A.- Marché monétaire

	Montants au 30 septembre				
	1990	1991	1992	1993	1994
	Milliards de francs CFA				
Offres	308,2	332,9	379,9	341,6	381,1
Avances	380,2	311,3	167,3	143,3	8,3

	Moyenne par séance				
	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994
	Milliards de francs CFA				
Offres	279,9	300,2	368,0	355,7	407,2
Jour le jour	235,1	272,2	185,2	122,7	3,3
1 mois	26,4	21,4	28,5	35,4	5,9
3 mois	18,4	6,6	154,3	197,6	73,5
Adjudication	-	-	-	-	324,5
Avances	502,0	362,3	212,3	192,9	91,4
Jour le jour	500,8	362,3	212,3	192,6	3,6
1 mois	1,2				
3 mois	-	-	-	0,3	-
Adjudication	-	-	-	-	87,8

Source : BCEAO

par séance, elles ont enregistré également une hausse, en ressortant à 407,2 milliards contre 355,7 milliards précédemment. Le montant moyen par séance des placements retenus s'est, quant à lui, chiffré à 169,8 milliards, en recul de 52,0% par rapport au niveau moyen de l'exercice précédent. Cette évolution est liée à la baisse prononcée des demandes d'avances, les propositions d'offres compétitives n'étant retenues qu'à concurrence du volume des demandes compétitives, conformément aux nouveaux principes de fonctionnement du marché monétaire.

Outre les appels d'offres réguliers, la BCEAO a procédé entre le 25 octobre 1993 et le 21 février 1994, à des reprises exceptionnelles de liquidités, destinées à absorber une partie des ressources restées oisives sur le marché monétaire à l'issue des adjudications ordinaires. Dans ce cadre, l'Institut d'émission a repris, en moyenne par séance, un montant de 29,7 milliards de liquidités.

A fin septembre 1994, les demandes d'avances se sont largement effritées, ressortant à 8,3 milliards contre 143,3 milliards au terme de l'exercice précédent. En moyenne par séance, elles ont accusé une contraction de 53,0% pour se situer à 91,4 milliards. Ce mouvement, qui a concerné toutes les places généralement actives et principalement celles d'Abidjan et de Dakar, traduit d'une part, l'amélioration des ressources des demandeurs traditionnels et d'autre part, le développement du marché interbancaire qui concentre désormais l'essentiel des opérations de trésorerie des banques.

Au total, les propositions de placements ont largement excédé les demandes

d'avances tout au long de l'exercice 1993-1994. En moyenne par séance, l'excédent s'est situé à 315,8 milliards contre 162,8 milliards précédemment. Cette situation a concerné toutes les places, y compris celle d'Abidjan traditionnellement déficitaire, à compter de la fin du mois de mai 1994.

En relation avec les décisions des Conseils de décembre 1993, les dépôts des organismes régionaux ont reflué, se chiffrant à 58,0 milliards au 30 septembre 1994 contre 79,2 milliards un an plus tôt.

Bénin

La place de Cotonou a été la principale animatrice du marché monétaire de l'Union. Comme précédemment, ses activités ont porté exclusivement sur les placements. Les propositions d'offres locales se sont établies à 100,6 milliards à fin septembre 1994, en hausse de 19,2% par rapport à celles enregistrées au 30 septembre 1993. En moyenne par séance, les propositions de placements ont progressé de 69,8 à 101,6 milliards d'un exercice à l'autre, soit 25,0% des offres enregistrées au niveau de l'UMOA. Les offres effectivement retenues sont, toutefois, en nette contraction, se situant à 2,2 milliards au 30 septembre 1994, contre 84,4 milliards au 30 septembre 1993. Leur volume moyen s'est, quant à lui, élevé à 43,2 milliards, en repli de 38,0% par rapport aux placements effectués au cours de l'exercice précédent.

Au titre des reprises exceptionnelles de liquidités, les ressources absorbées se sont établies à 7,4 milliards en moyenne sur les huit séances.

Burkina

Le marché monétaire est caractérisé par un renforcement de la liquidité bancaire, en dépit des acquisitions de titres d'Etat, effectuées par les banques locales et des sorties nettes de ressources sur l'étranger. Les besoins, exprimés par trois établissements financiers et le Trésor public, sont demeurés relativement modestes.

Les propositions de placements se sont établies à 50,1 milliards et celles retenues, à seulement 1,1 milliard à fin septembre 1994 contre 42,5 milliards de dépôts à fin septembre 1993. En moyenne par séance, les soumissions de placements se sont chiffrées à 57,4 milliards durant l'exercice 1993-1994 ; elles ont représenté 14,0% des offres globales de toute l'Union. Le volume moyen des offres, retenues par séance, a porté sur 21,4 milliards.

Les reprises de liquidités effectuées par l'Institut d'émission auprès des intervenants locaux se sont chiffrées, en moyenne par séance, à 4,2 milliards.

Les demandes d'avances, quasiment inchangées par rapport au niveau de 0,5 milliard atteint une année plus tôt, sont ressorties à 0,4 milliard à fin septembre 1994. En moyenne par séance, les besoins exprimés se sont établis à 0,5 milliard contre 0,7 milliard durant l'exercice précédent.

Côte d'Ivoire

Traditionnellement déficitaire, le marché monétaire ivoirien est devenu excédentaire au terme de l'exercice écoulé, à la suite principalement d'une baisse sensible des demandes d'avances. Outre la reconstitution de leur trésorerie, de nombreux demandeurs traditionnels sur cette place ont eu de plus en plus recours au marché interbancaire régional pour la couverture de leurs besoins de trésorerie.

Les propositions de placements se sont élevées, en fin d'exercice, à 30,3 milliards, marquant ainsi une progression de 28,6 milliards par rapport aux offres enregistrées au 30 septembre 1993. En

moyenne par séance, les propositions de placements ont accusé néanmoins un recul de 22,4% d'un exercice à l'autre, pour ressortir à 11,1 milliards, soit à peine 3,0% du total des offres de l'Union. Les placements retenus se sont chiffrés à 1,1 milliard en septembre 1994 et à 1,0 milliard en moyenne par séance durant l'exercice ; ils se situaient à 1,7 milliard au 30 septembre 1993.

Les reprises exceptionnelles de liquidités ont porté sur un volume moyen de 0,1 milliard.

Les demandes d'avances se sont élevées à 4,9 milliards à fin septembre 1994 contre 139,3 milliards un an plus tôt. En moyenne par séance, elles se sont établies à 84,9 milliards contre 182,8 milliards l'exercice précédent. Les soumissions compétitives ont été couvertes presque intégralement sur le marché monétaire, puisque les avances accordées se sont chiffrées, en moyenne par séance, à 84,3 milliards durant l'exercice.

Au total, à l'inverse des exercices précédents, la place d'Abidjan a dégagé, au 30 septembre 1994, un excédent de 25,4 milliards des propositions de placements par rapport aux demandes exprimées, contre un déficit de 137,6 milliards à fin septembre 1993.

Mali

A l'instar de l'exercice précédent, le marché monétaire local est demeuré l'un des plus liquides de l'Union. Pour le quatrième exercice consécutif, l'activité s'est limitée aux seules opérations de placement.

I - Evolution des opérations du Marché monétaire

Situations de fin d'exercice, en milliards de FCFA

	EXERCICE 1993-1994		EXERCICE 1992-1993	VARIATION (a) - (c)	
	ADJUDICATIONS		TOTAL	MONTANT	%
	Propositions (a)	Retenues (b)	(c)		
OFFRES	**381,1**	**8,3**	**341,6**	**39,5**	**12**
dont BENIN	100,6	2,2	84,4	16,2	19
BURKINA	50,1	1,1	42,5	7,6	18
COTE D'IVOIRE	30,3	0,7	1,7	28,6	1682
MALI	99,0	2,2	78,5	20,5	26
NIGER	15,8	0,3	33,8	-18,0	-53
SENEGAL	55,9	1,2	47,9	8,0	17
TOGO	29,4	0,6	52,8	-23,4	-44
DEMANDES	**8,3**	**8,3**	**143,3**	**-135,0**	**-94**
dont BENIN					
BURKINA	0,4	0,4	0,5	-0,1	-20
COTE D'IVOIRE	4,9	4,9	139,3	-134,4	-96
MALI			0,0	0	-
NIGER	1,1	1,1	1,1	0,0	0
SENEGAL	1,6	1,6	2,0	-0,4	-20
TOGO	0,3	0,3	0,4	-0,1	-25
DEPOTS DES ORGANISMES REGIONAUX		58,0	79,2	-21,2	- 27

II - Moyenne par séance, en milliards de francs CFA

				EXERCICE 1993 - 1994				EXERCICE 1992 - 1993 (c)	VARIATION (a)-(c)	
	1 JOUR	1 MOIS	3 MOIS	ADJUDICATIONS		TOTAL		TOTAL	MONTANT	%
				Propositions	Retenues	Propositions (a)	Retenues (b)			
OFFRES	**3,3**	**5,9**	**73,5**	**324,5**	**87,1**	**407,2**	**169,8**	**355,7**	**51,5**	**14**
dont BENIN	0,6	0,7	21,3	79,0	20,6	101,6	43,2	69,8	31,8	46
BURKINA	0,5	0,1	9,3	47,5	11,5	57,4	21,4	40,5	16,9	42
COTE D'IVOIRE	0,1	0,0	0,0	11,0	0,9	11,1	1,0	14,3	-3,2	-22
MALI	0,6	1,0	21,6	65,3	17,3	88,5	40,5	66,5	22,0	33
NIGER	0,2	1,5	6,5	22,2	7,6	30,4	15,8	38,0	-7,6	-20
SENEGAL	0,7	1,0	5,9	38,1	10,3	45,7	17,9	66,4	-20,7	-31
TOGO	0,6	1,6	8,9	38,4	13,3	49,5	24,4	60,2	-10,7	-18
BCEAO				23,0	5,6	23,0	5,6			
DEMANDES	**3,6**	**0,0**	**0,0**	**87,8**	**87,2**	**91,4**	**90,8**	**192,9**	**-101,5**	**-53**
dont BENIN	0,0	0,0	0,0			0,0	0,0	0,0	0,0	0
BURKINA	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	-0,2	-29
COTE D'IVOIRE	3,5	0,0	0,0	81,4	80,8	84,9	84,3	182,8	-97,9	-54
MALI	0,0	0,0	0,0			0,0	0,0	0,0	0,0	0
NIGER	0,0	0,0	0,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	0,0	0
SENEGAL	0,1	0,0	0,0	4,3	4,3	4,4	4,4	7,4	-3,0	-41
TOGO	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,9	-0,4	-44

Source : BCEAO

Les offres se sont, de nouveau, consolidées avec des soumissions s'établissant, au terme de l'exercice, à 99,0 milliards, contre 78,5 milliards au 30 septembre 1993. Leur montant moyen par séance marque également une progression de 33,0% pour s'établir à 88,5 milliards ; il représente 21,7% des propositions totales de placements de l'Union. Le volume des offres retenues s'est, pour sa part, établi à 2,2 milliards au 30 septembre 1994 et à 40,5 milliards en moyenne par séance contre 66,5 milliards l'exercice précédent.

Les opérations enregistrées sur la place de Bamako, au titre des reprises exceptionnelles de liquidités, se sont élevées en moyenne à 6,8 milliards.

Niger

Contrairement aux évolutions observées sur la plupart des autres places de l'Union, les trésoreries des banques locales se sont relativement contractées. Ainsi, les offres sur le marché monétaire ont marqué un recul, parallèlement à une quasi-stagnation des demandes d'avances.

Les propositions de placements se sont chiffrées à 15,8 milliards et les offres effectivement retenues, à 0,3 milliard au 30 septembre 1994, contre 33,8 milliards au 30 septembre 1993. En moyenne par séance, les propositions de placements se sont situées à 30,4 milliards contre 38,0 milliards durant l'exercice précédent. Les offres de la place sont demeurées parmi les plus faibles de l'Union, représentant à

peine 7,0% du total des placements. Le volume moyen des offres retenues par séance s'est, pour sa part, élevé à 15,8 milliards.

Les ressources absorbées par l'Institut d'émission dans le cadre des reprises de liquidités se sont, quant à elles, fixées à 3,3 milliards en moyenne.

Les demandes d'avances sont demeurées à 1,1 milliard et ont été totalement satisfaites sur le marché monétaire.

Sénégal

Le montant des propositions de placements sur le marché monétaire est ressorti à 55,9 milliards et les offres retenues, à 1,2 milliard à fin septembre 1994, contre 47,9 milliards à la fin de l'exercice précédent. En moyenne, les soumissions se sont établies à 45,7 milliards, soit 11,0% du total des offres de l'Union; les placements retenus se sont chiffrés à 17,9 milliards en moyenne par séance.

Les reprises exceptionnelles de liquidités, effectuées par l'Institut d'émission auprès des banques locales, se sont élevées à 2,7 milliards en moyenne.

Les demandes d'avances, les plus importantes de l'Union après celles de la place d'Abidjan, ont de nouveau régressé de 2,0 milliards au 30 septembre 1993 à 1,6 milliard à fin septembre 1994. En moyenne par séance, elles se sont contractées de 41,0%, pour s'établir à 4,4 milliards.

Togo

L'activité sur le marché monétaire local s'est réduite à nouveau, du fait principalement du transfert des opérations de la BOAD au Siège de la Banque Centrale. Le volume des demandes d'avances est demeuré quasiment négligeable.

Au 30 septembre 1994, les soumissions d'offres se sont établies à 29,4 milliards et les dépôts effectivement retenus, à seulement 0,6 milliard contre 52,8 milliards un an plus tôt. En moyenne par séance, les propositions d'offres se sont élevées à 49,5 milliards, soit 12,2% du total de l'Union ; quant aux offres retenues, leur volume moyen par séance s'est fixé à 24,4 milliards.

Les dépôts, absorbés par l'Institut d'émission au titre des reprises exceptionnelles de liquidités, se sont chiffrés à 5,2 milliards en moyenne.

S'agissant des demandes d'avances, leur montant est demeuré quasiment stable à 0,3 milliard d'une fin d'exercice à l'autre. En moyenne par séance, elles se sont élevées à 0,5 milliard, en retrait de 0,4 milliard par rapport à leur niveau de l'exercice précédent ; ces besoins ont été intégralement couverts sur le marché.

2.7 Opérations du marché interbancaire

Relativement marginal par le passé, le marché interbancaire a connu une forte expansion au cours de l'exercice 1993-1994, du fait non seulement des importants rejets à l'issue des appels d'offres, mais également de la souplesse des procédures et des conditions de taux qui y sont pratiquées. Le volume hebdomadaire des nouvelles transactions et l'encours des prêts ont atteint respectivement 16,0 milliards et 25,3 milliards en moyenne, sur la période allant de janvier à septembre 1994. Les places les plus actives ont été celles d'Abidjan, qui concentre l'essentiel des emprunts, et de Cotonou au titre des placements.

Evolution des taux des prêts interbancaires

Dates	1 jour	7 jours	14 jours	1 mois	3 mois
Janvier 1994	9,39%	7,52%	-	9,70%	-
Février	9,94%	9,11%	9,47%	10,27%	9,91%
Mars	10,00%	8,20%	9,40%	-	10,14%
Avril	9,31%	6,99%	-	9,14%	9,47%
Mai	8,55%	7,82%	7,39%	8,40%	7,50%
Juin	7,49%	7,08%	-	7,45%	-
Juillet	6,54%	7,18%	6,92%	6,79%	6,75%
Août	5,50%	5,94%	-	5,50%	5,37%
Septembre	5,33%	5,65%	5,90%	5,02%	5,25%
Moyenne	8,01%	7,28%	7,42%	7,96%	7,77%

Source : BCEAO

Evolution du volume des prêts interbancaires

Période	Montant moyen		Encours moyen des prêts d'échéance postérieure à la date de valeur des adjudications	Fourchettes de taux	Fourchettes de durée
	Total	dont UMOA			
			Millions de francs CFA		
Janvier 1994	19.089	8.000	11.450	6,00% à 12,00%	1 Jour à 1 Mois
Février	21.943	11.600	18.453	6,00% à 11,50%	1 Jour à 1 Mois
Mars	23.360	14.803	20.900	4,20% à 11,56%	1 Jour à 1 Mois
Avril	16.592	10.615	16.440	4,00% à 10,75%	1 Jour à 4 Mois
Mai	16.453	10.807	28.546	5,00% à 9,25%	1 Jour à 4 Mois 1/2
Juin	16.185	9.969	35.337	2,50% à 9,25%	1 Jour à 1 Mois
Juillet	17.957	10.376	32.161	3,75% à 8,25%	1 Jour à 6 Mois
Août	6.676	4.418	30.654	3,75% à 7,00%	1 Jour à 1 Mois
Septembre	5.985	3.354	34.009	2,75% à 6,75%	1 jour à 1 mois
Moyenne annuelle	16.027	9.327	25.328		

Source : BCEAO

Les opérations effectuées ont concerné une large gamme d'échéances, allant d'un jour à six mois. Toutes maturités confondues, la fourchette des taux est comprise entre 2,5% et 12,0%. Les taux pratiqués sur le marché interbancaire sont, en règle générale, indexés sur le taux de l'adjudication. Sur la période allant de janvier à septembre 1994, les taux moyens pratiqués se sont établis à 8,01% à un (1) jour, 7,28% à sept (7) jours, 7,42% à quatorze (14) jours, 7,96% à un (1) mois et 7,77% à trois (3) mois.

2.8 Base monétaire

La base monétaire s'est établie à 1.132,8 milliards au 30 septembre 1994, en augmentation de 189,1 milliards ou 20,0%

par rapport à l'exercice précédent. Cet élargissement résulte essentiellement du renforcement de 371,7 milliards de la position extérieure de la Banque Centrale, atténué par la baisse de 268,4 milliards des interventions globales, induite surtout par l'amélioration de la liquidité du système bancaire et le développement du marché interbancaire. En contrepartie de ces évolutions, la circulation fiduciaire et les autres dépôts se sont respectivement accrus de 43,2% et 11,1%, tandis que les réserves des banques ont diminué de 13,2%. Le multiplicateur de monnaie est ressorti à 2,19 contre respectivement 2,0 en 1993 et 1,95 en 1992.

Au **Bénin**, la base monétaire a accusé un recul de 7,9% pour ressortir à 112,0 milliards, en raison notamment de la contraction des réserves des banques qui ont diminué de 16,2%. Au plan des contreparties, la baisse des concours aux banques et établissements financiers a été induite par la cession aux banques étrangères d'une partie des titres d'Etat émis en représentation des concours consolidés. Le multiplicateur de monnaie est, par contre, passé de 1,39 à 1,89 en raison de la forte expansion de la masse monétaire.

Au **Burkina**, la base monétaire s'est élevée à 140,1 milliards, en accroissement de 16,8% sous l'impact d'une hausse de 21,8% des billets et pièces, induite notamment par une progression des avoirs extérieurs de la Banque Centrale. Le multiplicateur de monnaie s'est relevé de 1,57 à 1,61.

En **Côte d'Ivoire**, la base monétaire a augmenté de 51,1% en passant de 210,2 à 317,7 milliards, sous l'effet d'une progression de 44,6% des billets et pièces, impulsée notamment par l'amélioration sensible de la position extérieure nette de l'Institut d'émission. Cette évolution s'est traduite par une diminution de 3,50 à 3,21 du multiplicateur de monnaie.

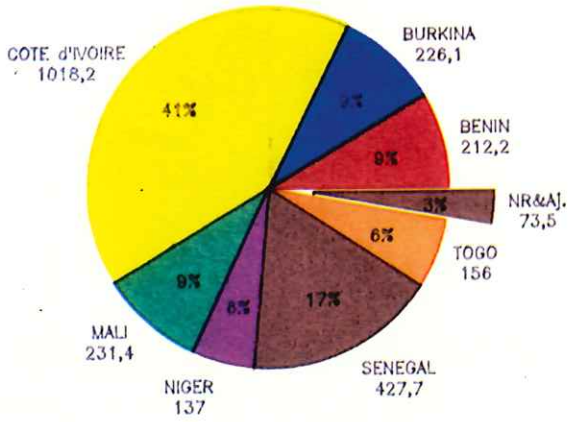
Au **Mali**, la base monétaire s'est inscrite en accroissement de 30,2% pour s'établir à 183,0 milliards, en raison de la hausse tant des billets et pièces que des réserves des banques qui ont augmenté respectivement de 50,2% et 14,7%, en relation avec l'accroissement des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission. Le multiplicateur de monnaie a augmenté de 1,16 à 1,26.

Au **Niger**, la base monétaire s'est réduite de 0,7%, en ressortant à 71,6 milliards. Cette évolution résulte de la baisse de 67,1% des réserves des banques, en partie compensée par la progression de 60,4% de la circulation fiduciaire. Le multiplicateur de monnaie s'est relevé de 1,56 à 1,91.

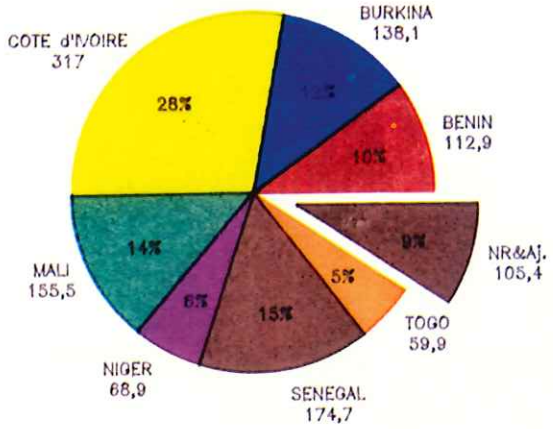
Au **Sénégal**, la base monétaire s'est accrue de 30,0% pour s'élever à 178,5 milliards, sous l'impact d'une hausse de 37,8% des billets et pièces. Cette évolution résulte notamment de l'accroissement des concours nets à l'Etat et de l'amélioration de la position extérieure nette de l'Institut d'émission. Le multiplicateur de monnaie a légèrement diminué de 2,44 à 2,40.

Au **Togo**, la base monétaire s'est fixée à 60,1 milliards, en diminution de 14,1% par rapport à septembre 1993, en liaison avec une baisse de 61,4% des réserves des banques et malgré un accroissement de 168,0% de la circulation fiduciaire. Le recul a été induit par la contraction des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et l'amélioration de la position nette débitrice du gouvernement. Le multiplicateur de monnaie est passé de 1,63 à 2,60.

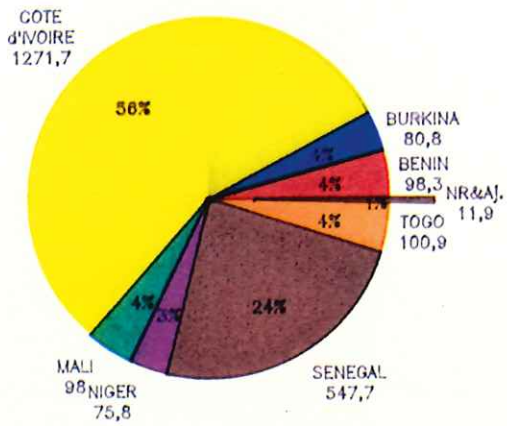
MASSE MONETAIRE (md f.cfa)
UMOA = 2 482,1



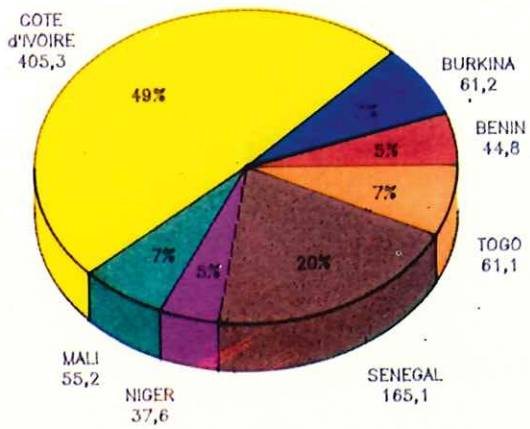
BASE MONETAIRE (md f.cfa)
UMOA = 1 132,4



CREDIT INTERIEUR (md f.cfa)
UMOA = 2 285,1



EPARGNE FINANCIERE (md f.cfa)
UMOA = 830,0



NR&AJ. : non répartis et ajustements


10000
BANQUE CENTRALE
DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
SPÉCIMEN
SANS VALEUR
9200000000
5000
SPÉCIMEN
SANS VALEUR
2500
SPÉCIMEN
SANS VALEUR
1000
SPÉCIMEN
500
SPÉCIMEN

Les autres activités de la Banque Centrale

1 GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

1.1 Prélèvements et versements aux guichets

Au cours de l'exercice 1993-1994, les opérations de prélèvements et de versements aux guichets de la Banque Centrale se sont inscrites en hausse par rapport à l'exercice 1992-1993. En effet, les signes monétaires manipulés ont totalisé 868,1 millions d'unités contre 759,1 millions, soit une augmentation de 109,0 millions d'unités ou 14,4%, contre une baisse de 83,2 millions d'unités au cours de la période précédente.

Les prélèvements ont porté sur 506,9 millions de signes monétaires, soit un accroissement de 92 millions d'unités. La structure des prélèvements est demeurée stable en valeur d'une période à l'autre, les billets ayant représenté 99,7% des signes monétaires sortis des caisses de la Banque Centrale.

Les billets délivrés aux guichets ont totalisé 414,7 millions de coupures pour une valeur globale de 1.586,4 milliards contre 344,3 millions d'unités pour 1.232,4 milliards au cours de l'exercice 1992-1993, soit des augmentations respectives de 20,5% et 28,7%.

La part des billets de 10.000 F s'est renforcée de 16,2 % à 19,5 % et celle des billets de 2.500 F de 8,2 % à 10,4 %. A l'inverse, la proportion des billets de 5.000 F, de 1.000 F et de 500 F, a baissé respectivement de 27,6 % à 25,4 %, de 26,4 % à 24,9 % et de 21,6 % à 19,8 %.

S'agissant des pièces de monnaie, 92,2 millions d'unités d'une valeur de 4,5 milliards ont été prélevées contre 70,6 millions d'unités pour 3,2 milliards au cours de l'exercice précédent. La reprise des sorties de pièces a concerné toutes les valeurs faciales.

Les versements, à l'instar des prélèvements, se sont inscrits en hausse en passant de 344,4 millions à 361,1 millions d'unités.

Les entrées de billets ont représenté 348,8 millions de coupures pour une valeur de 1.356,0 milliards contre 311,0 millions d'unités pour 1.011,1 milliards l'exercice précédent. Toutes les coupures ont contribué à cette progression, à l'exception des billets de 1.000 F et de 500 F dont les parts respectives ont régressé de 30,3% à 24,2% et de 23,7% à 20,0%.

Le volume de monnaies divisionnaires versées s'est fortement contracté, en s'établissant à 12,3 millions d'unités pour une valeur de 0,6 milliard au lieu de 33,2 millions d'unités pour 1,9 milliard. Cette baisse a concerné toutes les valeurs faciales.

1.2 Composition de la circulation fiduciaire

Au 30 septembre 1994, la circulation fiduciaire s'est inscrite en hausse de 227,3 milliards de francs, en passant de 526,2 à 753,5 milliards. Cette progression est en grande partie imputable aux billets dont le montant a augmenté de 490,8 à 714,3 milliards.

Le maximum saisonnier a été atteint à fin mai 1994, avec un total de 768,7 milliards, contre 634,8 milliards à fin décembre 1992, soit une hausse de 133,9 milliards ou 21,1%.

L'amplitude saisonnière, calculée entre le début de l'exercice et le maximum, a été de 242,6 milliards contre 82,0 milliards pour la période précédente.

Au minimum saisonnier, la composition de la circulation fiduciaire en valeur n'a pas varié.

Au maximum saisonnier, la composition de la circulation fiduciaire s'est modifiée au profit des billets dont la proportion a représenté 95,1% en valeur, contre 94,5% l'exercice précédent.

En fin de période, la proportion des billets dans la circulation fiduciaire s'est accrue. En valeur, leur part a progressé de 93,1% à 94,8%. Cette évolution résulte d'un renforcement des coupures de 10.000 F et de 2.500 F et d'un repli des autres coupures.

	MINIMUM		MAXIMUM		FIN D'EXERCICE	
	Pourcentage de la valeur totale					
	1/10/92	1/10/93	31/12/92	31/5/94	30/9/93	30/9/94
- Billets	93,9	93,1	94,5	95,1	93,1	94,8
- Pièces	6,1	6,9	5,5	4,9	6,9	5,2
- Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : BCEAO

2 EXECUTION DES REGLEMENTS A L'INTERIEUR DE L'UMOA

2.1 Mouvements de billets externes aux guichets des agences

Au cours de l'exercice 1993-1994, les entrées de billets externes aux guichets des agences de la Banque Centrale ont porté sur un montant de 405,9 milliards de francs, en hausse de 195,7 milliards ou 93,1 %. Cette évolution a concerné tous les Etats.

Les billets émis en **Côte d'Ivoire** sont demeurés prépondérants dans la masse des billets déplacés avec 43,0%, contre 41,7% l'exercice précédent.

Les soldes par pays se sont améliorés au Bénin, au Sénégal et au Togo. Ils se sont par ailleurs inversés au Mali et au Togo.

Au **Bénin**, la consolidation du solde excédentaire résulte des entrées plus importantes de billets en provenance des autres Etats, malgré un accroissement des sorties de billets.

Au **Togo**, le solde s'est sensiblement amélioré à cause de la hausse des flux d'entrées de billets émis par les autres Etats.

Au **Burkina**, la réduction de l'excédent de 2,5 milliards est liée à la reprise des exportations de billets vers les autres Etats, à l'exception du Togo.

En **Côte d'Ivoire,** le solde déficitaire s'est dégradé de 72,2 milliards à la suite de la hausse des sorties de billets à destination du Bénin, du Burkina, du Niger, du Sénégal et du Togo.

Les mouvements de billets externes aux guichets des agences ont porté sur 84,7 millions de vignettes contre 58,2 millions

BCEAO - Mouvements de billets externes aux guichets des agences

	Exercice 1992-1993			Exercice 1993-1994		
	Millions de francs CFA					
	Entrées	Sorties	Soldes	Entrées	Sorties	Soldes
BENIN	48.482	9.392	+39.090	118.480	38.232	+80.248
BURKINA	54.966	22.438	+32.528	75.427	45.425	+30.002
COTE D'IVOIRE	23.285	91.832	-68.547	33.935	174.662	-140.727
MALI	28.997	28,827	+170	29.049	45.712	-16.663
NIGER	12.233	18.248	-6.015	27.302	49.045	-21.743
SENEGAL	21.537	11.984	+9.553	31.485	17.537	+13.948
TOGO	20.717	27.496	-6.779	90.229	35.294	+54.935
UMOA	**210.217**	**210.217**	-	**405.907**	**405.907**	-

Source : BCEAO

BCEAO : Répartition par coupure des billets externes échangés

	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994
			En pourcentage		
Billets de :					
10.000 F	42	44	42	44	58
5.000 F	45	44	48	43	34
2.500 F	-	-	-	2	2
1.000 F	11	9	8	8	4
500 F	2	3	2	3	2
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

Source : BCEAO

l'exercice précédent, soit une hausse de 45,5%.

Comme les années antérieures, l'essentiel des échanges de billets s'est effectué au moyen des coupures de 10.000 et 5.000 francs, avec toutefois une baisse de la proportion de cette dernière dénomination.

2.2 Dispositions entre les pays de l'UMOA

Les règlements scripturaux entre agences des pays membres de l'UMOA ont atteint en 1993-1994 un montant de 637,9 milliards, en augmentation de 372,0 milliards par rapport à l'exercice 1992-1993.

Cette évolution confirme le renversement de tendance intervenu au cours de l'exercice précédent, où une hausse de 90,0 milliards avait succédé au repli de 2,3 milliards constaté en 1991-1992.

Au Bénin, le solde négatif des dispositions s'est creusé de 16,8 milliards, les émissions ayant triplé par rapport à l'exercice précédent. Cette aggravation résulte essentiellement d'un accroissement des émissions à destination de la Côte d'Ivoire et du Niger.

BCEAO - Dispositions entre les pays de l'UMOA.

	1992-1993			1993-1994		
			Millions de francs CFA			
	Reçues	**Emises**	**Solde**	**Reçues**	**Emises**	**Solde**
BENIN	18.681	31.563	-12.882	67.163	96.841	-29.678
BURKINA	9.330	49.468	-40.138	20.008	54.590	-34.582
COTE D'IVOIRE	94.270	64.094	+30.176	243.426	108.359	+135.067
MALI	5.892	41.795	-35.903	21.884	58.397	-36.513
NIGER	7.150	36.240	-29.090	11.674	34.235	-22.561
SENEGAL	30.755	28.781	+1.974	68.587	50.849	+17.738
TOGO	38.600	12.051	+26.549	108.231	114.312	-6.081
SIEGE	61.195	1.881	+59.314	96.967	120.357	-23.390
TOTAL	**265.873**	**265.873**	**0**	**637.940**	**637.940**	**0**

Source : BCEAO

Au **Burkina**, le déficit s'est contracté de 5,6 milliards, en liaison principalement avec l'augmentation des dispositions reçues de la Côte d'Ivoire.

En **Côte d'Ivoire**, l'excédent enregistré en 1992 - 1993 s'est renforcé de 104,9 milliards, du fait de l'accroissement des réceptions en provenance du Bénin et du Togo. Toutefois, cette amélioration a été atténuée par la progression des émissions sur le Burkina, le Mali, le Niger et le Sénégal.

D'une année à l'autre, le solde déficitaire des échanges du **Mali** s'est stabilisé à 36,0 milliards, les réceptions et les émissions ayant progressé dans la même proportion.

Au **Niger**, le déficit s'est contracté de 6,5 milliards à la suite de la hausse de 4,5 milliards des dispositions reçues, notamment du Bénin et de la Côte d'Ivoire, et du repli de 2,0 milliards des dispositions émises.

Au **Sénégal**, l'excédent des échanges s'est amélioré de 15,7 milliards, en raison d'une augmentation des réceptions provenant essentiellement de la Côte d'Ivoire et du Siège.

Au **Togo**, les échanges se sont soldés par un déficit de 6,0 milliards, en relation avec la hausse des émissions dont le volume a été quasiment décuplé.

3 EXECUTION DES REGLEMENTS AVEC L'EXTERIEUR

3.1 Opérations sur billets

Les opérations effectuées par la BCEAO avec l'extérieur ont dégagé un surplus de 56,8 milliards contre un déficit de 163,4 milliards l'exercice précédent.

Cet excédent résulte de la suspension du rachat des billets BCEAO ainsi que de l'accroissement du change de billets français. Le Sénégal, avec des cessions de billets français d'un montant de 41,3 milliards de francs, a largement contribué à cette évolution.

3.2 Transferts scripturaux

Les transferts scripturaux, exécutés par le canal de la Banque Centrale, se sont soldés par une entrée nette de capitaux de 322,3 milliards contre un excédent de 62,9 milliards un an plutôt.

Les ordres de règlement sur l'extérieur initiés par les banques ont marqué une forte régression, en s'établissant à 267,7 milliards contre 403,3 milliards la période précédente. Ceux reçus par le système bancaire ont connu une légère baisse de 10 milliards en se situant à 366,3 milliards. Ces évolutions ont entraîné un excédent net de 98,6 milliards contre un déficit de 36,0 milliards en 1992-1993.

Les Trésors et autres organismes publics ont réglé à l'extérieur, au cours de l'exercice sous revue, au titre de la dette publique principalement, 472,9 milliards contre 121,2 milliards en 1992-1993. Les concours financiers reçus de la Communauté internationale se sont chiffrés à 655,4 milliards, comparés à 213,6 milliards au cours de l'exercice précédent. Aussi, ces opérations se sont-elles traduites par des entrées nettes de capitaux de 182,5 milliards contre un excédent de 92,3 milliards en 1992-1993.

Les règlements effectués par le canal de la Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest (CCAO) ont généré un solde positif de 41,2 milliards, en nette amélioration par rapport aux 6,5 milliards de l'exercice 1992-1993. Les transferts émis et reçus se sont accrus de 0,3 milliard et 35,0 milliards pour ressortir respectivement à 0,5 milliard et 41,7 milliards.

U.M.O.A : FLUX DE TRANSFERTS

	TRANSFERTS RECUS		TRANSFERTS EMIS		SOLDES	
	1992/93	1993/94	1992/93	1993/94	1992/93	1993/94
			Millions de francs CFA			
BANQUES	367.367	366.343	403.357	267.745	- 35.990	+ 98.598
TRESORS ET ORGANISMES PUBLICS	213.596	655.418	121.247	472.870	+ 92.349	+ 182.548
C.C.A.O	6.682	41.682	170	480	+ 6.512	+ 41.202
TOTAL	**587.645**	**1.063.443**	**524.774**	**741.095**	**+ 62.871**	**+ 322.348**

Source : BCEAO

4 EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET DES CHANGES

4.1 Evolution du réseau bancaire

Au terme de l'exercice 1993 - 1994, le nombre de banques en activité dans l'UMOA s'est établi à 57 unités, en diminution d'une unité par rapport à l'effectif des deux exercices précédents. En effet, à l'exception du Burkina où l'agrément a été retiré à la Banque Nationale de Développement du Burkina (BND-B), le nombre de banques n'a pas varié dans les autres Etats de l'Union entre les exercices 1992-1993 et 1993-1994.

Six banques ont changé de dénomination au cours de l'exercice. A la faveur de la reprise par le groupe Méridien BIAO-SA de certaines banques appartenant précédemment au réseau BIAO, les unités installées au Burkina, au Mali, au Niger et au Togo sont devenues respectivement Banque Méridien BIAO-Burkina, Banque Méridien BIAO-Mali, Banque Méridien BIAO-Niger et Banque Méridien BIAO-Togo. En Côte d'Ivoire, la Banque Real de Côte d'Ivoire (BRCI), rachetée par la BIAO a pris la dénomination de BIAO-Investissement. Au Niger, le groupe Bank Of Africa, déjà installé au Bénin et au Mali, a racheté la Nigeria International Bank du Niger (NIB) et changé sa dénomination en Bank Of Africa-Niger.

Au Togo, l'Union Togolaise de Banque a réaménagé son actionnariat, suite au désengagement des partenaires étrangers.

S'agissant du réseau des établissements financiers, leur nombre s'est accru, en ressortant à 20 unités à la fin de l'exer-

REPARTITION PAR PAYS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

	30 SEPTEMBRE 1993				30 SEPTEMBRE 1994			
	Banques	Etabl. Fin.	Guichets P1	Guichets P2	Banques	Etabl. Fin.	Guichets P1	Guichets P2
BENIN	5	2	15	1	5	3	19	1
BURKINA	8	3	49	50	7	3	56	48
COTE D'IVOIRE	15	5	162	3	15	5	164	4
MALI	7	-	50	-	7	1	52	-
NIGER	6	2	14	-	6	2	14	-
SENEGAL	9	4	61	-	9	4	63	1
TOGO	8	2	37	4	8	2	40	3
UMOA	58	18	388	58	57	20	408	57

P1,P2:guichets des banques, permanents (P1), périodiques (P2).

NC: donnée non communiquée pour la période

Source : B.C.E.A.O.

cice sous revue contre 18 un an plus tôt, après la baisse continue enregistrée depuis l'exercice 1988-1989 où l'effectif était de 32 unités.

Cette progression résulte des agréments accordés aux sociétés Crédit du Bénin et SENINVEST, respectivement au Bénin et au Sénégal. Dans ce dernier pays, la Commission Bancaire de l'UMOA a par ailleurs autorisé une extension des activités de la Société Générale de Crédit Automobile (SOGECA) au crédit-bail.

4.2 Programmes d'assainissement des banques

Les programmes d'assainissement du système bancaire et financier ont continué de bénéficier de l'attention des autorités monétaires de l'Union au cours de l'exercice 1993-1994, à travers diverses recommandations visant à consolider la relance du secteur bancaire amorcée ces dernières années. A cet égard, le Conseil des Ministres de l'UMOA a accédé à la demande de la Commission Bancaire, visant à instituer le contrôle de cet organe sur les structures nationales chargées du recouvrement des créances gelées.

La récupération desdites créances, indispensable à la reconstitution des ressources en vue du désintéressement des déposants, a connu un ralentissement sensible en 1993-1994. Cette tendance défavorable a cependant été atténuée grâce à l'apport substantiel des recettes tirées des ventes des immeubles saisis sur les débiteurs. Les actions de remboursement des déposants se sont poursuivies, notamment avec l'indemnisation des petits épargnants à la faveur de financements extérieurs d'appoint. Ainsi, les opérations de remboursement des petits épargnants au Burkina et en Côte d'Ivoire ont bénéficié de ressources extérieures, totalisant un montant de 5,5 milliards.

Par ailleurs, la Côte d'Ivoire a procédé le 30 juin 1994 au règlement partiel des premières échéances des titres émis dans le cadre du programme d'ajustement du système financier (PASFI). A fin septembre 1994, le solde des titres PASFI s'est établi à 164,5 milliards.

La restructuration des unités BIAO du Burkina, du Mali, du Niger et du Togo s'est poursuivie sous la gestion de la Méridien BIAO-SA, avec toutefois quelque retard dans le programme de recapitalisation arrêté lors de la reprise de ces unités.

D'autres actions de restructuration et d'assainissement ont également été enregistrées, avec la signature d'un protocole entre la Banque Islamique du Sénégal (BIS) et de nouveaux actionnaires, désireux de participer à la recapitalisation de cette entité. Au Niger, la liquidation de la CNCA a été clôturée. Au Togo, les opérations de liquidation se poursuivent pour la Banque Commerciale du Ghana, suite au retrait d'agrément dont elle a été l'objet le 23 septembre 1993.

La restructuration des Caisses Nationales d'Epargne et des Centres de Chèques Postaux n'a pas enregistré d'évolution majeure au cours de l'exercice. Un séminaire est prévu du 14 au 16 novembre 1994, en vue de rechercher un nouveau cadre institutionnel et réglementaire mieux adapté à la viabilité et au développement de ces structures.

4.3 Dispositions réglementaires

L'exercice 1993-1994 a vu l'aboutissement des travaux relatifs à la confection du Plan comptable bancaire de l'UMOA, avec l'adoption de ce Plan par le Conseil

d'Administration de la BCEAO en sa session du 9 avril 1994. La date d'entrée en vigueur de ce nouveau cadre comptable à l'usage des banques et établissements financiers de l'Union est fixée au 1er janvier 1996. Outre les incidences du Plan comptable bancaire sur la présentation des documents comptables, la période de l'exercice social des banques sera désormais alignée sur l'année civile. En vue d'assurer la transition avec cette nouvelle période, la durée de l'exercice 1994-1995 a été fixée pour les établissements de crédit à 15 mois, allant du 1er octobre 1994 au 31 décembre 1995.

En ce qui concerne le système financier coopératif et mutualiste, un projet de loi portant réglementation de ces institutions a été adopté par le Conseil des Ministres de l'UMOA en décembre 1993. Cette étape a permis d'ouvrir au niveau de chaque Etat, les procédures et formalités en vue de l'introduction de cette loi dans leur ordre juridique interne.

4.4 Evolution de l'activité des banques

L'évolution de l'activité des banques de l'UMOA au cours de l'exercice 1993-1994 s'est traduite par une tendance marquée à la hausse des ressources et une relative stabilité des emplois globaux.

Le total des ressources du système bancaire s'est inscrit à 2.273,8 milliards au 30 septembre 1994 contre 1.834,1 milliards un an plus tôt, en augmentation de 439,7 milliards, soit 24,0%.

Les fonds propres s'étant contractés de 4,7%, la hausse observée est le fait essentiellement des dépôts, en relation avec le réajustement monétaire qui a entraîné un afflux de capitaux dans l'Union à travers l'appréciation des recettes d'exportation, la conversion en francs CFA d'encaisses auparavant détenues en devises et une mobilisation accrue des ressources extérieures, tant publiques que privées.

Ainsi, les dépôts collectés par le système bancaire se sont chiffrés à 2.037,0 milliards à fin septembre 1994 contre 1.585,6 milliards un an plus tôt. Ce relèvement est imputable pour l'essentiel aux dépôts à vue qui ont crû de 316,6 milliards, soit 60,0%.

Contrairement aux ressources, les emplois ont pratiquement stagné en 1994, en s'établissant à 1.786,1 milliards contre 1.790,1 milliards un an plus tôt. Cette évolution s'explique notamment par la contraction des crédits au secteur privé dont le niveau s'est établi à 1.275,5 milliards en 1994 au lieu de 1.419,5 milliards en 1993, soit une baisse de 10,1%, induite notamment par la titrisation des concours consolidés.

Quant aux crédits aux gouvernements (effets publics et titres d'Etat inclus), ils se sont inscrits à 398,2 milliards en 1994, en progression de 64,7% par rapport à 1993, sous l'impulsion de la titrisation.

En définitive, l'activité du système bancaire de l'Union s'est soldée par un important excédent de 435,7 milliards des ressources sur les emplois, soit le décuple du montant réalisé en 1993. Cette évolution, fruit en partie de l'assainissement bancaire, traduit également l'accroissement des dépôts ainsi que la restauration de la liquidité des banques, consécutifs notamment au réaménagement monétaire.

UMOA - Tableau emplois-ressources des banques

	Sept. 1993 (1)	Sept. 1994 (2)	VARIATIONS En valeur 3 = 2-1	VARIATIONS En % 4 = 3/1
		Millions de francs CFA		
1 . CREDITS A L'ECONOMIE	**1.419.527,1**	**1.275.533,8**	**-143.993,3**	**-10,14**
- Crédits à long terme	221.300,3	183.817,2	-37.483,1	-16,94
- Crédits à moyen terme	273.841,8	328.574,0	54.732,2	19,99
- Crédits court terme	699.163,8	604.589,6	-94.574,2	-13,53
dont crédits de campagne	66.703,7	34.551,7	-32.152,0	- 48,20
- Crédits en souffrance	225.221,2	158.553,0	-66.668,2	-29,60
. dont douteux et litigieux	181.817,5	121.491,8	-60.325,7	-33,18
Douteux et litigieux /Crédits à l'économie	12,81%	9,52%		
2 . AUTRES EMPLOIS	**366.607,5**	**514.563,1**	**147.955,6**	**40,36**
Dont . Gouvernements	241.802,0	398.192,7	156.390,7	64,68
. Titres et participations	16.033,5	20.554,1	4.520,6	28,19
. Immobilisations	71.250,1	73.241,4	1.991,3	2,79
A . TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	**1.786.134,6**	**1.790.096,9**	**3.962,3**	**0,22**
1 . FONDS PERMANENTS	**248.522,6**	**236.831,4**	**-11.691,2**	**-4,70**
2 . DEPOTS ET EMPRUNTS	**1.585.615,6**	**2.037.014,5**	**451.398,9**	**28,47**
- A terme de plus de 2 ans	49.861,0	73.908,2	24.047,2	48,23
- A terme de moins de 2 ans	925.419,8	1.028.642,8	103.223,0	11,15
- Comptes disponibles	528.866,5	845.495,8	316.629,3	59,87
- Divers	81.468,3	88.967,7	7.499,4	9,21
B . TOTAL RESSOURCES (1+2)	**1.834.138,2**	**2.273.845,9**	**439.707,7**	**23,97**
3 . DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	**48.003,6**	**483.749,0**	**435.745,4**	**907,73**
4 . BANQUES ET CORRESPONDANTS (net)	**-15.158,2**	**-249.772,8**	**-234.614,6**	**1547,77**
- Emplois	122.209,6	427.356,1	305.146,5	249,69
- Ressources	107.051,4	177.583,3	70.531,9	65,89
5 . BANQUE CENTRALE	**-79.497,6**	**-16.417,4**	**63.080,2**	**-79,35**
- Concours	428.449,6	288.483,2	-139.966,4	-32,67
- Dépôts	348.952,0	272.065,8	-76.886,2	-22,03

Source : B.C.E.A.O.

4.5 Activités des chambres de compensation

L'activité des chambres de compensation de l'UMOA a poursuivi son développement durant l'exercice 1993-1994. Le volume des valeurs échangées s'est ainsi établi à 6.435,8 milliards, en accroissement de 35,0% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution a concerné toutes les places, à l'exception du Burkina où un recul de 16,5% est observé. Les activités ont ainsi progressé de 227,5% au Togo, 83,1% au Bénin, 72,5% au Mali, 67,0% au Niger et 37,5% en Côte d'Ivoire. L'augmentation exceptionnelle du volume des valeurs échangées au Togo est à lier au retour à des conditions normales d'activité après les perturbations de l'exercice 1992-1993.

UMOA - Valeurs échangées en chambre de compensation

	1990-91	1991-92	1992-93	1993-94	Variation en % au cours des 2 derniers exercices
			Milliards de francs CFA		
Bénin	91,7	128,7	161,2	295,1	83,1
Burkina	234,9	215,8	215,8	180,1	-16,5
Côte d'Ivoire	2.920,0	2.847,5	3.133,1	4.309,9	37,5
Mali	125,4	149,4	189,5	326,8	72,5
Niger	72,1	57,6	58,2	62,1	67,0
Sénégal	919,5	937,8	950,0	1.066,6	12,3
Togo	349,4	304,8	59,6	195,2	227,5
TOTAUX	**4.713,0**	**4.641,6**	**4.767,4**	**6.435,8**	**35,0**

Source : B.C.E.A.O.

5 COOPERATION MONETAIRE

5.1 Relations avec le Fonds Monétaire International (FMI)

Au cours de l'exercice 1993-1994, les opérations effectuées avec le FMI, par la Banque Centrale pour le compte des Etats de l'Union, se sont soldées par des transferts nets positifs de 47,8 millions de DTS contre des flux nets négatifs de 69,5 millions de DTS l'exercice précédent.

Cette évolution a été induite par un accroissement important des utilisations des ressources du FMI, consécutif à la conclusion de programmes d'ajustement par l'ensemble des Etats après le changement de parité du franc CFA.

En effet, les tirages bruts se sont chiffrés à 150,8 millions de DTS (121,3 milliards de FCFA) contre 34,7 millions de DTS (13,4 milliards de FCFA) en 1992-1993. Cette augmentation des tirages est perceptible aussi bien au niveau des ressources générales qui ont atteint 42,0 millions de DTS en 1993-1994 alors qu'elles n'ont pas connu d'utilisation l'exercice précédent, que des ressources administrées passées de 34,7 millions de DTS en 1992-1993 à 108,8 millions de DTS en 1993-1994.

Les remboursements se sont élevés à 87,7 millions de DTS contre 84,0 millions de DTS l'exercice précédent. La contre-valeur en FCFA de l'ensemble de ces amortissements s'est établie à 60,7 milliards contre 32,1 milliards un an plus tôt; ce quasi-doublement est dû pour l'essentiel au changement de parité. Ces paiements ont dégagé des pertes de change de 2,6 milliards de FCFA contre des gains de 1,2 milliard de FCFA l'exercice précédent.

En liaison avec ces opérations, l'encours des engagements nets des Etats de l'Union vis-à-vis du FMI, tant au titre de l'utilisation des ressources générales que des prêts de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et de la Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée (FASR), s'est établi à 607,1 millions de DTS contre 544,0 millions de DTS en 1992-1993, enregistrant ainsi une hausse de 11,6%.

Durant la période sous revue, les paiements d'intérêts et de commissions se sont chiffrés à 16,6 millions de DTS contre 23,5 millions de DTS un an plus tôt.

Ces charges ont concerné les commissions versées au titre de l'utilisation des ressources générales du Fonds pour 9,6 millions de DTS, les paiements d'intérêts au titre de l'utilisation des ressources administrées pour 1,9 million de DTS et diverses commissions pour 5,1 millions de DTS.

Au titre des rémunérations de leurs positions créditrices et des ajustements de commissions, le FMI a versé aux Etats de l'Union, une somme de 1,3 million de DTS.

Dans le cadre du réajustement annuel de ses avoirs en monnaie des Etats membres prévu par l'article V, section 11 de ses statuts, le Fonds a revu à la hausse, au 30 avril 1994, d'environ 328,0 milliards contre 3,6 milliards au 30 avril 1993, ses avoirs en FCFA, comptabilisés dans les livres de l'Institut d'émission. Cette forte hausse est consécutive à une dépréciation de l'ordre de 53,2 % du FCFA vis-à-vis du DTS, en rapport avec le changement de parité.

5.2 Relations avec les autres institutions

Les réunions annuelles des organes de la Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest (CCAO), des Gouverneurs des Banques Centrales des pays membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et du Comité régional de l'Afrique de l'Ouest de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) se sont tenues à Nouakchott, en République Islamique de Mauritanie, du 26 au 30 mai 1994. Comme à l'accoutumée, les Gouverneurs ont passé en revue la situation économique, monétaire et financière de la région, les activités et l'avenir de la Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest.

S'agissant de la CCAO, les transactions brutes et nettes se sont élevées respectivement à 51,0 et 49,1 millions d'UCAO, contre 19,4 et 17,6 millions un an auparavant. Ce quasi-triplement des transactions nettes a été impulsé par l'évolution des opérations commerciales qui ont représenté plus de 90% de l'ensemble des transactions. Toutefois, le taux de compensation s'est de nouveau érodé pour ressortir à 3,5% contre 11% et 18% au cours des deux précédents exercices.

Dans la perspective du démarrage des activités de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO), les Gouverneurs ont adopté au cours de leurs assises, les règles et règlements de l'Agence ainsi que ses statuts et ceux de son personnel, en subordonnant leur mise en vigueur à la ratification du protocole instituant l'AMAO par les Etats.

Dans le cadre de l'accélération du processus d'intégration régionale, les Ministres des Finances, ceux du Plan et le Comité des Gouverneurs des Banques Centrales des pays membres de la CEDEAO ont tenu, en marge de la 35ème réunion du Conseil des Ministres, la deuxième session du Forum Consultatif Régional. Cette rencontre a de nouveau permis aux participants d'avoir des échanges de vues sur les moyens d'accélérer l'organisation de la convergence et l'harmonisation des différents volets des politiques économiques des Etats membres.

Au cours de l'exercice 1993-1994, le Conseil d'Administration du Centre Africain d'Etudes Monétaires (CAEM) et l'Assemblée des Gouverneurs de l'ABCA se sont successivement réunis à Dakar, à Nairobi, à Libreville et à Madrid.

Toutes ces réunions ont été principalement consacrées à l'examen de la crise que traverse le CAEM depuis octobre 1993.

Les assises annuelles des Institutions de Bretton Woods se sont tenues du 4 au 6 octobre 1994 à Madrid. Différentes questions y ont été abordées, notamment :

- l'avenir de ces Institutions ;
- les perspectives de croissance de l'économie mondiale ;
- l'accord de l'Uruguay Round ;

- les transferts de ressources et l'efficacité de l'aide au développement ;

- la dette ;

- l'opportunité d'une troisième allocation générale de DTS.

Les Assemblées annuelles du Conseil des Gouverneurs de la BAD et du FAD se sont tenues à Naïrobi du 11 au 13 mai 1994.

Ces assises ont notamment permis de faire le bilan des trente années d'activités de la Banque et d'adopter certaines décisions et recommandations liées au fonctionnement de l'Institution.

Les réunions semestrielles des Ministres de l'Economie et des Finances des pays membres de la Zone Franc se sont tenues à Paris et à Brazzaville, respectivement les 14 avril et 15 septembre 1994.

Elles ont été l'occasion pour les Ministres et Experts réunis, d'examiner la situation économique, financière et monétaire des Etats membres de la Zone, leurs relations avec la Communauté financière internationale et l'état d'avancement des travaux d'intégration régionale.

6 AUTRES ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE

6.1 Intégration économique des Etats membres de l'UMOA

Au cours de l'exercice 1993-1994, des avancées décisives ont été réalisées au titre du projet visant à relancer l'intégration économique des Etats membres de l'Union. Les initiatives prises par le Gouverneur sur ce dossier ont, en particulier, permis la signature, le 10 janvier 1994 à Dakar, du Traité instituant l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Cet événement, d'une grande portée pour la zone, marque l'aboutissement d'un long processus enclenché quatre ans auparavant, lorsque les Chefs d'Etat avaient donné mandat au Gouverneur de la BCEAO de leur proposer une stratégie de renforcement de l'intégration économique des pays membres, exploitant les acquis de leur communauté de monnaie.

Le Traité de l'UEMOA est entré en vigueur le 1er août 1994 après sa ratification par les Etats membres. Il scelle la détermination des Chefs d'Etat à adapter les économies de l'Union aux profondes mutations de l'économie mondiale, et à consolider la monnaie commune en confortant sa sphère réelle. Le Traité de l'UEMOA crée ainsi le cadre institutionnel nécessaire pour l'organisation, autour de la monnaie commune, de l'indispensable convergence des politiques macro-économiques nationales et l'émergence, dans la zone, d'un marché unifié, intégré au triple plan juridique, économique et financier.

6.2 Marché Financier Régional

La Banque Centrale a reçu mandat du Conseil des Ministres de l'UMOA d'organiser un Marché Financier Régional.

A la suite d'une étude de faisabilité qui a conclu à la rentabilité du projet, il est envisagé la création d'une Bourse Régionale de Valeurs Mobilières (BRVM) dont l'objet sera de fournir aux agents économiques, des placements rentables ainsi que des financements longs et diversifiés, mieux adaptés aux besoins d'investissement. Cette bourse unique où seront centralisées toutes les transactions, sera implantée dans l'une des sept capitales des pays membres de l'Union. Une antenne locale sera créée dans chaque pays pour la transmission des ordres à la bourse centrale et la diffusion des résultats du marché auprès des opérateurs et du public.

Conformément aux recommandations des Autorités de l'UMOA, la BCEAO a procédé, en 1994, à la constitution d'une cellule d'experts chargés de l'appuyer dans la réalisation du projet et introduit des requêtes de financement auprès de la Banque Mondiale et de la Caisse Française de Développement. Le démarrage des opérations sur le marché est prévu en 1996.

6.3 Plan Comptable Bancaire de l'UMOA

Au cours de leurs sessions d'avril 1994, le Conseil d'Administration de la BCEAO et le Conseil des Ministres de l'UMOA, ont approuvé le projet de Plan Comptable Bancaire de l'Union. Ils ont fixé au 1er janvier 1996, la date d'entrée en vigueur dudit plan et recommandé aux Etats membres de l'Union, de procéder avant cette date à la modification des dispositions de l'article 40 de la loi bancaire, pour aligner l'exercice social des établissements de crédit sur l'année civile.

Conformément aux recommandations des Autorités monétaires de l'Union, la Banque Centrale a organisé et animé une série de séminaires de formation à l'intention des utilisateurs, pour les familiariser avec le Plan Comptable Bancaire, les méthodes d'évaluation et d'enregistrement ainsi que les modalités de confection des documents de synthèse.

6.4 Centrale des Bilans

La Banque Centrale a, au cours de l'exercice 1993-1994, terminé l'étude de faisabilité du projet de réalisation de la Centrale des Bilans de l'UMOA.

Elle a rédigé les avant-projets de textes de loi relatifs au guichet unique, aux structures nationales et communautaires. Elle a également entamé les travaux relatifs à l'élaboration du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA), en liaison avec ceux de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), en matière de droit comptable. Elle a par ailleurs introduit des requêtes de financement auprès de divers partenaires extérieurs.

6.5 Centralisation des Incidents de Paiements

Au cours de l'exercice 1993-1994, la Banque Centrale a finalisé les termes de référence du projet de réalisation de la Centralisation des Incidents de Paiements et en a défini les orientations générales. Elle a par ailleurs élaboré les différents supports pour les enquêtes et consultations à mener dans les Etats de l'UMOA.

S'agissant du dispositif organisationnel et informatique, la Banque Centrale a formulé des recommandations préalables à sa mise en place.



Prestation de serment du Gouverneur Charles Konan BANNY.

L'administration et les comptes de la Banque Centrale

1 VIE ET FONCTIONNEMENT DES ORGANES STATUTAIRES

Au cours de l'exercice 1993-1994, les instances de l'Union Monétaire Ouest Africaine et les organes de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ont tenu diverses assises, conformément aux dispositions du Traité constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine et aux Statuts de la Banque Centrale qui lui sont annexés.

1.1 La Conférence des Chefs d'Etat de l'UMOA

La huitième Conférence des Chefs d'Etat de l'UMOA s'est tenue les 10 et 11 janvier 1994 à Dakar, sous la présidence de son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE, son Président en exercice.

Au cours de cette session, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont examiné et signé le Traité de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), négocié par les Plénipotentiaires des Etats.

Par ailleurs, les Chefs d'Etat et de Gouvernement, en concertation avec leurs partenaires de la Zone franc, sont convenus d'un processus d'ajustement global de leurs économies, en décidant de modifier la parité du franc CFA pour l'établir à cent (100) francs CFA pour un (1) franc français, à compter du 12 janvier 1994 à zéro (0) heure, au lieu de cinquante (50) francs CFA pour un (1) franc français auparavant.

La neuvième Conférence des Chefs d'Etat qui s'est tenue le 15 mars 1994 à Ouagadougou, Burkina Faso, a examiné le rapport du Gouverneur sur l'état de l'Union.

En prélude à la réunion de la Zone franc, s'est tenue **le 27 juin 1994 à Libreville, au Gabon, la dixième Conférence des Chefs d'Etat de l'Union Monétaire Ouest Africaine,** qui a examiné l'évolution récente de la situation économique des Etats membres.

1.2 Le Conseil des Ministres de l'UMOA

Au cours de l'exercice 1993-1994, le Conseil des Ministres de l'UMOA a été présidé d'abord par Monsieur Ousmane OUEDRAOGO, Ministre d'Etat, Ministre

des Finances et du Plan du Burkina Faso, puis par Monsieur Soumaïla CISSE, Ministre des Finances et du Commerce de la République du Mali.

Le Conseil a tenu **trois sessions ordinaires** respectivement le **17 décembre 1993 à Dakar**, le **11 avril 1994 à Bamako** et le **24 septembre 1994 au Siège de la BCEAO à Dakar**. Il a tenu également **trois réunions extraordinaires** le **22 novembre 1993 à Dakar, le 14 mars 1994 à Ouagadougou** et le **24 juin 1994 à Libreville**.

- **Au cours de la séance du 22 novembre 1993 à Dakar**, le Conseil a, conformément aux dispositions de l'article 41 des Statuts de la BCEAO, nommé M. Charles Konan BANNY au poste de Gouverneur pour compter du 1er janvier 1994.

Il a par ailleurs conféré à M. Alassane Dramane OUATTARA, en raison des éminents services rendus à la BCEAO et à l'UMOA, le titre de Gouverneur Honoraire de la BCEAO.

Le Conseil a par ailleurs décidé de l'affectation des résultats de la Banque Centrale au titre de l'exercice clos au 30 septembre 1993.

- **Au cours de la séance du 17 décembre 1993, toujours à Dakar**, le Conseil des Ministres a passé en revue l'évolution de la situation monétaire à fin septembre 1993. A cette occasion, il a recommandé la poursuite de l'assainissement des finances publiques et des actions de restructuration des économies, notamment par l'amélioration du cadre macro-économique et l'application rigoureuse des dispositions relatives au rapatriement du produit des recettes d'exportation.

Au plan de la réglementation des changes, le Conseil a également décidé d'étendre la mesure de suspension du rachat des billets BCEAO à tous les pays extérieurs à l'Union Monétaire Ouest Africaine. Il a en outre décidé l'instauration, à compter du 1er janvier 1994, d'une commission sur les opérations de change manuel entre le franc CFA émis par la BCEAO et le franc français.

Le Conseil a autorisé le Gouverneur de la BCEAO à engager des négociations avec les partenaires extérieurs en vue de la mobilisation des concours nécessaires à la réalisation du projet de création d'un marché financier régional. Il l'a également autorisé à renégocier les conventions régissant les dépôts en francs CFA des organismes régionaux auprès de la Banque Centrale.

Le Conseil a ensuite pris connaissance du projet de mise en place d'un système d'indicateurs de surveillance macro-économique régionale. Il a demandé à chaque Etat membre de prendre les dispositions nécessaires en vue de la création d'un Comité National de la Statistique.

Le Conseil a par ailleurs adopté un projet de réglementation-cadre devant régir les activités des structures mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit.

Conformément aux dispositions de l'article 7 du Traité instituant l'UMOA, le Conseil a décidé de porter à sa présidence, le Ministre des Finances et du Commerce de la République du Mali, pour un mandat de deux ans.

- En marge des neuvième et dixième Conférences des Chefs d'Etat de l'UMOA, **le Conseil des Ministres s'est réuni en séances extraordinaires, le 14 mars 1994 à Ouagadougou, Burkina Faso, et le 24 juin 1994 à Libreville, au Gabon, pour préparer les délibérations des Chefs d'Etat et de Gouvernement.**

- **Au cours de sa séance du 11 avril 1994 à Bamako**, le Conseil des Ministres a examiné la situation monétaire de l'Union arrêtée au 31 janvier 1994 et s'est félicité

de l'amélioration des agrégats monétaires à la suite de la modification de la parité du franc CFA.

Suite à l'analyse des résultats des vérifications sur le rapatriement du produit des recettes d'exportation des pays de l'Union, le Conseil a adopté des mesures appropriées visant à assurer une meilleure application des dispositions en vigueur et a recommandé un réaménagement éventuel des textes de la réglementation des changes.

Le Conseil a par ailleurs approuvé le projet de Plan Comptable Bancaire de l'UMOA qui permettra la normalisation et l'harmonisation des règles de gestion comptable au sein de l'Union.

Les Ministres ont pris connaissance des rapports du Gouverneur de la BCEAO sur l'état de l'Union ainsi que sur l'avancement des travaux sur l'intégration économique des pays de l'UMOA.

Ils ont également examiné l'état d'exécution des programmes de restructuration du système bancaire dans les pays de l'Union et ont pris connaissance des dossiers inscrits en information, notamment ceux relatifs à la réalisation des objectifs de la monnaie et du crédit pour l'année 1993 et à la mise en oeuvre du nouveau dispositif de gestion monétaire.

- **Au cours de la séance du 24 septembre 1994 à Dakar**, au Siège de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, le Conseil des Ministres de l'UMOA a noté avec satisfaction, la poursuite de l'amélioration de la situation monétaire à fin juin 1994.

Dans le cadre des actions à mettre en oeuvre pour appuyer l'activité économique, le Conseil a arrêté les directives de la politique de la monnaie et du crédit pour l'année 1995. Il a également pris acte des orientations contenues dans le rapport du Gouverneur sur l'état de l'Union, ainsi que des rapports trimestriels des Comités Nationaux du Crédit.

Le Conseil a pris connaissance des résultats des banques pour l'exercice écoulé, des programmes d'assainissement du système bancaire et de la poursuite de la mise en oeuvre du nouveau dispositif de gestion monétaire.

Les Ministres ont été informés des activités de la Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest et des opérations des Etats de l'Union avec le Fonds Monétaire International.

Enfin, le Conseil, saisi du rapport de l'audit externe de la BCEAO, a exhorté le Gouverneur à poursuivre ses efforts de modernisation de la gestion de l'Institut d'émission.

1.3 Le Comité Ministériel de Suivi

Au lendemain de la modification de la parité du franc CFA, un Comité Ministériel de Suivi regroupant les Ministres chargés des Finances dans les pays membres de l'Union et ayant pour mission de suivre les effets de cette décision, a été mis en place.

Réuni le 3 juin 1994 à Dakar, soit cinq mois après l'ajustement monétaire, le Comité Ministériel de Suivi a formulé des recommandations relatives à la maîtrise de l'inflation, à l'amélioration du cadre d'exercice de l'activité économique, à la gestion rigoureuse des finances publiques, au maintien d'une politique prudente de la monnaie et du crédit, à la prise en compte de la dimension régionale dans les programmes d'ajustement et à la mise en place d'une politique commune de communication.

1.4 Le Conseil d'Administration de la BCEAO

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil d'Administration de la BCEAO a tenu cinq réunions, sous la Présidence de Monsieur Charles Konan BANNY, son Président statutaire. Les **sessions ordinaires du Conseil** se sont tenues respectivement les **16 décembre 1993 à Dakar, 9 avril 1994 à Bamako, 8 juillet 1994 à Abidjan** et **23 septembre 1994 à Dakar.** Par ailleurs, le Conseil d'Administration s'est réuni en **séance extraordinaire**, suite à la modification de la parité du franc CFA, le **18 janvier 1994 à Dakar.**

Au cours des quatre sessions ordinaires, le Conseil a eu à examiner à chaque fois :

- l'évolution récente de la situation économique, monétaire et financière de l'Union ;

- l'état d'exécution du programme de restructuration du système bancaire, les rapports trimestriels des Présidents des Comités Nationaux du Crédit et la mise en oeuvre du nouveau dispositif de gestion monétaire ;

- les relations des Etats de l'Union avec le FMI et les opérations de la Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest.

Au titre des dossiers spécifiques, le Conseil lors de sa session du 16 décembre 1993 a arrêté, sur la base des propositions des Comités Nationaux du Crédit, les plafonds d'intervention de la Banque Centrale dans les Etats membres pour l'année 1994 et les schémas de financement global de la commercialisation des produits agricoles locaux pour la campagne 1993-1994. Dans ce cadre, il a particulièrement insisté sur la mise en oeuvre des recommandations visant à assurer un financement sain de la commercialisation.

Le Conseil a insisté sur l'urgente nécessité d'un renforcement de l'ajustement interne, en vue d'améliorer la compétitivité des économies des pays membres de l'Union. Il a par ailleurs décidé de réduire de 5 % à 4,5 % le taux de rémunération de la petite épargne.

Le Conseil a examiné le rapport d'exécution du budget de la BCEAO pour l'exercice 1992-1993 et approuvé les comptes de la Banque Centrale, arrêtés au 30 septembre 1993. Par ailleurs, il a adopté le nouveau Plan Comptable Bancaire de l'UMOA et fixé au 1er janvier 1996 la date de son entrée en vigueur.

Le Conseil a examiné le rapport relatif au rapatriement, par les banques, du produit des recettes d'exportations. A cet égard, il a insisté sur le respect strict de la réglementation dans ce domaine.

Le Conseil a adopté le budget de la Banque Centrale pour l'exercice 1994-1995. Il s'est par ailleurs félicité des conclusions du rapport d'audit externe de l'Institut d'émission, en encourageant les Autorités monétaires à poursuivre leurs efforts de modernisation de la gestion.

Le Conseil a donné son avis sur les orientations des directives de la politique de la monnaie et du crédit pour l'année 1995 et du rapport du Gouverneur sur l'état de l'Union. Il a pris connaissance des propositions de valorisation des actions de formation au sein du COFEB.

Le Conseil d'Administration s'est enfin réuni **en séance extraordinaire** le 18 janvier 1994, dans les locaux du Siège de la BCEAO à Dakar, à la suite de la modification de la parité du franc CFA.

Après examen des effets attendus du réajustement monétaire, le Conseil a souligné la nécessité d'atteindre les objectifs prioritaires, fixés à moyen terme, à savoir la diversification économique et la reprise de la croissance dans la stabilité des prix. Il a pris acte du relèvement du taux d'es-

compte de la Banque Centrale de 10,5% à 14,5% et décidé de porter à 8% le taux minimum de rémunération de la petite épargne.

Le Conseil d'Administration a, en outre, procédé à une révision des programmes monétaires initialement arrêtés pour l'année 1994. Il a par ailleurs, recommandé la résorption des arriérés de paiements intérieurs, l'accélération de la restructuration des filières agricoles et l'achèvement de la réhabilitation du système bancaire, en vue de préserver les gains de compétitivité.

Enfin, le Conseil a souligné la nécessité d'une concertation étroite entre les Etats membres, dans le cadre de la mise en oeuvre des mesures d'accompagnement.

Durant la période sous revue, deux changements sont intervenus dans la composition du Conseil :

- **pour le Bénin**, Monsieur Estève RUSTICO, Directeur Général du Budget et du Matériel, a été nommé en remplacement de Madame Alimatou SYLLA ;

- **pour le Togo**, Monsieur Tchaa BOROZE, Directeur Général des Douanes, a remplacé Monsieur Elom Emile DADZIE.

1.5 Prestation de serment du Gouverneur

Nommé Gouverneur de la Banque Centrale le 22 novembre 1993 pour un mandat renouvelable de six ans à compter du 1er janvier 1994, Monsieur Charles Konan BANNY, conformément aux dispositions de l'article 41 des statuts,a prêté serment le 31 mars 1994 entre les mains de Monsieur Soumaïla CISSE, Ministre des Finances et du Commerce de la République du Mali, Président en exercice du Conseil des Ministres de l'UMOA. Monsieur BANNY assumait déjà les fonctions de Gouverneur par intérim depuis décembre 1990.

La cérémonie de prestation de serment, qui s'est déroulée au Siège de l'Institut d'émission à Dakar, a été présidée par son Excellence Monsieur Habib THIAM, Premier Ministre de la République du Sénégal. Elle a été précédée, le 30 mars 1994, d'une conférence sur la "situation économique et financière africaine résultant du changement de parité du franc CFA", qui a réuni d'éminentes personnalités du monde de la finance, de l'économie, de l'Université et des affaires.

2 PERSONNEL ET SERVICE

2.1 Organigramme

L'organigramme de la Banque Centrale a subi des modifications au cours de l'exercice 1993-1994, avec la création d'un poste de Secrétaire Général Adjoint et la restructuration de certains Services. Ainsi, le Bureau de l'Organisation et de l'Informatique et celui des Conseils et des Communications ont été transformés respectivement en Direction Centrale de l'Organisation et de l'Informatique et en Direction au Secrétariat Général, chargée du Secrétariat des Conseils, du Courrier et du Protocole. Par ailleurs, il a été institué une Direction Centrale des Affaires Juridiques.

Au plan des décisions individuelles :

- M. Michel KLOUSSEH a été nommé Secrétaire Général de la BCEAO à compter du 1er octobre 1993 ;

- M. Marcel KODJO a été nommé Secrétaire Général de la Commission Bancaire de l'UMOA à compter du 1er octobre 1993 ;

- M. Mbaye Diop SARR a été nommé Secrétaire Général Adjoint de la Banque Centrale à compter du 14 avril 1994 ;

- Mme Elisabeth DIAW-POTIN a été nommée Directeur Central des Affaires Juridiques à compter du 1er octobre 1993 ;

- M. Emile PARE a été nommé Directeur Central de l'Inspection à compter du 1er octobre 1993 ;

- M. Amadou Sadickh DIOP a été nommé Directeur Central de l'Organisation et de l'Informatique par intérim à compter du 1er octobre 1993 ;

- M. Abdoulaye SOUMANA a été nommé Directeur Central du Patrimoine par intérim à compter du 1er octobre 1993 ;

- M. Albert GRIMAUD a été nommé Directeur au Secrétariat Général, chargé du Secrétariat des Conseils, du Courrier et du Protocole à compter du 1er octobre 1993 ;

- M. Christian Konan KOFFI a été nommé Directeur Central de la Comptabilité et du Budget par intérim à compter du 14 avril 1994.

2.2 Personnel et formation

2.2.1 Effectif

A la suite des recrutements effectués durant l'exercice 1993-1994, l'effectif global de la Banque Centrale s'est accru de 36 agents en passant de 2.983 à 3.019 agents.

Cet effectif, qui se décompose en 2.243 agents de recrutement local et 776 agents d'encadrement, est réparti comme suit :

- Siège	642 agents
- Directions Nationales	2.282 agents
- Bureau de Paris	11 agents
- Commission Bancaire de l'UMOA	84 agents

2.2.2 Formation

Les nouvelles orientations de la Banque Centrale en matière de formation s'intègrent dans une approche globale de développement des ressources humaines. Elles s'articulent essentiellement autour du recentrage des actions de recyclage et de perfectionnement des agents de la Banque Centrale, de la contribution du COFEB au renforcement des capacités d'expertise des banques et des administrations économiques et financières de l'Union.

Les cycles longs de formation ont exclusivement concerné les Administrations, les Banques et Etablissements Financiers. La 16ème promotion, admise au COFEB en novembre 1993, comprend 42 stagiaires en provenance des Administrations, Banques et Etablissements Financiers de l'UMOA et 2 de la Banque Centrale de la République de Guinée. En ce qui concerne la 15ème promotion, elle a regroupé 30 stagiaires dont la période de stage pratique est arrivée à expiration le 30 avril 1994.

Au terme du cycle de formation de la 16ème promotion le 30 avril 1995, l'effectif total des cadres formés par le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB), depuis sa création en 1977, devrait se chiffrer à 909 dont 260 pour les Administrations, 203 pour les Banques et Etablissements Financiers et 446 pour la BCEAO.

Au titre du cycle court, une dizaine de séminaires et cours a été organisée en 1993-1994, avec la participation de 439 cadres en provenance des Administrations Economiques et Financières, de Banques Centrales, de Banques, de la Presse, de la BEAC, de la BOAD, de la BAD, de la Commission Bancaire et de la BCEAO. Ce chiffre porte à 2.868 le nombre total des participants aux 70 sessions de cycle court, initiées par le COFEB depuis 1980.

Les cours et séminaires organisés au cours de l'exercice ont porté notamment sur les thèmes suivants :

- programmation et politiques financières ;
- contrôle interne ;
- ajustement structurel et réformes économiques ;
- statistiques de balance des paiements ;
- promotion des structures mutualistes d'épargne et de crédit ;
- formation de formateurs sur l'ajustement structurel et les réformes économiques ;
- secret bancaire ;
- gestion de la dette ;
- nouveau dispositif de gestion monétaire ;
- gestion des signes monétaires ;
- gestion et réformes des systèmes financiers dans les pays d'Afrique au Sud du Sahara ;
- enjeux de l'UEMOA ;
- nouveaux produits financiers et financement du développement en Afrique.

Les actions de formation continue en faveur du personnel ont porté sur l'organisation et la coordination des cours de perfectionnement d'anglais, de comptabilité, de bureautique et de banque. Par ailleurs, des stages ont été organisés auprès d'institutions extérieures (FMI, IDE, CNUCED, ENSUT, INSIG, UNISYS-France) au profit de certains agents.

2.3 Informatisation de la Banque Centrale

S'inscrivant dans le prolongement du schéma directeur informatique de la Banque Centrale, réactualisé en 1990, la prise en charge planifiée des réalisations informatiques s'est traduite par l'adoption d'un programme stratégique de développement couvrant la période allant de 1994 à 1996.

Ce programme triennal est basé sur les principales orientations ci-après :

- la poursuite du développement en interne des applications, tout en n'excluant pas l'acquisition éventuelle de progiciels de gestion,

- la maintenance centralisée au Siège, pour assurer une évolution harmonieuse des logiciels réalisés,

- la mise en place d'un réseau téléinformatique de transmission de données, singulièrement entre le Siège et les Agences.

Au cours de l'année 1994, l'accent a été mis sur la réalisation des modules prioritaires, concernant notamment la gestion des ressources humaines ainsi que le nouveau dispositif de gestion monétaire et du crédit. En outre, l'étude de faisabilité d'un réseau téléinformatique a été menée, en vue de faciliter l'échange des données. S'agissant de la mise en exploitation des centres de traitement, l'ensemble des sites informatiques de l'Institut d'émission sont devenus opérationnels.

En matière de formation informatique, des enseignements bureautiques ont été dispensés aux utilisateurs et aux stagiaires du Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires.

2.4 Réseau

L'exécution du programme de reconstruction des Agences Principales de la Banque Centrale, décidée en 1982 par la Conférence des Chefs d'Etat, s'est achevée au cours de l'année 1994 avec la réception de la septième Agence, en l'occurrence celle de Bamako, intervenue le 26 mai 1994. L'inauguration de cette agence a eu lieu le 11 avril 1994 sous la présidence de son Excellence, Monsieur Alpha Oumar KONARE, Président de la République du Mali.

Les Agences principales d'Abidjan, de Cotonou, de Lomé, de Niamey et de Ouagadougou ont été réceptionnées et inaugurées en 1990, celle de Dakar en 1991.

3 COMPTES FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE

Conformément à l'article 63 des Statuts de la Banque Centrale, les comptes de l'exercice 1993-1994 ont été arrêtés au 30 septembre 1994.

3.1 Analyse du bilan

Le total du bilan s'est établi à 2.807,1 milliards, en augmentation de 653,1 milliards ou 30,3% par rapport à l'exercice précédent. A l'exception des comptes d'ordre et divers qui ont baissé par suite des reclassements de postes, effectués conformément aux recommandations du Cabinet d'Audit, tous les postes du bilan se sont inscrits en hausse par rapport à l'exercice 1992-1993.

En relation avec la modification de la parité du franc CFA, les accroissements les plus significatifs ont concerné, à l'actif, les avoirs en or et en monnaies étrangères, au passif, les billets et monnaies, ainsi que les postes retraçant les opérations avec le Fonds Monétaire International.

Evolution du Bilan en fin d'exercice

	1992-1993	1993-1994	Variations
		Milliards de francs CFA	
ACTIF			
Avoirs en or	70,1	143,1	+73,0
Fonds Monétaire International	14,1	35,2	+21,1
Avoirs en monnaies étrangères	95,5	718,8	+623,3
Concours de la BCEAO	1.097,2	1.115,4	+18,2
Opérations p/c Trésors Nationaux	241,8	532,9	+291,1
Participations	11,0	17,0	+6,0
Autres immobilisations (nettes)	69,8	63,4	-6,4
Comptes d'Ordre et Divers	554,5	181,3	-373,2
TOTAL	**2.154,0**	**2.807,1**	**+653,1**
PASSIF			
Billets et monnaies	526,2	753,5	+227,3
Dépôts	528,9	605,0	+76,1
Transferts à exécuter	8,3	8,8	+0,5
Engagements en monnaies étrangères	3,4	0,8	-2,6
Fonds Monétaire International	250,3	586,2	+335,9
Capital et Réserves	530,8	653,0	+122,2
Comptes d'ordre et Divers	306,1	199,8	-106,3
TOTAL	**2.154,0**	**2.807,1**	**+653,1**

Source : B.C.E.A.O.

3.1.1 Analyse des postes de l'actif

Les **avoirs en or** sont évalués à la fin de l'exercice sous revue, à 143,1 milliards contre 70,1 milliards au 30 septembre 1993. Le doublement de la valeur du stock d'or résulte aussi bien de la réévaluation consécutive au changement de parité, que de l'appréciation du cours moyen de l'once d'or et des acquisitions au cours de l'exercice.

Les opérations avec le **Fonds Monétaire International** ont enregistré une hausse de 21,1 milliards due essentiellement à l'incidence du réalignement de la parité du franc CFA. En effet, la position de réserve a progressé de 10,6 à 22,7 milliards en raison de l'appréciation du cours du DTS qui est passé de 378,69 à 809,26 francs CFA. De même, les disponibilités en Droits de Tirage Spéciaux ont augmenté de 3,6 à 12,6 milliards par suite des opérations ci-après :

	Milliards de francs CFA
- Acquisitions	+ 28,4
- Cessions	- 13,2
- Rémunérations perçues	+ 0,6
- Commissions payées	- 10,2
- Bonifications reçues	+ 0,3
- Réévaluation	+ 3,1
TOTAL	**+ 9,0**

Source : BCEAO

Les **avoirs en monnaies étrangères** se sont accrus de 623,3 milliards, en passant de 95,5 à 718,8 milliards.

Outre l'incidence de la modification de parité, l'accroissement des recettes d'exportation et l'afflux des capitaux extérieurs expliquent la forte amélioration des avoirs en devises de l'Institut d'émission.

La ventilation des avoirs en monnaies étrangères à la fin des deux exercices, se présente comme suit :

	30.09.93	30.09.94
	Milliards de francs CFA	
- Compte d'opérations	80,9	658,4
- Avoirs auprès des correspondants de la Zone Franc	1,1	9,0
- Encaisse en billets de la Zone Franc	3,9	4,7
- Correspondants en dehors de Zone Franc	4,6	29,5
- Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest	5,0	17,2
TOTAL	**95,5**	**718,8**

Source : BCEAO

L'augmentation de 12,2 milliards de francs des créances sur les autres membres de la Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest résulte d'une part, de l'appréciation du cours de l'UCAO (Unité de Compte de l'Afrique de l'Ouest) par suite du réalignement de la parité du franc CFA et d'autre part, d'une hausse des créances sur les banques centrales de Guinée-Bissau et du Libéria.

Les **concours de la BCEAO** se sont établis à 1.115,4 milliards à la fin de l'exercice, contre 1.097,2 milliards un an plus tôt, soit un accroissement de 18,2 milliards ou 1,7%. Cette légère progression reflète l'évolution contrastée des avances aux Trésors Nationaux, qui ont augmenté de 672,7 milliards et des concours aux banques et établissements financiers, qui ont régressé de 654,5 milliards, notamment à la suite de la titrisation des créances consolidées.

Les **opérations pour le compte des Trésors Nationaux** ont enregistré un solde de 532,9 milliards contre 241,8 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 291,1 milliards contrastant avec la baisse de 19,9 milliards intervenue en 1992-1993.

Cette évolution est imputable à l'accroissement des tirages effectués par les Etats sur le FMI et à la réévaluation des concours antérieurs, mis à la disposition des Etats, suite à la modification de parité.

Les rétrocessions aux Etats de la contre-valeur de leurs tirages sur le FMI au titre des recours aux crédits du Fonds, de la Facilité d'Ajustement Structurel et de la Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée ont porté sur des montants respectifs de 80,6 milliards, 63,1 milliards et 153,8 milliards.

Les autres concours, constitués d'un dépôt de 30,0 millions de dinars effectué par le Koweit en faveur d'un Etat de l'Union, ont été réévalués et comptabilisés pour un montant de 59,1 milliards de francs.

Les **participations** de l'Institut d'émission se sont accrues de 9,0 milliards pour se situer à un montant brut de 28,7 milliards, à la suite de la libération des souscriptions de la Banque Centrale au capital de l'Afreximbank et de la BOAD. Les titres de participation, nets des provisions, se sont établis à 17,0 milliards.

Les **autres immobilisations,** nettes des amortissements, sont ressorties à 63,4 milliards contre 69,8 milliards un an plus tôt.

3.1.2 Analyse des postes du passif

Les **billets et monnaies** se sont situés à 753,5 milliards au 30 septembre 1994, soit une hausse de 227,3 milliards, contrastant avec la baisse de 26,6 milliards relevée un an auparavant. Cette forte progression a été induite par l'amélioration de la position extérieure nette des institutions monétaires et la conversion en francs CFA d'encaisses auparavant détenues en devises.

Les **dépôts des institutions locales et étrangères** auprès de la Banque Centrale ont augmenté de 528,9 à 605,0 milliards d'un exercice à l'autre. Cette progression de 76,1 milliards provient essentiellement d'un accroissement des dépôts effectués par les Trésors Nationaux et autres organismes publics. La ventilation de ce poste à la clôture des deux derniers exercices, se présente comme suit :

	30.09.93	30.09.94
	Milliards de francs CFA	
- Banques et institutions étrangères	63,2	74,1
- Banques et institutions communes de l'Union	60,2	62,6
- Banques inscrites dans les Etats	350,4	317,0
(dont Marché Monétaire)	(341,6)	(8,3)
- Trésors Nationaux et autres organismes Publics	46,0	136,6
- Autres comptes de dépôts	9,1	14,7
TOTAL	**528,9**	**605,0**

Source : BCEAO

Les **engagements en monnaies étrangères** sont ressortis à 0,8 milliard au 30 septembre 1994. Ils sont exclusivement constitués des soldes des comptes de la BCEAO auprès de la Banque de France et du Crédit Suisse.

L'évolution des engagements envers le **Fonds Monétaire International** a été caractérisée d'une part, par la réévaluation des engagements vis-à-vis de cette institution à la suite du réajustement de la parité du franc CFA et d'autre part, par l'excédent des nouveaux tirages sur les remboursements au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée.

Les engagements à l'égard du FMI se sont ainsi établis à 586,2 contre 250,3 milliards un an plus tôt, soit une augmentation de 335,9 milliards. Sous l'effet des réévaluations, les recours aux crédits du Fonds, les allocations de DTS et la Facilité d'Ajustement Structurel se sont ins-

crits en hausse pour se situer respectivement à 134,3 , 95,0 et 126,0 milliards, contre 71,7 , 44,5 et 63,5 milliards l'exercice précédent.

Outre l'incidence de la réévaluation, les nouveaux tirages ont porté les concours nets au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée à 230,9 milliards contre 70,6 milliards un an auparavant.

Le poste **capital et réserves** est passé de 530,8 à 653,0 milliards en raison d'une part, de l'affectation du résultat de l'exercice 1992-1993 (41,9 milliards) au renforcement des fonds propres et d'autre part, des plus-values engendrées par les réévaluations consécutives à la modification de la parité du franc CFA. Ce poste se décompose comme suit, pour les deux derniers exercices :

	30.09.93	30.09.94
	Francs CFA	
- Capital	116.655.000.000	116.655.000.000
- Réserve statutaire	30.305.008.403	30.305.008.403
- Réserve générale	5.422.707.623	5.422.707.623
- Réserve spéciale de réévaluation des immobilisations	11.410.159.302	11.123.435.847
- Réserve spéciale de réévaluation de l'or	13.752.931.437	72.814.458.950
- Réserve de réévaluation		18.879.516.924
- Report à nouveau	314.658.185.000	358.360.926.967
- Provisions pour Pertes et charges	38.622.937.973	39.406.476.284
TOTAL	**530.826.929.738**	**652.967.530.998**

Source : BCEAO

3.2 Compte de résultat

La gestion de l'exercice 1993-1994 s'est soldée, après dotations aux amortissements et aux provisions, par un bénéfice net de 12,0 milliards, en baisse de 29,9 milliards par rapport à celui de l'exercice précédent. Ce fléchissement résulte de la conjonction d'un recul de 25,7 milliards des produits et d'un accroissement de 4,2 milliards des charges.

3.2.1 Produits

Les produits sont ressortis à 107,6 milliards, soit une baisse de 25,7 milliards provenant de la contraction des produits des opérations de crédit et des intérêts sur la position extérieure débitrice des Etats, malgré la hausse des revenus sur les avoirs extérieurs.

Les produits des opérations de crédit ont fléchi de 75,1 milliards à 51,7 milliards, en diminution de 23,4 milliards ou 31,2%. Au cours des deux derniers exercices, ces revenus ont évolué comme suit :

Les intérêts sur les concours aux Trésors nationaux sont restés quasiment stables d'un exercice à l'autre, en s'inscrivant à 30,9 milliards au lieu de 30,4 milliards un an plus tôt.

	30.09.93	30.09.94
	Francs CFA	
PRODUITS		
- Produits des opérations de crédit	75.057.489.356	51.651.401.778
- Produits sur avoirs extérieurs	9.768.713.199	26.387.148.691
- Intérêts sur position extérieure débitrice des Etats	47.302.632.659	13.381.236.926
- Autres produits	1.189.798.045	16.211.926.641
TOTAL	**133.318.633.259**	**107.631.714.036**
CHARGES		
- Charges financières	49.360.798.568	26.391.122.571
- Dépenses de fonctionnement	39.702.372.196	59.310.209.272
. Entretien de la circulation fiduciaire	4.331.553.855	8.303.467.752
. Frais généraux	28.822.877.263	37.520.645.513
. Dotations aux amortissements et provisions	6.547.941.078	13.486.096.007
- Autres charges	2.278.094.566	9.880.177.963
TOTAL	**91.341.265.330**	**95.581.509.806**

Source : BCEAO

Les revenus provenant du refinancement direct aux établissements de crédit ont poursuivi leur recul, amorcé depuis l'entrée en vigueur des nouvelles règles d'intervention de la Banque Centrale en 1989-1990. Ils se sont établis à 1,3 milliard contre 1,7 milliard à fin septembre 1993, soit une légère baisse de 0,4 milliard.

Les produits du marché monétaire sont ressortis à 9,0 milliards, soit une chute de 13,0 milliards ou 59,1% en liaison avec le recul des demandes d'avances, consécutif à la mise en oeuvre du marché monétaire rénové.

Les intérêts sur soldes débiteurs et créances consolidés ont fléchi de 20,9

	30.09.93	30.09.94
	Millions de francs CFA	
- Refinancement en faveur des banques et établissements financiers	1.684	1.282
- Concours aux Trésors nationaux	30.361	30.878
- Marché monétaire	22.062	9.041
- Soldes débiteurs et créances consolidés	20.950	10.450
TOTAL	**75.057**	**51.651**

Source : BCEAO

milliards à 10,5 milliards, soit une régression de 10,4 milliards ou 49,8% imputable notamment à la titrisation des créances consolidées, intervenue au cours de l'exercice sous revue.

Les produits sur les avoirs extérieurs ont presque triplé par rapport à l'exercice précédent, en passant de 9,8 à 26,4 milliards à la clôture de l'exercice 1993-1994. Cette forte progression est à mettre en relation d'une part, avec la réalisation de gains de change sur les droits de tirages spéciaux du FMI et sur les avoirs en autres devises et d'autre part, avec la hausse des avoirs en compte d'opérations, consécutive à la reconstitution des réserves de change de l'Union.

Les effets du réalignement de la parité du franc CFA ont également contribué à une amélioration significative de la position traditionnellement débitrice de certains Etats au titre des disponibilités extérieures. En effet, les **intérêts sur position extérieure débitrice des Etats** ont fléchi de 47,3 à 13,4 milliards au 30 septembre 1994, soit une chute de 33,9 milliards ou 71,7%.

3.2.2 Charges

Les charges de l'exercice ont augmenté de 4,2 milliards en passant de 91,3 à 95,5 milliards.

Les charges financières ont été arrêtées à 26,4 milliards contre 49,4 milliards l'exercice précédent, soit une baisse de 23,0 milliards ou 46,6% imputable notamment aux agios versés aux banques au titre de leurs placements sur le marché monétaire et aux autres organismes. En conséquence, la part de ces rémunérations dans le total des charges d'exploitation de la Banque Centrale a régressé de 51,0% à 18,1%.

Les dépenses de fonctionnement, affectées par le renchérissement des prix des biens et services résultant de la modification de la parité du franc CFA, sont passées de 39,7 à 59,3 milliards.

Ainsi, **les charges d'entretien de la circulation fiduciaire et les frais généraux** ont progressé respectivement de 4,3 à 8,3 milliards et de 28,8 à 37,5 milliards.

Les dotations aux amortissements et aux provisions, en s'établissant à 13,5 milliards, ont augmenté de 7,0 milliards en raison d'une part, de la prise en compte de l'intégralité des ouvrages relatifs au programme de reconstruction des Agences principales, et d'autre part, de la constitution de provisions pour couvrir la dépréciation des titres de participation détenus par la Banque Centrale dans des organismes et des banques en liquidation.

Les autres charges ont été comptabilisées pour 9,9 milliards contre 2,3 milliards en 1992-1993.

3.2.3 Résultat

L'exercice 1993-1994 s'est soldé par un bénéfice net de 12,0 milliards. Conformément à la décision du Conseil des Ministres de l'UMOA, ce bénéfice a été intégralement affecté au renforcement des fonds propres de la Banque Centrale.

3.3 Contrôle des comptes

La vérification des comptes des Agences de la BCEAO a été effectuée par les Contrôleurs nationaux, désignés par les Ministres chargés des Finances dans chacun des Etats membres de l'UMOA, en application de l'article 64 des Statuts. Ont été commis à cette vérification :

- Au **Bénin** : M. Alidou Jacques KOUSSE, *Expert comptable diplômé, Commissaire aux comptes*, agréé près les Cours d'Appel de Cotonou et de Dakar;

- Au **Burkina** : M. Souleymane ZIBARE, *Inspecteur principal du Trésor;*

- En **Côte D'Ivoire** : M. René EDI, *Expert comptable diplômé, Commissaire aux comptes ;*

- Au **Mali** : M. Hamalah BIDANIS, *Expert comptable agréé, Contrôleur d'Etat ;*

- Au **Niger** : M. Hadi Goni BOULAMA, *Expert comptable diplômé ;*

- Au **Sénégal** : M. Mamadou Abdoulaye SOW, *Inspecteur principal du Trésor ;*

- Au **Togo** : M. Kodjo ADOKOU, *Expert comptable diplômé.*

Les observations des Contrôleurs nationaux ont été centralisées par M. Christian VIEYRA, Commissaire-Contrôleur désigné par le Conseil des Ministres de l'Union, qui a, en outre, procédé à l'examen de la comptabilité centralisée de la BCEAO.

Le contrôle de l'application des dispositions de la Convention de Compte d'Opérations, signée le 4 décembre 1973 entre la France et les Etats de l'Union, a été effectué pour la République française, par M. Jean-Michel DEBRAT et pour l'Union, par M. Christian VIEYRA, Commissaire-Contrôleur.





Transports terrestre et lagunaire en Côte d'Ivoire.

BILAN AU 30

Actif

		Francs CFA
Avoirs en or		**143 076 852 472**
Fonds Monétaire International		**35 233 542 280**
Position de réserve	22 676 491 563	
Droits de Tirage Spéciaux détenus	12 557 050 717	
Avoirs en monnaies étrangères		**718 791 485 939**
Monnaies de la Zone Franc		
Compte d'Opérations	658 396 621 434	
Correspondants dans la Zone Franc	9 000 050 216	
Billets de la Zone Franc	4 667 995 886	
Autres Monnaies Étrangères		
Correspondants en dehors de la Zone Franc	29 491 514 070	
Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest	17 161 850 956	
Créances à rattacher	73 453 377	
Créances sur les banques		**98 415 346 119**
Court terme	1 667 000 000	
Moyen terme	96 746 931 940	
Créances à rattacher	1 414 179	
Créances sur les établissements financiers		**6 678 257 923**
Court terme	5 574 000 000	
Moyen terme	1 100 000 000	
Créances à rattacher	4 257 923	
Créances sur les Trésors nationaux		**1 010 292 514 271**
Chèques Postaux (Agences)	2 156 987	
Article 14 : Découverts	328 616 000 000	
Article 15	3 763 847 200	
Obligations cautionnées	1 573 000 000	
Titres d'Etat	396 174 716 792	
Créances à rattacher	6 692 275 040	
Créances financières sur Trésors nationaux	273 470 518 252	
Opérations pour compte des Trésors nationaux		**532 881 517 318**
Concours F.M.I. mis à la disposition des États		
Recours aux crédits FMI	80 579 948 243	
Facilité d'Ajustement Structurel	63 144 368 459	
Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée	153 811 457 228	
Compte Réévaluation Recours Crédits FMI	46 276 210 669	
Compte Réévaluation Facilité d'Ajustement Structurel	59 336 223 523	
Compte Réévaluation Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée	70 668 709 196	
Autres concours	59 064 600 000	
Participations (nettes des provisions)		**17 053 000 221**
Autres immobilisations (nettes des Amortissements)		**63 391 579 544**
Comptes d'ordre et divers		**181 305 661 544**
TOTAL		**2 807 119 757 631**

Passif

		Francs CFA
Billets et monnaies		**753 532 266 991**
Banques et Institutions étrangères		**74 094 821 096**
Banques et Institutions communes de l'Union		**62 623 138 881**
Banques inscrites dans les États		**316 435 770 221**
Établissements financiers inscrits dans les États		**579 594 962**
Trésors nationaux et autres comptables		**136 643 027 976**
Autres comptes de dépôts		**14 661 884 317**
Transferts à exécuter		**8 800 030 528**
Transferts UMOA - Extérieur Émis	5 441 219 294	
Transferts Extérieur - UMOA Reçus	2 307 305 446	
Dispositions Inter-UMOA Émises	953 134 279	
Dispositions Internes Émises	98 371 509	
Engagements en monnaies étrangères		**763 176 124**
Banque de France	433 718 274	
Correspondants en dehors de la Zone Franc	329 457 850	
Fonds Monétaire International		**586 190 122 926**
Recours aux crédits du Fonds	134 260 229 507	
Allocations de Droits de Tirage Spéciaux	95 010 884 607	
Concours Facilité d'Ajustement Structurel	126 055 624 792	
Concours Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée	230 863 384 020	
Capital et réserves		**652 967 530 998**
Résultat en attente d'affectation		**12 050 204 230**
Comptes d'ordre et divers		**187 778 188 381**
TOTAL		**2 807 119 757 631**

SOMMAIRE

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union 2

Position des Etats vis-à-vis du Fonds Monétaire International ..... 3 à 5

Commercialisation des principaux produits agricoles d'exportation 6

Production des principales cultures vivrières 7

Prix à la production des cultures d'exportation 8

Indice général des prix à la consommation africaine 9

Situation des institutions monétaires ..... 10 à 17

Situation de la Banque centrale ..... 18 à 25

Situation des banques ..... 26 à 33

Position nette des Gouvernements ..... 34 à 41

Epargne intérieure des particuliers et entreprises privées ..... 42 - 45

Evolution de la base monétaire ..... 46 à 53

Utilisations déclarées aux Centrales des risques :

- Crédits à court terme ..... 54 à 61
- Crédits à moyen et long terme ..... 62 à 69

Balances des paiements ..... 70 à 73

Décomposition de la circulation fiduciaire 74

Mouvements de billets entre agences 75

Mouvements de billets et pièces aux guichets de la B.C.E.A.O. 76

U.M.O.A. - COURS MONDIAUX DES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

	1991	1992	1993	1994	1993				1994			
					1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
					Prix moyens de la période en francs CFA/kg							
Cacao												
Prix indicatif O.I.C.C	337	291	316	758	278	272	332	386	701	774	816	740
Café												
Prix indicatif robusta	310	255	334	1428	292	281	370	398	771	1179	1994	1769
Coton												
Indice A Liverpool	477	339	363	880	366	360	361	363	924	976	820	901
Huile d'arachide Brute												
Toutes origines												
Rotterdam	251	162	210	559	169	185	242	248	557	581	549	554
Huile de Palme												
Sumatra												
C.I.F. N.W. Europe	96	104	107	287	114	109	105	108	219	271	299	360
Sources : REUTERS (ART).												

A.2

INDICES DES COURS MONDIAUX EXPRIMES EN FRANCS CFA DES PRINCIPAUX PRODUITS DE BASE EXPORTES PAR L'UMOA

	1991	1992	1993	1994	1993				1994			
					1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
					Indices moyens - Base 100 année 1980							
Indice général	89,9	88,9	88,2	138,9	83,6	82,1	88,2	92,2	129,7	135,5	146,9	143,3
dont produits végétaux	90,5	89,1	89,0	146	83,7	81,9	89,0	93,9	134,2	141,6	156,2	151,8
- Cacao	61,2	61,7	57,9	70,2	50,5	49,6	60,6	70,3	67,4	70,3	74,4	68,8
- Café	44,3	42,5	43,6	105,2	41,6	40,3	53,1	57,0	59,6	85,9	146,0	129,2
- Oléagineux	98,6	98,7	94,5	121,8	89,0	86,3	102,0	107,2	121,3	124,4	122,6	133,7
- Bois	169,3	165,7	170,1	352,8	170,2	170,2	170,2	170,2	352,8	352,8	352,8	352,8
Sources : Cotations des Marchés. - BCEAO.												

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU F.M.I.

		30 septembre				
		1990	1991	1992	1993	1994
		Millions de D.T.S.				
U.M.O.A. - Position globale						
Département des D.T.S.	- Allocations	117,4	117,4	117,4	117,4	117,4
	- Disponibilités	8,2	9,2	9,1	9,5	15,5
Département général	- Quote-part	436,4	436,4	436,4	618,1	618,1
	- Positions de réserve	27,7	27,7	27,7	28,0	28,0
	- Encours des tirages	451,3	367,1	264,3	189,3	165,9
	dont : . Tranches de crédit	104,7	99,9	96,4	78,7	94,5
	. Financt. compensatoire	82,8	62,1	20,7	-	-
	. Facilité élargie	42,2	16,4	2,7	-	-
	. Financt. supplément.	-	-	-	-	-
	. Accès élargi	196,8	163,9	119,7	85,8	59,0
	. Financt. stocks régulat.	-	-	-	-	-
	. Financt. comp. et pour imprévus	-24,8	24,8	24,8	24,8	12,4
Facilité d'Ajust. Structurel	- Encours des prêts	132,3	154,6	160,1	167,9	155,8
Facilité d'Ajust. Struct. Renf.	- Encours des prêts	115,2	133,3	168,9	186,8	285,3
Fonds fiduciaire	- Encours des prêts	0,3	-	-	-	-
Bénin						
Département des D.T.S.	- Allocations	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4
	- Disponibilités	ε	ε	0,2	0,1	0,1
Département général	- Quote-part	31,3	31,3	31,3	45,3	45,3
	- Position de réserve	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1
	- Recours au crédit du Fonds	-	-	-	-	-
Facilité d'Ajust. Struc. Renf.	- Encours des prêts	-	-	-	8,7	17,7
Facilité d'Ajust. Structurel	- Encours des prêts	6,3	15,6	15,6	22,6	22,6
Fonds fiduciaire	- Encours des prêts	ε	-	-	-	-
Burkina						
Département des D.T.S.	- Allocations	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4
	- Disponibilités	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6
Département général	- Quote-part	31,6	31,6	31,6	44,2	44,2
	- Position de réserve	7,2	7,2	7,2	7,2	7,2
	- Recours au crédit du Fonds	-	-	-	-	-
Facilité d'Ajust. Struc. Renf.	- Encours des prêts	-	-	-	4,1	8,2
Facilité d'Ajust. Structurel	- Encours des prêts	-	6,3	6,3	11,1	15,8
Fonds fiduciaire	- Encours des prêts	ε	-	-	-	-

Source : Fonds Monétaire International.

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU F.M.I.

		Situation au 30 septembre				
		1990	1991	1992	1993	1994
		Millions de D.T.S.				
Côte d'Ivoire						
Département des D.T.S.	- Allocations	37,8	37,8	37,8	37,8	37,8
	- Disponibilités	1,1	1,4	1,4	0,3	1,2
Département général	- Quote-part	165,5	165,5	165,5	238,2	238,2
	- Position de réserve	ε	ε	ε	0,1	0,1
	- Recours au crédit du Fonds	286,5	263,1	209,7	169,3	118,7
	dont : . Tranches de crédit	48,3	62,7	76,8	71,3	50,6
	. Financt. compensatoire	82,8	62,1	20,7	-	-
	. Facilité élargie	41,2	16,4	2,7	-	-
	. Financt. supplément.	-	-	-	-	-
	. Financt. stocks régulat.	-	-	-	-	-
	. Accès élargi	89,4	97,1	84,7	73,2	55,7
	. Financt. comp. et pour imprévus		24,8	24,8	24,8	12,4
Facilité d'ajust. Struc. Renf.						59,6
Fonds fiduciaire	- Encours des prêts	0,2	-	-	-	-
Mali						
Département des D.T.S.	- Allocations	15,9	15,9	15,9	15,9	15,9
	- Disponibilités	0,5	0,5	0,5	0,1	0,1
Département général	- Quote-part	50,8	50,8	50,8	68,9	68,9
	- Position de réserve	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
	- Recours au crédit du Fonds	27,8	19,0	13,8	7,0	1,9
	dont : . Tranches de crédit	14,4	12,7	11,4	7,0	1,9
	. Accès élargi	13,4	6,3	2,4	-	-
Facilité d'Ajust. Struc. Renf.				5,1	10,2	24,9
Facilité d'Ajust. Structurel	- Encours des prêts	25,4	25,4	30,5	35,6	33,5
Fonds fiduciaire	- Encours des prêts	1,2	ε	-	-	-
Niger						
Département des D.T.S.	- Allocations	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4
	- Disponibilités	0,3	0,5	0,2	0,5	0,1
Département général	- Quote-part	33,7	33,7	33,7	48,3	48,3
	- Position de réserve	8,6	8,6	8,6	8,6	8,6
	- Recours au crédit du Fonds	21,5	12,9	6,8	2,8	11,6
	dont : . Tranches de crédit	3,5	0,3	-	-	11,1
	. Financt. compensatoire	-	-	-	-	-
	. Accès élargi	18,0	12,6	6,8	2,8	0,5
Facilité d'Ajust. Struc. Renf.	- Encours des prêts	16,9	16,9	16,9	16,9	16,2
Facilité d'Ajust. Structurel	- Encours des prêts	23,6	23,6	22,9	20,6	17,0
Fonds fiduciaire	- Encours des prêts	ε	-	-	-	-

Source : Fonds Monétaire International.

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU F.M.I.

		Situation au 30 septembre				
		1990	1991	1992	1993	1994
		Millions de D.T.S.				
Sénégal						
Département des D.T.S.	- Allocations	24,5	24,5	24,5	24,5	24,5
	- Disponibilités	0,4	0,6	0,8	2,8	8,3
Département général	- Quote-part	85,1	85,1	85,1	118,9	118,9
	- Position de réserve	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1
	- Recours au crédit du Fonds	89,9	53,0	21,7	4,5	30,9
	dont ; . Tranches de crédit	31,9	20,1	5,9	-	30,9
	. Financt. compensatoire	-	-	-	-	-
	. Facilité élargie	1,0	-	-	-	-
	. Financt. supplément.	-	-	-	-	-
	. Accès élargi	57,0	32,9	15,8	4,5	-
Facilité d'Ajust. Structurel	- Encours des prêts	54,0	56,8	57,9	51,9	42,3
Facilité d'Ajust. Struct. Renf.	- Encours des prêts	90,6	104,9	127,7	127,7	139,5
Fonds fiduciaire	- Encours des prêts	0,1	-	-	-	-
Togo						
Département des D.T.S.	- Allocations	11,0	11,0	11,0	11,0	11,0
	- Disponibilités	0,3	0,6	0,4	0,1	0,1
Département général	- Quote-part	38,4	38,4	38,4	54,3	54,3
	- Position de réserve	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
	- Recours au crédit du Fonds	25,6	19,1	12,3	5,7	2,8
	dont : . Tranches de crédit	6,6	4,1	2,3	0,4	-
	. Financt. supplément.	-	-	-	-	-
	. Accès élargi	19,0	15,0	10,0	5,3	2,8
Facilité d'Ajust. Structurel	- Encours des prêts	23,0	26,9	26,9	26,1	24,6
Facilité d'Ajust. Struct. Renf.	- Encours des prêts	7,7	11,5	19,2	19,2	19,2
Fonds fiduciaire	- Encours des prêts	ε	-	-	-	-

Source : Fonds Monétaire International.

U.M.O.A. : COMMERCIALISATION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES D'EXPORTATION

	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994
			Milliers de tonnes		
BENIN					
Arachide en coque	69,2	63,9	74,1	73,9	73,8
Coton graine	104,7	146,4	177,1	161,6	270,5
Régimes de palme	65,9	57,4	67,0	419,4	427,0
BURKINA					
Arachide décortiquée (a)	2,3	1,4	98,8	143,4	197,3
Coton graine	152,3	189,5	167,2	161,5	117,0
COTE D'IVOIRE					
Cacao (b)	724,7	827,6	747,7	697,0	887,5
Café	284,1	196,4	259,5	139,5	145,6
Coton graine	241,7	261,1	193,7	238,8	258,2
Régimes de palme	1053,7	1242,2	1117,7	1430,6	965,5
Canne à sucre		1361,0	1445,2	1278,0	1212,9
Ananas		123,0	114,1	118,2	125,9
Banane		111,4	142,3	170,0	153,2
MALI					
Arachide en coque	7,9	2,5	6,9	2,8	2,5
Coton graine	230,8	267,2	272,6	320,0	242,7
NIGER					
Arachide en coque	25,5	17,5	46,0	40,2	45,6
Coton graine	4,9	6,0	5,0	8,0	1,5
SENEGAL					
Arachide en coque	844,0	702,6	728,4	578,5	631,3
Coton graine	29,3	44,7	50,6	51,2	38,8
Tomate industrielle				24,7	34,3
TOGO					
Arachide décortiquée		26,5	21,8	32,1	34,7
Cacao	8,8	9,0	5,2	6,0	3,9
Café	16,1	12,8	25,9	6,3	9,8
Coton graine	80,9	99,6	97,5	100,0	84,4
U.M.O.A.					
Arachide en coque	946,6	786,5	855,4	655,0	633,8
Arachide décortiquée	2,3	27,9	120,6	175,5	232,0
Cacao	712,4	813,2	752,9	703,0	889,0
Café	300,2	209,2	285,4	145,8	155,4
Coton graine	845,8	1010,8	972,1	1041,1	911,1
Régimes de palme	1119,6	1299,6	1184,7	1510,6	1024,8
Canne à sucre	0,0	1361,0	1445,2	1278,0	1212,9
Ananas	0,0	123,0	114,1	118,2	125,9
Banane	0,0	111,4	142,3	170,0	153,2
Tomate industrielle	0,0	0,0	0,0	24,7	34,3

(a) A compter de 1985-1986, y compris arachides en coque ramenées en décortiquées

(b) Achats bruts, y compris freintes et sacheries

Sources : Organismes nationaux de commercialisation

U.M.O.A. : PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES VRIVRIERES

	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994
	Milliers de tonnes				
BENIN					
Maïs	424,0	410,0	431,0	459,5	483,5
Mil et sorgho	106,4	99,0	115,1	110,3	105,6
Riz paddy	9,0	10,9	10,5	11,5	11,8
Igname	1009,9	1046,1	1177,5	1124,9	1185,1
Manioc	976,8	937,3	1046,4	1040,8	1146,6
Niébé	48,8	47,9	55,2	62,2	58,2
BURKINA					
Maïs	256,9	257,9	315,1	341,3	418,5
Mil et sorgho	1640,5	1199,6	2086,8	2075,6	1991,8
Riz paddy	41,8	47,8	38,6	46,7	67,7
COTE D'IVOIRE					
Maïs	500,0	521,0	493,5	512,3	
Riz paddy	661,0	668,0	637,4	732,0	
Igname	2707,0	2818,0	2666,1	2765,7	
Manioc	1520,0	1582,0	1345,0	1396,9	
Banane plantain	1192,0	1241,0	1553,7		
MALI					
Maïs	225,4	196,6	226,0	218,8	283,4
Mil et sorgho	1572,7	1268,4	1690,7	1419,3	1484,9
Riz paddy	337,6	282,4	444,5	404,5	427,6
NIGER					
Niébé	320,4	223,5	461,2	75,9	424,8
Mil et sorgho	1734,5	1664,1	2380,0	2174,0	2979,0
Riz paddy	63,0	9,8	9,1	40,3	9,7
SENEGAL					
Maïs	131,4	133,1	102,6	114,6	138,3
Mil et sorgho	765,8	660,4	670,6	562,7	752,6
Riz paddy	168,2	181,1	173,9	214,0	193,4
Niébé	26,4	12,2	16,7	8,7	55,8
TOGO					
Maïs	287,3	285,4	231,4	278,1	393,1
Mil et sorgho	249,8	172,5	191,2	187,6	201,5
Riz paddy	27,7	25,2	39,8	25,3	34,0
Igname	405,1	391,9	376,5	368,0	530,4
Manioc	408,6	592,9	510,5	452,1	389,5
Niébé	22,8	19,6	17,0	23,8	38,6
U.M.O.A.					
Maïs	1825,0	1804,0	1799,6	1412,3	1229,9
Mil et sorgho	5303,9	4403,6	6463,8	5966,8	6655,5
Riz paddy	1140,1	1044,1	1179,9	528,3	704,4
Igname	4122,0	4256,0	1554,0	1492,9	585,7
Manioc	2905,4	3112,2	1556,9	1492,9	389,5
Banane plantain	1192,0	1241,0			
Niébé	418,4	288,2	527,0	170,6	519,2

NB - Pour le Bénin, le Burkina et la Côte d'Ivoire, année civile

Sources : Ministères de l'Agriculture des Etats

U.M.O.A. : PRIX A LA PRODUCTION DES CULTURES D'EXPORTATION

	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994
	Francs cfa le kilogramme				
BENIN					
Arachide en coque	69	64	74	74	-
Café	160	160	160	160	160
Coton graine	95	95	95	95	95
Régimes de palme	65	57	67	80	55
Palmistes	30	30	30	35	40
BURKINA					
Arachide décortiquée (a)	95	95	95	95	60
Coton graine	95	95	95	95	95
COTE D'IVOIRE					
Cacao	200	200	200	200	240
Café	100	100	100	170	275
Coton graine	115	100	90	90	104
Régimes de palme	19	19	19	19	19
MALI					
Arachide en coque	libre	libre	libre	libre	libre
Coton graine	85	85	85	85	97
NIGER					
Arachide en coque	libre	libre	libre	libre	libre
Coton graine	100	100	100	100	100
SENEGAL					
Arachide en coque	70	70	80	80	100
Coton graine	100	100	100	100	110
TOGO					
Arachide décortiquée	50	50	50	50	124
Cacao	225	250	250	225	550
Café	175	175	185	150	350
Coton graine	95	100	100	90	110
Palmistes	25	35	40	40	54

U.M.O.A.-INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION AFRICAINE

	1990	1991	1992	1993	1994
COTONOU			**Base 100 : Déc. 1991**		
1er trimestre	nd	nd	101,8	103,6	143,1
2ème trimestre	nd	nd	105,8	106,5	144,8
3ème trimestre	nd	nd	103,1	105,7	146,2
4ème trimestre	nd	nd	104,0	106,0	159,1
Année	nd	nd	103,7	105,8	148,3
OUAGADOUGOU			**Base 100 : Année 1970 (a)**		
1er trimestre	327,0	333,1	nd	324,2	345,0
2ème trimestre	323,8	nd	nd	328,4	417,1
3ème trimestre	328,6	343,7	nd	332,3	423,6
4ème trimestre	328,2	nd	327,3	335,9	433,3
Année	326,9	nd	nd	330,2	404,7
ABIDJAN (b)			**Base 100 : Août 1984 - Juillet 1985**		
1er trimestre	nd	130,0	131,0	137,9	115,9
2ème trimestre	128,8	130,4	135,1	138,4	126,6
3ème trimestre	128,0	130,6	137,8	139,6	132,6
4ème trimestre	128,5	130,5	136,1	139,4	133,1
Année	nd	130,4	135,0	138,8	127,1
BAMAKO (c)			**Base 100 : Juillet 1986 - Juin 1987**		
1er trimestre	106,6	110,5	104,5	101,3	115,6
2ème trimestre	107,6	111,7	103,8	102,7	125,4
3ème trimestre	110,6	113,3	105,1	106,7	136,2
4ème trimestre	112,0	107,3	103,7	105,0	135,1
Année	109,2	110,7	104,3	103,9	128,1
NIAMEY (d)					
1er trimestre	350,3	324,7	97,0	92,7	111,8
2ème trimestre	349,0	326,0	94,6	93,0	128,9
3ème trimestre	362,4	324,8	96,9	96,9	136,0
4ème trimestre	345,1	325,7	92,8	94,1	135,8
Année	351,7	325,3	95,3	94,2	128,1
DAKAR			**Base 100 : 1967 ramenée à 1970**		
1er trimestre	457,7	450,3	452,5	444,0	542,3
2ème trimestre	458,8	452,1	450,7	441,2	575,3
3ème trimestre	461,0	452,4	451,7	458,6	623,2
4ème trimestre	464,9	445,3	453,1	453,8	637,2
Année	460,6	450,0	452,0	449,4	594,5
LOME			**Base 100 : 1963 ramenée à 1970**		
1er trimestre	369,9	376,8	391,2		480,6
2ème trimestre	390,0	378,3			527,3
3ème trimestre	380,3	380,9			538,4
4ème trimestre	367,7	377,6			154,1 (e)
Année	377,0	378,4		381,1	

(a) Indices calculées par la BCEAO à partir de ceux établis par les Services nationaux de Statistiques sauf Abidjan et Bamako à compter de 1988.

(b) Indice des prix à la consommation pour les ménages dont le chef est ouvrier employé et artisan.
Nouvelle base 100 : novembre 1992 - octobre 1993 à partir de 1994.

(c) Indice national des prix à la consommation des ménages.

(d) Base 100 : Année 1970 jusqu'en 1991 et base 100 : 1989 depuis 1992.

(e) Base 100 : année 1987 à partir d'octobre 1994.

Source : Directions nationales de la Statistique

UMOA - SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	-364,5	-296,9	-283,7	-243,4	-241,0	-238,1	-262,9	-225,0	28,4	167,9	348,0
Crédit intérieur	2 246,0	2 274,5	2 225,2	2 278,7	2 254,7	2 178,4	2 148,7	2 194,1	2 164,8	2 126,3	2 285,1
Position Nette des Gouvernements	323,5	315,1	444,1	444,1	423,1	414,5	428,4	430,0	417,8	437,3	902,7
Crédits à l'économie	1 923,3	1 959,4	1 781,1	1 837,6	1 831,6	1 764,0	1 720,3	1 764,1	1 747,0	1 689,0	1 382,4
Crédits de campagne	89,1	140,1	121,5	151,0	162,7	114,9	63,8	96,7	105,3	78,8	34,7
Crédits ordinaires	1 834,2	1 819,3	1 659,5	1 686,6	1 668,9	1 649,1	1 656,5	1 667,4	1 641,7	1 610,2	1 347,7
dont : Obligations cautionnées	14,2	15,1	22,3	24,3	22,1	20,8	18,7	24,0	26,2	26,8	26,3
ACTIF = PASSIF	**1 882,3**	**1 977,6**	**1 941,5**	**2 035,3**	**2 013,7**	**1 940,3**	**1 885,8**	**1 969,1**	**2 193,2**	**2 294,2**	**2 633,1**
Masse monétaire	1 935,5	2 026,2	1 964,1	2 045,6	2 035,1	1 939,3	1 884,2	1 992,2	2 282,9	2 423,8	2 482,5
Circulation fiduciaire	527,7	600,6	523,7	599,3	578,5	535,1	492,9	593,2	693,7	709,0	711,2
Dépôts en CCP	11,4	13,0	13,8	11,8	11,5	11,6	9,8	9,8	10,4	12,8	14,6
Dépôts en CNE	6,6	6,6	10,2	10,2	11,0	11,0	11,0	10,8	11,4	12,4	12,6
Dépôts en Banque	1 389,8	1 406,0	1 416,3	1 424,4	1 434,1	1 381,5	1 370,4	1 378,2	1 567,4	1 689,6	1 744,1
Organismes publics	193,7	176,2	170,5	160,1	157,9	144,5	131,0	139,0	152,8	180,7	261,2
- à vue	96,7	93,1	84,5	73,2	73,1	69,0	63,8	70,2	81,4	102,3	174,2
- à terme	97,0	83,1	86,0	86,9	84,8	75,5	67,2	68,8	71,4	78,4	87,0
Particuliers et entreprises privées	1 196,1	1 229,8	1 245,8	1 264,3	1 276,2	1 237,0	1 239,4	1 239,4	1 414,6	1 500,9	1 482,9
- à vue	486,5	500,6	488,9	509,7	497,4	480,8	490,4	498,9	615,5	709,2	702,6
- à terme	709,7	729,2	756,9	754,6	778,9	756,2	749,1	740,5	799,1	799,7	780,3
Autres éléments nets	-53,2	-48,6	-22,6	-10,3	-21,4	1,1	1,6	-23,1	-89,7	-129,6	150,6
Source : B.C.E.A.O.											

BENIN - SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	17,5	29,9	60,2	60,8	58,9	58,8	68,7	73,8	68,6	59,8	101,8
Crédit intérieur	85,8	77,7	61,1	75,2	79,4	66,9	60,0	55,5	67,4	53,0	98,3
Position Nette du Gouvernement	-2,5	-8,1	-4,8	5,8	3,9	-0,1	-5,1	-12,1	-8,9	-17,6	26,1
Crédits à l'économie	88,3	85,8	65,9	69,4	75,5	67,0	65,1	67,7	76,3	70,6	72,2
Crédits de campagne	0,0	0,0	0,0	0,0	3,3	2,5	0,0	0,0	4,0	0,0	0,0
Crédits ordinaires	88,3	85,8	65,9	69,4	72,2	64,5	65,1	67,7	72,3	70,6	72,2
dont : Obligations cautionnées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ACTIF = PASSIF	**103,3**	**107,6**	**121,2**	**136,0**	**138,3**	**125,7**	**128,7**	**129,4**	**136,0**	**112,8**	**200,1**
Masse monétaire	145,4	155,0	163,0	176,0	172,8	165,2	169,3	170,6	177,4	173,2	212,2
Circulation fiduciaire	37,5	46,5	50,6	51,7	44,4	32,3	34,2	25,5	28,8	18,2	37,5
Dépôts en CCP	1,3	1,5	1,8	1,9	1,8	1,9	1,1	0,6	1,4	1,8	2,3
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	106,6	107,1	110,6	122,4	126,6	131,0	134,0	144,5	147,2	153,2	172,4
Organismes publics	41,6	39,2	33,0	33,5	36,0	36,9	35,7	46,4	42,0	39,4	54,2
- à vue	24,8	24,5	19,7	17,9	20,4	19,8	20,7	26,4	23,7	22,6	32,9
- à terme	16,8	14,7	13,3	15,6	15,6	17,1	15,0	20,0	18,3	16,8	21,3
Particuliers et entreprises privées	65,0	67,9	77,6	88,9	90,6	94,1	98,3	98,1	105,2	113,8	118,2
- à vue	39,2	39,4	43,5	51,4	48,4	49,5	52,1	50,5	57,5	62,4	76,1
- à terme	25,8	28,5	34,1	37,5	42,2	44,6	46,2	47,6	47,7	51,4	42,1
Autres éléments nets	-42,1	-47,4	-41,8	-40,0	-34,5	-39,5	-40,6	-41,2	-41,4	-60,4	-12,1

Source : B.C.E.A.O.

BURKINA - SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	60,2	65,6	70,8	80,3	83,2	85,9	96,1	97,3	109,5	133,1	140,4
Crédit intérieur	103,7	99,7	106,1	88,6	91,0	92,5	83,8	84,9	99,6	80,3	80,8
Position Nette du Gouvernement	-14,0	-13,4	-6,6	-10,7	-5,5	-10,6	-10,0	-4,9	8,2	-1,4	10,4
Crédits à l'économie	117,7	113,0	112,9	99,3	96,5	103,1	93,8	89,8	91,4	81,7	70,4
Crédits de campagne	11,5	8,3	8,7	7,1	12,3	13,7	7,3	2,8	6,6	0,9	0,0
Crédits ordinaires	106,2	104,7	104,2	92,2	84,2	89,4	86,5	87,0	84,8	80,8	70,4
dont : Obligations cautionnées	1,1	1,8	2,1	2,2	0,9	1,6	1,3	0,9	0,9	1,0	1,2
ACTIF = PASSIF	**163,9**	**165,2**	**176,9**	**168,9**	**174,2**	**178,4**	**179,9**	**182,2**	**209,1**	**213,4**	**221,2**
Masse monétaire	165,4	167,1	176,6	176,8	183,7	185,7	188,5	190,8	208,1	218,5	226,1
Circulation fiduciaire	61,1	60,9	60,6	65,8	69,8	71,2	74,0	78,5	80,0	85,5	90,4
Dépôts en CCP	2,3	1,9	3,8	1,7	1,7	1,7	1,6	1,6	1,8	2,1	2,1
Dépôts en CNE	6,6	6,6	10,2	10,2	11,0	11,0	11,0	10,8	11,4	12,4	12,6
Dépôts en Banque	95,4	97,6	102,0	99,2	101,2	101,8	101,9	99,9	114,9	118,5	121,0
Organismes publics	14,3	17,0	15,3	15,0	15,5	15,2	16,3	15,4	18,0	21,5	22,8
- à vue	7,2	7,8	6,9	6,6	7,0	6,0	6,5	6,0	10,3	10,6	11,2
- à terme	7,1	9,2	8,4	8,4	8,5	9,2	9,8	9,4	7,7	10,9	11,6
Particuliers et entreprises privées	81,1	80,6	86,7	84,2	85,7	86,6	85,6	84,5	96,9	97,0	98,2
- à vue	35,1	34,5	34,8	31,6	32,4	33,4	32,1	33,4	42,6	45,4	49,6
- à terme	46,0	46,0	51,9	52,6	53,3	53,2	53,5	51,1	54,3	51,6	48,6
Autres éléments nets	-1,5	-1,9	0,3	-7,9	-9,5	-7,3	-8,6	-8,6	1,0	-5,1	-4,9

Source : B.C.E.A.O.

COTE D'IVOIRE - SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
						Milliards de francs cfa					
Avoirs extérieurs nets	-583,2	-556,5	-553,7	-571,3	-551,4	-547,4	-592,5	-572,7	-368,8	-289,3	-265,4
Crédit intérieur	1 250,4	1 301,7	1 267,4	1 334,6	1 301,7	1 224,4	1 231,8	1 288,2	1 210,5	1 219,6	1 271,7
Position Nette du Gouvernement	219,3	216,3	355,8	367,7	351,7	340,1	371,4	376,1	350,4	390,5	577,3
Crédits à l'économie	1031,2	1085,4	911,6	966,9	950,0	884,3	860,4	912,1	860,2	829,1	694,4
Crédits de campagne	58,6	114,1	81,6	113,9	107,9	61,4	34,0	80,2	60,0	56,2	25,1
Crédits ordinaires	972,6	971,3	830,0	853,0	842,1	822,9	826,4	831,9	800,2	772,9	669,3
dont : Obligations cautionnées	8,9	12,3	16,9	17,5	16,9	15,1	12,4	17,8	16,8	18,4	21,7
ACTIF = PASSIF	**667,2**	**745,2**	**713,7**	**763,3**	**750,3**	**677,0**	**639,3**	**715,5**	**841,7**	**930,3**	**1 006,3**
Masse monétaire	775,9	846,4	792,6	836,2	824,0	769,6	735,1	825,0	963,3	1 039,3	1 018,6
Circulation fiduciaire	208,3	258,3	205,0	252,1	237,4	211,9	193,6	272,5	302,7	306,9	287,5
Dépôts en CCP	1,5	1,4	1,7	2,4	2,0	1,5	1,9	1,7	1,9	2,1	1,9
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	566,1	586,6	585,9	581,7	584,6	556,2	539,6	550,8	658,7	730,3	729,2
Organismes publics	60,0	52,3	60,1	48,6	43,4	38,1	29,4	29,1	41,2	60,6	65,9
- à vue	31,2	29,0	34,8	25,8	23,4	19,4	15,5	16,5	24,1	39,9	45,5
- à terme	28,8	23,4	25,3	22,8	20,0	18,7	13,9	12,6	17,1	20,7	20,4
Particuliers et entreprises privées	506,1	534,3	525,8	533,1	541,2	518,1	510,2	521,7	617,5	669,7	663,3
- à vue	181,8	199,9	182,4	191,0	187,3	171,4	161,0	177,1	238,6	292,8	277,6
- à terme	324,2	334,4	343,4	342,1	353,9	346,7	349,2	344,6	378,9	376,9	385,7
Autres éléments nets	-108,7	-101,2	-78,9	-72,9	-73,7	-92,6	-95,8	-109,5	-121,6	-109,0	- 12,3

Source : B.C.E.A.O.

MALI - SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	38,9	50,7	41,3	55,5	57,6	52,5	62,7	65,0	85,4	117,4	108,8
Crédit intérieur	87,7	87,5	97,0	89,4	100,4	105,3	96,8	99,7	108,4	79,6	98,0
Position Nette du Gouvernement	1,8	1,2	4,9	-3,2	3,1	9,1	4,7	4,4	-2,7	-21,2	22,6
Crédits à l'économie	85,9	86,4	92,1	92,6	97,3	96,2	92,1	95,3	111,1	100,8	75,4
Crédits de campagne	10,0	8,6	9,0	8,4	15,5	16,2	9,3	5,2	13,7	1,3	0,5
Crédits ordinaires	75,9	77,8	83,1	84,2	81,8	80,0	82,8	90,1	97,4	99,5	74,9
dont : Obligations cautionnées	0,2	0,1	0,3	0,7	0,4	0,4	1,0	1,5	4,8	4,6	0,5
ACTIF = PASSIF	**126,6**	**138,2**	**138,3**	**144,9**	**158,0**	**157,8**	**159,5**	**164,7**	**193,8**	**197,0**	**206,8**
Masse monétaire	146,5	152,7	150,1	157,2	169,2	166,2	162,6	170,4	213,7	220,7	231,4
Circulation fiduciaire	56,7	60,0	56,4	60,9	66,3	63,2	58,5	65,1	86,6	89,1	86,4
Dépôts en CCP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	89,8	92,7	93,7	96,3	102,9	103,0	104,1	105,3	127,1	131,6	145,0
Organismes publics	12,9	11,4	9,9	9,0	9,1	8,6	9,2	8,8	9,3	11,6	11,3
- à vue	11,8	9,8	7,8	7,0	5,8	5,3	5,8	5,7	6,1	7,7	6,5
- à terme	1,1	1,6	2,1	2,0	3,3	3,3	3,4	3,1	3,2	3,9	4,8
Particuliers et entreprises privées	76,9	81,2	83,8	87,3	93,8	94,4	94,9	96,5	117,8	120,0	133,7
- à vue	32,8	33,0	32,6	37,0	41,3	41,4	41,1	42,6	60,1	59,7	78,5
- à terme	44,1	48,2	51,2	50,2	52,5	53,0	53,9	53,9	57,7	60,3	55,2
Autres éléments nets	-19,9	-14,5	-11,8	-12,3	- 11,2	-8,4	-3,1	-5,7	-19,9	-23,7	-24,6

Source : B.C.E.A.O.

NIGER - SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

	1991		1992		1993					1994	
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	-3,0	-3,0	-1,9	0,4	-2,7	-7,7	-11,2	14,4	10,3	14,7	25,7
Crédit intérieur	110,2	97,8	95,1	95,1	94,2	98,5	94,9	77,9	80,6	79,6	75,8
Position Nette du Gouvernement	21,3	22,7	21,4	21,2	24,2	25,3	23,1	12,9	16,1	11,3	29,9
Crédits à l'économie	88,9	75,1	73,9	72,4	70,0	73,2	71,8	65,0	64,5	68,3	45,9
Crédits de campagne	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,5	0,6	0,4
Crédits ordinaires	86,9	75,1	73,9	72,4	70,0	73,2	71,8	64,3	64,0	67,7	45,5
dont : Obligations cautionnées	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
ACTIF = PASSIF	**107,2**	**94,8**	**93,2**	**94,2**	**91,5**	**90,8**	**83,7**	**92,3**	**90,9**	**94,3**	**101,5**
Masse monétaire	128,3	122,2	119,4	120,7	118,2	113,8	112,5	120,8	136,6	142,5	137,0
Circulation fiduciaire	42,0	41,0	37,4	39,5	40,1	38,5	36,0	48,3	59,3	61,2	57,4
Dépôts en CCP	1,7	4,3	2,1	1,5	1,5	1,7	1,7	1,9	1,7	2,5	1,9
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	84,6	76,7	79,9	79,7	76,6	73,6	74,8	70,6	75,6	78,8	77,7
Organismes publics	10,5	7,8	9,7	9,5	7,7	5,8	5,4	6,4	5,8	5,3	4,1
- à vue	2,0	2,3	2,1	2,3	1,8	1,2	1,0	2,2	1,8	1,9	1,4
- à terme	8,5	5,5	7,6	7,2	5,9	4,6	4,4	4,2	4,0	3,4	2.7
Particuliers et entreprises privées	74,1	68,9	70,2	70,2	68,9	67,8	69,4	64,2	69,8	73,5	73,6
- à vue	30,1	29,1	25,9	25,7	22,1	23,6	29,6	22,8	25,4	30,6	36,0
- à terme	44,0	39,8	44,2	44,5	46,8	44,2	39,8	41,4	44,4	42,9	37,6
Autres éléments nets	-21,1	-27,4	-26,2	-26,5	-26,7	-23,0	-28,8	-28,5	-45,7	-48,2	-35,5

Source : B.C.E.A.O.

SENEGAL - SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	-207,0	-201,5	-210,2	-190,6	-184,1	-203,4	-212,7	-221,5	-260,9	-249,2	-224,5
Crédit intérieur	510,8	510,7	507,1	505,2	488,4	486,7	484,1	492,7	497,3	514,8	547,7
Position Nette du Gouvernement	113,4	111,6	92,5	82,6	63,2	65,1	58,3	63,9	58,3	80,8	226,2
Crédits à l'économie	397,5	399,1	414,6	422,6	425,2	421,6	425,8	428,8	439,0	434,0	321,5
Crédits de campagne	6,7	7,2	21,1	20,4	21,8	17,8	10,8	7,6	17,8	18,9	7,9
Crédits ordinaires	390,8	391,9	393,5	402,2	403,4	403,8	415,0	421,2	421,2	415,1	313,6
dont : Obligations cautionnées	2,1	0,5	2,1	2,4	2,4	2,2	2,5	2,3	2,5	1,7	2,3
ACTIF = PASSIF	**303,8**	**309,2**	**296,9**	**314,6**	**304,3**	**283,2**	**271,4**	**271,2**	**236,4**	**265,6**	**323,2**
Masse monétaire	357,8	371,6	363,6	385,0	378,9	351,9	334,7	336,5	383,3	417,7	423,2
Circulation fiduciaire	84,0	97,5	87,7	107,2	104,5	100,3	83,3	93,0	109,7	119,6	116,2
Dépôts en CCP	3,6	3,0	3,5	3,4	3,5	3,8	2,5	3,0	2,8	3,5	5,6
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	270,2	271,1	272,4	274,4	270,9	247,8	248,9	240,5	270,8	294,6	305,9
Organismes publics	22,3	19,4	18,5	21,0	23,2	15,8	16,3	13,3	12,9	17,7	15,8
- à vue	9,5	10,3	6,7	7,5	8,8	7,8	7,8	7,1	7,2	10,4	8,8
- à terme	12,8	9,0	11,8	13,5	14,4	8,0	8,5	6,2	5,7	7,3	7,0
Particuliers et entreprises privées	247,9	251,7	253,9	253,4	247,7	232,0	232,6	227,2	257,9	276,9	290,1
- à vue	93,4	89,9	83,5	86,4	79,3	75,1	83,3	82,2	102,8	120,8	131,4
- à terme	154,5	161,8	170,4	167,0	168,4	156,9	149,3	145,0	155,1	156,1	158,7
Autres éléments nets	-54,0	-62,4	-66,7	-70,4	-74,6	-68,7	-63,3	-65,3	-146,9	-152,1	- 100,0

Source : B.C.E.A.O.

TOGO - SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

	1991		1992		1993					1994	
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
						Milliards de francs cfa					
Avoirs extérieurs nets	71,1	65,7	53,5	47,6	31,6	25,8	26,9	18,1	19,3	19,7	32,8
Crédit intérieur	102,6	103,8	95,7	96,2	103,8	107,6	100,0	97,6	96,9	102,5	100,9
Position Nette du Gouvernement	-11,3	-10,9	-14,4	-18,2	-13,3	-10,9	-11,3	-7,8	-7,6	-2,0	-1,9
Crédits à l'économie	113,9	114,7	110,1	114,4	117,1	118,5	111,3	105,4	105,4	104,5	102,8
Crédits de campagne	0,3	1,9	1,1	1,2	1,9	3,3	2,4	0,2	2,7	0,9	0,8
Crédits ordinaires	113,6	112,8	109,0	113,2	115,2	115,2	108,9	105,2	101,8	103,6	102,0
dont : Obligations cautionnées	1,8	0,4	0,8	1,5	1,4	1,4	1,4	1,4	1,1	1,1	0,6
ACTIF = PASSIF	**173,7**	**169,6**	**149,2**	**143,8**	**135,4**	**133,4**	**126,9**	**115,7**	**116,2**	**122,2**	**133,7**
Masse monétaire	172,2	164,9	141,8	135,2	128,2	121,3	114,2	113,2	136,8	142,8	156,0
Circulation fiduciaire	38,1	36,3	26,0	22,1	16,0	16,0	13,3	10,3	26,6	28,5	35,7
Dépôts en CCP	1,0	1,0	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	0,8	0,8	0,8
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	133,1	127,6	114,9	112,2	111,2	102,6	99,9	101,9	109,4	113,5	119,5
Organismes publics	32,1	29,0	24,0	23,5	23,0	24,1	18,7	19,6	23,6	24,6	31,5
- à vue	10,2	9,4	6,5	6,1	5,9	9,5	6,5	6,3	8,2	9,2	12,3
- à terme	21,9	19,6	17,5	17,4	17,1	14,6	12,2	13,3	15,4	15,4	19,2
Particuliers et entreprises privées	101,0	98,5	90,9	88,7	88,2	78,6	81,2	82,3	85,8	88,9	88,0
- à vue	30,0	28,0	29,2	28,0	26,3	20,9	24,0	25,4	24,8	28,4	35,5
- à terme	71,0	70,5	61,7	60,7	61,9	57,6	57,2	56,9	61,0	60,5	52,5
Autres éléments nets	1,5	4,7	7,4	8,6	7,4	12,1	12,7	2,5	-20,6	-20,6	-22,3

Source : B.C.E.A.O.

UMOA - SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	-233,0	-139,2	-158,2	-143,6	-136,5	-136,5	-141,2	-134,2	-71,2	43,6	230,5
Créances sur les Etats	570,4	568,2	560,5	562,2	557,5	558,7	579,5	595,5	690,3	673,2	1 059,8
Créances sur les banques	788,9	818,1	784,6	839,2	828,5	787,6	747,3	795,5	683,3	578,8	98,4
Créances sur les établissements financiers	13,1	12,9	12,5	12,5	12,4	12,4	12,2	13,6	12,2	11,4	6,6
ACTIF = PASSIF	**1 139,4**	**1 260,0**	**1 199,4**	**1 270,3**	**1 261,9**	**1 222,2**	**1 197,8**	**1 270,4**	**1 314,6**	**1 307,0**	**1 395,3**
Circulation fiduciaire	527,7	600,6	523,7	599,3	578,5	535,1	492,9	593,2	693,7	709,0	711,2
Dépôts des Etats (y compris encaisses)	45,2	55,5	41,1	45,3	44,5	44,5	53,0	60,0	93,3	102,7	147,2
Dépôts des banques (y compris encaisses)	370,3	394,7	410,2	384,2	404,6	361,7	376,8	340,1	369,8	351,9	348,0
Autres dépôts	46,6	49,2	59,8	61,7	62,9	68,1	69,2	67,4	68,2	73,7	76,9
Autres postes nets	149,6	160,0	164,6	179,8	171,4	212,8	205,9	209,7	89,6	69,7	112,0

Source : B.C.E.A.O.

BENIN - SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	19,7	37,7	54,8	56,3	47,2	51,3	59,8	52,4	36,9	16,9	61,0
Créances sur l'Etat	32,1	29,5	28,1	28,7	28,6	23,8	24,9	23,2	27,3	28,1	52,2
Créances sur les banques	50,3	50,3	50,3	50,3	50,3	50,3	50,3	50,3	50,3	47,3	0,0
Créances sur les établissements financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ACTIF = PASSIF	**102,1**	**117,5**	**133,2**	**135,3**	**126,1**	**125,4**	**135,0**	**125,9**	**114,5**	**92,3**	**113,2**
Circulation fiduciaire	37,5	46,5	50,6	51,7	44,4	32,3	34,2	25,5	28,8	18,2	37,5
Dépôts de l'Etat (y compris encaisses)	12,6	16,7	16,5	11,6	13,1	12,3	12,3	17,4	15,0	17,1	14,6
Dépôts des banques (y compris encaisses)	50,4	52,8	64,5	70,0	67,1	78,9	87,0	81,3	67,7	68,3	74,0
Autres dépôts	1,3	1,3	1,1	1,6	1,1	0,7	0,4	0,6	0,6	0,5	0,5
Autres postes nets	0,3	0,2	0,5	0,4	0,4	1,2	1,1	1,1	2,4	-11,8	-13,4

Source : B.C.E.A.O.

BURKINA - SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	63,8	72,8	77,3	78,8	84,5	86,8	94,9	94,1	91,4	115,7	117,4
Créances sur l'Etat	21,7	21,6	22,5	22,6	24,1	24,9	26,5	26,3	36,2	36,2	36,1
Créances sur les banques	9,7	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	0,0
Créances sur les établissements financiers	1,4	1,3	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,3
ACTIF = PASSIF	**96,6**	**104,7**	**109,8**	**111,4**	**118,5**	**121,6**	**131,3**	**130,3**	**137,5**	**161,8**	**153,8**
Circulation fiduciaire	61,1	60,9	60,6	65,8	69,8	71,2	74,0	78,5	80,0	85,5	90,4
Dépôts de l'Etat (y compris encaisses)	3,0	5,5	3,9	6,0	3,9	7,4	11,2	8,4	6,2	13,5	20,1
Dépôts des banques (y compris encaisses)	31,5	37,5	44,8	38,4	43,5	40,4	45,3	42,4	48,9	66,6	48,1
Autres dépôts	1,0	0,7	0,6	1,0	1,3	1,1	0,6	0,5	0,5	1,1	1,6
Autres postes nets	0,0	0,1	- 0,1	0,2	0,0	1,5	0,2	0,5	1,9	-4,9	-6,4
Source : B.C.E.A.O.											

COTE D'IVOIRE - SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	-486,3	-454,2	-481,8	-504,5	-492,6	-484,0	-509,6	-481,5	-376,7	-280,8	-253,2
Créances sur l'Etat	238,5	245,0	232,7	239,1	235,7	234,3	257,3	273,2	320,8	301,4	469,3
Créances sur les banques	495,1	521,5	482,4	533,6	524,5	489,1	462,1	506,6	403,2	306,6	90,1
Créances sur les établissements financiers	9,7	9,4	9,3	9,3	9,3	9,3	9,2	10,6	9,2	8,5	4,4
ACTIF = PASSIF	**257,0**	**321,7**	**242,6**	**277,5**	**276,9**	**248,7**	**219,0**	**308,9**	**356,5**	**335,7**	**310,6**
Circulation fiduciaire	208,3	258,3	205,0	252,1	237,4	211,9	193,6	272,5	302,7	306,9	287,5
Dépôts de l'Etat (y compris encaisses)	11,7	18,5	9,4	8,2	10,6	8,3	8,8	13,1	24,0	23,5	48,6
Dépôts des banques (y compris encaisses)	39,3	46,6	29,5	18,6	28,7	27,2	16,5	22,7	80,4	49,8	29,6
Autres dépôts	0,1	0,2	0,1	0,3	0,3	0,6	0,1	0,6	2,3	1,6	0,6
Autres postes nets	-2,4	-1,9	-1,4	-1,7	-0,1	0,7	0,0	0,0	-52,9	-46,1	-55,7
Source : B.C.E.A.O.											

MALI - SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	43,3	55,2	46,5	57,4	56,5	56,2	64,9	69,7	62,7	93,1	95,8
Créances sur l'Etat	37,1	34,5	39,8	37,2	37,0	44,2	41,9	41,0	51,2	47,5	71,7
Créances sur les banques	23,9	23,9	23,9	23,9	23,9	23,9	23,9	23,9	23,9	23,9	0,0
Créances sur les établissements financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ACTIF = PASSIF	**104,3**	**113,6**	**110,2**	**118,5**	**117,4**	**124,3**	**130,7**	**134,6**	**137,8**	**164,5**	**165,5**
Circulation fiduciaire	56,7	60,0	56,4	60,9	66,3	63,2	58,5	65,1	86,6	89,1	86,4
Dépôts de l'Etat (y compris encaisses)	6,0	3,1	2,7	6,0	5,2	4,9	4,8	5,5	11,2	17,5	12,0
Dépôts des banques (y compris encaisses)	68,8	72,0	70,5	70,8	63,9	70,5	82,1	78,7	61,4	86,7	96,6
Autres dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes nets	-27,2	-21,5	-19,4	-19,2	-18,0	-14,3	-14,7	-14,7	-21,4	-28,9	-29,5
Source : B.C.E.A.O.											

NIGER - SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
						Milliards de francs cfa					
Avoirs extérieurs nets	23,3	25,5	28,3	28,9	29,4	17,8	19,8	23,8	14,0	8,0	16,6
Créances sur l'Etat	33,1	32,6	30,2	31,0	30,7	32,4	30,6	33,0	36,8	38,3	62,4
Créances sur les banques	27,1	27,1	27,1	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	1,1
Créances sur les établissements financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ACTIF = PASSIF	**83,5**	**85,2**	**85,6**	**86,9**	**87,1**	**77,2**	**77,4**	**83,8**	**77,8**	**73,3**	**80,1**
Circulation fiduciaire	42,0	41,0	37,4	39,5	40,1	38,5	36,0	48,3	59,3	61,2	57,4
Dépôts de l'Etat (y compris encaisses)	2,4	3,2	3,0	3,0	1,6	1,5	4,3	3,3	2,9	11,3	21,2
Dépôts des banques (y compris encaisses)	38,5	40,4	44,6	43,7	44,4	32,8	35,5	30,9	29,1	12,6	13,4
Autres dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,4	0,5	0,7	0,8
Autres postes nets	0,6	0,6	0,6	0,7	1,0	4,4	1,0	0,9	-14,0	-12,5	-12,7
Source : B.C.E.A.O.											

SENEGAL - SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	-183,7	-169,0	-176,8	-163,4	-149,1	-173,4	-181,2	-196,1	-260,7	-257,1	-228,3
Créances sur l'Etat	167,5	165,5	167,5	163,6	160,2	157,9	157,2	158,4	177,6	179,5	331,9
Créances sur les banques	176,4	179,8	185,5	189,0	187,4	181,6	168,6	172,3	163,5	158,6	0,8
Créances sur les établissements financiers	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
ACTIF = PASSIF	**160,7**	**176,9**	**176,8**	**189,8**	**199,1**	**166,7**	**145,2**	**135,2**	**81,0**	**81,6**	**105,0**
Circulation fiduciaire	84,0	97,5	87,7	107,2	104,5	100,3	83,3	93,0	109,7	119,6	116,2
Dépôts de l'Etat (y compris encaisses)	7,7	6,0	2,0	4,0	3,7	3,9	5,2	5,7	26,4	15,1	23,9
Dépôts des banques (y compris encaisses)	67,7	71,7	84,6	74,4	88,9	58,8	53,8	33,2	37,6	36,3	62,0
Autres dépôts	0,2	0,4	0,1	0,2	0,0	0,2	0,2	0,3	0,5	0,7	0,3
Autres postes nets	1,1	1,3	2,4	4,0	2,0	3,5	2,7	3,0	-93,2	-90,1	-97,4

Source : B.C.E.A.O.

TOGO - SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	66,0	65,3	54,9	49,6	41,5	28,4	27,9	20,0	12,4	-3,3	3,3
Créances sur l'Etat	40,5	39,5	39,7	40,0	41,2	41,2	41,1	40,4	40,4	42,2	36,2
Créances sur les banques	6,4	6,4	6,4	6,4	6,4	6,7	6,4	6,4	6,4	6,4	6,4
Créances sur les établissements financiers	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,4	1,3
ACTIF = PASSIF	**114,5**	**112,8**	**102,6**	**97,6**	**90,7**	**77,9**	**76,9**	**68,3**	**60,7**	**46,7**	**47,2**
Circulation fiduciaire	38,1	36,3	26,0	22,1	16,0	17,7	13,3	10,3	26,6	28,5	35,7
Dépôts de l'Etat (y compris encaisses)	1,7	2,5	3,7	6,5	6,4	6,2	6,5	6,6	7,6	4,7	6,8
Dépôts des banques (y compris encaisses)	74,1	73,8	71,6	68,3	68,1	53,1	56,6	50,9	44,7	31,6	24,3
Autres dépôts	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1
Autres postes nets	0,6	0,2	0,3	0,7	0,2	0,9	0,4	0,4	-18,3	-18,1	-19,7
Source : B.C.E.A.O.											

UMOA - SITUATION DES BANQUES

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	-131,5	-157,7	-122,4	-99,8	-104,5	-101,6	-121,7	-90,8	99,6	124,3	117,5
Réserves	368,1	385,4	418,8	386,9	405,9	361,1	374,7	344,3	368,6	345,4	334,0
dont : billets et monnaies	28,8	29,6	21,8	31,0	34,8	30,1	26,4	26,5	31,9	35,6	31,7
Créances sur les Etats	150,9	158,9	288,6	291,8	293,2	292,2	287,5	282,7	261,7	315,6	432,9
Crédits à l'économie	1 896,0	1 931,5	1 746,2	1 800,8	1 797,1	1 730,8	1 689,4	1 726,5	1 708,6	1 650,8	1 349,7
dont : crédits de campagne	89,1	140,1	121,5	151,0	162,7	114,9	63,8	96,7	105,3	78,8	34,7
ACTIF = PASSIF	**2 283,5**	**2 318,1**	**2 331,2**	**2 379,7**	**2 391,7**	**2 282,5**	**2 229,9**	**2 262,7**	**2 438,5**	**2 436,1**	**2 234,1**
Dépôts des particuliers et entreprises	1 343,2	1 356,7	1 356,5	1 362,7	1 371,2	1 313,4	1 301,2	1 311,0	1 499,2	1 615,9	1 666,8
E.P.I.C.*	193,7	176,2	170,5	160,1	157,9	144,5	131,0	139,0	152,8	180,7	205,6
à vue	96,7	93,1	84,5	73,2	73,1	69,0	63,8	70,2	81,4	102,3	118,6
à terme	97,0	83,1	86,0	86,9	84,8	75,5	67,2	68,8	71,4	78,4	87,0
Privé	1 149,5	1 180,5	1 186,0	1 202,6	1 213,3	1 168,9	1 170,2	1 172,0	1 346,4	1 435,2	1 461,2
à vue	439,9	451,3	429,1	448,0	434,5	412,7	421,2	431,5	547,3	635,5	680,8
à terme	709,7	729,2	756,9	754,6	778,9	756,2	749,1	740,5	799,1	799,7	780,4
Dépôts des Etats	356,4	361,2	365,6	365,3	383,4	393,7	387,5	384,7	444,0	447,3	443,0
Crédits de la BCEAO	777,6	814,9	770,1	832,2	821,7	779,0	741,2	710,3	680,3	575,3	98,9
Autres postes nets	-193,7	-214,7	-161,0	-180,5	-184,6	-203,6	-200,0	-143,3	-185,0	-202,4	25,4

* Etablissements publics à caractère industriel et commercial.

Source : B.C.E.A.O.

BENIN - SITUATION DES BANQUES

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	-2,2	-7,7	5,4	4,5	11,7	7,5	8,9	21,4	31,7	42,9	40,8
Réserves	50,3	52,6	64,5	71,0	67,0	79,0	86,9	85,2	67,2	67,1	72,7
dont : billets et monnaies	1,4	1,7	1,8	3,3	2,2	2,4	1,9	2,6	2,6	3,0	2,7
Créances sur l' Etat	7,2	7,2	6,5	6,4	7,0	7,1	7,1	7,1	7,1	7,0	18,7
Crédits à l'économie	88,3	85,8	65,9	69,4	75,5	67,0	65,1	67,7	76,3	70,6	72,2
dont : crédits de campagne	0,0	0,0	0,0	0,0	3,3	2,5	0,0	0,0	4,0	0,0	0,0
ACTIF = PASSIF	**143,6**	**137,8**	**142,3**	**151,3**	**161,2**	**160,6**	**168,0**	**181,4**	**182,3**	**187,6**	**204,4**
Dépôts des particuliers et entreprises	105,3	105,8	109,5	120,8	125,5	130,3	133,6	143,9	146,6	152,7	171,9
E.P.I.C.*	41,6	39,2	33,0	33,5	36,0	36,9	35,7	46,4	42,0	39,4	54,2
à vue	24,8	24,5	19,7	17,9	20,4	19,8	20,7	26,4	23,7	22,6	32,9
à terme	16,8	14,7	13,3	15,6	15,6	17,1	15,0	20,0	18,3	16,8	21,3
Privé	63,7	66,6	76,5	87,3	89,5	93,4	97,9	97,5	104,6	113,3	117,7
à vue	37,9	38,1	42,4	49.8	47,3	48,8	51,7	49,9	56,9	61,9	75,6
à terme	25,8	28,5	34,1	37,5	42,2	44,6	46,2	47,6	47,7	51,4	42,1
Dépôts de l'Etat	30,5	29,5	24,8	19,7	20,3	20,6	25,8	25,6	29,7	37,3	32,5
Crédits de la BCEAO	50,3	50,3	50,3	50,3	50,3	50,3	50,3	50,3	50,3	47,3	0,0
Autres postes nets	-42,5	-47,8	-42,2	-39,5	-34,9	-40,6	-41,7	-38,4	-44,3	-49,7	0,3

* Etablissements publics à caractère industriel et commercial.

Source : B.C.E.A.O.

BURKINA - SITUATION DES BANQUES

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	-3,6	-7,2	-6,5	1,5	-1,3	-0,9	1,2	3,2	18,1	17,4	23,0
Réserves	31,2	36,4	44,2	37,7	43,1	40,5	44,5	41,0	47,8	65,2	45,5
dont : billets et monnaies	1,8	2,6	1,6	2,2	2,6	2,4	1,6	2,3	2,9	2,8	1,7
Créances sur l' Etat	16,3	15,2	14,2	14,0	13,3	12,6	12,5	13,5	13,3	14,0	36,4
Crédits à l'économie	115,2	110,0	109,8	96,1	94,7	100,6	91,6	88,0	89,6	79,8	68,9
dont : crédits de campagne	11,5	8,3	8,7	7,1	12,3	13,7	7,3	2,8	6,6	0,9	0,0
ACTIF = PASSIF	**159,2**	**154,3**	**161,7**	**149,3**	**149,8**	**152,8**	**149,8**	**145,7**	**168,8**	**176,4**	**173,8**
Dépôts des particuliers et entreprises	94,4	96,9	101,4	98,2	99,9	100,7	101,3	99,4	114,4	117,4	119,4
E.P.I.C.*	14,3	17,0	15,3	15,0	15,5	15,2	16,3	15,4	18,0	21,5	22,8
à vue	7,2	7,8	6,9	6,6	7,0	6,0	6,5	6,0	10,3	10,6	11,2
à terme	7,1	9,2	8,4	8,4	8,5	9,2	9,8	9,4	7,7	10,9	11,6
Privé	80,1	79,9	86,1	83,2	84,4	85,5	85,0	84,0	96,4	95,9	96,6
à vue	34,1	33,8	34,2	30,6	31,1	32,3	31,5	32,9	42,1	44,3	48,0
à terme	46,0	46,0	51,9	52,6	53,3	53,2	53,5	51,1	54,3	51,6	48,6
Dépôts de l'Etat	56,8	51,4	51,5	50,9	50,8	51,7	49,0	47,8	47,5	51,6	55,5
Crédits de la BCEAO	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	0,0
Autres postes nets	-1,0	-3,0	-0,2	-8,8	-9,9	-8,6	-9,5	-10,5	-2,1	-1,6	-1,1

* Etablissements publics à caractère industriel et commercial.

Source : B.C.E.A.O.

COTE D'IVOIRE - SITUATION DES BANQUES

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
						Milliards de francs cfa					
Avoirs extérieurs nets	-96,9	-102,3	-71,9	-66,8	-58,8	-63,4	-82,9	-91,2	7,9	-8,5	-12,2
Réserves	38,3	38,9	40,2	22,1	29,1	26,2	16,2	20,6	80,2	47,1	28,4
dont : billets et monnaies	15,2	12,6	7,9	11,5	15,3	13,6	13,0	9,5	10,0	13,0	11,3
Créances sur l' Etat	77,0	83,1	224,8	226,8	225,6	226,0	223,2	224,7	213,1	258,5	306,4
Crédits à l'économie	1 012,6	1 063,8	885,4	940,1	923,8	859,9	838,8	883,7	834,2	802,2	668,3
dont : crédits de campagne	58,6	114,1	81,6	113,9	107,9	61,4	34,0	80,2	60,0	56,2	25,1
ACTIF = PASSIF	**1 031,0**	**1 083,5**	**1 078,5**	**1 122,2**	**1 119,7**	**1 048,7**	**995,3**	**1 037,8**	**1 135,4**	**1 099,3**	**990,9**
Dépôts des particuliers et entreprises	566,0	586,4	585,8	581,4	584,3	555,6	539,5	550,2	656,4	728,7	728,6
E.P.I.C.*	60,0	52,3	60,1	48,6	43,4	38,1	29,4	29,1	41,2	60,6	65,9
à vue	31,2	29,0	34,8	25,8	23,4	19,4	15,5	16,5	24,1	39,9	45,5
à terme	28,8	23,4	25,3	22,8	20,0	18,7	13,9	12,6	17,1	20,7	20,4
Privé	506,0	534,1	525,7	532,8	540,9	517,5	510,1	521,1	615,2	668,1	662,7
à vue	181,8	199,7	182,3	190,7	187,0	170,8	160,9	176,5	236,3	291,2	277,0
à terme	324,2	334,4	343,4	342,1	353,9	346,7	349,2	344,6	378,9	376,9	385,7
Dépôts de l'Etat	77,1	82,5	77,2	74,9	84,1	98,3	89,8	92,5	144,7	129,6	130,0
Crédits de la BCEAO	483,5	516,4	466,3	524,7	515,1	478,2	452,2	407,1	393,8	297,3	91,4
Autres postes nets	-95,6	-101,9	-50,7	-58,8	-63,7	-83,4	-86,2	-12,0	-59,5	-56,3	40,9

* Etablissements publics à caractère industriel et commercial.

Source : B.C.E.A.O.

MALI - SITUATION DES BANQUES

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	-4,4	-4,5	-5,2	-1,9	1,1	-3,7	-2,2	-4,7	22,7	24,3	15,3
Réserves	68,4	71,8	70,4	70,5	64,2	70,7	81,7	79,4	62,2	86,5	96,2
dont : billets et monnaies	2,5	3,1	2,4	2,4	4,1	3,8	2,7	3,2	6,4	5,1	5,5
Créances sur l' Etat	2,2	2,6	3,2	3,4	2,9	2,8	2,5	3,4	0,7	1,3	6,5
Crédits à l'économie	85,7	86,2	91,8	91,9	96,9	95,8	91,1	93,8	106,3	96,2	74,9
dont : crédits de campagne	10,0	8,6	9,0	8,4	15,5	16,2	9,3	5,2	13,7	1,3	0,5
ACTIF = PASSIF	**151,9**	**156,1**	**160,2**	**163,9**	**165,1**	**165,6**	**173,1**	**171,9**	**191,9**	**208,3**	**192,9**
Dépôts des particuliers et entreprises	89,8	92,7	93,7	96,3	102,9	103,0	104,1	105,3	127,1	131,6	145,0
E.P.I.C.*	12,9	11,4	9,9	9,0	9,1	8,6	9,2	8,8	9,3	11,6	11,3
à vue	11,8	9,8	7,8	7,0	5,8	5,3	5,8	5,7	6,1	7,7	6,5
à terme	1,1	1,6	2,1	2,0	3,3	3,3	3,4	3,1	3,2	3,9	4,8
Privé	76,9	81,2	83,8	87,3	93,8	94,4	94,9	96,5	117,8	120,0	133,7
à vue	32,8	33,0	32,6	37,0	41,3	41,4	41,1	42,6	60,1	59,7	78,5
à terme	44,1	48,2	51,2	50,2	52,5	53,0	53,9	53,9	57,7	60,3	55,2
Dépôts de l'Etat	31,3	32,7	35,2	37,1	31,2	32,6	33,9	33,0	38,5	47,9	43,1
Crédits de la BCEAO	23,9	24,2	23,9	24,6	24,6	24,6	24,3	33,0	23,9	23,9	0,0
Autres postes nets	6,8	6,5	7,5	6,0	6,4	5,4	10,8	0,6	2,4	4,9	4,8

* Etablissements publics à caractère industriel et commercial.

Source : B.C.E.A.O.

NIGER - SITUATION DES BANQUES

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	-26,3	-28,5	-30,2	-28,5	-32,1	-25,5	-31,0	-9,4	-3,7	6,7	9,1
Réserves	38,2	40,7	43,6	43,5	44,2	32,5	35,6	29,9	28,6	12,1	10,2
dont : billets et monnaies	1,9	1,3	1,1	1,3	1,1	1,0	1,1	1,2	1,7	1,9	2,1
Créances sur l' Etat	16,7	16,4	16,1	16,0	16,1	17,5	17,6	2,9	3,3	6,1	10,2
Crédits à l'économie	88,8	75,1	73,8	72,4	69,9	73,2	71,7	64,9	64,4	68,3	45,9
dont : crédits de campagne	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,5	0,6	0,4
ACTIF = PASSIF	**117,4**	**103,7**	**103,4**	**103,4**	**98,1**	**97,7**	**93,9**	**88,3**	**92,6**	**93,2**	**75,4**
Dépôts des particuliers et entreprises	84,6	76,7	79,9	79,7	76,6	73,6	74,2	70,2	75,1	78,1	76,9
E.P.I.C.*	10,5	7,8	9,7	9,5	7,7	5,8	5,4	6,4	5,8	5,3	4,1
à vue	2,0	2,3	2,1	2,3	1,8	1,2	1,0	2,2	1,8	1,9	1,4
à terme	8,5	5,5	7,6	7,2	5,9	4,6	4,4	4,2	4,0	3,4	2,7
Privé	74,1	68,9	70,2	70,2	68,9	67,8	68,8	63,8	69,3	72,8	72,8
à vue	30,1	29,1	25,9	25,7	22,1	23,6	29,0	22,4	24,9	29,9	35,2
à terme	44,0	39,8	44,2	44,5	46,8	44,2	39,8	41,4	44,4	42,9	37,6
Dépôts de l'Etat	27,6	27,4	24,2	24,1	22,4	24,8	22,4	21,5	22,8	24,4	23,4
Crédits de la BCEAO	27,5	27,1	27,1	27,0	27,2	27,1	27,0	27,0	27,0	27,0	1,1
Autres postes nets	-22,3	-27,5	-27,8	-27,4	-28,1	-27,8	-29,7	-30,4	-32,3	-36,3	-26,0
* Etablissements publics à caractère industriel et commercial.											
Source : B.C.E.A.O.											

SENEGAL - SITUATION DES BANQUES

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	-23,3	-32,5	-33,4	-27,2	-35,0	-30,0	-31,5	-25,4	-0,2	7,9	3,8
Réserves	67,5	71,3	84,2	74,1	88,3	58,2	53,9	34,1	37,8	35,3	57,3
dont : billets et monnaies	4,1	5,6	5,5	9,0	7,2	5,6	5,0	5,5	6,3	7,8	5,5
Créances sur l' Etat	30,0	32,7	21,6	22,8	23,5	23,5	22,3	28,6	22,2	26,5	32,0
Crédits à l'économie	394,9	398,0	411,9	419,6	422,2	418,8	422,7	425,9	435,9	431,7	318,6
dont : crédits de campagne	6,7	7,2	21,1	20,4	21,8	17,8	10,8	7,6	17,8	18,9	7,9
ACTIF = PASSIF	**469,1**	**469,5**	**484,4**	**489,3**	**499,0**	**470,5**	**467,4**	**463,2**	**495,7**	**501,4**	**411,7**
Dépôts des particuliers et entreprises	270,0	270,7	272,4	274,2	270,9	247,6	248,7	240,2	270,3	293,9	305,6
E.P.I.C.*	22,3	19,4	18,5	21,0	23,2	15,8	16,3	13,3	12,9	17,7	15,8
à vue	9,5	10,3	6,7	7,5	8,8	7,8	7,8	7,1	7,2	10,4	8,8
à terme	12,8	9,0	11,8	13,5	14,4	8,0	8,5	6,2	5,7	7,3	7,0
Privé	247,7	251,3	253,9	253,2	247,7	231,8	232,4	226,9	257,4	276,2	289,8
à vue	93,2	89,5	83,4	86,2	79,3	74,9	83,1	81,9	102,3	120,1	131,1
à terme	154,5	161,8	170,4	167,0	168,4	156,9	149,3	145,0	155,1	156,1	158,7
Dépôts de l'Etat	77,9	83,1	96,0	100,8	117,9	114,0	116,1	118,0	115,4	111,9	117,1
Crédits de la BCEAO	177,0	181,4	186,7	190,2	189,1	183,4	172,0	176,8	168,6	164,4	0,0
Autres postes nets	-55,8	-65,7	-70,7	-75,8	-78,9	-74,6	-69,4	-71,8	-58,6	-68,8	-11,0

* Etablissements publics à caractère industriel et commercial.

Source : B.C.E.A.O.

TOGO - SITUATION DES BANQUES

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Avoirs extérieurs nets	5,1	0,4	-1,4	-2,0	-9,9	-2,6	-1,0	-1,9	6,9	23,0	29,5
Réserves	74,1	73,7	71,6	68,0	70,0	54,0	55,9	54,1	44,8	32,1	23,7
dont : billets et monnaies	1,9	2,7	1,5	1,3	2,3	1,3	1,1	2,0	2,0	2,0	2,9
Créances sur l' Etat	1,1	1,4	1,7	2,1	4,4	1,9	1,9	1,9	1,8	1,8	8,0
Crédits à l'économie	110,5	112,7	107,7	111,3	114,1	115,5	108,4	102,5	101,9	102,0	100,9
dont : crédits de campagne	0,3	1,9	1,1	1,2	1,9	3,3	2,4	0,2	2,7	0,9	0,8
ACTIF = PASSIF	**190,8**	**188,2**	**179,6**	**179,4**	**178,6**	**168,8**	**165,2**	**156,6**	**155,4**	**158,9**	**162,1**
Dépôts des particuliers et entreprises	133,1	127,6	114,0	112,2	111,2	102,6	99,8	101,8	109,3	113,5	119,4
E.P.I.C.*	32,1	29,0	24,0	23,5	23,0	24,1	18,7	19,6	23,6	24,6	31,5
à vue	10,2	9,4	6,5	6,1	5,9	9,5	6,5	6,3	8,2	9,2	12,3
à terme	21,9	19,6	17,5	17,4	17,1	14,6	12,2	13,3	15,4	15,4	19,2
Privé	101,0	98,5	90,0	88,7	88,2	78,5	81,1	82,2	85,7	88,9	87,9
à vue	30,0	28,0	28,3	28,0	26,3	20,9	23,9	25,3	24,7	28,4	35,4
à terme	71,0	70,5	61,7	60,7	61,9	57,6	57,2	56,9	61,0	60,5	52,5
Dépôts de l'Etat	50,4	49,8	52,3	53,2	52,1	47,4	47,4	43,1	41,9	41,1	39,5
Crédits de la BCEAO	6,4	6,4	6,8	6,4	6,4	6,4	6,4	7,1	7,7	6,4	6,4
Autres postes nets	0,9	4,4	6,5	7,6	8,9	12,4	11,6	4,6	-3,5	-2,1	-3,2

* Etablissements publics à caractère industriel et commercial.

Source : B.C.E.A.O.

UMOA - POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Créances sur les institutions monétaires	401,6	416,7	406,7	410,6	427,9	438,2	440,5	449,7	537,3	550,0	590,2
Banque centrale	45,2	55,5	41,1	45,3	44,5	44,5	53,0	60,0	93,3	102,7	147,2
billets et monnaies	7,1	6,4	7,4	4,5	8,0	7,6	6,9	7,3	11,2	10,7	10,8
dépôts	38,1	49,1	33,7	40,8	36,6	36,9	46,1	52,7	82,1	92,0	136,4
Banques	356,4	361,2	365,6	365,3	383,4	393,7	387,5	384,7	444,0	447,3	443,0
Obligations cautionnées	14,2	15,1	22,3	24,3	22,1	20,8	18,7	24,0	26,2	26,8	26,3
TOTAL DES CREANCES (-)	**415,8**	**431,8**	**428,0**	**434,9**	**450,2**	**458,9**	**459,2**	**468,7**	**563,5**	**576,8**	**616,5**
Concours des institutions monétaires	721,3	727,2	849,2	854,0	850,6	850,8	866,8	878,1	959,5	988,9	1 492,0
Banque centrale	570,4	568,3	560,5	562,2	557,4	558,6	576,3	595,4	697,8	673,3	1 059,1
Article 12 (obligations cautionnées)	3,3	2,9	2,2	2,4	2,0	1,6	1,5	1,5	0,2	1,0	1,6
Article 16	279,6	276,8	296,6	310,6	311,7	314,6	336,0	360,1	355,4	347,2	332,4
Concours FMI + dépôt Koweit	287,5	288,5	261,7	249,2	243,7	242,4	241,8	233,8	342,7	325,1	328,9
Titres d'Etat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	396,2
Banques	150,9	158,9	288,6	291,8	293,2	292,2	287,5	282,7	261,7	315,6	432,9
C.C.P.	11,4	13,0	13,8	11,8	11,5	11,6	9,8	9,8	10,4	12,8	14,6
C.N.E.	6,6	6,6	10,2	10,2	11,0	11,0	11,0	10,8	11,4	12,4	12,6
TOTAL DES DETTES (+)	**739,3**	**746,8**	**873,2**	**876,0**	**873,1**	**873,4**	**887,6**	**898,7**	**981,3**	**1 014,1**	**1 519,2**
Position Nette des Gouvernements	**323,5**	**315,1**	**444,1**	**441,1**	**423,1**	**414,5**	**428,4**	**430,0**	**417,8**	**433,7**	**902,7**

Source : B.C.E.A.O.

BENIN - POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Créances sur les institutions monétaires	43,1	46,2	41,2	31,3	33,4	32,9	38,1	43,0	44,7	54,4	47,1
Banque centrale	12,6	16,7	16,5	11,6	13,1	12,3	12,3	17,4	15,0	17,1	14,6
billets et monnaies	1,8	1,6	2,9	0,8	2,2	2,0	1,6	1,0	1,6	2,0	2,2
dépôts	10,8	15,1	13,6	10,8	10,9	10,3	10,7	16,4	13,4	15,1	12,4
Banques	30,5	29,5	24,8	19,7	20,3	20,6	25,8	25,6	29,7	37,3	32,5
Obligations cautionnées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DES CREANCES (-)	**43,1**	**46,2**	**41,2**	**31,3**	**33,4**	**32,9**	**38,1**	**43,0**	**44,7**	**54,4**	**47,1**
Concours des institutions monétaires	39,3	36,7	34,6	35,2	35,5	30,9	31,9	30,3	34,4	35,0	70,9
Banque centrale	32,1	29,5	28,1	28,8	28,5	23,8	24,8	23,2	27,3	28,0	52,2
Article 12 (obligations cautionnées)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Article 16	25,8	23,2	21,8	22,5	19,3	14,6	12,4	10,7	7,6	8,3	6,9
Concours FMI	6,3	6,3	6,3	6,3	9,2	9,2	12,4	12,5	19,7	19,7	19,7
Titres d'Etat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	25,6
Banques	7,2	7,2	6,5	6,4	7,0	7,1	7,1	7,1	7,1	7,0	18,7
C.C.P.	1,3	1,5	1,8	1,9	1,8	1,9	1,1	0,6	1,4	1,8	2,3
C.N.E.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DES DETTES (+)	**40,6**	**38,2**	**36,4**	**37,1**	**37,3**	**32,8**	**33,0**	**30,9**	**35,8**	**36,8**	**73,2**
Position Nette du Gouvernement	**-2,5**	**-8,1**	**-4,8**	**5,8**	**3,9**	**-0,1**	**-5,1**	**-12,1**	**-8,9**	**-17,6**	**26,1**

Source : B.C.E.A.O.

BURKINA - POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Créances sur les institutions monétaire	59,8	56,9	55,4	56,9	54,7	59,1	60,2	56,2	53,7	65,1	75,6
Banque centrale	3,0	5,5	3,9	6,0	3,9	7,4	11,2	8,4	6,2	13,5	20,1
billets et monnaies	0,8	1,0	1,1	1,0	0,9	1,1	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6
dépôts	2,2	4,5	2,8	5,0	3,0	6,3	10,4	7,6	5,4	12,9	19,5
Banques	56,8	51,4	51,5	50,9	50,8	51,7	49,0	47,8	47,5	51,6	55,5
Obligations cautionnées	1,1	1,8	2,1	2,2	0,9	1,6	1,3	0,9	0,9	1,0	1,2
TOTAL DES CREANCES (-)	**60,9**	**58,7**	**57,5**	**59,1**	**55,6**	**60,7**	**61,5**	**57,1**	**54,6**	**66,1**	**76,8**
Concours des institutions monétaires	38,0	36,8	36,6	36,5	37,4	37,4	38,9	39,8	49,6	50,2	72,5
Banque centrale	21,7	21,6	22,4	22,5	24,1	24,8	26,4	26,3	36,3	36,2	36,1
Article 12 (obligations cautionnées)	0,4	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1
Article 16	18,9	18,9	19,9	20,0	21,5	18,9	20,5	20,3	23,2	23,1	23,1
Concours FMI	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	5,8	5,8	5,8	12,9	12,9	12,9
Titres d'Etat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques	16,3	15,2	14,2	14,0	13,3	12,6	12,5	13,5	13,3	14,0	36,4
C.C.P.	2,3	1,9	3,8	1,7	1,7	1,7	1,6	1,6	1,8	2,1	2,1
C.N.E.	6,6	6,6	10,2	10,2	11,0	11,0	10,8	10,8	11,4	12,4	12,6
TOTAL DES DETTES (+)	**46,9**	**45,3**	**50,7**	**48,4**	**50,1**	**50,1**	**51,5**	**52,2**	**62,8**	**64,7**	**87,2**
Position Nette du Gouvernement	**-14,0**	**-13,4**	**-6,8**	**-10,7**	**-5,5**	**-10,6**	**-10,0**	**-4,9**	**8,2**	**-1,4**	**10,4**

Source : B.C.E.A.O.

COTE D'IVOIRE - POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Créances sur les institutions monétaires	88,8	101,0	86,5	83,1	94,7	106,6	98,6	105,6	168,7	153,1	178,6
Banque centrale	11,7	18,5	9,4	8,2	10,6	8,3	8,8	13,1	24,0	23,5	48,6
billets et monnaies	1,2	1,3	1,1	0,6	1,4	0,7	0,8	0,7	1,4	1,2	0,9
dépôts	10,5	17,2	8,3	7,6	9,2	7,6	8,0	13,3	22,6	22,3	47,7
Banques	77,1	82,5	77,2	74,9	84,1	98,3	89,8	92,5	144,7	129,6	130,0
Obligations cautionnées	8,9	12,3	16,9	17,5	16,9	15,1	12,4	17,8	16,8	18,4	21,7
TOTAL DES CREANCES (-)	**97,7**	**113,2**	**103,5**	**100,6**	**111,6**	**121,7**	**111,0**	**123,4**	**185,5**	**171,5**	**200,3**
Concours des institutions monétaires	315,5	328,1	457,5	465,9	461,3	460,3	480,5	497,8	533,9	559,9	775,7
Banque centrale	238,5	245,0	232,7	239,1	235,7	234,3	257,3	273,1	320,8	301,4	469,3
Article 12 (obligations cautionnées)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Article 16	138,5	146,5	153,8	166,2	168,5	169,6	194,2	213,9	218,7	203,3	191,0
Concours FMI	100,0	98,5	78,9	72,9	67,2	64,7	63,1	59,2	102,1	98,1	92,2
Titres d'Etat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	186,1
Banques	77,0	83,1	224,8	226,8	225,6	226,0	223,2	224,7	213,1	258,5	306,4
C.P.	1,5	1,4	1,7	2,4	2,0	1,5	1,9	1,7	1,9	2,1	1,9
C.N.E.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DES DETTES (+)	**317,0**	**329,5**	**459,3**	**468,3**	**463,3**	**461,8**	**482,4**	**499,5**	**535,8**	**562,0**	**777,6**
Position Nette du Gouvernement	**219,3**	**216,3**	**355,8**	**367,7**	**351,7**	**340,1**	**371,4**	**376,1**	**350,3**	**390,5**	**577,3**

Source : B.C.E.A.O.

MALI - POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Créances sur les institutions monétaires	37,3	35,8	37,9	43,1	36,4	37,5	38,7	38,5	49,7	65,4	55,1
Banque centrale	6,0	3,1	2,7	6,0	5,2	4,9	4,8	5,5	11,2	17,5	12,0
billets et monnaies	1,2	1,2	1,1	1,0	2,0	2,0	2,4	3,0	5,0	4,3	5,3
dépôts	4,8	1,8	1,6	5,0	3,2	2,9	2,4	2,5	6,2	13,2	6,7
Banques	31,3	32,7	35,2	37,1	31,2	32,6	33,9	33,0	38,5	47,9	43,1
Obligations cautionnées	0,2	0,1	0,3	0,7	0,4	0,4	1,0	1,5	4,8	4,6	0,5
TOTAL DES CREANCES (-)	**37,5**	**35,9**	**38,1**	**43,8**	**36,8**	**37,9**	**39,7**	**40,0**	**54,5**	**70,0**	**55,6**
Concours des institutions monétaires	39,3	37,1	43,0	40,6	39,9	47,0	44,4	44,4	51,8	48,8	78,2
Banque centrale	37,1	34,5	39,8	37,2	37,0	44,2	41,9	41,0	51,1	47,5	71,7
Article 12 (obligations cautionnées)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Article 16	19,3	17,8	20,6	18,7	18,9	23,1	21,6	21,1	20,4	17,8	18,4
Concours FMI	17,8	16,7	19,3	18,5	18,1	21,1	20,3	19,9	30,7	29,7	29,4
Titres d'Etat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	23,9
Banques	2,2	2,6	3,2	3,4	2,9	2,8	2,5	3,4	0,7	1,3	6,5
C.C.P.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.N.E.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DES DETTES (+)	**39,3**	**37,1**	**43,0**	**40,6**	**39,9**	**47,0**	**44,4**	**44,4**	**51,8**	**48,8**	**78,2**
Position Nette du Gouvernement	**1,8**	**1,2**	**4,9**	**-3,2**	**3,1**	**9,1**	**4,7**	**4,4**	**-2,7**	**-21,2**	**22,6**

Source : B.C.E.A.O.

NIGER - POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
						Milliards de francs cfa					
Créances sur les institutions monétaires	30,0	30,6	27,1	27,1	24,0	26,3	26,7	24,8	25,7	35,7	44,6
Banque centrale	2,4	3,2	3,0	3,0	1,6	1,5	4,3	3,3	2,9	11,3	21,2
billets et monnaies	0,5	0,3	0,4	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,5
dépôts	1,9	2,9	2,6	2,8	1,3	1,2	4,1	3,0	2,6	11,0	20,7
Banques	27,6	27,4	24,2	24,1	22,4	24,8	22,4	21,5	22,8	24,4	23,4
Obligations cautionnées	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
TOTAL DES CREANCES (-)	**30,1**	**30,6**	**27,1**	**27,1**	**24,1**	**26,3**	**26,8**	**24,9**	**25,8**	**35,7**	**44,6**
Concours des institutions monétaires	49,7	49,1	46,3	47,0	46,8	49,9	48,2	35,9	40,2	44,5	72,6
Banque centrale	33,0	32,6	30,2	31,0	30,7	32,4	30,6	33,0	36,9	38,4	62,4
Article 12 (obligations cautionnées)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Article 16	11,9	12,3	11,8	13,4	13,4	16,2	14,7	18,0	13,1	15,8	16,6
Concours FMI	21,1	20,3	18,4	17,6	17,3	16,2	15,9	15,0	23,8	22,6	22,4
Titres d'Etat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	23,4
Banques	16,7	16,4	16,1	16,0	16,1	17,5	17,6	2,9	3,3	6,1	10,2
C.C.P.	1,7	4,3	2,1	1,5	1,5	1,7	1,7	1,9	1,7	2,5	1,9
C.N.E.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DES DETTES (+)	**51,4**	**53,3**	**48,4**	**48,5**	**48,3**	**51,6**	**49,9**	**37,8**	**41,9**	**47,0**	**74,5**
Position Nette du Gouvernement	**21,3**	**22,7**	**21,2**	**21,4**	**24,2**	**25,3**	**23,1**	**12,9**	**16,1**	**11,3**	**29,9**

Source : B.C.E.A.O.

SENEGAL - POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Créances sur les institutions monétaires	85,6	89,1	98,0	104,8	121,6	117,9	121,2	123,8	141,8	127,0	141,0
Banque centrale	7,7	6,0	2,0	4,0	3,7	3,9	5,1	5,7	26,4	15,1	23,9
billets et monnaies	1,0	0,8	0,5	0,6	0,7	1,1	0,7	1,1	1,7	1,9	0,9
dépôts	6,7	5,2	1,5	3,4	3,0	2,8	4,4	4,6	24,7	13,2	23,0
Banques	77,9	83,1	96,0	100,8	117,9	114,0	116,1	118,1	115,4	111,9	117,1
Obligations cautionnées	2,1	0,5	2,1	2,4	2,4	2,2	2,5	2,3	2,5	1,7	2,3
TOTAL DES CREANCES (-)	**87,7**	**89,6**	**100,1**	**107,2**	**124,0**	**120,1**	**123,7**	**126,1**	**144,3**	**128,7**	**143,3**
Concours des institutions monétaires	197,5	198,2	189,1	186,4	183,7	181,4	179,5	187,0	199,8	206,0	363,9
Banque centrale	167,5	165,5	167,5	163,6	160,2	157,9	157,2	158,4	177,6	179,5	331,9
Article 12 (obligations cautionnées)	1,7	1,7	1,6	1,9	1,8	1,5	1,4	1,3	0,0	0,8	1,5
Article 16	48,5	41,2	52,2	51,9	50,0	51,4	51,3	55,0	50,8	55,0	58,2
Concours FMI + dépôt Koweit	117,3	122,6	113,7	109,8	108,4	105,0	104,5	102,1	126,8	123,7	135,0
Titres d'Etat			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Banques	30,0	32,7	21,6	22,8	23,5	23,5	22,3	28,6	22,2	26,5	32,0
C.C.P.	3,6	3,0	3,5	3,4	3,5	3,8	2,5	3,0	2,8	3,5	5,6
C.N.E.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DES DETTES (+)	**201,1**	**201,2**	**192,6**	**189,8**	**187,2**	**185,2**	**182,0**	**190,0**	**202,6**	**209,5**	**369,5**
Position Nette du Gouvernement	**113,4**	**111,6**	**92,5**	**82,6**	**63,2**	**65,1**	**58,3**	**63,9**	**58,3**	**80,8**	**226,2**

Source : B.C.E.A.O.

TOGO - POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Créances sur les institutions monétaires	52,1	52,3	55,9	59,7	58,5	53,6	53,9	49,7	49,5	45,8	46,3
Banque centrale	1,7	2,5	3,7	6,5	6,4	6,2	6,5	6,6	7,6	4,7	6,8
billets et monnaies	0,6	0,2	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
dépôts	1,1	2,3	3,3	6,2	6,0	5,8	6,1	6,2	7,2	4,3	6,4
Banques	50,4	49,8	52,2	53,2	52,1	47,4	47,4	43,1	41,9	41,1	39,5
Obligations cautionnées	1,8	0,4	0,8	1,5	1,4	1,4	1,4	1,4	1,1	1,1	0,6
TOTAL DES CREANCES (-)	**53,9**	**52,7**	**56,7**	**61,2**	**59,9**	**55,0**	**55,3**	**51,1**	**50,6**	**46,9**	**46,9**
Concours des institutions monétaires	41,6	40,8	41,4	42,1	45,6	43,1	43,0	42,3	42,2	44,1	44,2
Banque centrale	40,5	39,5	39,7	40,0	41,2	41,2	41,1	40,4	40,4	42,3	36,2
Article 12 (obligations cautionnées)	1,2	1,0	0,5	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Article 16	16,7	16,8	16,5	17,9	20,1	20,8	21,3	21,1	21,6	23,9	18,2
Concours FMI	22,6	21,7	22,7	21,7	21,1	20,4	19,8	19,3	18,8	18,4	18,0
Titres d'Etat			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Banques	1,1	1,3	1,7	2,1	4,4	1,9	1,9	1,9	1,8	1,8	8,0
C.C.P.	1,0	1,0	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	0,8	0,8	0,8
C.N.E.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DES DETTES (+)	**42,6**	**41,8**	**42,3**	**43,0**	**46,6**	**44,1**	**44,0**	**43,3**	**43,0**	**44,9**	**45,0**
Position Nette du Gouvernement	**-11,3**	**-10,9**	**-14,4**	**-18,2**	**-13,3**	**-10,9**	**-11,3**	**-7,8**	**-7,6**	**-2,0**	**-1,9**

Source : B.C.E.A.O.

EPARGNE INTERIEURE DES PARTICULIERS ET ENTREPRISES PRIVEES

	1992		1993		1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
				Milliards de francs cfa			
UMOA							
Dépôts dans les banques	698,5	707,3	714,4	678,1	725,5	764,2	780,3
- Dépôts à terme	389,3	392,3	390,6	359,4	384,7	402,6	397,9
- Comptes à régime spécial	309,2	315,0	323,8	318,7	340,8	361,6	382,4
. Comptes sur livret	265,8	271,0	280,4	275,8	297,6	315,7	334,0
. Comptes d'épargne-logement	27,4	27,3	26,2	25,1	25,5	26,9	28,9
. Autres comptes d'épargne	16,0	16,7	17,2	17,8	17,7	19,0	19,5
Dépôts en caisses d'épargne	23,9	23,9	24,7	41,5	43,5	45,6	50,0
TOTAL	**722,4**	**731,2**	**739,1**	**719,6**	**769,0**	**809,8**	**830,3**
EPARGNE / MASSE MONETAIRE	**36,8**	**35,7**	**39,2**	**36,1**	**33,7**	**33,4**	**33,5**
BENIN							
Dépôts dans les banques	23,5	32,2	40,4	39,3	39,0	40,5	42,0
- Dépôts à terme	10,4	17,5	20,5	20,4	18,8	18,9	20,8
- Comptes à régime spécial	13,1	14,7	19,9	18,9	20,2	21,6	21,2
. Comptes sur livret	13,1	14,7	19,9	18,8	20,1	21,4	21,0
. Comptes d'épargne-logement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
. Autres comptes d'épargne	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Dépôts en caisses d'épargne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8
TOTAL	**23,5**	**32,2**	**40,4**	**39,3**	**39,0**	**40,5**	**44,8**
EPARGNE / MASSE MONETAIRE	**14,4**	**18,3**	**23,9**	**23,0**	**22,0**	**23,4**	**21,1**

N.B. : L'épargne ici retracée est considérée uniquement sous son aspect financier.

Source : B.C.E.A.O.

EPARGNE INTERIEURE DES PARTICULIERS ET ENTREPRISES PRIVEES

	1992		1993		1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
				Milliards de francs cfa			
BURKINA							
Dépôts dans les banques	48,3	48,4	51,0	48,0	48,7	47,7	48,6
- Dépôts à terme	28,5	28,4	29,3	25,8	24,9	21,3	20,4
- Comptes à régime spécial	19,8	20,0	21,7	22,2	23,8	26,4	28,2
. Comptes sur livret	19,5	19,7	21,4	21,9	23,5	26,1	27,9
. Comptes d'épargne-logement	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
. Autres comptes d'épargne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en caisses d'épargne	10,2	10,2	11,0	12,0	12,6	12,6	12,6
TOTAL	**58,5**	**58,6**	**62,0**	**60,0**	**61,3**	**60,3**	**61,2**
EPARGNE / MASSE MONETAIRE	**33,1**	**33,1**	**32,9**	**31,4**	**29,5**	**27,6**	**27,1**
COTE D'IVOIRE							
Dépôts dans les banques	326,1	324,2	330,0	318,4	351,9	377,0	385,6
- Dépôts à terme	183,2	179,4	184,9	175,1	201,8	217,2	217,1
- Comptes à régime spécial	142,9	144,8	145,1	143,3	150,1	159,8	168,5
. Comptes sur livret	113,9	115,2	117,1	115,2	122,7	131,2	138,6
. Comptes d'épargne-logement	14,3	14,3	13,0	12,4	11,8	11,9	12,8
. Autres comptes d'épargne	14,7	15,3	15,0	15,7	15,6	16,7	17,1
Dépôts en caisses d'épargne	0,0	0,0	0,0	15,6	16,7	18,3	19,7
TOTAL	**326,1**	**324,2**	**330,0**	**334,0**	**368,6**	**395,3**	**405,3**
EPARGNE / MASSE MONETAIRE	**41,1**	**38,8**	**44,9**	**40,5**	**38,3**	**38,0**	**39,8**

NB : l'épargne ici retracée est considérée uniquement sous son aspect financier.

Source : B.C.E.A.O.

EPARGNE INTERIEURE DES PARTICULIERS ET ENTREPRISES PRIVEES

	1992		1993		1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa		
MALI							
Dépôts dans les banques	45,6	47,0	49,1	49,2	53,4	53,4	55,2
- Dépôts à terme	11,7	12,1	12,7	12,7	13,9	13,1	11,3
- Comptes à régime spécial	33,9	34,9	36,4	36,5	39,5	40,3	43,9
. Comptes sur livret	33,9	34,9	36,3	36,4	39,4	40,2	43,8
. Comptes d'épargne-logement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Autres comptes d'épargne	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Dépôts en caisses d'épargne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	**45,6**	**47,0**	**49,1**	**49,2**	**53,4**	**53,4**	**55,2**
EPARGNE / MASSE MONETAIRE	**30,4**	**29,9**	**30,2**	**28,9**	**25,0**	**24,2**	**23,9**
NIGER							
Dépôts dans les banques	38,1	40,9	40,7	37,2	39,4	36,3	37,6
- Dépôts à terme	33,6	36,5	35,7	32,6	33,6	29,5	30,0
- Comptes à régime spécial	4,5	4,4	5,0	4,6	5,8	6,8	7,6
. Comptes sur livret	4,5	4,4	5,0	4,6	5,8	6,8	7,6
. Comptes d'épargne-logement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Autres comptes d'épargne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en caisses d'épargne	0,0	0,0	0,0				
TOTAL	**38,1**	**40,9**	**40,7**	**37,2**	**39,4**	**36,3**	**37,6**
EPARGNE / MASSE MONETAIRE	**31,9**	**33,9**	**36,2**	**30,8**	**28,8**	**25,5**	**27,4**

NB : l'épargne ici retracée est considérée uniquement sous son aspect financier.

Source : B.C.E.A.O.

EPARGNE INTERIEURE DES PARTICULIERS ET ENTREPRISES PRIVEES

	1992		1993		1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
				Milliards de francs cfa			
SENEGAL							
Dépôts dans les banques	159,8	154,1	149,4	132,6	134,3	152,4	158,7
- Dépôts à terme	93,9	87,9	80,3	65,7	60,4	74,1	73,9
- Comptes à régime spécial	65,9	66,2	69,1	66,9	73,9	78,3	84,8
. Comptes sur livret	51,9	52,5	54,5	52,9	58,9	61,9	67,2
. Comptes d'épargne-logement	12,8	12,6	12,8	12,3	13,3	14,6	15,7
. Autres comptes d'épargne	1,2	1,1	1,8	1,7	1,7	1,8	1,9
Dépôts en caisses d'épargne	5,2	5,2	5,2	5,4	5,7	6,2	6,4
TOTAL	**165,0**	**159,3**	**154,6**	**138,0**	**140,0**	**158,6**	**165,1**
EPARGNE / MASSE MONETAIRE	**45,4**	**41,4**	**46,2**	**41,0**	**36,5**	**41,4**	**38,6**
TOGO							
Dépôts dans les banques	57,1	60,5	53,8	53,4	58,8	56,9	52,6
- Dépôts à terme	28,0	30,5	27,2	27,1	31,3	28,5	24,4
- Comptes à régime spécial	29,1	30,0	26,6	26,3	27,5	28,4	28,2
. Comptes sur livret	29,0	29,6	26,2	26,0	27,2	28,1	27,9
. Comptes d'épargne-logement	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
. Autres comptes d'épargne	0,1	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3
Dépôts en caisses d'épargne	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5
TOTAL	**65,6**	**69,0**	**62,3**	**61,9**	**67,3**	**65,4**	**61,1**
EPARGNE / MASSE MONETAIRE	**46,2**	**51,0**	**54,6**	**54,7**	**49,2**	**45,8**	**39,2**

NB : l'épargne ici retracée est considérée uniquement sous son aspect financier.

Source : B.C.E.A.O.

UMOA - EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Base monétaire (BM)	**949,5**	**1 041,6**	**1 009,7**	**1 052,4**	**1 055,2**	**971,9**	**943,7**	**1 012,2**	**1 141,7**	**1 138,8**	**1 132,8**
Billets et pièces	563,6	636,6	552,9	634,8	621,2	572,8	526,2	627,0	736,8	755,3	753,6
Réserves des banques	339,3	355,7	397,0	355,9	371,1	331,0	348,3	317,8	336,7	309,8	302,3
Autres dépôts	46,6	49,3	59,8	61,7	62,9	68,1	69,2	67,4	68,2	73,7	76,9
Contreparties de la base monétaire	**949,5**	**1 041,6**	**1 009,7**	**1 052,4**	**1 055,2**	**971,9**	**943,7**	**1 012,2**	**1 141,7**	**1 138,8**	**1 132,8**
Avoirs extérieurs nets	-233,0	-139,2	-161,3	-143,6	-136,5	-136,5	-141,2	-134,2	-71,2	43,6	230,5
Position Nette des Gouvernements	525,2	512,8	519,4	516,9	512,9	514,2	526,5	535,5	597,0	570,5	912,6
Concours aux banques & établissements financiers	802,0	830,9	797,1	851,7	840,9	800,0	759,5	809,1	695,5	590,2	105,0
Autres éléments nets	-144,8	-162,9	-145,6	-172,7	-162,1	-205,8	-201,1	-198,2	-79,6	-65,5	-115,3
Masse monétaire (M2)	**1 930,1**	**2 022,2**	**1 966,5**	**2 045,6**	**2 035,1**	**1 939,3**	**1 884,2**	**1 992,2**	**2 282,9**	**2 423,8**	**2 482,5**
Multiplicateur (M2/BM)	**2,03**	**1,94**	**1,95**	**1,94**	**1,93**	**2,00**	**2,00**	**1,97**	**2,00**	**2,13**	**2,19**
					Pour cent						
Partage des encaisses											
Circulation fiduciaire	27,3	29,7	26,6	29,3	28,4	27,6	26,2	29,8	30,4	29,3	28,6
Dépôts en CCP	0,6	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Dépôts en CNE	0,3	0,3	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5
Dépôts en banque	72,0	69,5	72,0	69,6	70,5	71,2	72,7	69,2	68,7	69,7	70,3
Coefficient de réserves (a)	24,4	25,3	28,0	25,0	25,9	24,0	25,4	23,1	21,5	18,3	17,3

(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.

Source : B.C.E.A.O.

BENIN - EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
						Milliards de francs cfa					
Base monétaire (BM)	**89,2**	**100,6**	**116,3**	**123,3**	**112,6**	**111,9**	**121,6**	**107,4**	**97,1**	**87,0**	**112,0**
Billets et pièces	38,9	48,2	52,4	55,0	46,6	34,7	36,1	28,1	31,4	21,2	40,2
Réserves des banques	49,0	51,1	62,7	66,7	64,9	76,5	85,1	78,7	65,1	65,3	71,3
Autres dépôts	1,3	1,3	1,1	1,6	1,1	0,7	0,4	0,6	0,6	0,5	0,5
Contreparties de la base monétaire	**89,2**	**100,6**	**116,3**	**123,3**	**112,6**	**111,9**	**121,6**	**107,4**	**97,1**	**87,0**	**112,0**
Avoirs extérieurs nets	19,7	37,7	54,8	56,3	47,2	51,3	59,8	52,4	36,9	16,9	61,0
Position Nette du Gouvernement	19,5	12,8	11,6	17,1	15,5	11,5	12,6	5,8	12,3	11,0	37,6
Concours aux banques & établissements financiers	50,3	50,3	50,3	50,3	50,3	50,3	50,3	50,3	50,3	47,3	0,0
Autres éléments nets	- 0,3	- 0,2	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 1,2	- 1,1	- 1,1	- 2,4	11,8	13,4
Masse monétaire (M2)	**145,4**	**155,0**	**163,0**	**176,0**	**172,8**	**165,2**	**169,3**	**170,6**	**177,4**	**173,2**	**212,2**
Multiplicateur (M2/BM)	**1,63**	**1,54**	**1,40**	**1,43**	**1,53**	**1,48**	**1,39**	**1,59**	**1,83**	**1,99**	**1,89**
						Pour cent					
Partage des encaisses											
Circulation fiduciaire	25,8	30,0	31,1	29,4	25,7	19,6	20,2	14,9	16,2	10,5	17,7
Dépôts en CCP	0,9	1,0	1,1	1,1	1,0	1,2	0,6	0,4	0,8	1,0	1,1
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en banque	73,3	69,1	67,8	69,5	73,3	79,3	79,1	84,7	83,0	88,5	81,2
Coefficient de réserves (a)	46,0	47,7	56,7	54,5	51,3	58,4	63,5	54,5	44,2	42,6	41,4
(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.											
Source : B.C.E.A.O.											

BURKINA - EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
						Milliards de francs cfa					
Base monétaire (BM)	**93,6**	**99,2**	**106,0**	**105,2**	**114,6**	**112,7**	**119,9**	**121,4**	**129,4**	**153,2**	**140,1**
Billets et pièces	62,9	63,5	62,2	68,0	72,4	73,6	75,6	81,0	82,9	88,3	92,1
Réserves des banques	29,7	34,9	43,2	36,2	40,9	38,0	43,7	39,9	46,0	63,8	46,4
Autres dépôts	1,0	0,7	0,6	1,0	1,3	1,1	0,6	0,5	0,5	1,1	1,6
Contreparties de la base monétaire	**93,6**	**99,2**	**106,0**	**105,2**	**114,6**	**112,7**	**119,9**	**121,4**	**129,4**	**153,2**	**140,1**
Avoirs extérieurs nets	63,8	72,8	77,3	78,8	84,5	86,8	94,9	94,1	91,4	115,7	117,4
Position Nette du Gouvernement	18,7	16,1	18,6	16,6	20,2	17,5	15,3	17,9	30,0	22,7	16,0
Concours aux banques & établissements financiers	11,1	10,3	10,0	10,0	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	0,3
Autres éléments nets	0,0	0,0	0,0	- 0,3	0,0	- 1,5	- 0,2	- 0,5	- 1,9	4,9	6,4
Masse monétaire (M2)	**165,4**	**167,1**	**176,6**	**176,8**	**183,7**	**185,7**	**188,5**	**190,8**	**208,1**	**218,5**	**226,1**
Multiplicateur (M2/BM)	**1,77**	**1,68**	**1,67**	**1,68**	**1,60**	**1,65**	**1,57**	**1,57**	**1,61**	**1,43**	**1,61**
						Pour cent					
Partage des encaisses											
Circulation fiduciaire	36,9	36,5	34,3	37,2	38,0	38,3	39,3	41,1	38,4	39,1	40,0
Dépôts en CCP	1,4	1,1	2,2	1,0	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	1,0	0,9
Dépôts en CNE	4,0	4,0	5,8	5,8	6,0	5,9	5,8	5,7	5,5	5,7	5,6
Dépôts en banque	57,7	58,4	57,8	56,1	55,1	54,8	54,1	52,4	55,2	54,2	53,5
Coefficient de réserves (a)	31,1	35,8	42,3	36,5	40,4	37,3	42,9	39,9	40,0	53,8	38,3
(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.											
Source : B.C.E.A.O.											

COTE D'IVOIRE - EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
						Milliards de francs cfa					
Base monétaire (BM)	**247,7**	**305,1**	**234,7**	**271,0**	**266,4**	**239,7**	**210,2**	**295,8**	**385,4**	**358,3**	**317,7**
Billets et pièces	223,5	271,0	212,9	263,6	252,7	225,5	206,6	282,0	312,7	319,9	298,8
Réserves des banques	24,1	33,9	21,6	7,1	13,4	13,6	3,5	13,2	70,4	36,8	18,3
Autres dépôts	0,1	0,2	0,1	0,3	0,3	0,6	0,1	0,6	2,3	1,6	0,6
Contreparties de la base monétaire	**247,7**	**305,1**	**234,7**	**271,0**	**266,4**	**239,7**	**210,2**	**295,8**	**385,4**	**358,3**	**317,7**
Avoirs extérieurs nets	-486,3	-454,2	-481,8	-504,5	-492,6	-484,0	-509,6	-481,5	-376,7	-280,8	-253,2
Position Nette du Gouvernement	226,8	226,6	223,3	230,9	225,1	226,0	248,5	260,1	296,8	277,9	420,7
Concours aux banques & établissements financiers	504,8	530,9	491,7	542,9	533,8	498,4	471,3	517,2	412,4	315,1	94,5
Autres éléments nets	2,5	1,8	1,5	1,7	0,1	- 0,7	0,0	0,0	52,9	46,1	55,7
Masse monétaire (M2)	**775,9**	**846,4**	**792,6**	**836,2**	**824,0**	**769,6**	**735,1**	**825,0**	**963,3**	**1 039,3**	**1 018,6**
Multiplicateur (M2/BM)	**3,13**	**2,77**	**3,38**	**3,09**	**3,09**	**3,21**	**3,50**	**2,79**	**2,50**	**2,90**	**3,21**
						Pour cent					
Partage des encaisses											
Circulation fiduciaire	26,8	30,5	25,9	30,1	28,8	27,5	26,3	33,0	31,4	29,5	28,2
Dépôts en CCP	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en banque	73,0	69,3	73,9	69,6	70,9	72,3	73,4	66,8	68,4	70,3	71,6
Coefficient de réserves (a)	4,3	5,8	3,7	1,2	2,3	2,4	0,6	2,4	10,7	5,0	2,5

(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.

Source : B.C.E.A.O.

MALI - EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Base monétaire (BM)	**125,5**	**132,0**	**126,9**	**131,7**	**130,2**	**133,7**	**140,6**	**143,8**	**148,0**	**175,8**	**183,0**
Billets et pièces	59,2	63,1	58,8	63,3	70,4	67,0	61,2	68,3	93,0	94,2	91,9
Réserves des banques	66,3	68,9	68,1	68,4	59,8	66,7	79,4	75,5	55,0	81,6	91,1
Autres dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contreparties de la base monétaire	**125,5**	**132,0**	**126,9**	**131,7**	**130,2**	**133,7**	**140,6**	**143,8**	**148,0**	**175,8**	**183,0**
Avoirs extérieurs nets	43,3	55,2	46,5	57,4	56,5	56,2	64,9	69,7	62,7	93,1	93,5
Position Nette du Gouvernement	31,1	31,4	37,1	31,2	31,8	39,3	37,1	35,5	40,0	30,0	59,7
Concours aux banques & établissements financiers	23,9	23,9	23,9	23,9	23,9	23,9	23,9	23,9	23,9	23,9	0,0
Autres éléments nets	27,2	21,4	19,3	19,2	18,0	14,3	14,7	14,7	21,4	28,8	29,8
Masse monétaire (M2)	**146,5**	**152,7**	**150,1**	**157,2**	**169,2**	**166,2**	**162,6**	**170,4**	**213,7**	**220,7**	**231,4**
Multiplicateur (M2/BM)	**1,17**	**1,16**	**1,18**	**1,19**	**1,30**	**1,24**	**1,16**	**1,18**	**1,44**	**1,26**	**1,26**
					Pour cent						
Partage des encaisses											
Circulation fiduciaire	38,7	39,3	37,6	38,7	39,2	38,0	36,0	38,2	40,5	40,4	37,3
Dépôts en CCP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en banque	61,3	60,7	62,4	61,3	60,8	62,0	64,0	61,8	59,5	59,6	62,7
Coefficient de réserves (a)	73,8	74,3	72,7	71,0	58,1	64,8	76,2	71,7	43,3	62,0	62,8

(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.

Source : B.C.E.A.O.

NIGER - EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
						Milliards de francs cfa					
Base monétaire (BM)	**80,5**	**81,4**	**82,0**	**83,2**	**84,5**	**71,3**	**72,1**	**79,6**	**88,9**	**74,5**	**71,6**
Billets et pièces	43,9	42,3	38,5	40,8	41,2	39,5	37,1	49,5	61,0	63,1	59,5
Réserves des banques	36,6	39,1	43,5	42,4	43,3	31,8	34,4	29,7	27,4	10,7	11,3
Autres dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,4	0,5	0,7	0,8
Contreparties de la base monétaire	**80,5**	**81,4**	**82,0**	**83,2**	**84,5**	**71,3**	**72,1**	**79,6**	**88,9**	**74,5**	**71,6**
Avoirs extérieurs nets	23,3	25,5	28,3	28,9	29,4	17,8	19,8	23,8	14,0	8,0	16,6
Position Nette du Gouvernement	30,7	29,4	27,2	28,0	29,1	30,9	26,3	29,7	33,9	27,0	41,2
Concours aux banques & établissements financiers	27,1	27,1	27,1	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	1,1
Autres éléments nets	- 0,6	- 0,6	- 0,5	- 0,7	- 1,0	- 4,4	- 1,0	- 0,9	14,0	12,5	12,7
Masse monétaire (M2)	**128,3**	**122,0**	**119,4**	**120,7**	**118,2**	**113,8**	**112,5**	**120,8**	**136,6**	**142,5**	**137,0**
Multiplicateur (M2/BM)	**1,59**	**1,50**	**1,46**	**1,45**	**1,40**	**1,60**	**1,56**	**1,52**	**1,54**	**1,91**	**1,91**
						Pour cent					
Partage des encaisses											
Circulation fiduciaire	32,7	33,6	31,3	32,7	33,9	33,8	32,0	40,0	43,4	42,9	41,9
Dépôts en CCP	1,3	3,5	1,8	1,2	1,3	1,5	1,5	1,6	1,2	1,8	1,4
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en banque	65,9	62,9	66,9	66,0	64,8	64,7	66,5	58,4	55,3	55,3	56,7
Coefficient de réserves (a)	43,3	50,9	54,5	53,2	56,5	43,2	46,0	42,1	36,2	13,6	14,5

(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.

Source : B.C.E.A.O.

SENEGAL - EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Base monétaire (BM)	**151,9**	**169,6**	**172,4**	**181,8**	**193,4**	**159,3**	**137,3**	**126,5**	**147,8**	**156,6**	**178,5**
Billets et pièces	88,1	103,1	93,2	116,2	111,7	105,9	88,3	98,5	116,0	127,4	121,7
Réserves des banques	63,6	66,1	79,1	65,4	81,7	53,2	48,8	27,7	31,3	28,5	56,5
Autres dépôts	0,2	0,4	0,1	0,2	0,0	0,2	0,2	0,3	0,5	0,7	0,3
Contreparties de la base monétaire	**151,9**	**169,6**	**172,4**	**181,8**	**193,4**	**159,3**	**137,3**	**126,5**	**147,8**	**156,6**	**178,5**
Avoirs extérieurs nets	-183,7	-169,0	-176,8	-163,4	-149,1	-173,4	-181,2	-196,1	-260,7	-257,1	-228,3
Position Nette du Gouvernement	159,8	159,5	165,5	159,6	156,5	154,0	152,1	152,7	151,2	164,4	308,0
Concours aux banques & établissements financiers	176,9	180,5	186,1	189,6	188,0	182,2	169,2	172,9	164,1	159,2	1,4
Autres éléments nets	- 1,1	- 1,3	- 2,3	- 4,0	- 2,0	- 3,5	- 2,8	- 3,0	93,2	90,1	97,4
Masse monétaire (M2)	**357,8**	**371,6**	**363,6**	**385,0**	**378,9**	**351,9**	**334,7**	**336,5**	**383,3**	**417,7**	**427,7**
Multiplicateur (M2/BM)	**2,36**	**2,19**	**2,11**	**2,12**	**1,96**	**2,21**	**2,44**	**2,66**	**2,59**	**2,67**	**2,40**
					Pour cent						
Partage des encaisses											
Circulation fiduciaire	23,5	26,2	24,1	27,8	27,6	28,5	24,9	27,6	28,6	28,6	27,2
Dépôts en CCP	1,0	0,8	1,0	0,9	0,9	1,1	0,7	0,9	0,7	0,8	1,3
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en banque	75,5	73,0	74,9	71,3	71,5	70,4	74,4	71,5	70,6	70,5	71,5
Coefficient de réserves (a)	23,5	24,4	29,1	23,8	30,2	21,5	19,6	11,5	11,6	9,7	18,5

(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.

Source : B.C.E.A.O.

TOGO - EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

	1991		1992		1993				1994		
	Sept.	Déc.	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Milliards de francs cfa						
Base monétaire (BM)	**112,2**	**110,1**	**98,5**	**90,4**	**84,1**	**70,8**	**70,0**	**61,3**	**71,4**	**60,1**	**60,1**
Billets et pièces	40,0	39,0	27,5	23,4	18,3	19,0	14,4	12,3	28,6	30,5	38,6
Réserves des banques	72,2	71,1	70,1	67,0	65,8	51,8	55,5	48,9	42,7	29,6	21,4
Autres dépôts	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1
Contreparties de la base monétaire	**112,2**	**110,1**	**98,5**	**90,4**	**84,1**	**70,8**	**70,0**	**61,3**	**71,4**	**60,1**	**60,1**
Avoirs extérieurs nets	66,0	65,3	54,9	49,6	41,5	28,4	27,9	20,0	12,4	-3,3	3,3
Position Nette du Gouvernement	38,8	37,0	36,0	33,5	34,8	35,0	34,6	33,8	32,8	37,5	29,4
Concours aux banques & établissements financiers	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,3	7,9	7,9	7,9	7,8	7,7
Autres éléments nets	- 0,6	- 0,2	- 0,3	- 0,7	- 0,2	- 0,9	- 0,4	- 0,4	18,3	18,1	19,7
Masse monétaire (M2)	**172,2**	**164,9**	**141,8**	**135,2**	**128,2**	**121,3**	**114,2**	**113,2**	**136,8**	**142,8**	**156,0**
Multiplicateur (M2/BM)	**1,53**	**1,50**	**1,44**	**1,50**	**1,52**	**1,71**	**1,63**	**1,85**	**1,92**	**2,38**	**2,60**
Pour cent											
Partage des encaisses											
Circulation fiduciaire	22,1	22,0	18,3	16,3	12,5	14,6	11,6	9,1	19,4	20,0	22,9
Dépôts en CCP	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,6	0,6	0,5
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en banque	77,3	77,4	81,0	83,0	86,7	84,6	87,5	90,0	80,0	79,5	76,6
Coefficient de réserves (a)	54,3	55,7	61,0	59,7	59,2	50,5	55,6	48,0	39,0	26,1	17,9

(a) Rapport des réserves des banques aux dépôts dans les banques.

Source : B.C.E.A.O.

BENIN - CREDITS A COURT TERME : UTILISATIONS DECLAREES A LA CENTRALE DES RISQUES

Secteurs d'activités	1992				1993				1994		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs CFA										
Agriculture, sylviculture et pêche	**3 324**	**3 324**	**2 489**	**2 499**	**2 494**	**2 536**	**2 511**	**2 494**	**2 535**	**2 519**	**355**
- Agriculture, chasse	2 841	2 841	2 006	2 016	2 006	2 006	2 006	2 006	2 006	2 006	156
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	483	483	483	483	488	530	505	488	529	513	199
Industries extractives	**60**	**60**	**60**	**270**	**349**	**406**	**433**	**398**	**414**	**365**	**376**
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	60	60	60	270	349	406	433	398	414	365	376
Industries manufacturières	**3 997**	**3 990**	**4 000**	**4 184**	**3 706**	**4 352**	**4 231**	**4 295**	**4 307**	**4 650**	**4 754**
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	837	622	770	894	866	951	995	825	923	1 066	1 036
- Textiles, habillement, cuir	1 009	1 019	1 023	1 007	1 024	1 069	1 259	1 278	1 281	1 240	1 342
- Industries chimiques	162	161	159	168	170	158	171	153	160	153	382
- Autres	1 989	2 188	2 048	2 105	1 646	2 174	1 806	2 039	1 943	2 191	1 994
Electricité, gaz, eau	-	-	-	-	-	**1**	**3**	**14**	-	**4**	-
Bâtiment, travaux publics	**1 808**	**1 746**	**1 925**	**2 311**	**2 395**	**2 505**	**2 447**	**2 668**	**2 960**	**2 393**	**2 678**
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	**23 245**	**19 428**	**18 024**	**14 804**	**20 395**	**17 471**	**16 052**	**15 214**	**22 209**	**16 350**	**15 132**
- Commerce de gros	14 779	10 890	9 491	9 627	14 968	11 056	9 556	8 758	15 570	10 328	9 066
- Commerce de détail	4 942	4 999	4 985	4 991	5 241	6 226	6 282	6 255	6 449	5 816	5 857
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	3 524	3 539	3 548	186	186	189	214	201	190	206	209
Transports, entrepôts et communications	**381**	**597**	**417**	**731**	**653**	**812**	**718**	**851**	**826**	**750**	**788**
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	**238**	**287**	**252**	**299**	**317**	**351**	**351**	**363**	**376**	**344**	**348**
- Etablissements financiers, assurances	18	19	20	73	68	68	54	39	34	34	34
- Affaires immobilières, services aux entreprises	220	268	232	226	249	283	297	324	342	310	314
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	**3 367**	**3 859**	**3 472**	**4 699**	**6 355**	**5 527**	**5 153**	**7 204**	**9 457**	**10 375**	**12 642**
- Services divers fournis à la collectivité	254	254	242	230	258	282	240	304	253	281	304
- Prêts aux particuliers	217	219	176	166	163	267	349	409	313	370	191
- Autres	2 896	3 386	3 054	4 303	5 934	4 978	4 564	6 491	8 891	9 724	12 147
TOTAL	**36 420**	**33 291**	**30 639**	**29 797**	**36 664**	**33 961**	**31 899**	**33 501**	**43 084**	**37 750**	**37 073**

Source : B.C.E.A.O.

U.M.O.A. - CREDITS A COURT TERME : UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES

Secteurs d'activités	1992 Mars	1992 Juin	1992 Sept.	1992 Déc.	1993 Mars	1993 Juin	1993 Sept.	1993 Déc.	1994 Mars	1994 Juin	1994 Sept.
					Millions de francs CFA						
Agriculture, sylviculture et pêche	**78 663**	**73 072**	**60 594**	**54 571**	**61 273**	**64 129**	**55 440**	**57 420**	**68 471**	**51 403**	**42 025**
- Agriculture, chasse	57 640	52 348	41 893	35 820	42 527	44 079	35 662	37 041	47 634	32 317	22 472
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	21 023	20 724	18 701	18 751	18 746	20 050	19 778	20 379	20 837	19 086	19 553
Industries extractives	**25 913**	**25 103**	**25 284**	**26 154**	**27 607**	**29 666**	**29 661**	**31 326**	**31 299**	**38 950**	**41 882**
- Pétrole brut et gaz naturel	12	10	11	5	-	-	-	218	1 309	5 057	4 057
- Autres	25 901	25 093	25 273	26 149	27 607	29 666	29 661	31 108	29 990	33 893	37 825
Industries manufacturières	**214 024**	**216 373**	**221 448**	**229 414**	**229 920**	**235 453**	**204 127**	**203 403**	**193 463**	**185 672**	**175 276**
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	80 207	85 422	88 658	91 623	98 483	96 199	71 875	74 762	67 136	64 372	60 242
- Textiles, habillement, cuir	36 456	34 926	35 507	37 411	33 551	33 150	33 582	33 947	29 586	31 811	30 562
- Industries chimiques	26 336	26 532	27 673	32 560	31 645	38 278	34 617	30 286	38 658	35 142	31 355
- Autres	71 025	69 493	69 610	67 820	66 241	67 826	64 053	64 408	58 083	54 347	53 117
Electricité, gaz, eau	**21 669**	**23 897**	**25 009**	**26 138**	**16 843**	**12 869**	**9 524**	**8 695**	**7 744**	**5 848**	**6 705**
Bâtiment, travaux publics	**65 178**	**63 308**	**68 064**	**65 595**	**65 563**	**67 219**	**67 514**	**69 518**	**68 405**	**67 882**	**66 955**
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	**644 094**	**640 312**	**622 960**	**669 664**	**674 387**	**639 373**	**603 616**	**610 971**	**563 422**	**521 686**	**464 847**
- Commerce de gros	513 101	508 521	486 448	535 915	540 843	507 140	468 108	476 341	434 712	396 780	339 382
- Commerce de détail	115 494	116 201	121 517	121 889	121 789	120 422	123 014	122 075	117 973	114 152	114 141
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	15 499	15 590	15 000	11 860	11 755	11 811	12 494	12 555	10 737	10 754	11 324
Transports, entrepôts et communications	**64 052**	**61 075**	**60 599**	**62 744**	**60 589**	**62 227**	**61 617**	**62 986**	**55 111**	**50 755**	**52 109**
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	**51 400**	**51 565**	**51 379**	**51 312**	**51 044**	**51 158**	**51 734**	**51 531**	**50 599**	**49 754**	**50 515**
- Etablissements financiers, assurances	15 225	15 562	15 447	16 279	16 163	15 804	16 053	16 257	15 341	15 810	15 668
- Affaires immobilières, services aux entreprises	36 175	36 003	35 932	35 033	34 881	35 354	35 681	35 274	35 258	33 944	34 847
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers	**81 918**	**83 104**	**86 462**	**89 035**	**91 171**	**93 328**	**91 881**	**96 888**	**96 230**	**103 848**	**130 614**
- Services divers fournis à la collectivité	9 211	9 103	9 889	8 995	8 764	11 026	10 045	10 529	8 495	12 856	31 264
- Prêts aux particuliers	32 698	33 788	33 849	35 919	35 891	35 636	35 992	36 502	34 161	39 126	35 745
- Autres	40 009	40 213	42 724	44 121	46 516	46 666	45 844	49 857	53 574	51 866	63 605
TOTAL	**1 246 911**	**1 237 809**	**1 221 799**	**1 274 627**	**1 278 397**	**1 255 422**	**1 175 114**	**1 192 738**	**1 134 744**	**1 075 798**	**1 030 928**

Source : B.C.E.A.O.

BURKINA - CREDITS A COURT TERME : UTILISATIONS DECLAREES A LA CENTRALE DES RISQUES

Secteurs d'activités	1992				1993				1994		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs CFA										
Agriculture, sylviculture et pêche	**1 256**	**1 283**	**1 044**	**1 070**	**1 367**	**1 322**	**1 201**	**1 297**	**1 302**	**872**	**1 086**
- Agriculture, chasse	1 256	1 283	1 044	1 070	1 367	1 322	1 201	1 297	1 302	872	1 086
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries extractives	**4**	**2**	**25**	**21**	**30**	**20**	**8**	**626**	**17**	**31**	**19**
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	4	2	25	21	30	20	8	626	17	31	19
Industries manufacturières	**9 343**	**8 507**	**8 947**	**9 495**	**9 197**	**9 394**	**10 200**	**10 487**	**9 497**	**7 987**	**5 989**
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	6 623	6 039	6 256	6 707	6 503	6 269	6 925	7 256	6 350	4 729	3 180
- Textiles, habillement, cuir	436	423	704	454	395	414	427	425	495	595	579
- Industries chimiques	755	974	766	636	814	1 104	1 035	1 043	1 186	1 093	818
- Autres	1 529	1 071	1 221	1 698	1 485	1 607	1 813	1 763	1 466	1 570	1 412
Electricité, gaz, eau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bâtiment, travaux publics	**6 029**	**6 415**	**6 345**	**5 209**	**3 995**	**3 861**	**3 674**	**3 502**	**5 332**	**7 251**	**7 627**
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	**31 820**	**27 711**	**26 179**	**24 128**	**27 219**	**29 965**	**22 795**	**17 990**	**21 783**	**16 596**	**13 909**
- Commerce de gros	23 718	20 813	19 641	17 431	22 456	25 556	18 252	12 357	15 933	10 977	8 722
- Commerce de détail	7 953	6 726	6 363	6 526	4 631	4 260	4 424	5 523	5 732	5 510	5 134
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	149	172	175	171	132	149	119	110	118	109	53
Transports, entrepôts et communications	**1 210**	**1 106**	**1 209**	**1 420**	**1 637**	**1 440**	**1 167**	**1 303**	**1 106**	**1 200**	**968**
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	**363**	**718**	**399**	**235**	**284**	**254**	**716**	**320**	**507**	**302**	**327**
- Etablissements financiers, assurances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Affaires immobilières, services aux entreprises	363	718	399	235	284	254	716	320	507	302	327
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	**5 514**	**5 385**	**6 422**	**6 691**	**6 325**	**8 215**	**7 096**	**9 010**	**8 281**	**7 144**	**12 195**
- Services divers fournis à la collectivité	76	47	106	103	49	164	45	60	67	94	714
- Prêts aux particuliers	404	397	497	546	528	534	462	504	540	463	485
- Autres	5 034	4 941	5 819	6 042	5 748	7 517	6 589	8 446	7 674	6 587	10 996
TOTAL	**55 539**	**51 127**	**50 570**	**48 269**	**50 054**	**54 471**	**46 857**	**44 535**	**47 825**	**41 383**	**42 120**

Source : B.C.E.A.O.

NIGER - CREDITS A COURT TERME : UTILISATIONS DECLAREES A LA CENTRALE DES RISQUES

	1992				1993				1994		
Secteurs d'activités	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs CFA										
Agriculture, sylviculture et pêche	**3 672**	**3 693**	**3 688**	**3 711**	**3 710**	**3 697**	**3 703**	**3 692**	**3 675**	**3 717**	**3 808**
- Agriculture, chasse	3 672	3 693	3 688	3 711	3 710	3 697	3 703	3 692	3 675	3 717	3 808
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries extractives	**22**	**1 649**	**3 059**	**2 364**	**1 334**	**3 325**	**2 703**	**2 025**	**500**	**2 153**	**3 327**
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	22	1 649	3 059	2 364	1 334	3 325	2 703	2 025	500	2 153	3 327
Industries manufacturières	**12 085**	**12 022**	**10 387**	**10 465**	**10 371**	**10 335**	**10 394**	**10 478**	**8 855**	**8 938**	**9 056**
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	3 424	3 405	3 321	3 390	3 296	3 348	3 336	3 449	3 480	3 498	3 502
- Textiles, habillement, cuir	2 425	2 412	2 452	2 380	2 314	2 346	2 421	2 363	870	883	883
- Industries chimiques	1 228	1 198	1 029	1 122	1 170	1 083	1 073	1 073	1059	1 110	1 207
- Autres	5 008	5 007	3 585	3 573	3 591	3 558	3 564	3 593	3 446	3 447	3 464
Electricité, gaz, eau	**117**	**120**	**78**	**146**	**85**	**98**	**183**	**157**	**179**	**308**	**96**
Bâtiment, travaux publics	**11 202**	**10 792**	**10 132**	**9 910**	**10 009**	**9 973**	**9 992**	**9 915**	**10 066**	**10 086**	**10 276**
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	**52 369**	**52 438**	**47 541**	**45 363**	**44 874**	**45 098**	**44 115**	**43 659**	**41 071**	**41 127**	**43 770**
- Commerce de gros	33 219	32 993	31 169	29 161	28 607	29 576	28 372	28 018	25 976	26 122	27 652
- Commerce de détail	16 981	17 271	14 819	14 668	14 717	13 973	14 187	14 093	14 293	14 206	15 290
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	2 169	2 174	1 553	1 534	1 550	1 549	1 556	1 548	802	799	828
Transports, entrepôts et communications	**7 196**	**7 192**	**5 891**	**4 737**	**4 947**	**4 966**	**5 229**	**4 758**	**4 791**	**4 864**	**4 820**
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	**151**	**153**	**107**	**126**	**98**	**388**	**318**	**275**	**316**	**214**	**168**
- Etablissements financiers, assurances	-	-	-	-	-	-	-	150	200	100	-
- Affaires immobilières, services aux entreprises	151	153	107	126	98	388	318	125	116	114	168
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	**3 973**	**4 401**	**2 918**	**3 753**	**2 945**	**3 673**	**3 737**	**4 002**	**3 553**	**5 383**	**7 553**
- Services divers fournis à la collectivité	40	39	77	77	84	85	85	78	82	80	63
- Prêts aux particuliers	480	544	434	417	426	349	328	389	401	378	441
- Autres	3 453	3 818	2 407	3 259	2 435	3 239	3 324	3 535	3 070	4 925	7 049
TOTAL	**90 787**	**92 460**	**83 801**	**80 575**	**78 373**	**81 553**	**80 374**	**78 961**	**73 006**	**76 790**	**82 874**

Source : B.C.E.A.O.

SENEGAL - CREDITS A COURT TERME : UTILISATIONS DECLAREES A LA CENTRALE DES RISQUES

Secteurs d'activités	1992				1993				1994		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs CFA										
Agriculture, sylviculture et pêche	**22 728**	**22 657**	**22 084**	**15 875**	**19 404**	**20 298**	**18 469**	**17 163**	**18 006**	**15 141**	**16 866**
- Agriculture, chasse	14 225	14 237	13 876	7 554	10 581	9 991	8 359	6 861	7 333	5 154	6 816
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	8 503	8 420	8 208	8 321	8 823	10 307	10 110	10 302	10 673	9 987	10 050
Industries extractives	**446**	**448**	**519**	**286**	**505**	**536**	**494**	**294**	**394**	**263**	**190**
- Pétrole brut et gaz naturel	12	10	11	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	434	438	508	286	505	536	494	294	394	263	190
Industries manufacturières	**51 258**	**51 896**	**56 831**	**56 109**	**58 098**	**62 539**	**58 681**	**54 999**	**52 684**	**54 844**	**57 072**
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	14 081	14 703	16 900	17 333	17 275	17 971	17 907	16 898	15 571	18 221	20 404
- Textiles, habillement, cuir	9 371	9 300	9 550	10 008	9 951	9 169	9 066	9 264	8 715	9 060	9 773
- Industries chimiques	9 404	10 307	10 730	11 910	13 597	14 453	13 725	11 014	12 881	12 935	12 722
- Autres	18 402	17 586	19 651	16 858	17 275	20 946	17 983	17 823	15 517	14 628	14 173
Electricité, gaz, eau	**1 067**	**1 701**	**1 700**	**1 987**	**1 383**	**978**	**1 159**	**1 258**	**1 502**	**859**	**1 353**
Bâtiment, travaux publics	**19 960**	**19 606**	**25 045**	**25 403**	**24 756**	**26 582**	**26 025**	**28 511**	**25 843**	**23 823**	**23 247**
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	**134 480**	**135 638**	**136 958**	**140 872**	**138 646**	**137 214**	**131 967**	**141 629**	**134 283**	**133 862**	**120 639**
- Commerce de gros	103 470	104 150	99 537	102 848	100 302	98 534	91 524	101 250	99 812	99 294	83 968
- Commerce de détail	27 585	27 872	33 113	33 641	33 839	34 111	35 471	35 270	30 439	30 023	31 885
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	3 425	3 616	4 308	4 383	4 505	4 569	4 972	5 109	4 032	4 545	4 786
Transports, entrepôts et communications	**20 133**	**20 139**	**22 883**	**23 115**	**22 598**	**22 859**	**21 904**	**23 362**	**19 253**	**18 520**	**20 273**
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	**29 066**	**28 953**	**30 543**	**31 233**	**31 577**	**30 973**	**30 893**	**31 743**	**30 843**	**31 180**	**30 907**
- Etablissements financiers, assurances	15 037	15 022	15 097	15 956	15 859	15 209	15 179	15 646	14 825	14 810	14 696
- Affaires immobilières, services aux entreprises	14 029	13 931	15 446	15 277	15 718	15 764	15 714	16 097	16 018	16 370	16 211
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	**35 482**	**35 251**	**41 239**	**40 401**	**41 636**	**40 931**	**42 210**	**43 326**	**41 794**	**38 934**	**39 976**
- Services divers fournis à la collectivité	3 573	3 655	4 289	3 375	3 172	3 383	3 475	4 792	2 927	3 173	3 105
- Prêts aux particuliers	12 061	12 220	14 179	14 835	15 119	14 699	15 325	15 560	13 693	13 930	14 760
- Autres	19 848	19 376	22 771	22 191	23 345	22 849	23 410	22 974	25 174	21 831	22 111
TOTAL	**314 620**	**316 289**	**337 802**	**335 281**	**338 603**	**342 910**	**331 802**	**342 285**	**324 602**	**317 426**	**310 523**

Source : B.C.E.A.O.

C0TE D'IVOIRE - CREDITS A COURT TERME : UTILISATIONS DECLAREES A LA CENTRALE DES RISQUES

Secteurs d'activités	1992 Mars	1992 Juin	1992 Sept.	1992 Déc.	1993 Mars	1993 Juin	1993 Sept.	1993 Déc.	1994 Mars	1994 Juin	1994 Sept.
					Millions de francs CFA						
Agriculture, sylviculture et pêche	**24 661**	**21 660**	**17 634**	**18 996**	**18 756**	**17 937**	**18 236**	**22 637**	**21 071**	**16 710**	**17 815**
- Agriculture, chasse	12 745	9 976	7 760	9 190	9 461	8 864	9 213	13 186	11 563	8 250	8 667
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	11 916	11 684	9 874	9 806	9 295	9 073	9 023	9 451	9 508	8 460	9 148
Industries extractives	**1 622**	**1 960**	**1 090**	**771**	**1 092**	**1 093**	**1 092**	**986**	**2 399**	**5 862**	**5 151**
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	5	-	3	-	218	1 309	5 047	4 057
- Autres	1 622	1 960	1 090	766	1 092	1 090	1 092	768	1 090	815	1 094
Industries manufacturières	**127 735**	**129 291**	**128 709**	**136 214**	**135 408**	**136 235**	**110 557**	**111 093**	**104 859**	**95 974**	**83 225**
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	51 039	55 364	54 517	59 434	64 290	61 912	38 958	40 499	35 262	31 357	24 652
- Textiles, habillement, cuir	22 387	21 135	21 104	20 504	19 122	19 437	19 638	19 902	17 450	19 272	17 062
- Industries chimiques	13 623	12 628	13 669	17 520	14 352	19 799	17 018	15 454	20 888	17 538	13 999
- Autres	40 686	40 164	39 419	38 756	37 644	35 087	34 943	35 238	31 259	27 807	27 512
Electricité, gaz, eau	**20 059**	**21 834**	**22 599**	**23 379**	**14 354**	**10 645**	**7 684**	**6 945**	**5 981**	**4 344**	**4 977**
Bâtiment, travaux publics	**22 727**	**21 103**	**21 093**	**19 264**	**20 172**	**20 494**	**21 284**	**20 902**	**20 415**	**20 665**	**19 639**
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	**347 721**	**355 659**	**343 880**	**393 188**	**389 893**	**356 403**	**339 318**	**345 795**	**296 301**	**266 247**	**223 587**
- Commerce de gros	307 324	314 110	302 230	352 650	349 060	317 241	297 887	304 741	254 886	228 716	187 556
- Commerce de détail	34 455	35 761	36 587	35 259	35 752	34 182	36 204	35 834	36 144	32 834	31 376
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	5 942	5 788	5 063	5 279	5 081	4 980	5 227	5 220	5 271	4 697	4 655
Transports, entrepôts et communications	**31 947**	**29 030**	**27 208**	**29 980**	**27 400**	**28 728**	**29 466**	**29 974**	**26 019**	**21 815**	**21 862**
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	**19 803**	**19 614**	**17 992**	**17 629**	**17 259**	**17 594**	**17 787**	**17 660**	**17 527**	**16 934**	**17 675**
- Etablissements financiers, assurances	139	319	123	198	190	197	581	340	209	780	807
- Affaires immobilières, services aux entreprises	19 664	19 295	17 869	17 431	17 069	17 397	17 206	17 320	17 318	16 154	16 868
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	**26 192**	**26 817**	**24 525**	**25 368**	**25 669**	**26 854**	**25 630**	**24 772**	**25 396**	**34 050**	**47 759**
- Services divers fournis à la collectivité	5 045	4 866	4 959	5 016	4 975	6 902	6 052	5 114	4 987	9 072	26 898
- Prêts aux particuliers	18 254	19 120	17 285	18 251	17 915	18 006	17 572	17 573	17 736	22 584	18 338
- Autres	2 893	2 831	2 281	2 101	2 779	1 946	2 006	2 085	2 673	2 394	2 523
TOTAL	**622 467**	**626 968**	**604 730**	**664 789**	**650 003**	**615 983**	**571 054**	**580 764**	**519 968**	**482 601**	**441 690**

Source : B.C.E.A.O.

MALI - CREDITS A COURT TERME : UTILISATIONS DECLAREES A LA CENTRALE DES RISQUES

Secteurs d'activités	1992				1993				1994		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs CFA										
Agriculture, sylviculture et pêche	**22 787**	**20 183**	**13 341**	**12 139**	**15 288**	**18 085**	**11 041**	**9 825**	**21 473**	**12 024**	**1 171**
- Agriculture, chasse	22 683	20 063	13 221	12 019	15 168	17 965	10 921	9 706	21 362	11 913	1 171
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	104	120	120	120	120	120	120	119	111	111	-
Industries extractives	**276**	**104**	**121**	**118**	**132**	**121**	**104**	**121**	**121**	**110**	**151**
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	276	104	121	118	132	121	104	121	121	110	151
Industries manufacturières	**3 743**	**4 535**	**4 809**	**5 277**	**5 594**	**5 052**	**4 018**	**6 187**	**6 100**	**5 718**	**11 462**
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	1 724	2 608	2 718	2 841	3 210	2 705	1 475	3 330	3 070	2 547	2 236
- Textiles, habillement, cuir	624	428	464	483	515	485	551	587	642	525	4 097
- Industries chimiques	385	512	464	638	513	635	706	685	702	657	365
- Autres	1 010	987	1 163	1 315	1 356	1 227	1 286	1 585	1 686	1 989	4 764
Electricité, gaz, eau	**122**	**110**	**191**	**149**	**120**	**246**	**66**	**63**	**35**	**97**	**55**
Bâtiment, travaux publics	**1 153**	**1 234**	**1 468**	**1 516**	**2 104**	**1 672**	**2 020**	**2 059**	**2 051**	**1 840**	**1 178**
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	**22 363**	**22 621**	**24 436**	**24 114**	**22 895**	**22 757**	**22 918**	**23 944**	**21 409**	**23 753**	**14 747**
- Commerce de gros	14 439	14 666	16 090	16 053	14 853	14 580	14 847	15 562	13 437	14 736	11 869
- Commerce de détail	7 821	7 858	8 218	7 935	7 954	8 015	7 869	8 186	7 821	8 837	2 646
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	103	97	128	126	88	162	202	196	151	180	232
Transports, entrepôts et communications	**1 356**	**1 392**	**1 422**	**1 366**	**1 316**	**1 384**	**1 451**	**1 512**	**1 567**	**1 934**	**2 536**
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	**454**	**635**	**808**	**519**	**558**	**647**	**649**	**846**	**631**	**518**	**1 374**
- Etablissements financiers, assurances	20	195	190	50	44	65	37	80	71	84	880
- Affaires immobilières, services aux entreprises	434	440	618	469	514	582	612	766	560	434	494
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	**6 098**	**5 990**	**5 977**	**6 317**	**6 241**	**6 108**	**5 991**	**6 599**	**6 263**	**6 596**	**6 815**
- Services divers fournis à la collectivité	88	58	60	88	70	54	44	104	44	54	25
- Prêts aux particuliers	500	504	565	530	552	573	623	639	573	610	936
- Autres	5 510	5 428	5 352	5 699	5 619	5 481,	5 324	5 856	5 646	5 932	5 854
TOTAL	**58 352**	**56 804**	**52 573**	**51 515**	**54 248**	**56 072**	**48 258**	**51 156**	**59 650**	**52 590**	**39 489**

Source : B.C.E.A.O

BENIN - CREDITS A MOYEN ET LONG TERME : UTILISATIONS DECLAREES A LA CENTRALE DES RISQUES

	1992				1993				1994		
Secteurs d'activités	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Millions de francs CFA						
Agriculture, sylviculture et pêche	**1 436**	**1 392**	**985**	**1 052**	**1 052**	**1 058**	**1 058**	**1 058**	**1 056**	**1 056**	**169**
- Agriculture, chasse	1 371	1 370	963	963	963	963	963	963	962	962	75
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	65	22	22	89	89	95	95	95	94	94	94
Industries extractives	**413**	**413**	**413**	**413**	**413**	**412**	**413**	**388**	**388**	**438**	**753**
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-		--
- Autres	413	413	413	413	413	412	413	388	388	438	753
Industries manufacturières	**9 534**	**11 372**	**9 665**	**9 653**	**9 646**	**9 249**	**9 204**	**9 185**	**9 182**	**9 127**	**9 032**
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	3 445	5 145	3 442	3 432	3 428	3 415	3 390	3 363	3 361	3 311	3 285
- Textiles, habillement, cuir	38	38	38	38	38	38	38	37	37	37	37
- Industries chimiques	781	779	775	773	773	771	770	765	765	762	695
- Autres	5 270	5 410	5 410	5 410	5 407	5 025	5 006	5 020	5 019	5 017	5 015
Electricité, gaz, eau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bâtiment, travaux publics	**950**	**950**	**948**	**949**	**941**	**933**	**933**	**931**	**922**	**920**	**1 060**
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	**13 255**	**13 053**	**12 926**	**11 328**	**10 888**	**11 001**	**10 908**	**10 708**	**9 914**	**9 919**	**10 056**
- Commerce de gros	7 062	6 929	6 819	6 632	6 255	6 355	6 321	6 173	5 971	6 003	6 111
- Commerce de détail	4 107	4 039	4 024	4 019	3 954	3 950	3 896	3 823	3 236	3 219	3 256
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	2 086	2 085	2 083	681	679	696	691	712	707	697	689
Transports, entrepôts et communications	**1 046**	**584**	**463**	**426**	**311**	**297**	**290**	**304**	**197**	**326**	**309**
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	**1 135**	**1 155**	**1 185**	**1 170**	**1 142**	**1 159**	**1 156**	**1 153**	**1 149**	**1 143**	**838**
- Etablissements financiers, assurances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Affaires immobilières, services aux entreprises	1 135	1 155	1 185	1 170	1 142	1 159	1 156	1 153	1 149	1 143	838
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	**5 883**	**4 080**	**5 989**	**5 996**	**6 053**	**6 001**	**6 169**	**6 516**	**6 524**	**5 597**	**5 565**
- Services divers fournis à la collectivité	363	362	362	362	361	367	367	367	372	370	361
- Prêts aux particuliers	1 058	1 009	1 007	997	986	1 046	1 065	1 124	1 121	1 151	1 083
- Autres	4 462	2 709	4 620	4 637	4 706	4 588	4 737	5 025	5 031	4 076	4 121
TOTAL	**33 652**	**32 999**	**32 573**	**30 991**	**30 446**	**30 111**	**30 106**	**30 243**	**29 332**	**28 526**	**27 782**

Source : B.C.E.A.O.

BURKINA - CREDITS A MOYEN ET LONG TERME : UTILISATIONS DECLAREES A LA CENTRALE DES RISQUES

	1992				1993				1994		
Secteurs d'activités	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs CFA										
Agriculture, sylviculture et pêche	**570**	**572**	**598**	**555**	**619**	**610**	**595**	**626**	**625**	**549**	**558**
- Agriculture, chasse	570	572	598	555	619	610	595	626	625	549	558
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries extractives	**1 468**	**1 469**	**1 469**	**1 680**	**1 680**	**1 680**	**1 680**	**1 063**	**1 680**	**1 680**	**1 615**
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	1 468	1 469	1 469	1 680	1 680	1 680	1 680	1 063	1 680	1 680	1 615
Industries manufacturières	**8 042**	**8 048**	**7 240**	**7 427**	**7 585**	**7 517**	**7 473**	**7 052**	**6 456**	**5 180**	**6 212**
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	3 631	3 656	3 339	3 010	3 127	3 266	3 077	2 656	2 472	2 181	3 048
- Textiles, habillement, cuir	2 154	2 146	1 813	2 120	2 210	2 220	2 237	2 230	2 080	1 344	1 412
- Industries chimiques	1 731	1 636	1 573	1 770	1 748	1 648	1 660	1 649	1 411	1 258	1 401
- Autres	526	610	515	527	500	383	499	517	493	397	351
Electricité, gaz, eau	**57**	**25**	**25**	**25**	**25**	**25**	**25**	**25**	**25**	**25**	**24**
Bâtiment, travaux publics	**1 086**	**1 200**	**1 134**	**1 937**	**1 988**	**1 965**	**1 965**	**1 811**	**1 871**	**1 890**	**1 728**
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	**11 536**	**12 680**	**12 559**	**12 136**	**13 497**	**12 873**	**12 673**	**11 145**	**10 483**	**10 101**	**8 817**
- Commerce de gros	7 868	7 859	7 588	7 133	6 762	6 241	6 087	4 774	4 230	3 882	3 082
- Commerce de détail	2 400	3 575	3 710	3 755	5 456	5 368	5 327	5 123	5 021	5 001	4 667
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	1 268	1 246	1 261	1 248	1 279	1 264	1 259	1 248	1 232	1 218	1 068
Transports, entrepôts et communications	**1 283**	**1 297**	**1 268**	**1 242**	**1 292**	**1 330**	**1 219**	**1 215**	**1 172**	**1 106**	**1 002**
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	**5 292**	**5 167**	**4 973**	**5 123**	**4 719**	**4 709**	**4 492**	**4 432**	**4 238**	**4 231**	**4 052**
- Etablissements financiers, assurances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Affaires immobilières, services aux entreprises	5 292	5 167	4 973	5 123	4 719	4 709	4 492	4 432	4 238	4 231	4 052
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	**9 267**	**9 029**	**8 743**	**8 786**	**8 779**	**8 422**	**9 157**	**9 729**	**9 613**	**9 835**	**9 907**
- Services divers fournis à la collectivité	481	495	449	426	417	445	370	391	379	709	431
- Prêts aux particuliers	3 816	3 697	3 459	3 395	3 314	2 988	2 879	2 827	2 716	2 643	2 510
- Autres	4 970	4 837	4 835	4 965	5 048	4 989	5 908	6 511	6 518	6 483	6 966
TOTAL	**38 601**	**39 487**	**38 009**	**38 911**	**40 184**	**39 131**	**39 279**	**37 098**	**36 163**	**34 597**	**33 915**

Source : B.C.E.A.O.

TOGO - CREDITS A COURT TERME : UTILISATIONS DECLAREES A LA CENTRALE DES RISQUES

	1992				1993				1994		
Secteurs d'activités	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Millions de francs CFA						
Agriculture, sylviculture et pêche	**235**	**272**	**314**	**281**	**254**	**254**	**279**	**312**	**409**	**420**	**404**
- Agriculture, chasse	218	255	298	260	234	234	259	293	393	405	389
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	17	17	16	21	20	20	20	19	16	15	15
Industries extractives	**23 483**	**20 880**	**20 410**	**22 324**	**24 165**	**24 165**	**24 827**	**26 876**	**27 454**	**30 166**	**32 713**
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	23 483	20 880	20 410	22 324	24 165	24 165	24 827	26 876	27 454	30 166	32 713
Industries manufacturières	**5 863**	**6 132**	**7 765**	**7 670**	**7 546**	**7 546**	**6 046**	**5 874**	**7 161**	**7 561**	**8 849**
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	2 479	2 681	4 176	3 865	3 043	3 043	2 279	2 505	2 480	2 954	3 705
- Textiles, habillement, cuir	204	209	210	217	230	230	220	128	133	236	324
- Industries chimiques	779	752	856	919	1 046	1 046	910	864	1 782	1 656	1 778
- Autres	2 401	2 490	2 523	2 669	3 227	3 227	2 637	2 377	2 766	2 715	3 042
Electricité, gaz, eau	**304**	**132**	**441**	**477**	**901**	**901**	**429**	**258**	**47**	**236**	**232**
Bâtiment, travaux publics	**2 299**	**2 412**	**2 056**	**1 982**	**2 132**	**2 132**	**2 072**	**1 961**	**1 738**	**1 824**	**1 592**
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	**32 096**	**26 817**	**25 942**	**27 195**	**30 465**	**30 465**	**26 451**	**22 740**	**26 366**	**23 751**	**23 013**
- Commerce de gros	16 152	10 899	8 285	8 145	10 597	10 597	7 670	5 655	9 098	6 607	6 817
- Commerce de détail	15 757	15 714	17 432	18 869	19 655	19 655	18 577	16 914	17 095	16 926	15 835
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	187	204	225	181	213	213	204	171	173	218	361
Transports, entrepôts et communications	**1 829**	**1 619**	**1 569**	**1 395**	**2 038**	**208**	**1 682**	**1 226**	**1 549**	**1 672**	**1 470**
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	**1 325**	**1 205**	**1 278**	**1 271**	**951**	**951**	**1 020**	**324**	**399**	**262**	**465**
- Etablissements financiers, assurances	11	7	17	2	2	2	2	2	2	2	10
- Affaires immobilières, services aux entreprises	1 314	1 198	1 261	1 269	949	949	1 018	322	397	260	455
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	**1 292**	**1 401**	**1 909**	**1 806**	**2 020**	**2 020**	**2 064**	**1 975**	**1 486**	**1 366**	**1 473**
- Services divers fournis à la collectivité	135	184	156	106	156	156	104	289	135	102	127
- Prêts aux particuliers	782	784	1 210	1 174	1 208	1 208	1 333	1 428	905	791	791
- Autres	375	433	543	526	656	656	627	258	446	473	555
TOTAL	**68 726**	**60 870**	**61 684**	**64 401**	**70 472**	**70 472**	**64 870**	**61 546**	**66 609**	**67 258**	**70 213**

Source : B.C.E.A.O.

U.M.O.A. - CREDITS A MOYEN ET LONG TERME : UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES

Secteurs d'activités	1992				1993				1994		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs CFA										
Agriculture, sylviculture et pêche	**9 173**	**9 262**	**9 887**	**9 708**	**10 448**	**10 399**	**10 639**	**10 471**	**10 393**	**10 091**	**9 454**
- Agriculture, chasse	6 089	5 943	5 961	5 808	6 262	6 262	6 562	6 444	7 038	6 314	5 215
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	3 084	3 319	3 926	3 900	4 186	4 137	4 077	4 027	3 355	3 777	4 239
Industries extractives	**8 104**	**7 949**	**7 871**	**8 041**	**7 309**	**7 228**	**6 947**	**6 037**	**6 415**	**7 031**	**6 321**
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	8 104	7 949	7 871	8 041	7 309	7 228	6 947	6 037	6 415	7 031	6 321
Industries manufacturières	**78 166**	**79 339**	**80 026**	**81 446**	**80 911**	**76 823**	**95 977**	**100 169**	**97 254**	**98 862**	**98 595**
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	23 391	23 978	24 348	23 906	24 641	25 835	42 134	45 710	43 676	48 213	49 715
- Textiles, habillement, cuir	11 360	11 367	11 079	10 989	10 798	11 116	10 913	11 192	11 344	10 343	10 662
- Industries chimiques	19 880	19 529	20 231	19 117	18 274	16 690	18 100	18 373	16 489	15 744	14 119
- Autres	23 535	24 465	24 368	27 434	27 198	23 182	24 830	24 894	25 745	24 562	24 099
Electricité, gaz, eau	**23 914**	**23 352**	**22 519**	**22 523**	**40 239**	**36 889**	**35 658**	**40 111**	**40 052**	**39 872**	**39 851**
Bâtiment, travaux publics	**13 947**	**13 814**	**14 520**	**14 738**	**27 434**	**14 646**	**15 140**	**14 285**	**14 388**	**14 152**	**13 960**
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	**162 061**	**163 827**	**168 213**	**165 917**	**167 606**	**165 242**	**166 118**	**201 459**	**200 418**	**226 056**	**229 192**
- Commerce de gros	126 338	127 761	130 215	128 784	129 862	127 428	127 773	163 067	165 343	188 661	191 618
- Commerce de détail	23 442	23 903	24 606	25 157	25 684	25 500	25 865	25 929	23 848	25 967	25 938
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	12 281	12 163	13 392	11 976	12 060	12 314	12 480	12 463	11 227	11 428	11 636
Transports, entrepôts et communications	**36 174**	**36 242**	**36 487**	**34 876**	**34 579**	**34 189**	**33 742**	**31 718**	**32 080**	**22 136**	**17 555**
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	**39 089**	**38 229**	**36 985**	**38 134**	**25 683**	**37 149**	**37 152**	**36 721**	**38 333**	**20 325**	**19 293**
- Etablissements financiers, assurances	929	930	914	1 297	1 215	1 287	1 250	1 257	1 172	1 114	1 082
- Affaires immobilières, services aux entreprises	38 160	37 299	36 071	36 837	24 468	35 862	35 902	35 464	37 161	19 211	18 211
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	**60 383**	**61 044**	**65 765**	**105 617**	**64 556**	**64 726**	**64 823**	**67 296**	**62 418**	**62 168**	**64 190**
- Services divers fournis à la collectivité	4 351	5 034	5 232	5 140	5 035	4 968	4 829	4 924	4 348	4 356	4 437
- Prêts aux particuliers	38 707	39 436	38 200	80 553	39 989	39 865	39 355	39 059	37 309	36 937	36 705
- Autres	17 325	16 574	22 333	19 924	19 532	19 893	20 639	23 313	20 761	20 875	23 048
TOTAL	**431 011**	**433 058**	**442 273**	**481 000**	**458 765**	**447 291**	**466 196**	**508 267**	**501 751**	**500 693**	**498 411**

Source : B.C.E.A.O.

CÔTE D'IVOIRE - CREDITS A MOYEN ET LONG TERME : UTILISATIONS DECLAREES A LA CENTRALE DES RISQUES

	1992				1993				1994		
Secteurs d'activités	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Millions de francs CFA						
Agriculture, sylviculture et pêche	**1 261**	**1 202**	**1 040**	**940**	**968**	**956**	**1 255**	**1 154**	**1 588**	**840**	**889**
- Agriculture, chasse	826	740	603	522	558	523	837	758	1 180	458	479
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	435	462	437	418	410	433	418	396	408	382	410
Industries extractives	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries manufacturières	**27 976**	**27 775**	**28 630**	**25 485**	**24 558**	**24 461**	**41 251**	**46 922**	**44 273**	**48 921**	**47 635**
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	8 009	7 092	7 813	7 573	7 717	8 532	24 404	30 388	26 591	33 130	33 471
- Textiles, habillement, cuir	3 510	3 566	3 443	2 967	2 596	2 934	2 764	2 943	3 655	3 297	3 400
- Industries chimiques	8 167	8 390	8 979	7 440	6 570	5 685	6 229	5 896	4 880	4 317	3 151
- Autres	8 290	8 727	8 395	7 505	7 675	7 310	7 854	7 695	9 147	8 177	7 613
Electricité, gaz, eau	**22 815**	**22 123**	**21 318**	**21 368**	**39 183**	**35 843**	**34 627**	**39 140**	**39 090**	**39 125**	**38 893**
Bâtiment, travaux publics	**1 198**	**1 199**	**1 702**	**1 225**	**14 071**	**1 403**	**1 064**	**554**	**1 026**	**468**	**496**
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	**23 358**	**24 854**	**26 038**	**25 251**	**26 444**	**25 227**	**25 306**	**61 952**	**64 792**	**90 803**	**90 983**
- Commerce de gros	17 478	19 387	21 079	20 234	21 521	20 758	20 677	57 250	60 285	84 199	84 369
- Commerce de détail	4 145	3 888	3 383	3 502	3 138	2 948	3 149	3 242	3 165	5 372	5 482
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	1 735	1 579	1 576	1 515	1 785	1 521	1 480	1 460	1 342	1 232	1 132
Transports, entrepôts et communications	**24 175**	**24 083**	**23 959**	**22 054**	**21 597**	**21 380**	**21 213**	**19 701**	**20 429**	**9 767**	**5 066**
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	**19 914**	**19 641**	**19 416**	**19 546**	**7 460**	**19 387**	**19 019**	**19 142**	**18 709**	**2 932**	**2 349**
- Etablissements financiers, assurances	34	34	34	376	289	369	334	336	260	204	174
- Affaires immobilières, services aux entreprises	19 880	19 607	19 382	19 170	7 171	19 018	18 685	18 806	18 449	2 728	2 175
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	**13 163**	**14 389**	**14 191**	**14 044**	**12 993**	**13 520**	**13 228**	**12 825**	**12 095**	**11 660**	**11 344**
- Services divers fournis à la collectivité	1 319	1 755	1 682	1 679	1 529	1 535	1 511	1 468	1 393	1 053	980
- Prêts aux particuliers	11 031	11 805	11 637	11 414	11 163	11 002	10 735	10 390	10 295	10 296	10 073
- Autres	813	829	872	951	301	983	982	967	407	311	291
TOTAL	**133 860**	**135 266**	**136 294**	**129 913**	**147 274**	**142 177**	**156 963**	**201 390**	**202 002**	**204 516**	**197 655**

Source : B.C.E.A.O.

MALI - CREDITS A MOYEN ET LONG TERME : UTILISATIONS DECLAREES A LA CENTRALE DES RISQUES

	1992				1993				1994		
Secteurs d'activités	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs CFA										
Agriculture, sylviculture et pêche	**803**	**802**	**1 168**	**1 166**	**1 181**	**1 156**	**1 166**	**1 089**	**1 159**	**1 072**	**1 691**
- Agriculture, chasse	803	802	1 168	1 166	1 181	1 156	1 166	1 089	1 159	1 072	1 550
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	141
Industries extractives	**185**	**185**	**185**	**202**	**185**	**194**	**185**	**185**	**185**	**151**	**104**
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	185	185	185	202	185	194	185	185	185	151	104
Industries manufacturières	**13 134**	**13 232**	**13 178**	**13 051**	**12 925**	**13 156**	**13 082**	**11 239**	**13 389**	**11 189**	**6 331**
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	3 976	3 921	3 885	3 834	3 636	3 837	3 792	1 958	3 936	2 171	3 763
- Textiles, habillement, cuir	4 097	4 097	4 097	4 097	4 097	4 097	4 097	4 122	4 097	4 097	599
- Industries chimiques	370	357	352	339	334	324	298	300	393	312	449
- Autres	4 691	4 857	4 844	4 781	4 858	4 898	4 895	4 859	4 963	4 609	1 520
Electricité, gaz, eau	**53**	**54**	**56**	**56**	**57**	**56**	**56**	**56**	**56**	**27**	**47**
Bâtiment, travaux publics	**1 186**	**1 188**	**1 178**	**1 190**	**1 191**	**1 191**	**1 189**	**1 180**	**1 184**	**1 178**	**1 896**
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	**15 548**	**15 538**	**15 432**	**16 051**	**15 454**	**15 292**	**15 349**	**14 734**	**15 610**	**14 879**	**24 797**
- Commerce de gros	12 281	12 202	12 046	12 505	12 261	12 291	12 305	11 847	12 548	12 107	15 601
- Commerce de détail	2 750	2 737	2 790	2 949	2 735	2 679	2 736	2 589	2 756	2 549	8 764
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	517	599	596	597	458	322	308	298	306	223	432
Transports, entrepôts et communications	**1 677**	**1 677**	**1 624**	**1 726**	**1 644**	**1 674**	**1 760**	**1 775**	**1 815**	**1 810**	**1 928**
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	**1 270**	**1 275**	**1 108**	**1 293**	**1 303**	**1 303**	**1 291**	**1 134**	**2 970**	**1 362**	**625**
- Etablissements financiers, assurances	879	880	864	880	887	880	880	871	880	880	121
- Affaires immobilières, services aux entreprises	391	395	244	413	416	423	411	263	2 090	482	504
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	**5 124**	**5 343**	**5 157**	**5 241**	**5 650**	**5 467**	**5 146**	**6 685**	**5 136**	**5 757**	**9 016**
- Services divers fournis à la collectivité	13	10	22	22	21	17	19	19	18	15	43
- Prêts aux particuliers	1 372	1 347	1 489	1 452	1 443	1 292	1 254	1 085	1 237	879	739
- Autres	3 739	3 986	3 646	3 767	4 186	4 158	3 873	5 581	3 881	4 863	8 234
TOTAL	**38 980**	**39 294**	**39 086**	**39 976**	**39 590**	**39 489**	**39 224**	**38 077**	**41 504**	**37 425**	**46 435**

Source : B.C.E.A.O.

NIGER - CREDITS A MOYEN ET LONG TERME : UTILISATIONS DECLAREES A LA CENTRALE DES RISQUES

	1992				1993				1994		
Secteurs d'activités	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
					Millions de francs CFA						
Agriculture, sylviculture et pêche	**189**	**189**	**190**	**189**	**189**	**189**	**188**	**187**	**187**	**187**	**187**
- Agriculture, chasse	189	189	190	189	189	189	188	187	187	187	187
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries extractives	**990**	**900**	**810**	**720**	**630**	**540**	**450**	**450**	**270**	**1 237**	**1 098**
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	990	900	810	720	630	540	450	450	270	1 237	1 098
Industries manufacturières	**278**	**243**	**252**	**258**	**225**	**226**	**197**	**235**	**218**	**202**	**147**
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	89	89	89	100	112	109	107	107	97	97	96
- Textiles, habillement, cuir	140	112	84	84	84	56	28	28	28	29	29
- Industries chimiques	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	48	42	79	74	29	61	62	100	93	76	22
Electricité, gaz, eau	**45**	**45**	**45**	**45**	**45**	**45**	**43**	**43**	**41**	**41**	**39**
Bâtiment, travaux publics	**340**	**159**	**101**	**99**	**62**	**62**	**25**	**31**	**27**	**26**	**30**
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	**1 018**	**993**	**1 005**	**537**	**988**	**969**	**982**	**1 026**	**923**	**917**	**903**
- Commerce de gros	911	912	899	439	892	891	894	955	850	846	846
- Commerce de détail	107	81	106	98	84	78	78	71	62	61	57
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	-	-	-	-	12	-	10	-	11	10	-
Transports, entrepôts et communications	**329**	**342**	**336**	**345**	**360**	**333**	**292**	**296**	**533**	**524**	**503**
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	**37**	**34**	**75**	**71**	**81**	**60**	**52**	**47**	**22**	**52**	**50**
- Etablissements financiers, assurances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Affaires immobilières, services aux entreprises	37	34	75	71	81	60	52	47	22	52	50
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	1 270	1 476	1 242	1 147	1 083	1 114	1 055	1 234	1 444	1 573	1 667
- Services divers fournis à la collectivité	6	-	-	-	7	6	6	6	19	19	6
- Prêts aux particuliers	1 126	1 097	874	786	793	792	753	755	1 181	1 349	1 315
- Autres	138	379	368	361	283	318	296	473	244	205	346
TOTAL	**4 496**	**4 381**	**4 056**	**3 411**	**3 663**	**3 538**	**3 284**	**3 549**	**3 665**	**4 759**	**4 624**

Source : B.C.E.A.O.

SENEGAL - CREDITS A MOYEN ET LONG TERME : UTILISATIONS DECLAREES A LA CENTRALE DES RISQUES

Secteurs d'activités	1992				1993				1994		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs CFA										
Agriculture, sylviculture et pêche	**4 092**	**4 302**	**5 136**	**5 039**	**5 687**	**5 678**	**5 631**	**5 626**	**5 047**	**5 656**	**6 074**
- Agriculture, chasse	1 515	1 474	1 677	1 654	2 008	2 077	2 075	2 098	1 832	2 363	2 347
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	2 577	2 828	3 459	3 385	3 679	3 601	3 556	3 528	3 215	3 293	3 727
Industries extractives	**74**	**74**	**95**	**95**	**95**	**95**	**95**	**129**	**74**	**74**	**253**
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	74	74	95	95	95	95	95	129	74	74	253
Industries manufacturières	**13 900**	**13 420**	**15 117**	**19 690**	**20 334**	**16 536**	**19 117**	**19 882**	**18 235**	**18 820**	**18 813**
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	2 929	2 852	3 842	4 079	4 890	4 945	5 666	5 638	5 633	5 881	6 196
- Textiles, habillement, cuir	1 376	1 363	1 561	1 641	1 731	1 729	1 708	1 698	1 319	1 252	1 418
- Industries chimiques	6 784	6 286	6 529	6 769	6 850	6 263	7 143	7 831	7 088	7 203	6 696
- Autres	2 811	2 919	3 185	7 201	6 863	3 599	4 600	4 715	4 195	4 484	4 503
Electricité, gaz, eau	**3**	**262**	**303**	**303**	**303**	**294**	**281**	**271**	**264**	**254**	**440**
Bâtiment, travaux publics	**7 876**	**7 807**	**8 135**	**8 023**	**7 919**	**7 830**	**8 735**	**8 600**	**8 191**	**8 536**	**8 356**
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	**86 140**	**85872**	**89 193**	**89 355**	**89 815**	**89 360**	**90 616**	**91 275**	**88 775**	**89 124**	**93 119**
- Commerce de gros	77 225	77 041	78 480	78 515	78 876	77 586	78 197	78 758	78 302	78 286	81 181
- Commerce de détail	2 754	2 687	3 331	3 380	3 553	3 828	4 168	4 173	3 229	3 321	3 809
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	6 161	6 144	7 382	7 460	7 386	7 946	8 251	8 344	7 244	7 517	8 129
Transports, entrepôts et communications	**5 671**	**6 304**	**7 015**	**7 309**	**7 768**	**7 568**	**7 373**	**6 950**	**6 552**	**7 284**	**6 471**
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	**10 798**	**10 269**	**9 536**	**10 247**	**10 253**	**9 806**	**10 390**	**10 053**	**10 514**	**9 842**	**9 973**
- Etablissements financiers, assurances	5	5	5	30	28	27	25	23	21	19	17
- Affaires immobilières, services aux entreprises	10 793	10 264	9 531	10 217	10 225	9 779	10 365	10 030	10 493	9 823	9 956
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	**18 759**	**19 982**	**23 710**	**24 003**	**23 589**	**23 793**	**23 704**	**23 923**	**21 316**	**21 592**	**22 759**
- Services divers fournis à la collectivité	1 378	1 404	1 934	1 881	1 846	1 838	1 806	1 901	1 408	1 435	1 921
- Prêts aux particuliers	14 590	14 889	17 052	17 201	16 976	17 407	17 358	17 528	15 478	15 458	15 591
- Autres	2 791	3 689	4 724	4 921	4 767	4 548	4 540	4 494	4 430	4 699	5 247
TOTAL	**147 313**	**148 292**	**158 240**	**164 064**	**165 763**	**160 960**	**165 942**	**166 709**	**158 968**	**161 182**	**166 258**

Source : B.C.E.A.O.

TOGO - CREDITS A MOYEN ET LONG TERME : UTILISATIONS DECLAREES A LA CENTRALE DES RISQUES

	1992				1993				1994		
Secteurs d'activités	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
	Millions de francs CFA										
Agriculture, sylviculture et pêche	**822**	**803**	**770**	**767**	**752**	**752**	**746**	**731**	**731**	**731**	**406**
- Agriculture, chasse	815	796	762	759	744	744	738	723	723	723	398
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	5	5	5	8	8	8	8	8	8	8	8
Industries extractives	**4 974**	**4 908**	**4 900**	**4 931**	**4 306**	**4 306**	**4 149**	**3 822**	**3 818**	**3 451**	**2 451**
- Pétrole brut et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	4 974	4 908	4 900	4 931	4 306	4 306	4 149	3 822	3 818	3 451	2 451
Industries manufacturières	**5 302**	**5 249**	**5 944**	**5 882**	**5 678**	**5 678**	**5 653**	**5 654**	**5 501**	**5 423**	**5 294**
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	1 312	1 223	1 938	1 878	1 731	1 731	1 698	1 600	1 586	1 442	1 383
- Textiles, habillement, cuir	45	45	43	42	42	42	41	134	128	287	269
- Industries chimiques	2 046	2 081	2 023	2 026	1 999	1 999	2 000	1 966	1 952	1 892	1 811
- Autres	1 899	1 900	1 940	1 936	1 906	1 906	1 914	1 954	1 835	1 802	1 831
Electricité, gaz, eau	**941**	**843**	**772**	**726**	**626**	**626**	**626**	**576**	**576**	**400**	**400**
Bâtiment, travaux publics	**1 311**	**1 311**	**1 322**	**1 315**	**1 262**	**1 262**	**1 229**	**1 178**	**1 167**	**1 134**	**1 112**
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	**11 206**	**10 837**	**11 060**	**11 255**	**10 520**	**10 520**	**10 264**	**10 619**	**9 921**	**10 313**	**10 567**
- Commerce de gros	3 513	3 431	3 304	3 326	3 295	3 295	3 292	3 171	3 157	3 338	4 160
- Commerce de détail	7 179	6 896	7 262	7 440	6 764	6 764	6 511	7 047	6 379	6 444	6 021
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	514	510	494	489	461	461	461	401	385	531	386
Transports, entrepôts et communications	**1 993**	**1 955**	**1 822**	**1 774**	**1 607**	**1 607**	**1 595**	**1 477**	**1 382**	**1 319**	**1 668**
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	**643**	**688**	**692**	**684**	**725**	**725**	**752**	**760**	**731**	**763**	**657**
- Etablissements financiers, assurances	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11
- Affaires immobilières, services aux entreprises	632	677	681	673	714	714	741	749	720	752	646
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	**6 917**	**6 745**	**6 733**	**6 656**	**6 409**	**6 409**	**6 364**	**6 384**	**6 290**	**6 154**	**6 133**
- Services divers fournis à la collectivité	797	783	783	770	760	760	750	772	759	755	713
- Prêts aux particuliers	5 714	5 592	5 638	5 564	5 338	5 338	5 311	5 350	5 281	5 161	5 197
- Autres	406	370	312	322	311	311	303	262	250	238	223
TOTAL	**34 109**	**33 339**	**34 015**	**33 990**	**31 885**	**31 885**	**31 378**	**31 201**	**30 117**	**29 688**	**28 688**

Source : B.C.E.A.O.

BÉNIN - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE 1990 A 1994

	1990**	1991**	1992**	1993**	1994**
			Milliards de francs CFA		
Marchandises	- 38,3	- 43,3	- 52,4	- 67,5	- 71,4
dont : *Exportations FOB*	*78,2*	*92,8*	*96,0*	*94,2*	172,1
Importations FOB	*- 116,4*	*- 136,1*	*- 148,4*	*- 161,7*	*- 243,5*
Services	- 16,2	- 13,2	- 20,5	- 17,1	- 37,5
Transferts sans contrepartie	54,1	53,5	61,2	68,2	86,2
dont : *Privés*	*23,5*	*24,8*	*26,2*	*24,7*	*26,0*
Publics	*30,6*	*28,7*	*35,0*	*43,5*	*60,2*
Balance des paiements courants	**- 0,3**	**- 3,0**	**- 11,7**	**- 16,4**	**- 22,7**
Mouvements de capitaux non					
monétaires à long terme	31,5	34,8	30,6	26,5	48,0
Balance de base	**31,2**	**31,8**	**18,9**	**10,1**	**25,3**
Mouvements de capitaux non					
monétaires à court terme	- 4,0	3,0	11,8	- 5,2	- 0,4
Erreurs et omissions nettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Balance globale	**27,2**	**34,8**	**30,7**	**4,9**	**24,9**
N.B. : Le signe (+) indique un excédent, le signe (-) un déficit.					
*Données provisoires.					
** Estimations.					

BURKINA - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE 1990 A 1994

	1990	1991	1992**	1993**	1994**
			Milliards de francs CFA		
Marchandises	- 71,3	- 62,4	- 93,9	- 105,2	-104,6
dont : *Exportations FOB*	*76,4*	*75,9*	*76,1*	*70,5*	*129,3*
Importations FOB	*- 147,7*	*- 138,3*	*- 170,0*	*- 175,7*	*- 233,9*
Services	- 40,0	- 52,0	- 60,7	- 60,0	- 80,4
Transferts sans contrepartie	90,4	88,9	134,6	139,7	179,5
dont : *Privés*	*28,6*	*27,7*	*42,0*	*46,0*	*48,0*
Publics	*61,8*	*61,2*	*92,6*	*93,7*	*131,5*
Balance des paiements courants	**- 20,9**	**- 25,5**	**- 20,0**	**- 25,5**	**- 5,5**
Mouvements de capitaux non					
monétaires à long terme	19,4	31,7	33,5	41,0	59,4
Balance de base	**- 1,5**	**6,2**	**13,5**	**15,5**	**53,9**
Mouvements de capitaux non					
monétaires à court terme	1,3	2,7	1,2	1,5	7,8
Erreurs et omissions nettes	0,5	- 1,8	0,0	0,0	0,0
Balance globale	**- 0,3**	**7,4**	**14,7**	**17,0**	**61,7**
N.B. : Le signe (+) indique un excédent, le signe (-) un déficit.					
**Estimations.					

CÔTE D'IVOIRE - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE 1990 A 1994

	1990**	1991**	1992**	1993**	1994**
			Milliards de francs CFA		
Marchandises	297,8	260,4	263,2	297,6	602,8
dont : *Exportations FOB*	*793,0*	*763,1*	*762,3*	*753,9*	*1 417,1*
Importations FOB	*- 495,2*	*- 502,7*	*- 499,1*	*- 456,3*	*- 814,3*
Services	- 578,7	- 533,7	- 507,5	- 547,6	- 735,2
Transferts sans contrepartie	- 51,9	- 25,9	- 31,9	- 46,4	162,2
dont : *Privés*	*- 122,9*	*- 107,5*	*- 88,6*	*- 86,4*	*- 145,9*
Publics	*71,0*	*81,6*	*56,7*	*40,0*	*308,1*
Balance des paiements courants	**- 332,8**	**- 299,2**	**- 276,2**	**- 296,4**	**29,8**
Mouvements de capitaux non					
monétaires à long terme	337,8	341,7	267,2	319,6	239,8
Balance de base	**5,0**	**42,5**	**- 9,0**	**23,2**	**269,6**
Mouvements de capitaux non					
monétaires à court terme	9,1	- 4,8	- 20,0	- 20,0	61,1
Erreurs et omissions nettes	4,4	2,0	7,0	- 2,3	0,0
Balance globale	**18,5**	**39,7**	**- 22,0**	**0,9**	**330,7**
N.B. : Le signe (+) indique un excédent, le signe (-) un déficit.					
*Données provisoires - **Estimations.					

MALI - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE 1990 A 1994

	1990**	1991**	1992**	1993**	1994**
			Milliards de francs CFA		
Marchandises	- 25,7	- 26,2	- 38,5	- 31,2	- 60,1
dont : *Exportations FOB*	*92,0*	*99,9*	*89,5*	*96,6*	*174,0*
Importations FOB	*- 117,7*	*- 126,1*	*- 128,0*	*- 127,8*	*- 234,1*
Services	- 97,0	- 95,2	- 96,2	- 94,1	- 165,3
Transferts sans contrepartie	84,7	108,0	106,1	89,6	202,8
dont : *Privés*	*23,1*	*25,0*	*25,0*	*25,8*	*46,3*
Publics	*61,6*	*83,0*	*81,1*	*63,8*	*156,5*
Balance des paiements courants	**- 38,0**	**- 13,4**	**- 28,6**	**- 35,7**	**- 22,6**
Mouvements de capitaux non					
monétaires à long terme	50,0	42,2	32,8	25,5	52,1
Balance de base	**12,0**	**28,8**	**4,2**	**- 10,2**	**29,5**
Mouvements de capitaux non					
monétaires à court terme	- 1,8	1,0	- 2,0	0,0	25,0
Erreurs et omissions nettes	1,1	8,8	- 3,7	11,7	- 15,8
Balance globale	**11,3**	**38,6**	**- 1,5**	**1,5**	**38,7**
N.B. : Le signe (+) indique un excédent, le signe (-) un déficit.					
*Données provisoires - **Estimations.					

NIGER - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE 1990 A 1994

	1990**	1991**	1992**	1993**	1994**
			Milliards de francs CFA		
Marchandises	- 6,8	2,8	0,7	- 3,1	- 10,8
dont : *Exportations FOB*	*85,1*	*82,0*	*71,2*	*67,5*	*111,8*
Importations FOB	*- 91,9*	*- 79,2*	*- 70,5*	*-70,6*	*- 122,6*
Services	- 50,8	- 39,0	- 35,3	- 36,0	- 81,8
Transferts sans contrepartie	36,7	33,8	23,7	31,4	59,4
dont : *Privés*	*- 13,5*	*- 10,7*	*- 10,5*	*- 9,6*	*- 14,2*
Publics	*50,2*	*44,5*	*34,2*	*41,0*	*73,6*
Balance des paiements courants	**- 20,9**	**- 2,4**	**- 10,9**	**- 7,7**	**- 33,2**
Mouvements de capitaux non					
monétaires à long terme	31,2	- 0,3	19,4	9,1	44,3
Balance de base	**10,3**	**- 2,7**	**8,5**	**1,4**	**11,1**
Mouvements de capitaux non					
monétaires à court terme	- 5,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	- 3,0	2,9	- 4,7	- 4,3	0,0
Balance globale	**2,0**	**0,2**	**3,8**	**- 2,9**	**11,1**
N.B. : Le signe (+) indique un excédent, le signe (-) un déficit.					
*Données provisoires - **Estimations.					

SÉNÉGAL - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE 1990 A 1994

	1990**	1991**	1992**	1993**	1994**
			Milliards de francs CFA		
Marchandises	- 73,7	- 81,8	- 98,4	- 108,5	- 129,5
dont : *Exportations FOB*	*243,3*	*232,5*	*219,2*	*203,5*	*440,5*
Importations FOB	*- 317,0*	*- 314,3*	*- 317,6*	*- 312,0*	*- 570,0*
Services	- 55,8	- 59,5	- 57,7	- 55,9	- 79,0
Transferts sans contrepartie	80,2	82,8	83,8	79,3	213,5
dont : *Privés*	*8,0*	*8,0*	*9,7*	*11,4*	29,1
Publics	*72,2*	*74,8*	*74,1*	*67,9*	*184,4*
Balance des paiements courants	**- 49,3**	**- 58,5**	**- 72,3**	**- 85,1**	**5,0**
Mouvements de capitaux non					
monétaires à long terme	86,8	74,5	87,4	71,9	95,2
Balance de base	**37,5**	**16,0**	**15,1**	**- 13,2**	**100,2**
Mouvements de capitaux non					
monétaires à court terme	- 5,5	- 10,5	- 10,0	- 15,5	77,5
Erreurs et omissions nettes	2,6	- 0,2	5,6	- 1,1	0,0
Balance globale	**34,6**	**5,3**	**10,7**	**- 29,8**	**177,7**
N.B. : Le signe (+) indique un excédent, le signe (-) un déficit.					
**Estimations.					

TOGO - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE 1990 A 1994

	1990	1991**	1992**	1993**	1994**
			Milliards de francs CFA		
Marchandises	- 24,2	- 20,3	- 12,5	- 10,4	10,1
dont : *Exportations FOB*	*139,9*	*112,2*	*91,0*	*60,7*	*144,6*
Importations FOB	*- 164,1*	*- 132,5*	*- 103,5*	*- 71,1*	*- 134,5*
Services	- 34,7	- 28,1	- 26,5	- 27,6	- 57,1
Transferts sans contrepartie	36,0	29,8	9,8	11,5	22,8
dont : *Privés*	*3,1*	*4,0*	*2,3*	*2,3*	*4,7*
Publics	*32,9*	*25,8*	*7,5*	*9,2*	*18,1*
Balance des paiements courants	**- 22,9**	**- 18,6**	**- 29,2**	**- 26,5**	**- 24,2**
Mouvements de capitaux non monétaires à long terme	17,2	23,4	14,9	10,9	60,4
Balance de base	**- 5,7**	**4,8**	**- 14,3**	**- 15,6**	**36,2**
Mouvements de capitaux non monétaires à court terme	7,0	- 0,5	- 4,3	- 14,9	0,6
Erreurs et omissions nettes	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Balance globale	**2,0**	**4,3**	**- 18,6**	**- 30,5**	**36,8**
**Estimations.					
N.B. : Le signe (+) indique un excédent, le signe (-) un déficit.					

B.C.E.A.O. - DÉCOMPOSITION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

Coupures	2 mars 1992	30 sept. 1992	31 déc. 1992	30 sept. 1993	30 sept. 1994
			Millions de francs CFA		
Billets	***627 935***	***518 754***	***600 072***	***490 809***	***712 336***
10 000	265 618	212 960	253 479	198 710	307 542
5 000	236 701	196 392	216 355	183 790	235 657
2 500	-	-	16 375	12 543	48 204
1 000	89 453	79 206	80 700	67 450	88 415
500	34 240	28 251	31 218	26 375	32 518
Pièces	***33 811***	***34 024***	***34 704***	***35 371***	***39 258***
250	-	-	420	774	1 830
100	18 198	18 138	18 259	18 278	**19 943**
50	5 888	5 980	6 032	6 135	6 790
25	3 277	3 338	3 367	3 419	3 672
10	3 401	3 483	3 516	3 597	3 774
5	2 405	2 450	2 469	2 520	2 599
Autres	642	640	641	648	650
Total	**661 746**	**552 783**	**634 776**	**526 180**	**751 594**

U.M.O.A. - MOUVEMENTS DES BILLETS ENTRE AGENCES

Exercice 1991 - 1992

Agences de retrait	Agences d'émission							Total des entrées
	Bénin	Burkina	C. d'Ivoire	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
	Millions de francs CFA							
Bénin	///	6 508	22 623	3 054	13 972	2 080	19 379	**67 616**
Burkina	1 759	///	34 358	7 132	3 420	1 426	3585	**51 680**
Côte d'Ivoire	3 503	7 404	///	12 585	6 290	1 814	2 908	**34 504**
Mali	204	2 345	7 507	///	674	2 155	214	**13 099**
Niger	1 529	3 088	8 038	2 406	///	555	1 505	**17 121**
Sénégal	1 026	2 092	19 493	11 097	2 082	///	778	**36 568**
Togo	6 892	7 758	13 905	1 790	4 576	910	///	**35 831**
Total des sorties	**14 913**	**29 195**	**105 924**	**38 064**	**31 014**	**8 940**	**28 369**	**256 419**

Exercice 1992 - 1993

Agences de retrait	Agences d'émission							Total des entrées
	Bénin	Burkina	C. d'Ivoire	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
	Millions de francs CFA							
Bénin	///	4 089	12 611	1 753	8 015	1 088	20 926	**48 482**
Burkina	966	///	38 388	7 990	3 474	1 309	2 839	**54 966**
Côte d'Ivoire	1 280	6 514	///	8 287	1 838	4 341	1 385	**23 285**
Mali	532	4 074	18 700	///	1 077	4 297	317	**28 997**
Niger	1 381	2 430	4 465	1 994	///	435	1 528	**12 233**
Sénégal	901	1 492	9 141	8 173	1 329	///	501	**21 537**
Togo	4 332	4 199	8 527	630	2 515	514	///	**20 717**
Total des sorties	**9 392**	**22 438**	**91 832**	**28 827**	**18 248**	**11 984**	**27 496**	**210 217**

Exercice 1993 - 1994

Agences de retrait	Agences d'émission							Total des entrées
	Bénin	Burkina	C. d'Ivoire	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
	Millions de francs CFA							
Bénin	///	13 773	41 780	7 166	24 573	3 225	27 963	**118 480**
Burkina	3 815	///	53 580	8 898		2 160	2 555	**75 427**
Côte d'Ivoire	2 833	8 854	///	11 596	5 275	4 094	1 283	**33 935**
Mali	648	4 333	17 988	///	973	4 751	356	**29 049**
Niger	5 674	4 233	10 595	3 536	///	987	2 277	**27 302**
Sénégal	1 889	2 616	14 546	10 105	1 466	///	860	**31 485**
Togo	23 373	11 613	36 173	4 411	12 339	2 320	///	**90 229**
Total des sorties	**174 662**	**38 232**	**45 425**	**45 712**	**49 045**	**17 537**	**35 294**	**405 907**

Source : B.C.E.A.O.

U.M.O.A. - MOUVEMENTS DE BILLETS ET PIÈCES AUX GUICHETS DE LA B.C.E.A.O.

	Prélèvements			Versements		
	1991 - 1992	**1992 - 1993**	**1993 - 1994**	**1991 - 1992**	**1992 - 1993**	**1993 - 1994**
			Milliers de signes monétaires			
Billets	***380 123***	***344 340***	***414 712***	***345 894***	***310 980***	***348 841***
10 000	56 908	55 818	80 688	46 201	42 230	68 664
5 000	108 200	95 082	105 451	93 838	82 221	94 023
2 500	0	28 297	43 222	0	18 684	32 008
1 000	121 336	90 755	103 138	114 866	94 063	84 363
500	93 679	74 388	82 213	90 989	73 782	69 783
Pièces	***85 849***	***70 550***	***92 215***	***30 400***	***33 198***	***12 297***
250	0	3 038	4 364	0	171	85
100	18 452	14 399	20 997	13 959	13 436	4 313
50	14 618	10 316	14 827	6 150	7 333	1 921
25	10 236	9 228	12 003	4 316	5 162	1 601
10	21 427	16 935	20 455	4 991	6 272	3 547
5	17 034	13 334	15 038	878	793	526
1	4 082	3 300	4 531	106	31	304
Total	**465 972**	**414 890**	**506 927**	**376 294**	**344 178**	**361 138**
			Millions de francs CFA			
Billets	***1 278 256***	***1 232 282***	***1 586 435***	***1 091 561***	***1 011 069***	***1 356 030***
10 000	569 080	558 180	806 880	462 010	422 300	686 640
5 000	541 000	475 410	527 255	469 190	411 105	470 115
2 500	0	70 743	108 055	0	46 710	80 020
1 000	121 336	90 755	103 138	114 866	94 063	84 363
500	46 840	37 194	41 107	45 495	36 891	34 892
Pièces	***3 135***	***3 186***	***4 516***	***1 865***	***1 950***	***626***
250	0	760	1 091	0	43	21
100	1 845	1 440	2 100	1 396	1 344	431
50	731	516	741	307	367	96
25	256	231	300	108	129	40
10	214	169	205	50	63	35
5	85	67	75	4	4	3
1	4	3	5	ε	ε	ε
Total	**1 281 391**	**1 235 468**	**1 590 951**	**1 093 426**	**1 013 019**	**1 356 656**

Imprimerie de la Banque Centrale
des États de l'Afrique de l'Ouest
D A K A R

BCEAO - SIEGE

Avenue Abdoulaye FADIGA - BP 3108
Dakar-Sénégal
Tél. : (221) 23 10 42 - 23 16 15 - 23 45 01
Téléfax : (221) 23 93 95
Télex : BCEAO 21833 SG / 21817 SG / 21815 SG